

Attaqué par une foule de manifestants

Le principal dirigeant des Khmers rouges contraint de fuir Phnom-Penh

Compréhensible et risqué

Il est des dérapages que le droit réprouve, mais qui peuvent se comprendre. Ainsi en va-t-il de l'explosion de violence, mercredi 27 novembre, au cours de laquelle le chef en titre des Khmers rouges, M. Khieu Samphan, a été molesté par une foule qui avait pris d'assaut la résidence de Phnom-Penh où il venait de s'installer. Jeté à terre, le visage ensanglanté, il a été évacué par des forces de l'ordre qui avaient selon toute apparence, été d'abord débordées. Il a ensuite été transféré en catastrophe vers Bangliok, qu'il avait quitté quelques heures auparavant. L'autre représentant khmer rouge, M. Son Sen, l'accompagnait dans sa fuite.

La veille, déjà, quelques milliers de personnes avaient conquis le principal représentant au Conseil national suprême (CNS) de la « parole du Kampuchéa démocratique », selon le nom que choisirent de se donner le groupe maoïste radical qui a gouverné le Cambodge d'avril 1975 à janvier 1979. « Khmers rouges », rendez-vous nos parents ! », proclamaient les banderoles, dont les porteurs exigeaient le châtiment de ceux qui, selon des estimations généralement acceptées, y ont provoqué la mort d'un million de leurs compatriotes.

De toute évidence, la manifestation de mardi avait été organisée par le gouvernement, régime communiste et pro-vietnamien, et devint une dernière tentative de répression et « silencing » de M. Hun Sen. Celle de mercredi l'était-elle aussi ? Le premier ministre était face à un dilemme : laisser s'exprimer la colère des victimes, et risquer ainsi de contrevancer aux accords de Paris, qui, par ailleurs, ont fait une place aux Khmers rouges ; ou bien réprimer les légitimes manifestations d'indignation, et risquer de passer pour complice des bourreaux du régime.

M. Hun Sen, dont l'habileté politique n'a d'égale que celle du prince Sihanouk, aura peut-être été tenté de contourner la difficulté. Cet événement risque de remettre en cause la logique des accords de Paris. M. Khieu Samphan, qui, à son arrivée à Phnom-Penh, avait prôné l'« oubli du passé », acceptait-il de passer par profits et pertes ce qu'il a vécu mercredi ? M. Pol Pot, le véritable responsable de la tragédie khmère, qui se cache dans la jungle, sait bien qu'à travers M. Khieu Samphan c'est à lui que la foule en voulait réellement.

Le processus entamé le 14 novembre avec le retour de Norodom Sihanouk paraissait jusqu'à aujourd'hui contrôlé. En particulier, l'alliance de l'ancien souverain et de l'actuel premier ministre comble d'aise certains signataires des accords de Paris. C'est ainsi que la France, très présente sur le terrain, y voit une « alliance des modérés » laissant de côté les « extrémistes », principalement les amis de Pol Pot, mais aussi la « troisième faction » de M. Son Sen, héritier de ces hommes qui, en 1970, avec la complicité américaine, avaient précipité le Cambodge dans la guerre. La formation prochaine d'un gouvernement de coalition entre les partisans de M. Hun Sen et du prince Norodom Ranariddh, fils du chef de l'Etat, devrait sceller cette alliance. Reste à voir ce qu'en diront, et ce que pourront faire, les Khmers rouges. Et ceux qui les soutiennent encore.

M0147 - 1128 0 - 6.00 F



Le dirigeant khmer rouge Khieu Samphan a échappé, mercredi 27 novembre, à son retour à Phnom-Penh, à une foule qui tentait de le lyncher. Légèrement blessé, il a été évacué, en compagnie de l'autre responsable khmer rouge présent dans la capitale cambodgienne, M. Son Sen, vers Bangkok où il est arrivé dans l'après-midi. Cet événement risque de remettre en cause le processus de paix tel qu'il résultait des accords de Paris.

L'armée cambodgienne, appuyée par des blindés, est intervenue, mercredi 27 novembre, pour éviter le lynchage du chef khmer rouge Khieu Samphan, violemment molesté par une foule de quelque 10 000 personnes peu après son arrivée dans la capitale cambodgienne. M. Khieu Samphan a été conduit, la tête en sang, à l'aéroport pour être évacué sur Bangkok, d'où il était arrivé quelques heures auparavant.

L'évacuation du responsable a été dirigée directement par le premier ministre Hun Sen, accouru sur place avec de hauts responsables de l'armée. L'autre

représentant khmer rouge au Conseil national suprême (CNS), M. Son Sen - qui était arrivé à Phnom-Penh le 17 novembre dernier en vertu des accords de paix signés à Paris en octobre - a quitté le Cambodge par le même vol spécial de la compagnie Kampuchea Airlines.

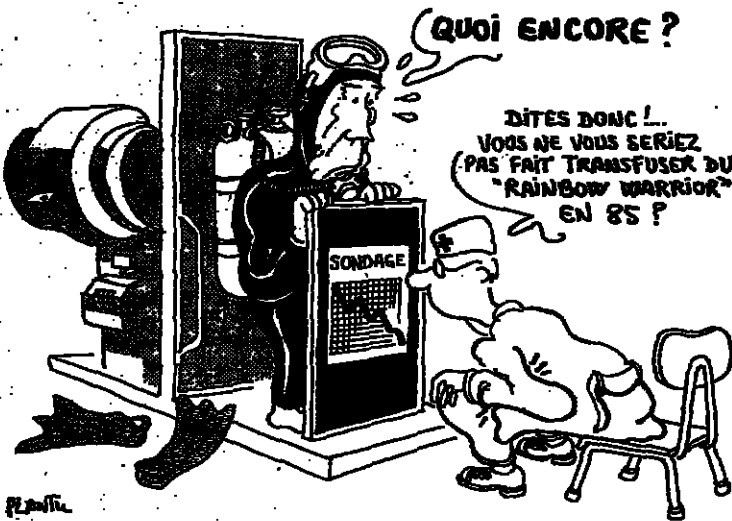
Selon des témoins, avant d'être emmené à bord d'un char, M. Khieu Samphan a été molesté dans la résidence des responsables khmers rouges, prise d'assaut par la foule qui voulait le pendre à un ventilateur scellé au plafond.

Lire la suite page 5

Le retour de l'affaire Greenpeace

L'arrestation en Suisse de l'ancien sous-officier de l'OGSE, Gérard Andrieu, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour sa participation à l'attentat contre le Rainbow Warrior en 1985 et qui devrait être extradé vers la Nouvelle-Zélande, rouvre le dossier Greenpeace apparemment clos depuis l'accord conclu sous l'égide de l'ONU entre Paris et Wellington.

Lire page 11 l'article d'EDWY PLENEL



PRINX MÉDICIS ÉTRANGER

Pietro Citati
Histoire
qui fut heureuse
puis douloureuse
et finit par

DU MONDE ENTIER
GALLIMARD

Un débat à l'Assemblée nationale

M. Dumas veut rassurer les députés avant le sommet de Maastricht

Un débat sans vote devait avoir lieu, mercredi 27 novembre, à l'Assemblée nationale, avant le conseil européen de Maastricht des 9 et 10 décembre, qui marque l'aboutissement des conférences sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique. M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères,

devait tenter d'apaiser les élus qui redoutent une trop forte accélération du processus d'intégration. Il entendait rappeler la volonté de la France de voir émerger une « dynamique nouvelle », notamment dans les domaines de la diplomatie et de la défense.

(Lire page 8 l'article de PIERRE SERVENT.)

Les deux Europe en sens contraire

par Jacques Amalric

Le réveil des nations en Europe de l'Est n'a pas fini de surprendre, voire de choquer, bon nombre d'Européens de l'Ouest. Ils y voient non seulement sujet de préoccupation et d'incompréhension, mais aussi comme une inconvenance : pour-quoi donc Serbes, Croates, Slovaques et autres Slovaques, pour ne rien dire des Moldaves et des Ukrainiens, vont-ils ainsi à contre-courant du mouvement fédé-

rateur qui est censé animer aujourd'hui l'Europe occidentale et qui devrait théoriquement prévaloir, les 9 et 10 décembre, lors du Conseil européen de Maastricht ?

Cette interrogation s'inscrit en filigrane dans bon nombre de colloques. Elle dominait celui organisé les 21, 22 et 23 novembre à Strasbourg, par l'Association culturelle européenne, créée par Gilles Martinet. Mais force est de constater que ce genre de débat entre intellectuels et politiques de

l'Ouest et de l'Est du continent ne fait guère avancer les choses : à quelques exceptions près, les premiers continuent imperturbablement à se réclamer de la raison alors que les seconds tentent d'expliquer - et non de justifier - la passion nationaliste - ethnique ? - qui embrase déjà, ou menace d'embraser, leurs contrées.

Lire la suite page 5
Lire aussi nos informations page 2 et page 31

Changer le travail

Pour le ministre du travail, l'amélioration de l'emploi passe par la compétitivité des entreprises

par Martine Aubry

Si je m'adresse aujourd'hui aux entreprises, c'est que leur action est déterminante sur le travail, l'emploi et la formation professionnelle. Elles détiennent les clés de leur développement à travers la qualité de leur choix stratégique, le dynamisme et la compétence individuels et collectifs de

leurs salariés. Elles créent des emplois. Elles en suppriment aussi. Elles influent sur une large partie des conditions de vie de leurs collaborateurs. Elles fabriquent de la qualification, mais parfois aussi la détruisent, selon que le travail est source d'autonomie et de progrès ou au contraire de nuisances et de frustrations.

Lire la suite page 34

CAMPUS & ÉDUCATION

L'université submergée

par Gérard Courtois

Conflit sur l'école privée en 1984, mésaventures du projet Devaquet en 1986, affaire du « foulard » en 1989, crise lycéenne l'an dernier : l'éducation est un terrain plus miné que jamais, propice aux explosions imprévisibles. Gens avisés, les députés l'ont bien compris et ne s'y aventurent plus guère, hormis le rituel annuel de l'examen du projet de loi de finances.

C'est le premier mérite du travail que vient d'achever la commission de contrôle parlementaire sur le fonctionnement et le devenir des premiers cycles universitaires, créée en mai dernier à l'initiative de l'Union du Centre et présidée par M. Yves Fréville, député d'Ille-et-Vilaine. Au terme de trois mois d'auditions et d'enquêtes, elle a rompu ce trop prudent silence parlementaire. Et soulevé quelques questions décisives pour l'avenir du système français d'enseignement supérieur : à quoi sert l'université ? Est-elle préparée à affronter l'explosion de la population étudiante à laquelle elle est confrontée depuis quelques années ? Qu'en sera-t-il demain

lorsque la majeure partie des jeunes accèdera au lycée et au baccalauréat et pourra postuler à des études supérieures ?

L'ampleur et la brutalité des tensions auxquelles sont aujourd'hui soumises les universités est en effet sans précédent. Certes le coup de bouton des années 1960 avait fait passer de 10 à 20% la part d'une génération obtenant le baccalauréat. Mais l'accès à l'enseignement supérieur restait encore réservé à une élite. Le cap des 25% n'est franchi qu'à la fin des années 1970, celui des 30% en 1985. Depuis, la machine s'est emballée.

Sous la pression conjuguée des objectifs soutenus par tous les gouvernements depuis 1984 (les fameux « 80% au niveau du bac »), de la demande des jeunes et de leurs familles soucieux de se prémunir du chômage par la formation, enfin de la préoccupation des responsables économiques convertis à l'évidence que le relèvement des qualifications sera de plus en plus un élément décisif de la compétitivité, les digues ont sauté.

Lire la suite page 16

■ Sauve qui peut les profs : il - Le choc de l'entrée dans la carrière ■ Les tout-petits à l'école ouverte ■ « Veto » veut limiter les expérimentations animales ■ Auch ou la fac aux champs ■ L'ingénierie écologique est-elle un droit ?

pages 15 à 17

Suppression de l'autonomie du Haut-Karabakh

Le Parlement azerbaïdjanais a décidé, mardi 26 novembre, de supprimer le statut d'autonomie de l'enclave arménienne du Haut-Karabakh, ce qui accroît fortement les tensions dans le Caucase.

Lire page 4 l'article de JAN KRAUZE

Excédent surprise du commerce extérieur

Le commerce extérieur de la France a enregistré en octobre un excédent surprise de 8,6 milliards de francs, en données corrigées des variations saisonnières.

Lire page 31 l'article d'ALAIN VERNHOLLES

Israël hésite à négocier à Washington

Le gouvernement de M. Shamir a donné son accord de principe à la reprise des négociations bilatérales de paix à Washington. Mais Israël souhaite que ces pourparlers aient lieu le 9 décembre au lieu du 4, après de nouvelles discussions avec les États-Unis.

Lire page 6

■ Sur le rail et le souterrain creuser se trouvent page 42

■ Le Monde des carrières page 35

■ Le Monde immobilier page 36 et 37

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 160 PTA ; G.-B., 96 p.; Grèce, 220 DR ; Italie, 1,20 L ; Japon, 200 Y ; Liban, 1,20 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F CFA ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

سنة ١٤١٢ هـ



لقد مني لاص

DÉBATS

Avant Maastricht

Une Communauté myope

par Maurice Duverger

LES gouvernements de la Communauté sont-ils atteints de myopie politique ? Ils savent que les Douze vont devenir dix-neuf aux alentours de 1995. L'Autriche et la Suède y sont déjà décidées. La Suisse et la Norvège pourrout difficilement ne pas les suivre, de même que leurs autres partenaires de l'Association européenne de libre-échange. Mais comment accueillir ces nouveaux membres, dont tout le monde souhaite l'entrée, quand les structures actuelles de la Communauté ne lui permettent même pas de fonctionner convenablement à douze, et quand la conférence intergouvernementale en cours se refuse obstinément à envisager les perspectives de cet élargissement inéluctable ?

Le mécanisme de la présidence tournante fournit un exemple saisissant d'un défaut évident des institutions, après l'expérience d'une guerre du Golfe sous le sceptre luxembourgeois et d'une guerre civile yougoslave sous le sceptre néerlandais. Plus que la difficulté des dirigeants d'un État exige à intervenir au nom d'une Communauté de 344 millions d'habitants, c'est le changement tous les six mois qui est déplorable, en éliminant

chaque président au moment où il commence à maîtriser ses fonctions. En maintenant la rotation actuelle au profit d'un vice-président, ne pourrait-on pas instaurer un président élu pour deux ans au moins ? Il est vrai qu'il risquerait alors de faire ombre au président de la Commission, qui doit devenir le véritable leader de la Communauté.

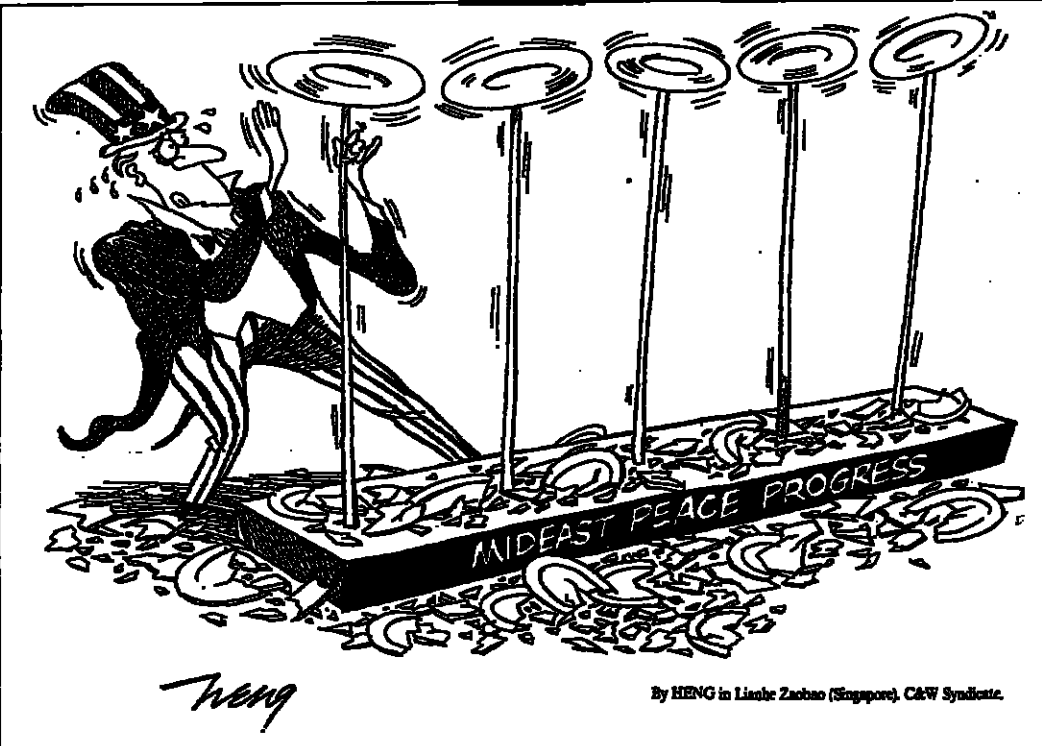
Une certaine idéologie fédéraliste

Mais la seule réforme importante envisagée jusqu'ici dans ce domaine consiste à réclamer que la Commission soit désormais « composée d'un nombre de membres égal au nombre des États membres », et comprenant « un national de chaque État », alors que les cinq grands y envoient chacun deux membres aujourd'hui. Ainsi, les sept petits qui réunissent ensemble 54 millions d'habitants disposeraient d'une majorité, en face des cinq grands qui en réunissent 290 millions ! La situation serait encore plus aberrante dans une Communauté à dix-neuf, où quatorze petits États (1) groupant 87 millions d'habitants écraseraient les 290 mil-

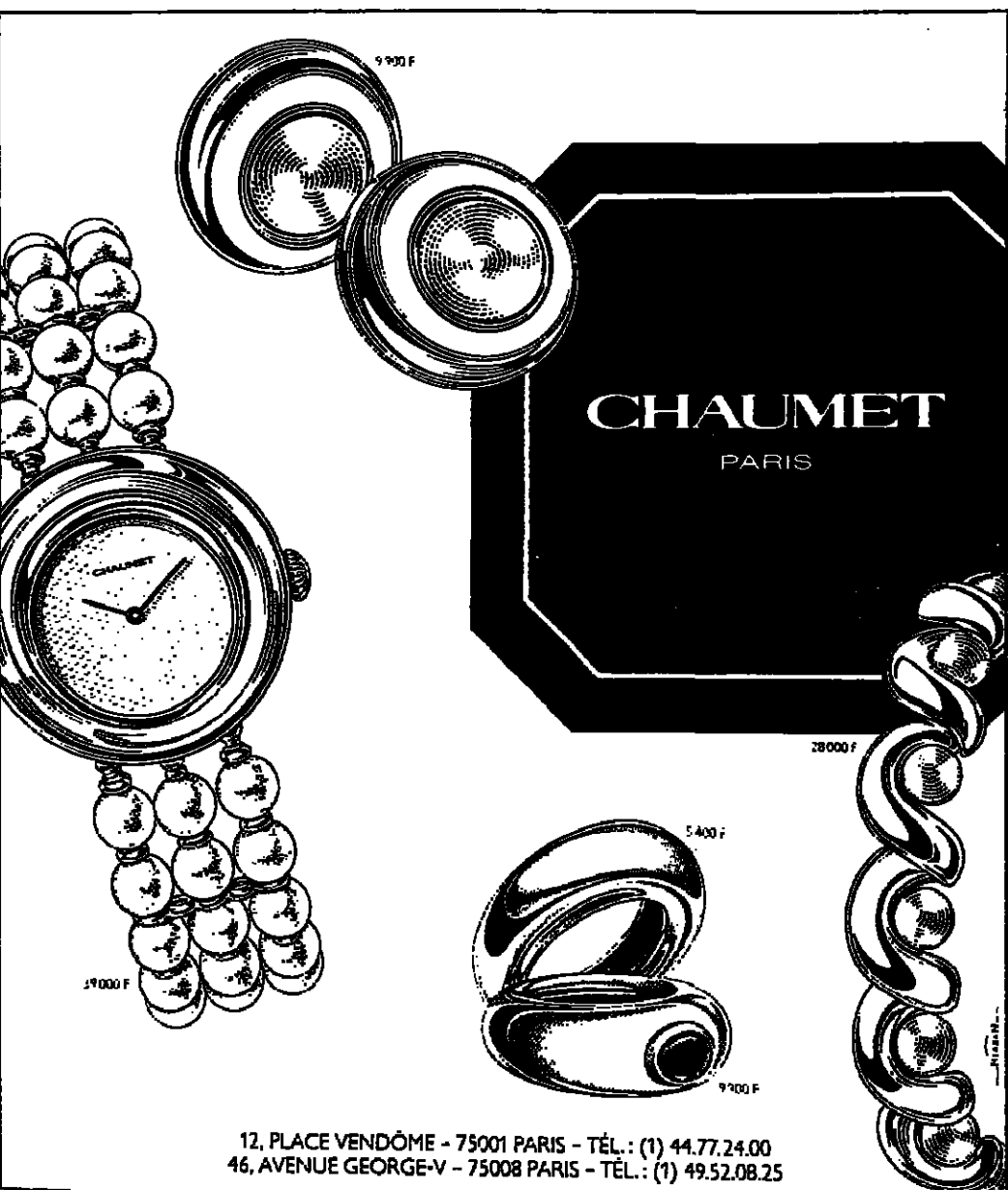
lions des cinq grands, car on vote dans la Commission : l'affaire De Havilland l'a montré.

On touche ici au défaut politique de la Communauté, qui dépasse largement ses défauts techniques : l'absence de démocratie. La faiblesse du Parlement européen reste son défaut le plus visible, mais elle ne pourra pas durer toujours. Les efforts actuels de la Grande-Bretagne et de la France pour empêcher les députés européens d'exercer les fonctions inhérentes à leur essence sont des combats d'arrière-garde parce que le respect de la volonté populaire exprimée à travers le suffrage universel finira par s'imposer. La codécision avec le Conseil pour l'investiture de la Commission et l'exercice du pouvoir législatif sont dans la nature des choses. Déjà, le Parlement pourrait peser sur la composition et l'orientation de la Commission en utilisant habilement la menace d'une motion de censure. Peu à peu, les citoyens n'admettront pas que les domaines actuellement réglés par des lois votées par les Parlements nationaux tombent sous la seule coupe des ministres du Conseil, hors de toute atteinte des élus directs du peuple.

TRAIT LIBRE



Le processus de paix au Proche-Orient. (Dessin paru dans l'International Herald Tribune.)



La démocratie communautaire est menacée d'un autre mal, plus insidieux et plus dangereux. Une certaine idéologie fédéraliste s'appuie sur le modèle des États-Unis et de la Suisse pour réclamer que le pouvoir législatif de la Communauté appartienne à deux Chambres, dont l'une composée d'un nombre égal de représentants pour chaque État, comme le Sénat de Washington ou le Conseil des États de Berne. On aurait ainsi les mêmes proportions ahurissantes que dans le projet précité concernant la Commission : 10 sénateurs pour les 290 millions d'habitants des cinq grands États, contre 14 pour les 54 millions d'habitants des sept petits États, et 28 pour les 87 millions d'habitants des quatorze petits d'une Communauté à dix-neuf.

Ce qui était acceptable par les cantons suisses peu disproportionnés, ou pour des États américains dotés d'une relative égalité ou favorables aux colonialistes de l'Ouest, ne l'est pas dans une Communauté où un écart considérable sépare les cinq grands États des sept petits d'aujourd'hui, auxquels sept autres s'ajoutent aux alentours de 1995. Les collaborateurs de Jean Monnet ont donc imaginé un fédéralisme de type nouveau où l'égalité juridique des États et l'inégalité effective des populations sont subtilement corrigées l'une par l'autre.

Dans le conseil des ministres exerçant le pouvoir législatif, qui constitue alors une seconde Chambre, les États sont représentés en tant que tels par leurs gouvernements, qui restent en bloc de façon pondérée : l'Allemagne, l'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Italie disposent de 10 voix chacune, l'Espagne de 8, les petits États de 5 à 2 selon leur taille. La nécessité de réunir 54 voix sur 76, réparties entre huit États, empêche l'hégémonie des grands, tout en respectant la majorité des citoyens de la Communauté.

Le rôle des Parlements

Au Parlement européen, chaque État ne bénéficie pas d'une représentation proportionnelle à sa population, comme les États américains à la Chambre des représentants et les cantons suisses dans le Conseil national. Chaque député des cinq grands États représente en moyenne 850 000 citoyens et chaque député des sept petits États 400 000. Cette dernière moyenne s'abaîssera à 350 000 quand ces derniers seront quatorze, après l'intégration des membres de l'AELE. Nécessaire pour que les nations exiguës puissent exprimer convenablement leur pluralisme, une telle disproportion n'est pas insupportable tant que les majorités ne sont pas inversées. La transformation en Communauté à dix-neuf exige seulement une augmentation globale du nombre des députés, qui passeront de 518 à 630 (2), les cinq grands en conservant 384.

La Communauté souffre d'un autre déficit démocratique : la participation insuffisante des Parlements nationaux à ses activités. Actuellement, ceux-ci n'interviennent que dans la ratification de la réforme des traités et dans le contrôle de leurs gouvernements agissant au sein du Conseil européen et du Conseil des ministres. On a suggéré que des parlementaires nationaux puissent siéger dans ce dernier, quand il agit en tant que législateur. La France a proposé de réunir deux fois par an des Assises composées pour moitié de parlementaires nationaux et pour moitié de députés européens, dotés d'un pouvoir consultatif. Tant que son droit de codécision n'est pas reconnu, le Parlement européen écarte une telle initiative, qui empièterait sur ses maigres prérogatives.

La situation pourrait changer si les Parlements d'Italie, de Belgique et d'Allemagne restaient fidèles à leur intention de refuser la ratification des accords de Maastricht au cas où le Parlement européen les jugerait inacceptables. Si Rome, Bonn et Bruxelles demandaient alors la réunion exceptionnelle de telles Assises paritaires pour élaborer des propositions de réforme plus conformes à la démocratie, comment le Parlement européen pourrait-il refuser ?

A Rome, en décembre 1990, les élus des peuples de la Communauté, nationaux et européens, ont demandé la démocratisation de celle-ci, notamment par la reconnaissance au Parlement européen d'un pouvoir de codécision pour le vote des lois et le contrôle du Conseil. On peut espérer qu'ils soient disposés à renouveler ce geste en face de la résistance des gouvernements.

(1) Dont le Liechtenstein.
(2) Si le Liechtenstein en a six pour 30 000 habitants.

Exister stratégiquement

par Jacques Baumel

DE quoi souffre l'Europe ? De ne pas exister diplomatiquement et stratégiquement sur la scène internationale, la crise du Golfe en a été l'amer révélateur. L'appel franco-allemand à la formation d'une véritable identité européenne de défense répond à une nécessité évidente. Il est sûr que les Européens se prendront d'autant plus en charge qu'ils auront leur part de responsabilités dans leur défense. Un accord sur cette initiative, malgré l'opposition résolue de la Grande-Bretagne et les réserves de Washington, est un des enjeux essentiels de Maastricht.

En fait, de plus en plus le vieil équilibre des alliances va se trouver partagé entre de nombreuses institutions : OTAN, UEO, CSCE, CEE. Pour s'inscrire dans cette nouvelle architecture, l'Alliance atlantique devra prendre en compte le rôle croissant de la CSCE et de l'UEO, seule instance de défense de l'Europe. D'où la nécessaire adaptation des structures de la stratégie de l'OTAN. C'est dans ce contexte profondément renouvelé qu'évolueront, d'ici à la fin du siècle, les rapports entre la France et l'OTAN, encore trop empreints de méfiance et d'équivoques.

Il est à craindre que l'incertitude des appareils militaires ou politiques, tout autant que le conservatisme des idées reçues, retarde pour un temps ces transformations inéluctables. La mise sur pied d'une organisation européenne de sécurité est du domaine du long terme. Raison de plus pour la proposer, alors que l'OTAN révisée est encore pour longtemps la seule réalité de défense en Europe.

A l'évidence l'UEO semble le cadre politique et opérationnel le plus adéquat pour une action coordonnée de défense européenne à condition, bien entendu, de la doter de structures réelles de coordination et de ne pas transformer l'UEO en une organisation concurrente de l'OTAN.

Le point le plus délicat sera bien entendu le rattachement de l'UEO à la CEE, dont elle deviendrait en quelque sorte le bras armé. Les Britanniques ont voulu qu'elle soit liée à l'OTAN. Mais pourquoi, au début, ne pas limiter les interventions de l'UEO dans des domaines qui ne peuvent faire d'ombre à l'OTAN ? Par exemple la création d'une agence de satellites pour l'observation et la surveillance spatiale. Cette rampe à questions du monopole actuel des États-Unis ne saurait nuire à l'Alliance.

De même pourrait-on imaginer une tentative de coordination opérationnelle des formations d'action rapide de France et d'autres pays en vue d'une mise sur pied d'une véritable force de projection européenne pouvant se porter vite sur les théâtres de crise en Europe ou ailleurs. La question principale est évidemment celle des rapports entre cette FAR européenne et les forces multinationales qu'a décidées de créer l'OTAN.

L'Alliance seule réalité solide

Enfin il serait possible de confier à l'UEO la standardisation progressive des armements et la planification des grands programmes de défense pour sauver les industries européennes de plus en plus menacées.

Pour que les États-Unis de leur côté acceptent une identité stratégique européenne, celle-ci ne devra pas leur paraître susceptible de mettre en danger leurs propres intérêts ou de les entraîner dans des situations qu'ils ne souhaitent pas. Pourquoi alors, dira-t-on, ne pas reprendre l'idée d'un pilier européen de l'Alliance ? Mais parce qu'il y a vingt ans que l'on en parle dans tous les sommets et les colloques sans avancer d'un pas.

Il fut un temps où l'on aurait pu le créer si on l'avait réellement voulu. Aujourd'hui, ce moment est dépassé. Il ne peut plus s'agir pour l'Europe nouvelle d'une européanisation plus ou moins sincère de l'OTAN mais de la création d'une autorité européenne de sécurité qui pourrait déboucher au bout de quelques années, par étapes successives, sur une véritable Europe de la défense, étant bien entendu qu'aujourd'hui la seule réalité solide est l'Alliance, indispensable encore pour longtemps sur notre Vieux Continent, mais sous une forme bien différente de celle d'hier, du temps de la guerre froide.

S'agissant de la France, faut-il rappeler que sa sortie de l'OTAN a été provoquée par l'impossibilité de voir reconnaître la juste place de l'Europe et de la France dans

les responsabilités essentielles de l'Alliance. Dès lors que l'Alliance s'adapte à la nouvelle architecture politique de l'Europe et révisé ses moyens d'action, le maintien d'une opposition systématique à l'OTAN ne se justifie plus.

L'évolution des rapports de notre pays avec l'OTAN dépendra de la capacité de la France à convaincre Européens et Américains de l'intérêt d'un pôle européen de sécurité, étroitement lié à l'OTAN mais disposant d'une réelle marge de manœuvre et d'autonomie pour qu'il n'apparaisse pas comme un faux semblant dépourvu d'initiative. Déjà l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Belgique, semblent envisager favorablement cette formule. A condition évidemment que l'on ne les oblige pas à tourner le dos à Washington.

Une nécessaire mise à jour

En ce qui concerne nos rapports avec l'OTAN, il est temps de sortir des ambiguïtés et des hypocrisies qui obscurcissent le débat Franco-OTAN. Une mise à jour s'impose : d'abord en France même, puis avec nos alliés européens, enfin avec les États-Unis, pour la redéfinition claire de nos intérêts de défense et de nos obligations vis-à-vis de l'Alliance, compte tenu du poids réel que nous représentons sur le plan militaire et politique dans le monde d'aujourd'hui. Peut-être par la publication d'un nouveau Livre blanc, suivant celui de 1972.

La difficulté est double ! Elle est d'abord de savoir jusqu'où peut aller la France dans cette direction sans remettre en question l'autonomie de décision de sa force nucléaire, fondement de sa politique militaire. D'autre part, en sens inverse, d'éviter d'encaisser le reproche d'une réintégration pure et simple dans l'OTAN après trente ans d'absence. Mais comment avoir une influence sur la révision fondamentale de la sécurité de l'Europe en étant absent des endroits où s'échangent les idées et où se prennent les décisions.

N'est-il pas possible de participer à certains organismes importants de l'OTAN qui ne relèvent pas de l'intégration militaire comme le Collège de défense, le Comité militaire ou le Comité des plans de défense ? Ne doit-on pas craindre pour notre pays d'être progressivement marginalisé et de perdre toute influence, même auprès de notre voisin allemand et de nos meilleurs amis de l'Est si demandeurs de garanties de sécurité.

Depuis la chute du mur de Berlin, le président de la République a donné l'impression de laisser passer quelques occasions historiques et d'être resté trop attaché à l'ordre ancien et aux alliances de revers d'hier. La remise en question des blocs oblige la France à moderniser ses vues diplomatiques et stratégiques, sous peine de perdre son autorité et sa place dans la nouvelle Europe qui se met en place, surtout si continue à s'affaiblir son outil de défense et sa contribution militaire à l'Alliance.

La récente guerre du Golfe a révélé les limites de nos moyens et l'archaïsme de certaines de nos armes. Ne jouons pas les « chérons au long bec » de la fable.

Déjà le refus français de participer à la rénovation de l'Alliance par souci de préserver notre indépendance à l'égard de la Grande-Bretagne, qui fait figure d'intermédiaire privilégiée entre les États-Unis et l'Europe et qui est le bénéficiaire de l'européanisation apparente de l'OTAN.

L'échec du projet mitterrandien de confédération européenne s'explique par le fait que la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne ont cru découvrir dans ce projet un moyen détourné d'ajourner leur entrée dans la Communauté européenne et de faire obstacle à l'OTAN. Si la France n'adaptait pas sa politique au nouvel ordre européen, elle perdrait sans nul doute de son influence et raterait le grand rendez-vous historique du XXI^e siècle. C'est dire l'importance de l'enjeu !

► Jacques Baumel est président de la Fondation du futur.

Le go
grande formalité

l'histoire
publie dans
un

également au

Nouvelle réunion du Conseil de sécurité de l'ONU

Le gouvernement yougoslave demande formellement l'envoi de « casques bleus »

Le Conseil de sécurité des Nations unies devait se réunir, mercredi 27 novembre, pour adopter une résolution encourageant M. Cyrus Vance à poursuivre sa mission en Yougoslavie afin d'y déployer à court terme des « casques bleus ». Les pays non alignés du Conseil, qui jusqu'à présent avaient fait part de leurs réticences à l'envoi de « casques bleus », ont, semble-t-il, été convaincus, après avoir reçu mardi une demande formelle de la part du gouvernement yougoslave, relayée par l'ambassadeur de ce pays à l'ONU, M. Darko Silovic.

« Nous attendons que le Conseil de sécurité puisse agir avec célérité et prendre la décision nécessaire pour rendre possible cette opération (...). Une telle opération est nécessaire

pour aboutir à une solution pacifique dans le cadre de la conférence de paix de La Haye », écrit notamment M. Silovic dans une lettre adressée au président du Conseil de sécurité.

M. Vance a prévu de retourner sur place pendant le week-end, afin de préparer un rapport sur le déploiement des forces de l'ONU. Ces forces, précises-t-on de sources diplomatiques à New-York, seraient chargées d'établir des « zones neutres » dans les territoires disputés entre Croates et Serbes, sous une forme encore à définir précisément. L'idée étant qu'elles se déploient en « peau de léopard » dans les zones de combat, et non sur les lignes de front comme l'ont un moment souhaité les Serbes, ou aux frontières de la Serbie et de la Croatie comme

l'ont demandé les Croates. Des combats sporadiques ont eu lieu mardi en Croatie, notamment à Osijek, l'armée fédérale et les forces croates s'accusant mutuellement de violer le cessez-le-feu.

L'armée a accusé mardi les forces croates d'avoir utilisé de petits avions civils pour bombarder des villages de la région; cette information a été démentie par Zagreb. Selon la télévision croate, six personnes auraient été tuées et quinze autres blessées mardi à Osijek par des tirs d'artillerie de l'armée fédérale, qui aurait également pilonné Nova Gradiska, dans le centre de la Croatie et Sten, près de la côte adriatique. (AFP, AP, Reuters)

Une question de lord Carrington à la commission d'arbitrage

La République fédérative de Yougoslavie existe-t-elle encore ?

La commission d'arbitrage, mise en place dans le cadre de la Conférence de paix de La Haye, va devoir se prononcer prochainement sur une question extrêmement délicate : après les proclamations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, après plus de quatre mois de combats sanglants, la République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY) existe-t-elle toujours du point de vue du droit international ? M. Robert Badinter, qui préside cette commission, doit rendre prochainement ses quatre collègues des cours ou conseils constitutionnels européens (Italie, Allemagne, Espagne, Belgique) pour répondre à cette question, qui selon Lord Carrington, est l'une des plus délicates qui bloquent les négociations.

Pour la Slovénie et la Croatie, les choses sont claires : la Yougoslavie n'existe plus, elle est désintégrée, éclatée. Il y a à présent six Républiques - indépendantes - et successives d'entre elles ne peut prétendre récupérer l'héritage de l'ancien Etat fédéré et se présenter, en quelque sorte, comme le « continuateur » d'une Yougoslavie défunte.

Ce n'est pas du tout le point de vue de la Serbie pour laquelle la RSFY existe toujours. Selon Belgrade, la Slovénie et la Croa-

tie sont des Républiques « sécessionnistes », qui veulent sortir « légalement » de la Fédération. Lorsque, le mois dernier, la Conférence de La Haye avait proposé la transformation de la Yougoslavie en une forme d'alliance d'Etats souverains entretenant des liens économiques étroits, le président serbe, M. Slobodan Milosevic, s'était empressé de rétorquer que les médiateurs européens n'étaient pas habilités à « tirer un trait » sur la Yougoslavie, Etat légitime toujours reconnu dans les instances internationales. La Serbie ne cesse de dire qu'elle est légitime et qu'elle n'est pas en guerre contre Zagreb. Pour Belgrade, ce sont les « Républiques » qui ont pris les armes pour défendre leurs droits, basés dans la Constitution de la République sécessionniste de Croatie.

« Les juges seront maudits... »

Après deux ou trois « coups de force » politiques, M. Milosevic et les dirigeants de Belgrade ont pris le contrôle de certaines instances fédérales : la présidence collégiale de l'Etat, où la Serbie ne siège plus qu'avec ses alliés et bientôt également le gouvernement dont M. Ante

Markovic a été écarté. Cela ne les empêche pas de continuer à parler au nom d'une Yougoslavie qui pourrait regrouper les « régions autonomes » serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, ainsi que « les Républiques » qui souhaitent rester dans un Etat fédéral yougoslave ». En d'autres termes, M. Milosevic dit : « La Yougoslavie, c'est moi ».

Si l'on suit ce raisonnement, la Serbie récupère tous les attributs de la RSFY : le siège à l'ONU et dans les instances internationales, les ambassades, les consulats, les éventuels avoirs et intérêts financiers à l'étranger, les bases militaires dans le pays - et notamment en Croatie - les aéroports, etc. Ou faut-il considérer qu'à présent toutes les Républiques « sortent » sur le même pied ? La tâche de M. Robert Badinter et de ses collègues européens dans cette question de droit international, sans véritable précédent, est délicate. L'avis qu'ils émettront sera nécessairement critiqué par l'un ou l'autre des protagonistes. Comme le dit le président du Conseil constitutionnel : « De toute façon, les juges seront maudits à la sortie... »

ALAIN DEBOVE

■ **POLOGNE** : le vote sur la démission du gouvernement reporté au 5 décembre. Les députés polonais ont décidé, mardi 26 novembre, de reporter au 5 décembre le vote sur la démission du premier ministre, Jan Krzysztof Bielicki, présentée à l'Assemblée nationale. Le président Lech Walesa souhaite

reconduire le chef de gouvernement sortant alors qu'une coalition de cinq partis de centre-droit soutient la candidature de l'avocat Jan Olszewski. (AFP)

■ **TURQUIE** : neuf morts dans des accrochages avec des indépendantistes kurdes. Deux militaires

turcs et sept « protecteurs de village » (milice pro-gouvernementale) ont été tués, lundi 25 novembre, lors de deux accrochages à Istanbul et à Bitlis (sud-est de la Turquie), avec des « terroristes séparatistes », appellation officielle des rebelles kurdes indépendantistes du PKK. (AFP)

ITALIE : la croisade du président de la République contre le système

L'ex-parti communiste réclame la destitution de M. Cossiga

Le PDS (ex-parti communiste) italien vient de décider de lancer une procédure visant à la destitution du président de la République, M. Francesco Cossiga, qui multiplie les attaques contre le système politique de son pays.

ROME

de notre correspondant

« Je ne démissionnerai pas ! ». Un peu avant 1 h 30 du matin, mardi 26 novembre, un communiqué du palais présidentiel, précisait à la hâte : « Le président de la République n'a pas l'intention de céder aux attaques honteuses, d'inspiration stalinienne, des nostalgiques du socialisme réel et des derniers alliés des régimes communistes. (...) Il continuera à assumer ses fonctions dans l'intérêt de la nation, jusqu'à la fin de son mandat ».

Dans la soirée, au cours d'un épisode non moins théâtral, le PDS (Partito democratico della sinistra, ex-parti communiste) venait de décider, après cinq heures de discussions houleuses, de lancer une procédure d'« impeachment » à l'encontre du président de la République, M. Francesco Cossiga. Motif de cette demande de mise en accusation : prévenu par l'article 90 de la Constitution, le président avait violé le texte fondamental en divulguant, entre autres, des informations qu'il tenait dans ses fonctions politiques. Il s'agit d'une mystérieuse visite d'espions tchécoslovaques, qui auraient été venus l'année dernière au siège du PDS, rue des Boutiques-Obscures, et dans laquelle M. Massimo D'Alema, le numéro deux du parti, aurait été impliqué. Le tout relaté de telle façon qu'une collusion entre le PDS et les services tchécoslovaques pouvait sembler probable.

Un « cri primal politique »

Hallucinations, ruse des Boutiques-Obscures, contre-espions, démentis, etc. Pour finir, M. Achille Occhetto, le secrétaire général du parti, a déclaré à l'origine de la douloureuse transformation du PCI il y a quelques mois, s'est décidé, en quelque sorte, à prendre un nouveau petit virage historique, en demandant la tête de M. Cossiga. Se sentant réconforté par le fait qu'après avoir rompu quelques lances avec le président de la République, le Conseil supérieur de la magistrature venait de décréter une journée de grève pour le 3 décembre ? Toujours est-il que, happé avidement dans l'interminable débat préélectoral qui, il faut bien le dire, tourne un peu en rond, l'initiative du PDS a eu pour effet de redistribuer les forces en présence.

La géographie mouvante et compliquée des alliances et des clans s'est si m p l i f i é e p e n d a n t quelques heures au moins entre partisans et adversaires de M. Cossiga. Du côté des premiers, les socialistes - par calcul - qui sont déjà dans la coalition gouvernementale et entendent sans doute y rester; et, à contre-

coeur pour certains, l'état-major de la démocratie-chrétienne. De l'autre, essentiellement le PDS, soutenu au coup par coup par la gauche indépendante et les radicaux. Au centre, ou plutôt « à l'extérieur » des passions, le président lui-même qui, depuis plus d'un an, n'en finit pas d'« extérioriser » ce qu'il a sur le cœur. La presse a même inventé un néologisme pour qualifier cet interminable « cri primal politique » : « Je donnerai tant de coups de pioche à ce système politique, à prévenu l'autre jour M. Cossiga, qu'après moi, il ne sera plus comme avant ».

De coup de pioche en coup de pioche, le catalogue de « l'esternazione » est infini : ont été pris pour cible, les corps constitués, l'inertie des parlementaires, le PDS comparé à un parti de « gnomes » et la démocratie-chrétienne - son « ex-parti » - comme le dit lui-même le président - accusée de « pratiques brejnéviennes ». Bref, le président est sur

tous les fronts. Il téléphone la nuit à certains journalistes pour leur faire part de ses réflexions, et a même révélé, l'autre semaine, la fin de *Beaujolais*, le feuilleton télévisé à succès de la RAI, son dernier message à l'antenne a battu en audience *Rambo* et *l'inspecteur Derrick*, tant il est vrai que si le comportement du président, qui parle à présent d'un éventuel second mandat, inquiète, voire afflige, la classe politique, l'opinion publique, beaucoup plus indulgente, lui sait gré avant tout, quelle que soit son attitude, d'être le seul à dire certaines vérités.

Alors, Francesco Cossiga subissant le sort de Richard Nixon ? La procédure est longue et requiert en fin de course le vote de la majorité au Parlement, ce qui semble bien improbable. Mais l'affaire Cossiga apparaît surtout comme un élément de la dégradation du climat politique italien.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Le succès de la Ligue lombarde à Brescia

Sévère avertissement pour la classe politique

ROME

de notre correspondant

La classe politique italienne, plongée dans les multiples épisodes du feuilleton pré-électoral, vient de se faire sévèrement rappeler à de plus solides réalités : à Brescia, dans le nord du pays - ce Nord en proie à la tension régionaliste pour ne pas dire autonomiste - se sont tenues des élections communales, (le Monde du 27 novembre), premier véritable test électoral avant les législatives qui auront lieu au printemps. Le résultat est accablant : avant tout pour la « parité » - la Démocratie chrétienne perd 7,8 points, les socialistes reculent, le PDS s'effondre.

Grand vainqueur, la Ligue lombarde : même pas un parti, mais un mouvement de protestation contre le « poids mort » du Sud, les intrigues de Rome, le jeu des partis, justement. Une coalition fourre-tout, un « front du refus » toujours prêt à basculer dans la xénophobie et l'isolacionisme régional. Le paradoxe de Brescia, devenu depuis l'élection plus ingouvernable encore qu'auparavant, c'est avant tout celui-là : l'arrivée au pouvoir d'un mouvement qui, par définition, n'a aucun véritable programme à proposer. La Ligue, qui réclame à présent le maire, vient de faire la preuve inquiétante qu'elle maîtrise suffisamment l'alchimie électorale pour transformer en une véritable force politique cette écume de mécontentements qui

sourd chaque jour un peu plus dans tout le pays.

Il y avait déjà eu cette vague de référendums en préparation, la grogne des industriels avant l'échéance de Measstricht, autant de signaux peu écoutés par les grands partis qui, aujourd'hui, sont bien obligés d'interrompre leur petit jeu fratricide. Car, autre paradoxe, ce sont les partis extrêmes ou marginaux qui se sont vus confortés à Brescia et quasiment promus au rang de « forces nouvelles » : les néofascistes du MSI ou les nouveaux communistes de Rifondazione comunista ont marqué quelques points. Même l'extrême gauche des femmes au foyer et des retraités a emporté 5 % des voix... N'importe quoi, pourvu que cela change.

Certes, la situation locale de Brescia, où la DC et le PSI se sont épuisés chacun en querelles internes, mérite d'être prise en compte. Mais l'avertissement reste sévère, d'autant qu'il s'inscrit dans un courant plus large en Europe, comme on a pu le constater en Belgique et en Autriche. M. Arnaldo Forlani, le secrétaire général de la Démocratie chrétienne, ne s'y est pas trompé en lançant un avertissement contre les forces de « désagrégation qui s'installent partout en Italie ». Un sujet que la DC, qui se réunit ces jours-ci à Milan, va pouvoir méditer.

M.-C. D.

BELGIQUE : les élections législatives

Avec les excuses d'IBM...

BRUXELLES

de notre correspondant

Bien que le scrutin du dimanche 24 novembre ait été clos à 13 heures, comme il est de tradition en Belgique, il a fallu attendre jusqu'à mardi après-midi pour avoir les résultats complets des élections législatives. Les pourcentages définitifs ne changent rien à une répartition des sièges annoncée dès

lundi matin (le Monde du 26 novembre), mais ils mettent un peu de baume au cœur de certains perdants. Au début de la soirée électorale, quand les mines s'allongeaient chez les socialistes au cocktail organisé dans les studios de la RTBF, on annonçait une chute de 10 % en Wallonie pour le parti de M. Spilliaers. Tous comptes faits, elle

n'est que de 4,7 % : une défaite, pas une descente aux enfers.

Mardi soir, au journal télévisé, un responsable d'IBM a présenté ses excuses aux socialistes. On avait tout bonnement introduit dans les ordinateurs une mauvaise donnée, à partir des résultats de 1987, pour faire les projections.

J. de la G.

Les résultats définitifs

Sur les 7 144 884 électeurs belges inscrits pour les élections législatives du dimanche 24 novembre, seulement 6 592 441 ont participé au scrutin, en dépit du vote obligatoire. Parmi eux, 7 % ont déposé un bulletin blanc ou nul. Voici, suivie par le pourcentage en suffrages exprimés, la répartition des 212 sièges de la nouvelle Chambre des représentants :

phones (PSC), 18 (- 1) ; 7,8 % ;
- Parti socialiste francophone (PS), 35 (- 5) ; 13,6 % ;
- Parti socialiste flamand (SP), 28 (- 4) ; 12 % ;
- Libéraux flamands (PVV), 26 (+ 1) ; 11,9 % ;
- Libéraux francophones (PRL), 20 (- 3) ; 8,2 % ;
- Volksunie (VU), 10 (- 8) ; 5,9 % ;
- Ecologistes flamands (Agalev), 7 (+ 1) ; 4,9 % ;
- Ecologistes francophones (Ecolo), 10 (+ 7) ; 5,1 % ;

- Front démocratique des francophones (FDF), 3 (même score) ; 1,5 % ;
- Vlaams Blok (extrême droite), 12 (+ 10) ; 6,9 % ;
- Front national (FN), 1 (+ 1) ; 1,1 % ;
- Liste Van Rossem (« ultra-libéraux » flamands), 3 (+ 3) ; 3,2 %.

Une demi-douzaine de petites listes se partagent le reste des suffrages sans avoir d'élus.

L'HISTOIRE LA REVUE DE RÉFÉRENCE DES PASSIONNÉS D'HISTOIRE

publie dans son numéro de décembre

un dossier :

QUAND LES JUGES DÉFIENT LE POUVOIR

Un grand article sur les rapports qu'entretiennent le pouvoir et la justice en France, d'Henri IV à François Mitterrand. Et plusieurs témoignages.

Également au sommaire :

LES MÉTAMORPHOSES DE LA FAMILLE FRANÇAISE DEPUIS 1946.

SIDA : HISTOIRE D'UNE ÉPIDÉMIE entrecroisée avec le professeur Mirko Grmek.

N°150 - DÉCEMBRE 1991 - 31 F



Handwritten signature or note at the bottom of the page.

EUROPE

Aggravation du conflit avec l'Arménie

L'Azerbaïdjan a supprimé l'autonomie du Haut-Karabakh

Le Parlement azerbaïdjanais a supprimé, mardi 26 septembre, le statut d'autonomie de son enclave à majorité arménienne du Haut-Karabakh. Cette décision complique encore les efforts visant à rétablir la paix dans la région. Les présidents arménien et azéri étaient au Kremlin, mercredi, pour reprendre les négociations.

MOSCOU

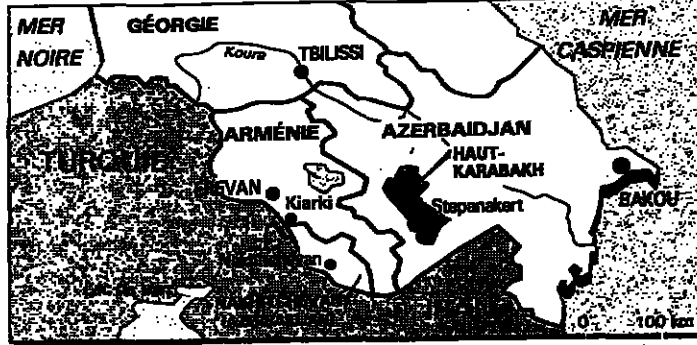
de notre correspondant

La menace était dans l'air depuis longtemps, et l'Azerbaïdjan a fini par passer à l'acte : le Parlement de Bakou a mis un terme, mardi 26 novembre, au statut d'autonomie de l'enclave du Haut-Karabakh peuplée en majorité d'Arméniens et théâtre depuis des années d'affrontements sanglants entre les deux communautés. Du même coup, la capitale de la région perd son nom arménien de Stepanakert et prend l'appellation azérie de Khankendi.

Cette décision, lourde de dangers, intervient une semaine après un grave incident dont les Azéris rendent les Arméniens responsables : un hélicoptère transportant des officiels azéris, russes et kazakhs, présents dans la région dans le cadre d'une mission de médiation, s'est écrasé après avoir survolé un village arménien. Les Azéris sont

convaincus qu'il a été mitraillé, les Arméniens parlent d'accident. Une seule chose est certaine : les vingt et un occupants ont été tués.

« C'était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », selon l'expression d'un journaliste azéri proche des autorités. En réalité, les incidents se succèdent sans discontinuer depuis des mois, on prend des otages, des maisons sont brûlées, des villages bombardés, et on retrouve presque chaque jour des cadavres - de bergers, de vieillards ou même d'enfants - parfois mutilés : autant qu'on puisse le savoir, les atrocités semblent attestées des deux côtés. Mais pour les Azéris, qu'ils soient proches du pouvoir ou de l'opposition démocratique, la cause semble entendue. La suppression du statut d'autonomie du Haut-Karabakh, réclamée, entre autres, par l'opposition, a été votée à l'unanimité par un Parlement essentiellement constitué d'apparatchiks. C'était d'ailleurs le dernier vote de ce Parlement auquel doit désormais se substituer un « médjilis » (conseil) constitué paritaire de représentants du pouvoir et de l'opposition, dans l'attente d'élections envisagées d'ici quelques mois. Du point de vue symbolique, cette décision plait à beaucoup, car elle change d'ailleurs pas grand-chose à la réalité ni à la situation de guerre larvée entre les deux communautés. « Il n'est pas question de chasser les Arméniens du Karabakh », affirme par



exemple une représentante de l'opposition azérie. Et il est difficile de savoir sur quelles mesures concrètes elle débouchera sur place. Présentement, aucune autorité ne fonctionne véritablement à Stepanakert, où l'administration directe mise en place en son temps par Moscou a été dissoute.

Les médias alarmistes

Il n'empêche qu'à force de monter, la tension entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie risque de conduire à une véritable guerre : c'est en tout cas ce qu'annoncent depuis plusieurs jours sur un ton alarmiste les médias de Moscou et en particulier la télévision centrale. M. Mikhaïl Gorbatchev lui-même a évoqué récemment cette hypothèse, en ajoutant qu'il faudrait peut-être faire intervenir

l'armée soviétique pour empêcher d'en arriver là.

Mardi 27 novembre les présidents arménien et azerbaïdjanais MM. Ter Petrossian et Moutalibov se sont rencontrés à Moscou à l'occasion d'une nouvelle réunion, du Conseil d'Etat (l'instance qui rassemble les dirigeants des Républiques ex-soviétiques). Ni l'un ni l'autre n'avaient participé à la session de lundi au cours de laquelle les représentants de sept Républiques avaient préféré ne pas parapher le projet de traité instituant une nouvelle « Union d'Etats souverains ». Mais ils ont été expressément invités à venir à Moscou pour cette seconde réunion et ce pourrait être un bon signe pour limiter un peu les risques de dérapage. Ce sera aussi le moyen de tester l'efficacité de cet organisme communau-

taire de transition dans son rôle d'intermédiaire et de conciliateur, sinon de dernier recours.

Pourtant les précédents n'incitent guère à l'optimisme, qu'ils aient été le fait du pouvoir central ou des dirigeants de certaines Républiques. A la mi-octobre, M. Gorbatchev avait déjà invité les présidents azéri et arménien à une réunion de conciliation qui avait dû être annulée. M. Moutalibov s'étant fait porter « malade ». Un mois plus tôt, le président russe Boris Eltsine et son homologue kazakh Nursultan Nazarbaev s'étaient rendus sur place pour une mission qui s'était apparemment conclue par un engagement des deux parties à mettre fin aux hostilités, engagement très rapidement démenti par les faits.

Proposition d'une zone tampon

Mardi, devant le Parlement de Bakou, M. Moutalibov s'est prononcé contre le recours aux armes pour régler le conflit avec l'Arménie et également contre la rupture totale des relations économiques avec la République voisine. En fait, ces relations sont déjà perturbées au plus haut point. L'Azerbaïdjan bloque par exemple toujours l'approvisionnement en gaz de l'Arménie, en dépit d'un récent accord qui n'a pas été appliqué. A l'inverse, la liaison ferroviaire entre l'Azerbaïdjan et la région autonome azérie du Nakhitchevan, séparée

par une bande de territoire arménien, est régulièrement coupée. Parviendra-t-on au moins à limiter les risques d'affrontement ? Bakou a proposé la constitution d'une zone tampon large de 30 kilomètres (5 kilomètres de part et d'autre de la frontière). L'Arménie, qui était jusqu'à présent réticente, serait désormais prête à accepter, sous certaines conditions, selon les indications données par un membre de la représentation d'Arménie à Moscou.

Si grave qu'il puisse être, et même s'il retient tout particulièrement l'attention en Occident, le conflit entre Arméniens et Azéris n'est que l'un des points chauds d'un Caucase particulièrement déstabilisé par l'effondrement de l'ordre soviétique. Rien n'est vraiment réglé en Tchétchéno-Ingouchie, même si la réclame imposée à Boris Eltsine par le Parlement russe a permis de calmer le jeu. Mais c'est surtout en Ossétie que la situation suscite les plus grandes inquiétudes, situation d'ailleurs comparable à certains égards à ce qui se passe au Haut-Karabakh. Les Ossètes du Sud ont été privés de leur autonomie par les autorités de Géorgie, et la population - du moins celle qui ne s'est pas encore réfugiée en Ossétie du Nord - est soumise constamment à des bombardements venus des positions géorgiennes.

JAN KRAJIZE

L'imbroglie moldave

La sortie de l'Union s'annonce dangereuse, et la réunification avec la Roumanie ne fait plus recette

KICHINEV

de notre envoyé spécial

L'alliance entre les dirigeants politiques moldaves et le front populaire a vécu : le mouvement nationaliste, déçu par le président Snegur qui ne parle plus d'une réunification prochaine avec la Roumanie, appelle à boycotter l'élection présidentielle du 8 décembre, alors que dans les régions russophones et turcophones, on vote, le 1^{er} décembre, comme en Ukraine, pour élire des présidents locaux.

« Moldave » en péril. En moldave - c'est-à-dire en roumain - cela signifie : « la Moldavie est en danger ». La bannière de la capitale, Kichinev (Chișinău, en roumain), où se rassemblent les nationalistes. Hier, c'est-à-dire avant le pusch d'août, c'était contre les « impérialistes soviétiques ». Aujourd'hui, c'est contre leur président, moldave mais « néo-communiste », voire « néo-impérialiste », comme l'affirme un partisan du Front populaire, le mouvement national passé dans l'opposition.

Dans la plus petite, mais pas la moins sensible des Républiques d'URSS, à la frontière roumaine toujours sous sévère garde soviétique, on se déchire sur la voie à emprunter pour sortir de l'URSS, pour rejoindre l'Europe, notre maison commune, comme le proclame un immense panneau à Kichinev. Les pays beaux de années comme ce territoire par l'armée rouge en 1940, sont libres aujourd'hui. La Moldavie n'est, elle, indépendante que sur le papier, avec sa proclamation du 27 août dernier, votée à l'unanimité moins les voix des minorités, et c'est là tout le problème.

Le Front populaire, soutenu par une minorité de jeunes et d'intellectuels, estime que pour « sortir réellement » de l'empire, il faut rejoindre la Roumanie. Le pouvoir, soutenu par une prudente majorité, propose l'indépendance, avec l'élection par le peuple, le 8 décembre, d'un président.

Les remodelages imposés par Staline à cette région rendent sa sortie de l'Union hautement dangereuse : amputée au nord (Bucovine) et au sud (Bugeac) de territoires donnés à l'Ukraine, elle a reçu à l'est un morceau de terre ukrainien, la Transnistrie, dont les 28 % d'Ukrainiens et 25 % de Russes, craignant la « roumanisation », ont créé leur propre République « souveraine » et prosoviétique, de même que les Gagauzes (Turcs orthodoxes) du sud. Les blocs et contre-blocs de l'automne ont certes pris fin et l'automne a libéré début octobre les leaders des « séparatistes » arrêtés pour « soutien au putsch ». Mais de nouveaux heurts entre Russes et

Moldaves ont fait des blessés fin septembre et trois personnes sont mortes dans des affrontements entre police moldave et Gagauzes. Chacun prépare son armée : la Transnistrie a recruté une dizaine d'OMON (bêrets noirs) soviétiques évacués des pays baltes et Kichinev rappelle les Moldaves qui servent dans l'armée soviétique.

Volte-face du projet de réunification

Pour éviter l'explosion des frontières, le président moldave, Mircea Snegur, propose aux Gagauzes un « département national », que ces derniers déclinent, et à la Transnistrie, un statut de « zone économique libre », alors que ses dirigeants proposent une fédération. Ce que le président Snegur « exclut complètement : on ne divise pas un si petit pays », dit-il. Alors, devant l'élection moldave, ces deux Républiques organisent leurs propres élections présidentielles le 1^{er} décembre. Des élections que M. Snegur juge « illégales », espérant que les « passe-passe » l'entraîneront à la réunification. Pour le 8 décembre, car il a fait machine arrière sur son projet de réunification, à terme, avec la Roumanie. Le président « ne se souvient plus quand » il a bien pu franchir le pas. Avant le 27 août, l'indépendance était bien « une étape » vers la réunification, sinon un but. Aujourd'hui, M. Snegur pense qu'on ne peut pas poser le problème à l'étape actuelle (...), le peuple n'est pas prêt. Selon un sondage en effet, seulement 15 % de la population seraient aujourd'hui favorables à la réunification. Pour la réunification, la réunification « sera pour nos enfants, peut-être plus tard », et non pour « dans quelques années », comme il le disait en août. « L'euphorie d'après pusch est passée », dit-on dans les couloirs du Parlement. Les « barbus » - les militaires aux mentions fournies du Front populaire - ne sont pas contents et appellent à boycotter l'élection présidentielle. Le Front n'a pas confiance en l'ex-secrétaire à l'agriculture du PC moldave et l'accuse de vouloir instaurer une « dictature personnelle ». Certes, les manifestations de rue du Front ne sont pas « autorisées », mais pas réprimées non plus. M. Snegur a certes parlé d'interdire le journal du Front dont l'accès aux médias officiels est limité, mais existe. M. Snegur est candidat unique et ses deux concurrents se plaignent d'avoir été éliminés par les autorités, mais le président le « regrette ».

Pour Iouri Rosca, le président barbu, âgé de trente ans, du Front

populaire, « il est clair que Snegur est l'instrument des forces impérialistes (...) Snegur dit qu'il ne peut imaginer la Moldavie sans la Transnistrie », ce qui rend la réunification avec la Roumanie « impossible ». Le très idéaliste leader du Front propose, lui, d'échanger la Transnistrie avec l'Ukraine, contre les ex-territoires roumains du nord et du sud.

Mais les Ukrainiens ne veulent pas, pour l'instant, entendre parler de changement de frontières. Le chef du Soviet de Bugeac, M. Ivan Makedonskii, dit avoir obtenu « les garanties du président ukrainien que le Bugeac ne sera pas échangé », même s'il n'exclut pas que sa région, où les Moldaves sont pourtant minoritaires, soit « échangée ».

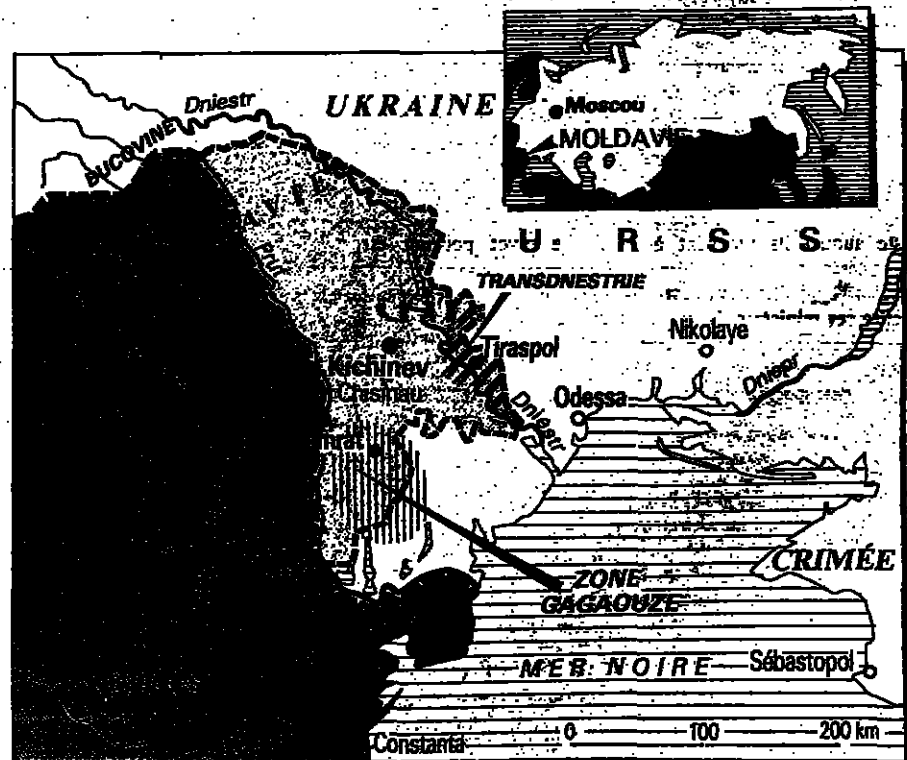
Reste la solution du président, l'indépendance moldave, comme entre janvier et mars 1918. M. Snegur explique que si la Moldavie a signé le traité économique - « provisoirement », il est vrai, comme l'Ukraine - c'est seulement parce que « nous sommes intégrés dans le système impérialiste jusqu'au cou ». Comment ne pas signer quand on ne trouve du kérosène, par miracle, que pour aller négocier à Moscou, demande le très réaliste président ?

Eviter la « variante yougoslave »

Pour éviter « qu'on en arrive à une variante yougoslave et qu'après on commence à penser », son conseiller, Oazu Nantoi, imagine un « système d'accord entre la Roumanie, la Moldavie et l'Ukraine ». M. Nicolae Chirtoaca, chef du « département militaire » moldave, envisage un système de défense avec les « frères roumains » et les « amis ukrainiens ». A Bucarest, on indique officiellement que « ce sont des idées qui sont aussi dans l'air chez nous ». Et le président Snegur souligne, dans un sourire, que « si l'Ukraine devient indépendante », le problème de l'évacuation des troupes soviétiques de Moldavie « sera plus facile : sur le territoire moldave, ces troupes dépendent de l'Ukraine ».

Il reste que ce sont les pessimistes des deux bords qui pourraient avoir raison : ceux pour qui tout changement de frontières « équivaut à la guerre » et ceux pour qui le statu quo mènera au conflit, car la coupure avec la Roumanie va disparaître, quoiqu'en disent les minorités. Tous, en tout cas, appellent l'Occident à se préoccuper de la Moldavie en danger « avant qu'il ne soit trop tard, comme en Yougoslavie ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET



Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

Publicité

Jacques Lesourne, président

Françoise Hugot-Devallet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlé

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-73

Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. 46-62-72-73, Société Mère

de la SARL Le Monde et de Médias et Éditions Europe

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie

du « Monde »

12, r. M. Gumbourg

94052 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-66-25-25

Télécopieur : (1) 40-66-25-99

Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-66-29-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-66-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-66-30-10

TARIF

FRANCE

SUISSE-BELGIQUE

LUXEMBOURG-PAYS-BAS

AUTRES PAYS

Valeurs normales

y compris CEE selon

3 mois

6 mois

1 an

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs en province : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie :

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire dans les noms propres en capitales d'imprimerie.

EUROPE

Les deux Europe en sens contraire

Suite de la première page

M. Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, a parfaitement incarné une certaine bonne conscience occidentale lorsqu'elle a déclaré que « les affirmations minoritaires et identitaires se proclament premières parce qu'elles sont premières ». Tout comme Jean Elie, qui a regretté que la « paix européenne » ne soit si vite effacée qu'une « paix européenne » n'ait pas eu le temps de se dessiner. L'histoire, malheureusement, n'a que faire de ces constats en forme d'évidences : elle ne l'empêchera jamais d'avancer, de s'emballer, au rythme de ces nationalismes et de centre-européens, d'autant plus déchaînés qu'ils sont exacerbés par ce que le philosophe hongrois Gábor Miklos Tamás appelle « la décomposition de toute autorité légitime », autorité assumée hier à un pouvoir communiste étranger, avant-hier au pouvoir « colonial » de l'Empire austro-hongrois qui s'exprimait par l'intermédiaire d'élites étrangères, puis, plus récemment, au nom de la France, éprises d'universalisme et de supranationalité.

Un nationalisme « tragique »

Pas étonnant, dans ces conditions, si les peuples d'Europe centrale et orientale ne sont guère réceptifs, pour l'instant, aux messages de raison et de prudence qui leur viennent de l'Ouest : leur nationalisme est « tragique » tant il prend ses racines dans un « passé tragique », d'où est absente toute idée de modernité et de démocratie ; à ce stade, c'est l'idée de nation ethnique, parfois dissimulée sous le territoire de plusieurs Etats, qui domine, ainsi que celle de la non-négociabilité des frontières. L'Etat-nation, l'Etat-communauté — pour reprendre une expression de Pierre Kende — est encore loin.

Quant au fédéralisme également prôné par la plupart des responsables occidentaux, beaucoup d'Européens de l'Est l'assimilent, consciemment ou non, au système communiste auquel ils viennent de

peine d'échapper, c'est-à-dire à une domination encore plus étrangère que ne l'était l'Empire austro-hongrois. Pour ne pas l'avoir compris, bon nombre de dirigeants occidentaux n'ont pas vu venir le drame yougoslave ou l'ont, en tout cas, considérablement sous-estimé, se contentant trop longtemps de donner des conseils de rénovation d'un fédéralisme hâlé par les Slovénes et les Croates. De la même manière, pendant leurs débats pour la réalité, ils ont longtemps refusé de croire à l'éclatement de l'Union soviétique, réduisant la résurgence des nationalismes à ce que Michel Foucher appelle, d'une manière quelque peu surréaliste, un « narcissisme des petites différences ».

C'est en partie pour contenir ces « petites différences » que M. Mitterrand avait lancé l'idée d'une Confédération européenne, dans laquelle auraient pu s'inscrire, en y perdant de leur virulence, de nouvelles indépendances. L'idée, mal présentée, a fait long feu lors de la Conférence de Prague : les représentants des pays d'Europe centrale et orientale, y ont vu une volonté de les écarter pour « des dizaines et des dizaines d'années » de la CEE et d'exclure les Etats-Unis d'une scène européenne où Moscou serait en revanche partie prenante.

Relancer la Confédération ?

Conscient du fiasco, M. Michel Vauzelle, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui parlait à Strasbourg manifestement avec le feu vert du président de la République, a tenté de relancer un projet amendé de Confédération. Reconnaissant que les pays d'Europe centrale le désiraient, il a proposé de leur offrir un statut de « plus vite possible » et insistait sur la mise en sourdine des réticences françaises à l'égard d'un lien entre l'OTAN et les pays de l'est européen, il a plaidé en faveur de la reconnaissance des « identités culturelles et nationales », quitte à « les accompagner pour organiser un nouvel ensemble européen » dont le pivot pourrait être, dans

quelques années, le Conseil de l'Europe. D'ici à ce que les compétences du Conseil de l'Europe soient élargies, M. Vauzelle a souhaité la mise en place rapide d'une « structure ad hoc », qui pourrait coordonner les questions relatives à l'énergie, l'environnement, la protection des fleuves, les transports.

Pour une Cour arbitrale

M. Robert Badinter avait également fait le voyage de Strasbourg pour présenter son projet de Cour européenne d'arbitrage (distincte de la commission d'arbitrage sur la Yougoslavie, qu'il préside). Il s'agit là, selon lui, d'une « nécessité urgente », car « le temps joue contre l'Europe », y compris à l'Ouest où les frémissements nationalistes sont déjà sensibles et où les vieilles rivalités historiques qu'on croyait définitivement enterrées menacent de revenir à l'actualité. Cette Cour, pour M. Badinter, ne devrait traiter que des conflits entre Etats.

Elle n'aurait donc pas un rôle préventif — qui est déjà pourtant nécessaire dans le dossier yougoslave — mais curatif, évitant à une ancienne grande puissance de perdre la face devant une nouvelle. L'ancien ministre de la justice a en tête, par exemple, le règlement du contentieux économique, financier et militaire entre les Républiques baltes et Moscou, et demain celui, de même nature, qui existera entre une Slovaquie ou une Croatie indépendantes et ce qui restera de la Fédération yougoslave.

Les propositions de MM. Vauzelle et Badinter ne constituent pas une panacée mais elles ont le mérite d'exister et de lancer une réflexion. Car le manque d'imagination des politiques face à une situation, hier encore inimaginable, pourrait se révéler désastreux s'il persiste. Les conciliabules plus ou moins secrets qui précèdent la réunion de Maastricht ne contribuent guère, non plus, à sensibiliser l'opinion publique occidentale sur la portée des enjeux. Ils sont pourtant considérables puisqu'il s'agit, pour les Douze, de savoir si oui ou non ils sont décidés à montrer l'exemple d'une restriction des nationalismes, dans le respect des identités culturelles, à un continent déboussolé.

JACQUES AMALRIC

DIPLOMATIE

M. Dumas a achevé au Laos son voyage en Asie du Sud-Est

M. Roland Dumas a achevé mardi 26 novembre par une brève visite au Laos un voyage de cinq jours dans les trois pays de la péninsule indochinoise. Comme il l'avait fait lundi au Vietnam, le ministre français des affaires étrangères a demandé aux dirigeants de Vientiane de « faire un effort » en faveur des libertés et des droits de l'homme. Il a notamment souhaité des mesures de clémence pour la dizaine de prisonniers politiques que compte ce pays. Le président Kaysone Phomvihane a confirmé la volonté de changement d'un régime naguère engagé sur la ligne communiste du voisin vietnamien. M. Dumas a, par ailleurs, promis à Vientiane un don de 12 millions de francs. La coopération française avec le Laos est en progression et passera à 17,4 millions en 1992. Paris est en train de mettre en

place une école nationale d'administration et de gestion. En outre, M. Dumas a indiqué le désir de la France de voir s'ouvrir une Alliance française. Les observateurs sont partagés sur le bilan de ce déplacement. Il a certes permis d'affirmer fortement l'intérêt que Paris porte à nouveau à l'ex-Indochine au sortir d'un quart de siècle d'épreuves, et son envie d'y « retrouver sa place », selon le mot de M. Dumas. Mais la vingtaine d'hommes d'affaires qui accompagnait le ministre ont été apparemment déçus, lors de leur escale au Vietnam notamment, par la teneur des entretiens techniques qu'ils ont eus avec leurs interlocuteurs indochinois. Un contrat a cependant été signé par Akat en vue de l'établissement d'un système de téléphone dans plusieurs villes du pays. — (AFP, Reuters)

ASIE

La fuite des dirigeants Khmers rouges

Suite de la première page

Auparavant, sous les huées de milliers de Cambodgiens, la voiture de M. Khieu Samphan, considéré comme l'homme de confiance de M. Pol Pot, avait été plusieurs fois arrêtée sur la route de l'aéroport par les manifestants descendus dans la rue aux cris de « Mort aux Khmers rouges ».

Après avoir gagné sa résidence, M. Khieu Samphan était resté confiné dans une pièce du second étage sous la protection d'une vingtaine de gardes du corps nord-vietnams, tandis que les manifestants

brisaient toutes les fenêtres à coups de pierres, arrachaient le portail et saccageaient le mobilier. Chassée à coups de matraques, la foule revenait à l'assaut de la résidence. Les soldats, arrivés peu après, ont délogé les manifestants de la pièce où ils entendaient pendre l'ancien chef de l'Etat sous le régime de M. Pol Pot (1975-1979), avant de l'évacuer vers l'aéroport.

Sur place, M. Hun Sen a déclaré que le gouvernement n'avait pas été à même de prévoir la violence de la réaction populaire à l'arrivée de M. Khieu Samphan. Selon lui, il a

demandé à rencontrer le chef khmer rouge immédiatement après avoir réalisé que la foule était devenue incontrôlable. « Khieu Samphan a attendu une heure avant d'accepter de nous voir », a-t-il déclaré, ajoutant que les autorités ne pouvaient envisager son évacuation sans son approbation.

La veille, M. Hun Sen avait déclaré que des manifestations organisées par le régime étaient prévues pour le retour du dirigeant khmer rouge. Ce dernier est l'un des principaux chefs d'un mouvement responsable des campagnes d'extermination qui ont fait un million de victimes entre 1975 et 1979, avant de susciter l'intervention militaire du Vietnam, dont les troupes avaient renversé les Khmers rouges et installé à leur place à Phnom-Penh le régime dont M. Hun Sen était devenu le premier ministre.

AFGHANISTAN

Intense activité diplomatique à Peshawar

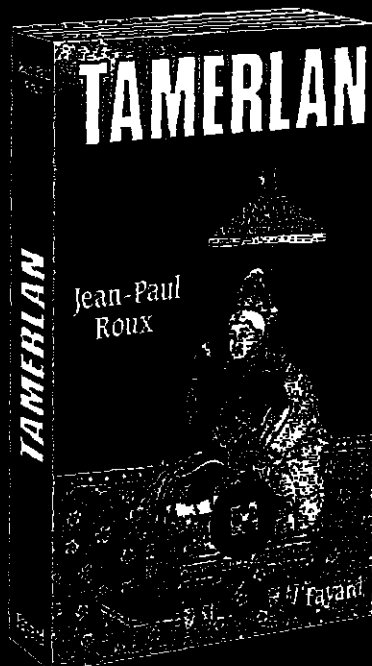
De nombreux entretiens auxquels participent, autour des rebelles islamistes au régime de Kaboul installés au Faidissan, plusieurs des protagonistes de la question afghane ont lieu depuis le début de la semaine à Peshawar. Ont, en particulier, participé mardi 26 novembre à des discussions avec des chefs moudjahidins : MM. Benon Sevan, médiateur des Nations unies, Peter Tomsen, ambassadeur itinérant américain, et Viktor Yakoutine, ambassadeur de l'Union soviétique à Islamabad. L'enjeu de ces discussions est la suite qui sera donnée au dialogue amorcé, du 10 au 15 novembre à Moscou, entre les groupes hostiles au président Najibullah et les autorités soviétiques et russes. Ces dernières ont fait d'importantes concessions militaires et politiques (le Monde du 27 novembre) contre des promesses, plus vagues, de la part des rebelles de libérer les quelques dizaines de soldats de l'armée rouge qu'ils tiennent prisonniers.

Les personnalités étrangères venues à Peshawar tentent, selon toute apparence, de convaincre les trois factions les plus dures des fondamentalistes, lesquelles n'avaient pas fait le voyage de Moscou, de se joindre au processus de règlement que permet d'envisager la « période » réalisée dans la capitale de l'URSS. M. Gulbuddin Hekmatyar, leader du Hezb-e-Islami, le principal de ces groupes, et qui désigne l'essentiel des soldats soviétiques capturés, a déclaré qu'il ne libérerait personne tant qu'un gouvernement « acceptable » pour les rebelles n'aurait pas remplacé celui de M. Najibullah à Kaboul et que n'auraient pas commencé, ainsi, les véritables négociations pour la paix. — (AFP)

PHILIPPINES : des soldats rebelles s'emparent d'armes lourdes. — Un groupe de quatorze soldats a pillé mardi 26 novembre à Manille le magasin d'armes lourdes de la police philippine. Quatorze armes anti-chars qui avaient été volées ont été vite récupérées par les autorités, et trois des rebelles ont été arrêtés. Cette action est survenue après l'échec de tentatives menées par l'armée en vue d'une reddition du colonel Gregorio Honasan, « cerveau » de plusieurs rébellions contre la présidente « Cory » Aquino. — (AFP, Reuters)

TAMERLAN, sauveur de l'Occident

L'historien Jean-Paul Roux retrace l'itinéraire de ce génie militaire qui bouleversa pour plusieurs siècles l'échiquier du monde.



Jean-Paul Roux brosse l'aventure. Peu d'historiens savent, comme lui, conter. La poursuite cinq ans durant de Toktamich, de la steppe au désert, du désert à la taiga, d'Asie en Europe, laisse loin derrière toutes les îles au trésor ou les Michel Strogoff de nos jeunesses. A la seule différence que la réalité, ici, surpasse toutes les fictions.

Pierre Chouan, La Figaro

Eminent spécialiste des Turco-Mongols, Jean-Paul Roux brosse un portrait précis et nuancé de ce conquérant intrepide, cruel et lettré, qui fit de Samarkand une merveille d'architecture et un jardin de paradis.

Maryvonne de Saint-Polgent, Le Point

L'Histoire chez FAYARD



RFI

89FM

LA RADIO MONDIALE

ECOUTEZ LA RADIO A L'ECOUTE DU MONDE.

هنا من الصوت

PROCHE-ORIENT

Accord de principe de Jérusalem sur les pourparlers de paix

Les Etats-Unis proposent à Israël et aux Palestiniens de discuter « un modèle d'autonomie »

Le gouvernement israélien a donné mercredi 27 novembre son accord de principe pour participer à des négociations bilatérales à Washington, mais pour le 9 décembre, au lieu du 4 décembre comme le demandaient les Etats-Unis. On précise de source officielle que Jérusalem considère la date du 4 décembre comme trop rapprochée pour préparer correctement les pourparlers.

Mardi, un haut fonctionnaire israélien, qui avait reçu l'anonymat, avait indiqué à l'AFP que les Etats-Unis avaient proposé à Israël et aux Palestiniens d'élaborer un « modèle d'autonomie pour les territoires occupés » lors des négociations bilatérales. Cette proposition est contenue dans la lettre d'invitation à la reprise des pourparlers, un document de quatre pages transmis vendredi par l'ambassadeur des Etats-Unis à Tel-Aviv, M. William Brown, au directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, M. Yossef

Hadas. Dans cette lettre, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, propose également que la Syrie et Israël « déterminent si elles sont prêtes » à signer la paix en échange d'un retrait israélien du Golan, conquis en 1967 et annexé en 1981. Concernant la Jordanie, le texte américain indique que les pourparlers devraient porter « sur des problèmes d'intérêt commun, comme l'eau, les phosphates, le tourisme, la coopération portuaire sur la mer Rouge » et sur le tracé d'une frontière dans le secteur de la vallée de l'Arava, située au sud de la mer Morte.

M. Baker propose de séparer les sujets à discuter avec les Palestiniens et les Jordaniens (qui composent une délégation commune) et suggère que, sur les questions concernant les territoires occupés, « la majorité des membres de la délégation jordan-palestinienne soient palestiniens, avec une certaine présence jordanienne ».

Cette délégation et celle d'Israël

devront présenter « un modèle d'autonomie pour les territoires occupés et ne pas se polariser sur la question de l'autorité qui sera chargée de gérer cette autonomie. Cette dernière question sera abordée ultérieurement », a-t-on ajouté de même source. « Selon nous, les discussions entre Israël et la Jordanie auront lieu séparément, mais quelques représentants palestiniens y seront présents, afin de préserver le principe d'une délégation jordan-palestinienne commune », ajoute M. Baker.

Avec le Liban, Washington propose à Israël de parvenir à un accord prévoyant un retrait du sud de Jezzine au Liban du Sud pour une « période d'essai ». Cette ville chrétienne ne fait pas partie officiellement de la zone de sécurité établie par Israël au Liban de Sud, mais elle est contrôlée depuis 1983 par la milice pro-israélienne de l'Armée du Liban-Sud.

« Après-Madrid » en Tunisie

Gafsa la rebelle reste à l'heure ancienne

GAFSA

de notre envoyé spécial

L'ouverture du dialogue israélo-arabe laisse de glace les habitants de Gafsa. Amers et sans illusions, ces nationalistes quelque peu ombrageux ne veulent pas s'en laisser conter. « Madrid, ce fut l'arbitrage des vainqueurs, assure un autochtone. Car, nous les Arabes, nous ne sommes pas en position de force. » Cette ville minière et ouvrière du Sud-Ouest tunisien qui s'est montrée rebelle au pouvoir central avant comme après l'indépendance a toujours eu — relations commerciales aidant — les yeux fixés vers le Proche-Orient.

Les habitants de Gafsa ne sont pas près d'oublier les événements du Golfe. « La guerre est finie mais l'embargo continue », déplore un homme d'affaires. « Ce que vous avez fait, vous Occidentaux, est irréparable. Maintenant, on doute de la France », ricanent un fonctionnaire. « Ici, c'est un petit Irak. Pour nous, Saddam Hussein est devenu un symbole », lance un enseignant.

En pleine guerre, le comité local de soutien à l'Irak avait réussi, sans peine, à ramasser, en quelques jours, la coquette somme de 12 000 dinars, soit l'équivalent de 70 000 francs. Dans la rue, les manifestants avaient alors conspu non seulement un « Bush assassin » mais encore un « Kadhafi traître », les positions du colonel libyen leur paraissant trop tièdes. Il n'aurait pas déplié à certains d'entre eux de prendre le chemin de Bagdad si un bureau de recrutement de volontaires avait

été ouvert. D'autres, avant eux, avaient déjà volé au secours de leurs frères arabes, d'abord en Palestine, puis au Liban.

Montée par des services algériens et libyens, l'attaque contre Gafsa, le 26 janvier 1980, qui causa la mort d'une bonne centaine de personnes et aboutit à la pendaison de treize « insurgés », avait été conduite par des Tunisiens. Or la grande majorité des membres de ce commando n'avaient-ils pas été recrutés au Liban où ils s'étaient enrôlés dans des milices locales ou des groupes palestiniens ?

Les portraits de Saddam Hussein n'ont pas tous, loin de là, disparu des échoppes de Gafsa. La « Café Saddam », baptisé ainsi pour l'occasion, n'a pas changé de raison sociale. Il arrive même aux gens d'ici de se mettre à l'écoute de Radio-Bagdad ou de Radio-Tripoli pour être assurés d'entendre la bonne parole.

Derrière le comptoir de son magasin fourre-tout, Mohamed Jelloul raconte, quant à lui, sa « campagne » de Palestine entre 1947 et 1949. Comme si, pour lui, l'histoire d'hier était encore un peu celle d'aujourd'hui. « A cette époque, les juifs, ils étaient très, très peureux. On ne les voyait pas, ils se cachaient. Avec ceux qui ont, ensuite, immigré d'Europe et d'Amérique, ça n'a pas été la même chanson. »

Ils furent ainsi une bonne quarantaine, de Gafsa et de ses environs, à s'engager, de leur propre chef, pour aller combattre en Palestine, et, comme on le disait alors, aider à « jeter les juifs à la

mer ». Bon pied, bon œil, Mohamed Jelloul, 65 ans, se rappelle ce périple de plus de deux mois qui l'avait conduit par étapes dans un camp à la frontière syrienne, près du lac de Tibériade, via la Tripolitaine (la Libye d'aujourd'hui), l'Egypte et le Liban. Retenus ici et là, plusieurs de ses compagnons, eux, ne touchèrent jamais au terme du voyage. « On n'a pas été très bien reçu », raconte cet ancien combattant, alors que nous venions pourtant défendre la cause arabe. »

Après une période de formation militaire en Syrie, le voilà bientôt à pied d'œuvre au milieu de volontaires arabes de tous pays. Il se souvient même de la présence d'un Tchèque slovaque. « Nous étions équipés d'armes françaises », précise-t-il. En fait de guerre, ne lui revient en mémoire qu'une mission d'infanterie nocturne en territoire « ennemi » : « Nous avons fait vingt-cinq prisonniers juifs que nous avons ensuite échangés contre des nôtres. »

Parti au « front » comme simple soldat, il retrouva les siens avec le grade de caporal. Mohamed Jelloul n'est pas peu fier de montrer son certificat de bonne conduite et surtout sa décoration aux couleurs syriennes qui lui ont valu ses « actes de bravoure ». Comme beaucoup, ici, la guerre du Golfe, il l'a mal vécue. « Si seulement j'avais été plus jeune, assure-t-il, je serais bien allé me battre aux côtés des frères irakiens. »

JACQUES DE BARRIN

LIBYE : après les accusations occidentales de terrorisme

Une « purge » aurait été décidée dans les services spéciaux

Le gouvernement de Tripoli a annoncé, lundi 25 novembre, la nomination d'un nouveau chef de son service de sécurité extérieure qui devra, selon une source diplomatique libyenne au Proche-Orient, « purger » cet organisme après que la Libye eut été accusée d'avoir participé à des attentats contre des avions civils américains et français.

La nomination du colonel Abdel Kader El Dibri à la tête de l'Office de la sécurité extérieure a été annoncée par l'agence officielle libyenne JANA, ce qui constitue une originalité, JANA s'abstenant d'habitude de préciser les fonctions des hauts responsables libyens.

Selon la source diplomatique libyenne, cette nomination « s'inscrit dans le cadre des démarches sérieuses entreprises par la Libye en vue de connaître la réalité des faits concernant les accusations portées contre certains éléments des services de renseignement libyens ». Tous jours selon cette source, « le Congrès populaire, l'autorité suprême en Libye, a chargé le colonel Dibri de coopérer pleinement avec le juge chargé d'enquêter sur les allégations concernant l'implica-

tion de la Libye ». Il devra également « coopérer avec les services compétents d'autres pays dans le cadre de l'échange des renseignements nécessaires pour tirer au clair » l'affaire des attentats. La source diplomatique a souligné que « le nouveau chef des services de renseignement, qui entretient de larges contacts à l'étranger, a une réputation d'intégrité à l'intérieur et à l'extérieur du pays ». — (AFP.)

B BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
• Domaine du Château de Beaune •
• 92 hectares dont 71 hectares de Premiers crus et Grands crus •
Documentation LM sur demande à Maison
Bouchard Père & Fils au Château
Route de Beaune 78 - 33120 BEAUNE CEDEX
Tél. 03-22-16-41 - Telex. Bouchard 300430 F

« L'abus d'alcool est dangereux pour la santé »

AMÉRIQUES

CUBA : fuyant les pénuries et la répression

Plus de deux mille boat-people sont arrivés cette année en Floride

Depuis le début de l'année, plus de deux mille Cubains sont arrivés sur les côtes de Floride à bord d'embarcations de fortune, soit près de cinq fois plus que l'an dernier à la même époque. Selon les estimations des autorités, il en serait mort à peu près autant au cours de la traversée, victimes des courants défavorables et des requins.

Contrairement aux boat-people haïtiens, qui étaient, jusqu'à récemment, presque tous renvoyés dans leur pays d'origine, la quasi-totalité des Cubains peuvent s'installer aux Etats-Unis, où ils viennent grossir la communauté anti-castriste de Miami.

MIAMI

de notre envoyé spécial

Le Cessna monomoteur survole à très basse altitude — moins de 200 mètres — le détroit de Floride, secoué par les vents violents qui rendent la mer houleuse. Un petit bateau de pêche à moitié submergé attire l'attention du pilote, Guillermo Lares, un jeune Argentin qui a décidé de consacrer son énergie au sauvetage des boat-people en perdition.

Pour les passagers de cette embarcation, il est trop tard. La tempête des deux derniers jours a eu raison du filin esquif. « Nous arrivons souvent trop tard, reconnaît le pilote, mais nous avons quand même sauvé cent trente personnes au cours d'une centaine de missions depuis la création, l'an dernier, de notre organisation, Hermanos al rescate (Les Secours des frères). »

Il sont près d'une trentaine de pilotes — cubains surtout, mais aussi américains, argentins, vénézuéliens, nicaraguayens — à avoir répondu à l'appel de José Basulto qui participa, en 1961, à la tentative de débarquement clandestin de la baie des Cochons. Quand le pilote a dit que la communauté cubaine de Miami le permettait — trois ou quatre fois par semaine — deux avions ratissent consciencieusement le bras de mer de 150 kilomètres de large qui sépare Cuba des petites îles de la Floride, les Keys.

Des chambres à air en pleine mer

L'un s'approche des côtes de Cuba, en prenant garde de ne pas entrer dans les eaux territoriales de l'île (12 milles nautiques). L'autre survole la zone située entre la Floride et les premiers îlots déserts des Bahamas, où des naufrages se trouvent refuge à l'occasion. « C'est épuisant pour les yeux, constate Guillermo Lares, qui pilotait un avion d'Eastern Airlines avant la faillite de cette compagnie, l'an dernier. Les embarcations sont si petites qu'il est difficile de les voir à l'œil nu, surtout avec cette luminosité très forte. »

Quand un pilote repère des « balseros » — littéralement, des gens sur une bouée — il avise aussitôt par radio les gardes-côtes américains et leur donne la position exacte. Tant que ces derniers ne sont pas arrivés sur les lieux, l'avion se maintient dans la zone. A la différence des Haïtiens, les Cubains quittent leur pays clandestinement et utilisent de minuscules embarcations pour ne pas être repérés au moment du départ, qui se fait généralement de nuit. La plupart fabriquent eux-mêmes leur « balsa » avec une ou deux chambres à air qu'ils achètent au marché noir — jusqu'à 200 dollars pièce — ou volent sur un tracteur après avoir découpé le pneu au couteau.

Un Cubain installé depuis 1966 à Miami, Humberto Sanchez, a entrepris de conserver « les traces de cette grande tragédie » en récupérant les embarcations pour les exposer dans une sorte de « musée » en plein air autour de sa maison de banlieue. On y trouve des engins invraisemblables, dont on se demande comment ils ont pu franchir le détroit de Floride, mais aussi des petites bargues à moteur un peu plus sophistiquées que les chambres à air recouvertes de toile de jute pour camoufler les fuites d'air.

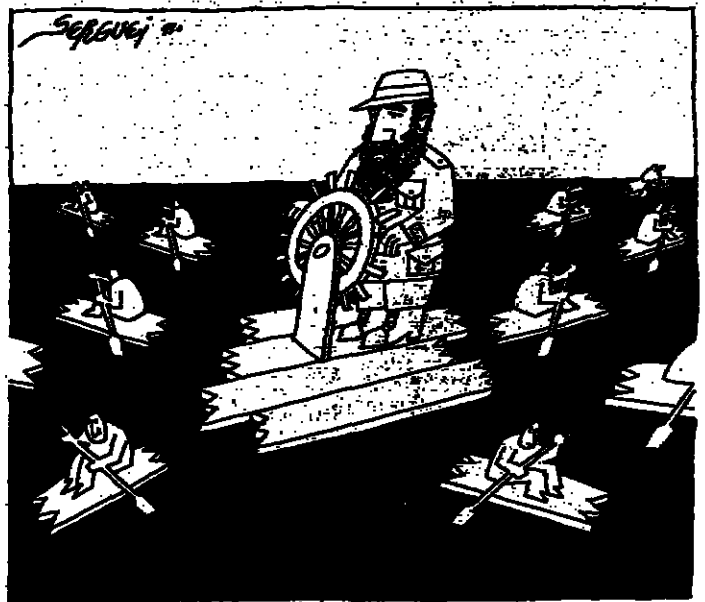
« On en a retrouvé plusieurs qui étaient vides », explique Humberto Sanchez en montrant une grosse chambre à air. Dans celle-ci, il y avait cinq paires de chaussures et

rien d'autre, si ce n'est ces deux petites boîtes de lait condensé et les rames. Les Cubains en sont réduits à préférer mourir dans le détroit de Floride plutôt que de vivre dans les conditions imposées par Fidel Castro. »

C'est effectivement ce qu'ils disent tous. Denis Ibarra, vingt-cinq ans, était professeur d'éducation physique à La Havane et ne pouvait plus supporter le climat politique étouffant et la pénurie généralisée. Arrêté à plusieurs reprises pour son attitude « anti-conformiste », il en était réduit, pour survivre, aux trafics en tous genres pour s'alimenter et se vêtir à peu près décemment. « Mes fournisseurs, dit-il, étaient des gens liés au gouvernement et des coopérants

la traversée s'est bien passée, dit-il, je ne suis rendu compte que c'était un risque excessif et qu'il aurait été finalement bien moins dangereux, et beaucoup plus utile, de rester à Cuba pour militer dans un mouvement clandestin et participer ainsi à la lutte contre le régime. » « Rafa », comme l'appelle ses amis, a déjà assez bien réussi sur le plan économique puisqu'il a ouvert un petit restaurant qu'il a baptisé les « Balseros », mais il vit encore à l'heure de Cuba et s'ennuie avec l'absence de pouvoir y retourner « pour participer à la reconstruction. »

Les « balseros » ne sont pas tous des prolétaires. Il y a aussi les enfants de la « nomenklatura » qui décident, un jour, de tout plaquer :



viennais qui avaient accès aux magasins de la zone dollar. » Convaincu que rien n'allait changer à court terme, il a décidé finalement, il y a quelques mois, de tenter l'aventure avec un ami à bord d'un petit canot pneumatique acheté à un touriste tchèque. « Je ne le regrette pas, dit-il, même si les choses ne sont pas faciles ici et si l'on doit travailler dur. »

Armando Montesinos était en revanche un collaborateur actif du régime. Destinataire de formations, devenu mécontent de voir pour toujours, il avait récemment perdu son travail mais il continuait d'aider les gardes-frontières — ces informants sur les activités des suspects qui tentaient de quitter le pays. « Au début, dit-il, la révolution était belle, mais aujourd'hui ça n'a plus ni couleur, ni énergie, ça n'a plus ni espoir. Je suis sûr que si on va à l'étranger, on va se sentir mieux. Les autorités libèrent des îles et nous, on n'a rien. Ça peut durer encore cinq ou dix ans, même si tout le monde dit depuis longtemps que Castro va tomber. C'est trop triste de voir passer sa vie comme ça. C'est sans issue. »

Sa femme, Yosé Nieves, qui l'a accompagné avec leur petite fille, était présidente du Comité de défense de la révolution (CDR) de son quartier. « J'avais accepté cette fonction pour ne pas avoir de problèmes, affirme-t-elle. J'étais censée rendre la vie impossible à tous ceux qui vivent dans le quartier : les surveiller, dénoncer les attitudes contre-révolutionnaires, etc. Mais en fait la plupart des CDR ne font plus ce genre de choses, car plus personne n'y croit. »

Même les enfants de la nomenklatura

Il y a aussi Rafael Moles, qui a résisté héroïquement pendant plusieurs années aux pressions de la Sécurité de l'Etat. « On voulait m'obliger, raconte-t-il, à fournir des informations sur le contenu des télégrammes de l'ambassade du Venezuela où je travaillais. On m'avait même expliqué comment ouvrir la valise diplomatique que j'étais chargé de transporter à l'aéroport : ils avaient un spéculateur qui pouvait la découper et la récupérer en moins d'une heure sans laisser de trace. J'ai refusé et on m'a accusé de collaborer avec les services secrets d'une puissance étrangère. »

Après un séjour de huit mois en prison, Rafael Moles décide de partir avec ses deux fils, de vingt-trois et vingt-quatre ans, mais il laisse sa femme et sa fille de quatorze ans. Un garde-frontière lui vend un canot pneumatique pour 1 000 pesos (plus de 1 000 dollars au taux officiel mais vingt fois moins au marché noir). « Même si

leur famille, leurs privilèges et leur foi dans un régime qui, disent-ils, n'a plus rien de révolutionnaire, ils ne veulent pas partir. On trouve même eux des fils de hauts fonctionnaires et de militaires très haut gradés, ainsi que des agents de la Sécurité de l'Etat dont on se demande parfois s'ils ne sont pas en mission commandée. »

Outre le fils du colonel Patricio de la Guardia (condamné en 1989 à quinze ans de prison « pour ne pas avoir dénoncé son frère »), jumeau, condamné pour « trafic de drogue », le fils du général Andrés Fleitas, qui paya la peine de mort prononcée contre son collègue, a récemment trouvé refuge à Miami.

Après trois tentatives infructueuses de « sortie illégale » sur des bateaux de fortune et six mois de prison, Jorge Fleitas a finalement obtenu l'autorisation de quitter le pays. « Une commission militaire spéciale, raconte-t-il, a tenté de me convaincre de rester à Cuba en m'offrant une maison, une voiture et un salaire sans avoir à travailler. Je les ai menacés de tout raconter sur la vie de pacha des dirigeants du pays s'ils ne me laissaient pas partir. Je sais beaucoup de choses du fait de mon origine familiale mais aussi parce que j'ai dirigé une unité de transport militaire qui était chargée de fournir — gratuitement et en grosses quantités — les officiers supérieurs en produits alimentaires et électroménagers. A Cuba, un général ou un colonel vu comme un millionnaire de Miami, alors que les officiers de rang inférieur vivent très mal. Mon père, qui est d'origine très modeste, a deux maisons luxueuses, cinq voitures de fonction et un véhicule personnel. »

Jorge Fleitas a l'âge de la révolution, mais il n'a pas de mots assez durs pour son père qui participa à la guérilla dans la Sierra Maestra auprès de Fidel Castro et dirigea la mission cubaine en Ethiopie et en Angola, avant de devenir chef d'état-major de l'armée d'Occident à Cuba et membre du comité central du Parti communiste. « Je considère presque mon père comme un mât et je le lui ai dit. A la fin des années 60, il a fait fuir des soldats qui s'étaient rebellés dans son unité, sans parler de tous ceux qu'il a fait exécuter pendant la révolution qui voulait créer « l'homme nouveau ».

« Les enfants de la nomenklatura sont les plus rebelles », affirme le rédacteur en chef de Radio-Miami, Toussaint Regalado, qui reçoit la plupart des réfugiés politiques et des « balseros ». « C'est la preuve de l'échec de la révolution qui voulait créer « l'homme nouveau », c'est le balsero ! »

BERTRAND DE LA GRANGE

SOUDAN : 250 000 personnes fuient les combats

Tandis que les perspectives de négociation entre Khartoum et les rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) s'éloignent de plus en plus, les combats ont repris à une grande échelle dans le sud du Soudan. Pour la première fois, ils opposent, dans la région de Bor, la localité d'où était parti en 1963 la rébellion sudiste contre le gouvernement central, les troupes du colonel Garang à celles de trois de ses anciens adjoints, entrés en dissidence en août dernier. Ces affrontements ont provoqué un exode qui affecterait quelque 250 000 personnes.

Les commandants Lam Akol, Ryak Machar et Gordon Kyal Chon, qui avaient été, « destitués » le colonel Garau, pour protester contre les méthodes « brutales » et « brutales » de ce dernier, ont franchi le Rubicon en lançant la semaine dernière une offensive contre la ville de Bor, qu'ils affirment avoir occupée à l'issue de violents combats. Selon les pour-parole de l'APLS au Caïre et d'après les sources de Bor, la ville de Bor n'a pas été occupée, mais plusieurs positions qu'il l'entourait et qui commandaient son accès ont été investies. Pour eux, il ne fait pas doute que les forces dissidentes ont reçu une importante aide logistique des unités gouvernementales stationnées à Malakal, qui leur ont fourni armes et munitions ainsi qu'une couverture aérienne comprenant notamment des hélicoptères de combat. Des membres d'organisations humanitaires ont confirmé, mardi 26 novembre à Nairobi, que des parachutages d'armes avaient été effectués récemment.

Selon un communiqué de l'APLPS, les Forces dissidentes opèrent également dans une coopération avec les milices du Front national islamique (FNI), basé à Malakal. Le principal dirigeant des dissidents, le commandant Lam Akol, a reconnu avoir eu des contacts à Nairobi avec Ali El Haj, numéro deux du FNI, tout en précisant que ces entretiens n'avaient pas porté sur les problèmes militaires. Il a affirmé que l'offensive actuelle contre Bor était partie de Nasser, à quelque 400 km au nord, et se trouve son quartier général. Ce qui est une vue vraisemblable si l'on prend en compte la distance et la configuration du terrain marécageux qui sépare ces deux points.

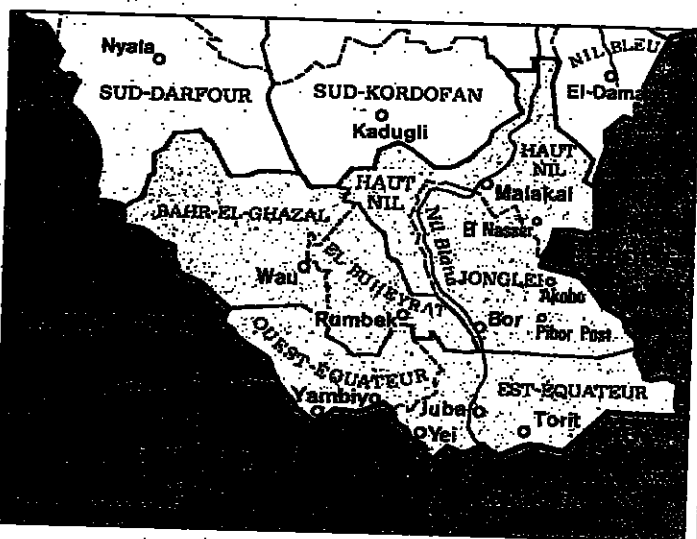
L'offensive des dissidents en direction de Bor, située à 200 km de Juba, semble constituer une tentative de desserrer l'étau autour de la ville. Elle a d'ailleurs coïncidé avec une tentative de sortie des troupes gouvernementales stationnées dans la capitale du Sud du Soudan en direction de Torit, où se trouve le quartier général du colonel Garang, ce qui a provoqué une violente riposte de l'APLF dont l'artillerie a pilonné en fin de semaine, pendant quarante-huit heures, la ville où vivent dans des conditions déplorables près de 400 000 Sud-Soudanais, aux trois quarts des réfugiés.

La bataille ne se limite pas au seul Soudan du Sud. La semaine dernière, de violents et sanglants affrontements ont été signalés dans l'ouest du pays, dans le sud du Kordofan, dans la région de Kadugli, où les forces de l'APLS ont récemment pénétré. On apprend aussi que plusieurs unités rebelles fortement armées ont fait une incursion dans le Darfour, où est

LA RÉUNION
4770 F*
A/R

**Départs
de PARIS
et de MARSEILLE**

VO D'abord, on vous conseille...
Tél. : 40 53 07 11
121, bd Pasteur, 75012 PARIS



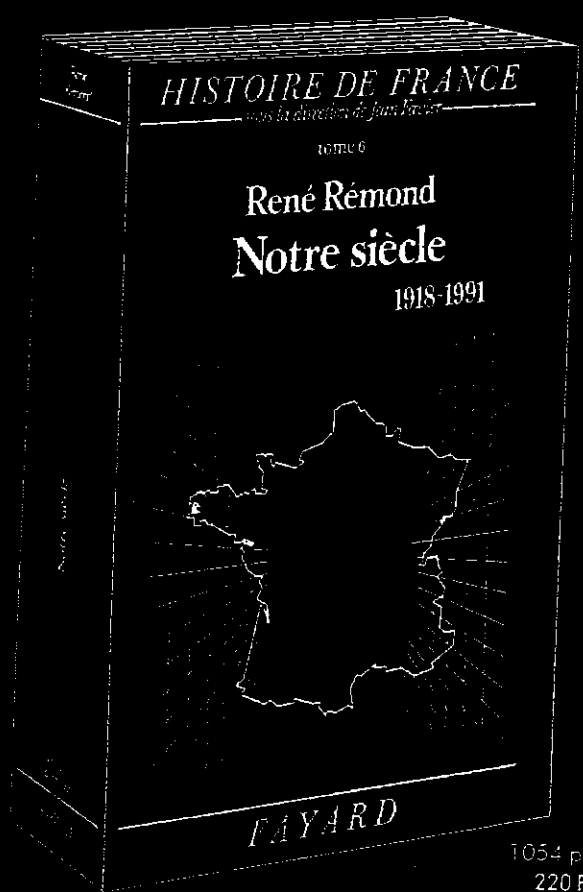
début des dissensions au sein de la rébellion, qu'il n'y a plus lieu de négocier sérieusement avec le colonel Garang et que ce dernier, affaibli par la dissidence et privé de l'aide que lui fournissait jadis l'Éthiopie, au temps du président Mengistu, ne pourra longtemps résister à une offensive militaire sérieuse.

qui comprennent de nombreux supplétifs du mouvement Anyanya II alliés au gouvernement, se montrent particulièrement brutales et ont déjà incendié de nombreux villages, massacré femmes et enfants et détruisant le bétail. Formés surtout de guerriers Shillocks et Nouers, ils s'en prendraient en particulier aux Dinkas, qui constituent le gros des troupes du colonel Garane.

JEAN GUEYRAS

sous la direction de Jean Favier

NOUVELLE ÉDITION AUGMENTÉE



*Tome 1, Karl Ferdinand Werner,
Les origines (avant l'an mil)*
*Tome 2, Jean Favier,
Le temps des principautés (de l'an mil à 1515)*
*Tome 3, Jean Meyer,
La France moderne (de 1515 à 1789)*
*Tome 4, Jean Tulard,
Les révolutions (de 1789 à 1851)*
*Tome 5, François Caron,
La France des patriotes (de 1851 à 1918)*

l'Histoire
chez
FAYARD

**Plus de cent morts
dans les combats
entre forces de l'ordre
et militants hutus**

Les violents combats qui ont opposé, en fin de semaine dernière, les forces de l'ordre et des militants d'un mouvement d'opposition clandestine, le Parti pour la libération du peuple Huti (Palpehuti), ont fait au moins cent quatorze morts, selon un bilan officiel provisoire, annoncé, mercredi 27 novembre, par la radio nationale.

Le gouvernement, qui qualifie les assaillants de «terroristes», a invité la population de Bujumbura à ne pas sortir de chez elle, dans la crainte de nouvelles attaques. Cinquante opposants armés auraient été tués, dans la seule région de Bujumbura, a précisé la radio. Les écoles de la capitale ont été fermées et les transports en commun ne circulaient pas, mercredi. Cent onze personnes ont été arrêtées par la police, a-t-on encore précisé.

Des troubles analogues ont eu lieu dans le nord-ouest du pays, notamment dans les provinces de Cibitoke et de Bubanza. Le président Pierre Buyoya, en visite à Paris à l'occasion du sommet de la francophonie, a regagné son pays mardi, en fin de matinée. — (AFP).

**L'aile « radicale »
de l'Union sacrée
conteste le nouveau
premier ministre**

L'ail « radicale » de l'Union sacrée, qui regroupe les partis de l'opposition et publiquement contesté, mardi 26 novembre, à Kinshasa, la nomination de M. Karl I Bond an poste de premier ministre et l'écusé un ultimatum au président Mobutu pour qu'il « annule » cette décision. Le dirigeant du Parti démocrate et social-chrétien (PDSC), M. Joseph Néo, qui préside l'Union sacrée, a menacé d'« interrompre les négociations » avec le chef de l'Etat et invité « le peuple zairien à maintenir la pression jusqu'à l'aboutissement de la lutte engagée pour le changement ».

Selon la radio nationale, certains quartiers de Kinshasa ont été le théâtre, mardi, de manifestations hostiles à M. Karl I Bond. Aucune agitation particulière n'a cependant été signalée dans le centre de la capitale. - (AFP)

Quatre morts à Lomé

Des affrontements opposant partisans et adversaires du gouvernement de transition ont fait quatre morts et trente et un blessés, a-t-on appris, mercredi 27 novembre, de source hospitalière à Lomé. Aux premières heures de la matinée, une centaine de militaires, hostiles à la dissolution de l'ancien parti unique, le Rassemblement du peuple togolais (RPT), ont pris le contrôle de la radio et de la télévision.

La radio a appelé les chirurgiens, médecins et infirmiers à se rendre à leur poste de travail et a remercié les « nombreux donneurs de sang » qui se sont déjà présentés à l'hôpital de la capitale. A midi, les affrontements se poursuivaient dans deux quartiers nord de la ville. En revanche, la situation restait calme dans le centre-ville. — (AFP)

□ CONGO : un prêt français de 50 millions de francs. — La France va accorder au Congo un prêt de 2,5 milliards de francs CFA (50 millions de francs), pour la réhabilitation du matériel roulant du Chemin de fer Congo-Océan, a-t-on officiellement indiqué, mardi 26 novembre, à Brazzaville, à l'issue de la visite du ministre français de la coopération, M^{me} Edwige Avice. — (AFP)

□ **MOZAMBIQUE** : le président sud-africain a eu des entretiens avec les rebelles de la RENAMO. - Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, a révélé, mardi 26 novembre, que le président Frederik De Klerk avait rencontré le chef de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO), M. Afonso Dhlakama, en juin dernier, à Nairobi, la capitale du Kenya. « Cette rencontre s'inscrit dans les efforts de l'Afrique du Sud pour favoriser un cessez-le-feu et le processus de réconciliation au Mozambique », a souligné M. Botha. - (AFP, Reuters).

«KLM multiplie la fréquence de ses vols

«Intéressant!»

«Et réduit les temps d'attente à Schiphol»

«Judicieux!»

«Avec des heures de
départ et d'arrivée plus
favorables!»

«Excellente initiative»

«Et de nouvelles liaisons
avec Bordeaux,
Toulouse, Marseille,
Turin et Berlin.»

« Tout un programme »

Vols plus nombreux
Transits plus rapides
Horaires plus favorables

Fidèle à sa politique d'améliorations constantes, KLM réorganise ses horaires. Résultat? Un accroissement de près de 40 % de la fréquence de ses vols au cours des prochaines années. Ainsi, vous trouverez toujours un vol KLM au moment où vous en aurez besoin.

Vous apprécierez les nouveaux horaires de départ et d'arrivée, encore plus favorables. Les transits à l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol se feront plus rapidement. Et lors de vos déplacements en Europe, vous bénéficierez souvent, avec KLM, du premier vol du matin et du dernier vol du soir.

Le nouveau réseau KLM ne compte pas moins de 67 destinations européennes et 150 destinations internationales. Que vous traversiez l'Europe ou que vous fassiez le tour du globe, pour KLM, vos attentes passent toujours au premier plan. Et nous sommes résolus à toujours y répondre au mieux.

Empruntez la voie royale KLM.
Et vivez la différence.

La Ligne de Confiance: **KLM**
Royal Dutch Airline



هناك في الأصل

POLITIQUE

La préparation du conseil européen

M. Dumas veut apaiser les inquiétudes des députés à l'approche du sommet de Maastricht



A quinze jours du conseil européen de Maastricht, l'Assemblée nationale consacre un débat, mercredi 27 novembre, à la préparation de ce sommet, qui devrait, en cas de succès, permettre des avancées importantes dans le domaine de l'union politique, économique et monétaire. Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, accompagné de son ministre délégué aux affaires européennes, M^{me} Elisabeth Guigou, devait présenter une déclaration gouvernementale, non suivie d'un vote, pour expliquer l'enjeu de Maastricht et apaiser les inquiétudes des députés qui redoutent l'accélération du processus d'intégration européenne.

Sans aller jusqu'à leur demander, comme en Grande-Bretagne, de se prononcer par un vote, sur sa déclaration consacrée à Maastricht, le gouvernement fait preuve, ces derniers temps, d'une relative prudence à l'égard des élus de la nation. Outre les traditionnelles auditions de M. Roland Dumas et M^{me} Elisabeth

Guigou, les députés de la commission des affaires étrangères (rejoins par ceux de la défense) ont pu procéder la semaine dernière à celle du ministre des affaires étrangères allemand, M. Hans-Dietrich Genscher, invité avec son homologue, M. Dumas, par le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle. Le gouvernement n'a pu que se féliciter de cette idée, qui lui a permis de montrer aux députés que le duo franco-allemand avait retrouvé, semble-t-il, sa solidité originelle alors que se profile une grande échéance européenne.

Avec le débat de mercredi, les parlementaires ont la possibilité de s'exprimer a priori sur le contenu du futur traité de Maastricht, et non pas seulement a posteriori, comme le leur permettrait le traditionnel débat de ratification. Le gouvernement a donc entendu la remarque de M. Alain Lamassouze (UDF), lors du débat sur le budget des affaires étrangères et des affaires européennes (le Monde du 7 novembre), selon laquelle « la position d'une délégation lors de la négociation est plus forte si l'on sait qu'elle s'appuie sur la résolution d'une assemblée nationale ». D'une certaine façon, le gouvernement a reçu un

premier appui puisque le budget des affaires étrangères et des affaires européennes fut l'un des très rares à être voté sans le recours au 49-3.

Bien que les nostalgiques d'un véritable régime parlementaire estiment cette procédure encore insuffisante — les Britanniques ont eu deux jours de discussion durant lesquels le premier ministre s'est personnellement engagé, — le gouvernement, en faisant inscrire cette déclaration à l'ordre du jour, manifeste son souhait d'informer le Parlement, tout en prenant son pouls. L'enjeu de Maastricht, notamment à travers son volet économique et monétaire, mais aussi celui qui concerne la politique étrangère et la future défense commune, justifie ce souci. Pour souligner l'importance de la partie qui va se jouer aux Pays-Bas, on souligne dans l'entourage du ministre des affaires étrangères que si le conseil européen réussit, « on bascule pour une génération » dans une Europe d'un nouveau type. C'est ce que M. Helmut Kohl traduisait a contrario en expliquant le 22 novembre dans la Libre Belgique que « si Maastricht ne réussit pas, il faudra plus d'une génération pour avoir une occasion semblable ».

Aussi M. Dumas et M^{me} Guigou

ont-ils conjugué leurs talents pour essayer d'apaiser les inquiétudes des députés hostiles à une trop forte accélération du processus d'intégration européenne, tout en calmant l'impatience de ceux qui reprochent, à l'inverse, au gouvernement une certaine frilosité européenne, au premier rang desquels les centristes, emmenés par M. Bernard Bosson, ancien ministre des affaires européennes, qui veut faire du traité de Maastricht « le traité de Rome du vingt et unième siècle ». M. Roland Dumas a l'intention de rappeler avec force que la France a tout à gagner d'un succès du conseil européen.

De l'euphorie à l'euro-pessimisme

Pour le ministre des affaires étrangères, il faudra s'efforcer de maintenir au même niveau d'optimisme tous les aspects de la question : le « corps » économique et monétaire dont l'importance nécessite une « tête » politique adaptée, tout particulièrement dans sa composante de politique étrangère et de sécurité, sans oublier la nouvelle donne au sein des institutions communautaires (elle suscite pour l'instant les protes-

tations véhémentes de M. Delors), le tout en tentant de donner au concept de citoyenneté européenne un sens plus tangible que celui qu'il a aujourd'hui. L'euphorie européenne qui avait accompagné la signature de l'Acte unique, avec la perspective du marché unique de 1992, a fait place, ces derniers temps, à un certain euro-pessimisme. Tout en veillant à ne pas ressusciter les vieilles querelles centro-gaullistes, le président du RPR, M. Jacques Chirac, a donné satisfaction à ses compagnons les plus critiques en condamnant récemment « la dérive européenne de la commission », qu'il juge « de plus en plus sensible aux pressions américaines ».

M^{me} Guigou s'est inquiétée à plusieurs reprises de ce type de discours tendant à transformer Bruxelles en un commodore « bouc émissaire ». Plus généralement, elle devrait poursuivre, au cours de cette discussion, son travail de « déminage » d'un débat qui, en restant au niveau des grands principes, fait la part trop belle à un certain « égotisme », au détriment d'une approche plus pragmatique. « Dans un monde de plus en plus concurrentiel, où la puissance se concentre dans quelques nations ou

ensembles de nations, les Européens doivent s'unir pour être le meilleur parti de leurs forces additionnées, plutôt que de tenter leur chance en solitaires. Il ne sert à rien d'étaler cette évidence : nos vieilles nations européennes, dont nous devons continuer d'être fiers, ne feront fructifier leur expérience et ne parviendront à préserver leur identité que dans une alliance entre égaux, qui les mettra à parité avec les autres puissances mondiales », a-t-elle eu l'occasion d'expliquer récemment devant les députés.

En toute hypothèse, les ministres français s'efforceront de faire partager à la représentation nationale leur souci de faire en sorte que Maastricht crée une « dynamique » qui permette à la construction européenne de franchir un cap décisif, même si de nombreuses modalités pratiques devront se mettre en place dans le temps. Donnée qu'un vote ne vienne pas concrétiser et cristalliser les véritables lignes de clivage politique sur cette question essentielle, mais les députés eux-mêmes souhaiteraient-ils vraiment cette épreuve de vérité ?

PIERRE SERVANT

Au conseil des ministres

Extension du scrutin proportionnel pour l'élection des sénateurs

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 27 novembre, une modification du mode de scrutin pour l'élection des sénateurs.

M. Claude Estier doit être ravi. Très critique à l'égard du mode actuel d'élection des sénateurs, qui défavorise, selon lui, la gauche, le président du groupe socialiste du Sénat milite depuis longtemps en faveur d'une réforme de ce mode de scrutin (1). M. Guy Allouche, sénateur socialiste du Nord, avait déposé en novembre 1989 une proposition de loi visant à étendre aux départements qui élisent trois sénateurs le système proportionnel appliqué actuellement à ceux qui en désignent cinq (98 sièges dans 15 départements), et à renforcer dans le même temps au sein du collège des grands électeurs la représentation des grandes villes pour mieux coller aux réalités démographiques.

Le gouvernement de M. Michel Rocard avait repris à son compte cette idée. C'est à une modification près, le projet de loi rédigé à l'époque a été soumis au conseil des ministres pour être appliqué à l'occasion du renouvellement de septembre 1992. Le texte du gouvernement pré-

voyait l'extension du système proportionnel aux neuf départements élisant quatre sénateurs, mais, après discussion, le conseil des ministres a décidé d'y ajouter les vingt-six départements qui en élisent trois (2). D'autre part, les communes de plus de 3 500 habitants comptent un grand électeur par tranche de 300 habitants. Cette réforme, qui ne bouleversera pas l'équilibre politique du Sénat, devrait renforcer le poids des centres urbains où la gauche est traditionnellement mieux implantée que dans les zones rurales. Mais le RPR, le groupe le plus important du Sénat, devrait, lui aussi, tirer profit de cette modification, aux dépens de ses partenaires de la majorité de droite.

G. P.

(1) Sur 321 sièges, le PS compte 66 sénateurs et le PC 16. Il faut y ajouter une dizaine de sénateurs MRG ou favorables à la majorité présidentielle regroupés dans le Rassemblement démocratique et européen.

(2) Au total, douze départements seraient concernés en 1992 : la Seine-et-Marne, la Loire et la Mayenne-Morille, qui comptent chacun quatre sénateurs ; l'Indre-et-Loire, le Loiret, le Maine-et-Loire, la Manche, la Marne, le Morbihan, l'Oise, le Puy-de-Dôme et les Pyrénées-Atlantiques, qui en comptent chacun trois.

POINT DE VUE

L'urgence démocratique

Nous avons reçu de quarante et un parlementaires, élus de la majorité ou de l'opposition à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Parlement européen, le point de vue suivant.

A quelques jours du sommet de Maastricht, qui mettra le point final aux négociations communautaires, il semble indispensable de rappeler ce qui constitue le fondement même de nos valeurs politiques : l'exigence démocratique. Les textes qui vont être signés accroissent considérablement le champ des compétences communautaires. Nous nous en réjouissons. Mais ce transfert, à notre grande déception, n'est pas accompagné de la réforme démocratique attendue.

Nul ne conteste la légitimité démocratique du Conseil européen ni son indispensable pouvoir d'orientation politique, mais le système démocratique qui parvient nos nations européennes, le la loi soit votée par les représentants élus du peuple et qu'un contrôle parlementaire puisse s'exercer sur l'exécutif. Or, dans les nouveaux textes, les Parlements — Parlements nationaux et Parlement européen — gardent un rôle margi-

nal. En procédant ainsi, la Communauté se prive de légitimité populaire et va au-devant d'une grave crise politique. A l'heure de la montée des dangers populistes, l'Europe risque d'être un bouc émissaire facile.

Il n'est pas trop tard. Les amendements suivants peuvent encore être apportés au projet de traité.

— Au niveau européen, l'ensemble des actes normatifs à caractère législatif doivent être adoptés par une procédure de codécision entre le Conseil, votant à la majorité qualifiée, et le Parlement européen.

— La responsabilité démocratique et le rôle exécutif de la Commission doivent être renforcés par l'investiture de son président par le Parlement européen et par la concomitance de la durée de son mandat avec celle d'une législature.

— Simultanément, le rôle des Parlements nationaux doit être renforcé. Pour qu'un contrôle réel puisse s'exercer, la publicité des positions exprimées par les ministres nationaux, membres du Conseil, est indispensable.

Alors que la porte orientale de notre continent retrouve l'exercice de la démocratie parlementaire, notre conviction est que, sans une pratique démocratique exemplaire,

l'Europe communautaire ne sera pas en situation de réussir son élargissement ultérieur. Nous, élus, parlementaires de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Parlement européen, demandons au gouvernement des différents Etats membres de peser de tout leur poids dans la négociation pour remédier au déficit démocratique.

Ce texte est signé par : MM. et M^{me} Didier Ager (Vert), Jean Arthuis (PS), Jean-Paul Benoit (UDF), Jean-Michel Delors (PS), Jean-Paul Benoit (Ass. dém.), Pierre Bernard-Reymond (CDS), Pierre Bismas (PS), Alain Bombard (PS), Bernard Bosson (CDS), Jean-Louis Bourlanges (ss. étiq.), Martine Brunon (PS), Jean-Yves Cuzac (CDS), Marcel Delors (PS), Aymeri de Montequilou (rad.), Patrick Devetjian (RPR), Marie-Jo Dénys (PS), Bernard Derosier (PS), Philippe Douste-Blazy (CDS), Nicole Fontaine (CDS), Jean François-Poncet (UDF), Claude Gaijs (MRG), Yves Gelland (rad.), Gérard Gouzes (PS), Michel Hervé (PS), Jean-François Hory (MRG), Denis Jacquat (UDF), Claude Jossay (Vert), Charles Josselin (PS), Alain Lamassouze (UDF), Marie-Noëlle Lienemann (PS), Jean-François Manzi (UDF), Jean-Thomas Nordmann (rad.), Michel Pezzi (PS), Jean Prolot (UDF), Dominique Robert (PS), Frédéric Rossini (PS), Léon Scharzenberg (app. PS), Max Simeoni (UPC), Marie-Claude Vaysade (PS), Jean-Pierre Worms (PS), Adrien Zeller (CDS).

M. Giscard d'Estaing (UDF) : la ligne d'action française n'est ni claire ni lisible. — Au cours de son audition devant le groupe UDF de l'Assemblée nationale, mardi 26 novembre, M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF et du groupe libéral au Parlement européen, a estimé que la ligne d'action française dans la préparation du sommet de Maastricht, n'était « ni nette, ni claire, ni lisible ». M. Giscard d'Estaing a particulièrement insisté sur la nécessité de doter l'Europe d'institutions « décentralisées », en déplorant que ce terme ne figure pas dans le projet de traité. Il a également regretté que le principe de « subsidiarité » — selon lequel la Communauté est chargée uniquement de ce qui ne peut pas être réglé par les Etats — ne figure que dans le préambule du traité.

M. Séguin dénonce un « mauvais coup porté à la France ». — M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, juge dans le Figaro du 27 novembre que ce qui se prépare à Maastricht « a tous les aspects d'un mauvais coup porté à la France », car « en faisant l'Europe entre les Etats, on se prépare des lendemains douloureux ». Il ajoute : « Dans le processus délétère qu'est devenu la construction européenne, Maastricht est supposé opérer un « saut qualitatif ». En réalité c'est un saut dans l'inconnu. Sous couvert d'Europe ce sont de véritables abandons de souveraineté qui se préparent ».

Le changement de loi électorale pour les législatives

M. Mauroy fait ses comptes

Le groupe de travail chargé d'étudier, au PS, les différentes formules de « scrutin mixte » (associant majorité et proportionnelle) pour les élections législatives, devait se réunir mercredi 27 novembre, avant que le bureau exécutif n'en discute, de nouveau, en fin d'après-midi. Le scrutin proportionnel à deux tours, que M. Pierre Mauroy proposait d'appliquer dans les départements les plus peuplés, continue de faire l'objet d'études et de projections, même si le premier secrétaire a convenu, le 25 novembre, que le système qui lui est opposé par les rocardiens et les fabiusiens a « une longueur d'avance ».

Afin d'éclairer tant les responsables gouvernementaux que ceux du PS, le premier secrétaire et ses collaborateurs font procéder à des sondages locaux d'intention de vote et à l'évaluation des effets des divers modes de scrutin. Selon leurs analyses, si des élections législatives avaient lieu aujourd'hui au scrutin majoritaire actuellement en vigueur, le nombre des députés socialistes réduits serait de 90 et celui des communistes de 14, compte tenu des mauvais reports de

voix à gauche et d'accroissement de désistement, qu'ils jugent probables, entre la droite et l'extrême droite.

Au scrutin mixte, toujours selon l'entourage de M. Mauroy, les socialistes obtiendraient de 140 à 170 sièges, selon le nombre des départements dans lesquels serait appliquée la proportionnelle à deux tours. Les Verts seraient entre 75 et 84 députés, le Front national autour de 25.

La formule privilégiée par le premier secrétaire n'en est pas moins combattue non seulement au PS, mais par le parti communiste et par le Mouvement des radicaux de gauche. L'Humanité de mercredi dénonce « une machine de guerre contre le PC », qui perdrait les avantages du scrutin majoritaire dans les départements où il conserve une influence relativement forte, sans gagner ceux de la représentation proportionnelle intégrale dans ceux où il avoisine 10 % des voix. Le MRG réaffirme, de son côté, son attachement à « rien personnel entre l'État et le citoyen », que rend possible le scrutin majoritaire.

P. J.

Avant la réunion du comité central du PCF

Les « refondateurs » et le renouvellement de l'« identité communiste »

Au nom des communistes « refondateurs », MM. Charles Fiterman, ancien ministre, et Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, ont rendu public, mercredi matin 27 novembre, à Paris, au cours d'une conférence de presse, un manifeste dans lequel ils précisent leur démarche en faveur d'un « renouvellement profond de l'identité communiste » et de la constitution d'une « entente démocratique des forces du travail et de la création ».

Ce texte est présenté par une soixantaine d'élus et de responsables communistes engagés, par ailleurs, dans le mouvement Refondations dont les collectifs locaux doivent se réunir le 30 novembre. Sa publication intervient avant la session du comité central du PCF convoquée les 3 et 4 décembre et avant le colloque organisé du 5 au 7 décembre par M. Philippe Herzog et les autres chefs de file des économistes du parti.

Comment, aujourd'hui, en France, peut-on rester commu-

niste ? Ce qui différencie le plus M. Georges Marchais et M. Charles Fiterman, dans la façon de répondre à cette question, c'est leur conception de l'avenir du rôle du PCF. Pour la direction du parti, la nécessité du maintien d'un « Parti communiste fort » va de soi dans un contexte dominé par le déclin du Parti socialiste et la montée en puissance de l'extrême droite. Pour les « refondateurs », qui ont conquis un statut de minorité agissante, il s'agit d'une analyse illusoire, et la seule voie de salut politique passe non par le changement progressif de structures condamnées par l'Histoire, mais par une redéfinition de l'identité communiste, ce qui implique que le PCF se fasse le promoteur d'une nouvelle « force révolutionnaire » au service de toutes les forces démocratiques. Les premiers misent sur une reconquête patiente et obstinée, automatiquement garantie, à leurs yeux, de lendemains meilleurs ; les seconds poussent à une rupture immédiate et totale avec les pratiques anciennes dans un esprit offensif, car il y a « urgence de futur ».

C'est sous ce titre que M. Fiterman et soixante autres porte-parole du courant « refondateur » ont conçu leur nouveau manifeste, destiné en premier lieu aux autres militants du PCF. Pour répondre

aux objections qui leur sont généralement faites par les tenants de la ligne majoritaire, ils y précisent leur analyse de la société française : « La France a la fibre (...) La crise sociale et politique est en train de prendre la dimension d'une crise nationale (...) Communistes à part entière, nous sommes de plus en plus convaincus qu'il n'y a pas d'avenir pour le communisme français sans un immense effort sur soi, théorique, culturel, politique (...) Il n'y a d'issue que vers l'avant (...) Laisser à l'extrême droite le monopole de l'opposition à une politique antipopulaire lui livrerait le terrain de nouvelles avancées (...) C'est bien à une entente démocratique entre les forces créatrices des richesses multiples de la nation qu'il faut appeler sans plus tarder. » Et ils y développent, pour la première fois, les grandes lignes d'un « projet », d'une « perspective » et du « type de parti » adéquat.

Il y est ainsi question d'ouvrir de « nouvelles pistes » pour « dépasser le capitalisme », de pousser « à une transformation de l'organisation des entreprises et de la société vers moins de hiérarchie, plus de démocratie », de préconiser « une politique économique alternative », d'instaurer « un nouvel âge de la démocratie », en rendant la politique aux citoyens et en établissant

« la primauté du Parlement » dans l'organisation des pouvoirs publics. Il y est proposé d'instituer « de nouvelles institutions de protection de l'environnement et d'interventions écologiques », de bâtir l'Europe « autrement », de voir la France « prendre l'initiative d'un mouvement des peuples du monde qui s'attache à réduire la pression des grandes puissances et à promouvoir la démocratie », etc.

Cette nouvelle initiative des « refondateurs » sera-t-elle mieux comprise que les précédentes par l'état-major du PCF ? Bien que l'expression de leurs critiques réitérées se soit modérément polémique, les auteurs du manifeste voulaient prendre les devants dans l'hypothèse d'un retrait inopiné de M. Georges Marchais, pour raisons de santé, MM. Fiterman, Hermier et leurs amis relèvent ainsi qu'« on aime à rappeler ces temps-ci », à l'intérieur du parti, « qu'à chacune de ses sessions le comité central a toute possibilité, s'il le juge opportun, de changer le secrétaire général », pour mieux souligner que « le remplacement des individus » sert parfois de simple alibi « pour que tout reste en l'état ». A toutes fins utiles ?

ALAIN ROLLAT

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Le gouvernement affine son dispositif contre les « faux chômeurs »

Les députés ont adopté par 273 voix (socialistes et apparentés) contre 30 (communistes), dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 novembre, un projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi, présenté par M. Martine Aubry et intégrant les dernières mesures annoncées par le gouvernement dans le cadre de son dispositif de lutte contre le chômage. Le RPR, l'UDF et l'UDC se sont abstenus (1) sur ce projet, qui vise aussi à lutter contre la fraude des « faux chômeurs ».

Une double référence revient, invariablement, à chaque fois que M. Aubry entretient les parlementaires de formation professionnelle en cette année 1991. La première est familière : il y a toujours un amateur d'histoire ou un fidèle des commémorations pour se souvenir que son père, M. Jacques Delors, avait été l'initiateur de la loi sur la formation professionnelle de 1971. La seconde est nationale : il ne manque jamais un député ou un sénateur pour regretter que la France soit, dans ce domaine, à la traîne de l'Allemagne.

Un peu prise en tenaille entre ces deux augustes modèles, M. Aubry parvient, toutefois, à imposer son label, ce que les députés de l'opposition, bons princes, lui concèdent sans mal. « Je suis sensible à l'énergie que vous déployez dans un contexte difficile », a admis M. Jean-Pierre Philibert (UDF, Loire). M. Aubry a employé cette énergie à peaufiner un projet de loi dont la raison d'être est d'offrir une traduction législative à un ensemble de mesures déjà annoncées, telles celles contenues dans l'accord interprofessionnel signé le 3 juillet entre les partenaires sociaux (sauf la CGT) ou celles présentées le 2 octobre en conseil des ministres.

Pour l'essentiel, ce texte substitue au défunt stage d'insertion à la vie professionnelle (SIVP) un « contrat d'orientation » permettant aux jeunes de moins de vingt-trois ans d'accéder à une formation. Il prévoit un accroissement de la contribution des entreprises au financement de la formation professionnelle, qui passera de 1,2 % à 1,5 % de la masse salariale en janvier 1993, ainsi que l'ouverture du droit à la formation dans les entreprises de moins de dix salariés. Un congé dit de « bilan de com-

pétences » est créé. En quête de « placements d'emplois », le projet propose, enfin, des exonérations de charges sociales visant à encourager les emplois dits de proximité (services aux personnes) et l'embauche de jeunes sans qualifications.

Ces diverses incitations ont une contrepartie : les abus dans les inscriptions à l'ANPE seront combattus avec plus de fermeté. L'opposition, qui avait approuvé ce texte, en l'augmentant légèrement, au Sénat, le 6 novembre, s'est gardée de toute imprécation, mais n'a pas caché son scepticisme. Le plus sévère a été M. Jean Uebachs (RPR, Haut-Rhin), selon qui M. Aubry « présente un texte plus, sans souffle et sans ambition ». M. Philibert (UDF, Loire) a expliqué que la sulfureuse question des « faux chômeurs » ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. « Au lieu de se lancer, a-t-il souligné, dans des mesures plutôt mesquines et sans grand effort, il serait souhaitable de réformer véritablement l'ANPE ». M. Michel Besson (PS, Essonne) a approuvé la démarche de M. Aubry, qui consiste à « aider les chômeurs et sanctionner les fraudeurs », tandis que M. René Carpentier (PC, Nord) a jugé « indignes les campagnes actuelles contre les chômeurs ».

Le gouvernement a déposé plusieurs amendements affaissant l'article 38 du texte, qui établit que « les demandeurs d'emploi immédiatement disponibles sont tenus d'accepter des actes positifs de recherche d'emploi ». Les députés ont accepté que son dispositif précise le rôle du Conseil d'Etat dans la fixation par décret des conditions que doivent remplir les demandeurs d'emploi jugés « immédiatement disponibles », ainsi que les changements de situation qu'ils doivent signaler à l'ANPE. L'Assemblée a adopté, aussi, un amendement déposé par M. Thierry Mandon (PS, Essonne), rapporteur de la commission des affaires sociales, et par les commissaires socialistes, visant à « renforcer le caractère intentionnel et frauduleux » que doivent revêtir les fausses affirmations d'un chômeur pour être retenues contre lui. Il s'agit d'éviter qu'une simple négligence ne puisse être, confondue, avec une tentative d'escroquerie.

FRÉDÉRIC BOBIN

(1) Trois députés de l'UDF, MM. Alain Madelin (Ile-et-Vilaine), Gilbert Gardier (Paris) et Alain Grottoy (Val-de-Marne), ont voté « contre ».

Les lycéens seront représentés au Conseil supérieur de l'éducation. — Les députés ont adopté, mardi 26 novembre, un projet de loi présenté par le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, visant à permettre la représentation des lycéens au Conseil supérieur de l'éducation. Cette instance avait été créée par la loi d'orientation sur l'éducation, votée le 10 juillet 1989, mais les lycéens n'y avaient pas été, à l'époque, associés. Ce nouveau projet de loi a donc pour objet de « corriger cette omission », a indiqué M. Bernard Derosier (PS, Nord), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Seuls les socialistes ont voté pour. Le PC, l'UDC et le RPR se sont abstenus tandis que l'UDF a voté contre, estimant que ce texte allait « consacrer la politisation des lycées ».

Le Sénat rejette les crédits de la défense

Au terme d'une longue discussion, le Sénat a rejeté, mercredi 27 novembre, le budget du ministère de la défense qui lui était présenté par M. Pierre Joxe. Au cours de son intervention, le ministre de la défense a souligné que « les facteurs d'incertitude se sont multipliés en Europe » au cours des derniers mois. « En nous libérant de la menace d'un affrontement global entre les blocs, nous n'avons pu nous préserver de la renaissance d'éventuels conflits régionaux en Europe », a déclaré M. Joxe, en reconnaissant que la réduction des crédits militaires aurait pour conséquence « des fermetures d'usines, des abandons de garnisons ».

Pour M. René Monory (Un. centr., Vienne), rapporteur spécial de la commission des finances, le budget présenté a le défaut de ne

pas « choisir » : « il prétend tout maintenir, sauf les crédits ». De nombreux sénateurs ont ainsi regretté que l'examen du budget de la défense pour 1992 précède celui de la prochaine loi de programmation militaire et amorce une réduction des crédits affectés aux armées. « Le gouvernement fait des économies sur la France », a ainsi affirmé M. Philippe de Gaulle (RPR, Paris). « Je ne céderai pas aux sirènes de M. Mac Namara, responsable de la guerre la plus ratée de l'histoire, qui préconise d'amputer les budgets militaires pour affecter les économies correspondantes au tiers-monde », a ajouté M. Hubert Durand-Chastel (non inscr., Fr. établis hors de France).

C'est dans sa réponse à M. Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin) que le ministre de la défense s'est montré le plus virulent, en dénonçant des propos « sidérants et irresponsables », qui, selon lui, participent d'une campagne de désabilitation. Le ministre ne visait pas la proposition de M. Haenel de créer une commission d'enquête sur la mise en œuvre des forces françaises dans l'opération Daguet, mais l'analyse du sénateur selon laquelle la gendarmerie nationale est aujourd'hui en voie de « police-risation ».

J.-L. S.

Avant le second tour de l'élection municipale

Le maire sortant (PS) de Briançon se retire

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Robert de Caumont (PS), maire sortant de Briançon (Hautes-Alpes), ancien député, a annoncé, mardi 26 novembre, son retrait pour le second tour de l'élection municipale partielle, fixé au dimanche 1^{er} décembre. Au premier tour de ce scrutin, rendu nécessaire par la démission de treize de ses collègues et de cinq élus de droite, la liste de M. de Caumont était arrivée en troisième position, avec 16,68 % des suffrages exprimés. La liste d'union de l'opposition, conduite par M. Alain Bayrou (UDF-PR), était arrivée en tête avec 46,39 % des voix, suivie par celle de M. Gérard Fromm (div. g), premier adjoint démissionnaire, créditée de 21,46 %, sur laquelle figuraient notamment deux PS dissidents et trois PC.

Dans un communiqué, M. de Caumont accuse M. Fromm « et ses

alliés communistes » d'avoir « fait le jeu de la droite ». « Quant à nous, ajoute-t-il, nous n'acceptons pas de le faire ». L'ancien maire de Briançon, qui n'a donné aucune consigne de vote, a indiqué qu'avec ses collègues il agit « avec d'autres moyens pour l'avenir de la ville (...) en redonnant vie au groupe d'action municipale « Briançon demain ».

De son côté, la fédération départementale du PS a appelé les électeurs briançonnais « à soutenir massivement la liste conduite par M. Gérard Fromm, seule liste de gauche restant en lice pour mener une politique de développement économique au service du progrès social ».

Les Verts et le Front national, dont les listes ont été éliminées au premier tour, n'ont donné aucune consigne de vote.

G. P.

Grève administrative des élus de Haute-Corse. — La majorité des élus de Haute-Corse ont répondu, mardi 26 novembre, à l'appel de l'Association des maires du département en observant une grève administrative pour protester contre la « terreur » et la « dictature » que fait peser, selon eux, le gouvernement sur les opérations de refonte électorale. M. Paul Giacobbi, président de l'Association

des maires de Haute-Corse, reproche au préfet, M. Henri Huran, d'avoir procédé, comme la loi lui en donne le pouvoir, au changement de dix de ses délégués sur les 299 que comptent les bureaux de vote de la Haute-Corse. « Le gouvernement poursuit un seul objectif : avoir un corps électoral anormalement réduit et votant en sa faveur », a déclaré M. Giacobbi. — (Corresp.)

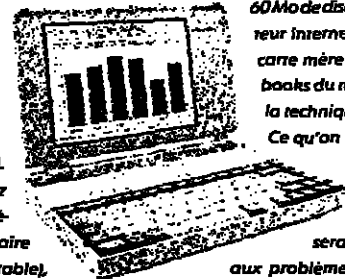
POURQUOI LEO, 1 AN, NE JURE QUE PAR LE TOSHIBA T2200SX, UN NOTEBOOK A LA FOIS LEGER ET PUISSANT QU'IL N'A D'AILLEURS JAMAIS VU, MEME EN PHOTO ?



TOSHIBA T2200SX, UN EXEMPLE DE LA MAITRISE TECHNOLOGIQUE DU N°1 MONDIAL DU MICRO PORTABLE.

Vous connaissez les enfants, en règle générale, ils apprécient la compagnie de leurs parents. Et si le petit Leo n'a qu'un an (5 dents, dont une apparue il y a deux semaines...) il voit très bien lorsque son papa est soucieux, préoccupé ou pire, si préoccupé qu'il n'est pas là du tout. Rassurez-vous cependant car vous allez le voir. Toshiba avec le notebook T2200SX a mis un peu d'ordre dans tout ça. Comment ? Comme ceci : un micro autonome de la taille d'une feuille de cahier (A4), ultra léger (2,5 kg) et ultra mince (4,1 cm). Bien sûr comme vous devez le supposer, c'est aussi à l'intérieur que l'on doit l'aspect extérieur. En effet, fort d'un savoir-faire acquis au fil des années depuis 6 ans Toshiba ne fait que du portable.

Toshiba est parvenu à une miniaturisation parfaite des éléments du T2200SX. Vous voulez un aperçu ? Très bien : un processeur Intel 386SX à 20 MHz, 40 ou 60 Mo de disque dur, 2 Mo de mémoire vive, un écran plat VGA, 1 lecteur interne de disquettes parmi les plus minces du monde, une carte mère 5 fois moins volumineuse que celle des autres notebooks du marché (technologie Rigid Flex 6 couches). Voilà pour la technique (c'est un résumé...). Les connaisseurs apprécieront. Ce qu'on doit retenir de tout ça, c'est que le père du petit Leo, aujourd'hui équipé d'un tel appareil, est maintenant moins préoccupé et donc plus souvent aux côtés de son petit garçon. Les portables Toshiba seraient-ils une réponse aux problèmes de la dénatalité ?



MICROS PORTABLES TOSHIBA, PARCE QU'ON N'A QU'UNE VIE.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ENTREPRISE ET L'APPRENTISSAGE

Envoyer 60 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

IL ETAIT UNE FOIS UDERZO



Un livre qui se lit comme un album d'Astérix, sans le lâcher du début à la fin. Alain Laville, Télé 7 Jours

Un livre chaleureux sur un homme qui fait maintenant partie de notre histoire.

Jean-Pierre Furi, France Soir

سنة ١٤١٢ هـ

ملف من المجلد

10 Le Monde • Jeudi 28 novembre 1991 •

DECENTRALISATION

LA PROVENCE C'EST AUSSI EN FRANCE

*1982, avec Gaston Defferre,
la décentralisation naît
dans les Bouches-du-Rhône.*

*1992, la décentralisation
ne doit pas oublier
les Bouches-du-Rhône.*

GRANDES ÉCOLES
ADMINISTRATIONS NATIONALES
DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE
UNE EXIGENCE LÉGITIME

police né

Comet poli

JUSTICE

L'arrestation d'un des auteurs présumés de l'attentat contre le « Rainbow-Warrior »

La police néo-zélandaise demande à la Suisse l'extradition de Gérald Andriès

Le sous-officier Gérald Andriès attend dans une prison suisse son extradition éventuelle vers la Nouvelle-Zélande. Un des auteurs présumés de l'attentat commis en juillet 1985 contre le *Rainbow-Warrior*, bateau de l'organisation écologiste Greenpeace, il a été interpellé à l'occasion d'un contrôle de routine, samedi 23 novembre à Bâle (Suisse) (le Monde du 27 novembre).

L'ancien adjudant de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), qu'il a quittée en 1987 tout en restant militaire, ne disposait pas de passeport suisse pour franchir la frontière helvétique, mais seulement d'un permis de conduire. C'est en interrogeant leurs fichiers que les policiers ont découvert que Gérald Andriès était l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par les autorités néo-zélandaises pour destruction criminelle, association de malfaiteurs et meurtre (un photo-

graphe de Greenpeace, Fernando Pereira, avait été tué lors du sabotage du *Rainbow-Warrior*). Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Honi Hore, a expliqué que des mandats d'arrêt aux noms de tous les agents impliqués dans l'attentat avaient été délivrés dans le monde entier. « L'arrestation réalisée à propos du *Rainbow-Warrior* sous l'égide des Nations unies ne concerne pas les agents français qui étaient à bord du yacht Ouvea », a précisé le ministre des affaires

étrangères. Il concernait seulement Alain Mafart et Dominique Prieur. L'extradition du militaire français a été demandée à la Suisse conformément au traité existant entre les deux pays par la police néo-zélandaise. « La police agit indépendamment du gouvernement en la matière », a précisé M. Paul East, le procureur général à Wellington, ajoutant que « le gouvernement a l'intention de voir ce dossier traité selon la procédure normale ». Le premier ministre néo-zélandais, M. Jim Bolger, qui était en visite

en France le mois dernier dans le cadre d'un long processus de réconciliation entre les deux pays, a déclaré que la Nouvelle-Zélande ne devait « en aucun cas faire de cela [l'affaire Greenpeace] une opération médiatique ou politique ». « Nous sommes heureux qu'au moins l'un des agents du gouvernement français qui a commis cet acte de terrorisme d'Etat contre Greenpeace puisse être jugé par la justice néo-zélandaise », a commenté, pour sa part, l'organisation écologiste en estimant que « cette

affaire doit être réglée par une cour de justice en Nouvelle-Zélande ». L'ambassade de France à Genève a reçu des instructions pour engager un avocat chargé d'assurer la défense de M. Andriès. « Le gouvernement français a toujours défendu la liberté de ses ressortissants et, dans ce cas, je pense que le gouvernement français fera de même », a estimé, mercredi 27 novembre, l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major de l'armée française, qui effectuait une visite officielle en Australie.

Un acharnement injustifié

par Edwy Plenel

L'attitude de la Nouvelle-Zélande est politiquement passionnelle et juridiquement discutable. En s'acharnant sur un « lamproie » qui, comme tous les agents de la DGSE impliqués dans l'opération du 10 juillet 1985 contre le *Rainbow-Warrior*, n'a pourtant fait qu'exécuter un ordre politique, les autorités de Wellington accablent la thèse d'une affaire encore mystérieuse, encombrée de secrets et d'énigmes. Or, loin des romans d'espionnage ou des feuilletons d'aventure, la vérité de l'affaire Greenpeace est, pour reprendre la formule de Charles Péguy, bête, ennuyeuse et triviale.

Sous la pression des armateurs du Pacifique, affolés par la campagne de protestation prévue par Greenpeace contre les essais nucléaires français, Charles Hernu, alors ministre de la défense, demande début 1985 aux services secrets dirigés par l'amiral Pierre Lacoste

d'« anticiper ». La mission est claire : empêcher que les écologistes ne viennent troubler la campagne de tir française, et donc saboter leur navire. Le président de la République, dont le chef d'état-major particulier, le général Sautier, vise les dépenses engagées par la DGSE, donne son feu vert. M. François Mitterrand ne connaît pas — et, semble-t-il, ne cherche pas à connaître — le détail opérationnel de la mission. Une ambiguïté qui permettra au pouvoir de dire, quand la vérité éclatera, qu'il n'avait pas donné l'ordre explicite de faire sauter le *Rainbow-Warrior* dans le port d'Auckland. Position quelque peu hypocrite dont les militaires engagés dans l'opération concevront légitimement de l'amertume, tant il est vrai qu'ils n'ont aucunement outrepassés les ordres reçus.

Au total, près d'une vingtaine d'agents de la DGSE seront impli-

qués dans cette mission. Les noms de neuf d'entre eux sont connus. Le lieutenant Christine Cabon fut chargée du renseignement en infiltrant la section néo-zélandaise de Greenpeace. L'adjudant-chef Roland Verge, les adjudants Bartolo composèrent, en compagnie du docteur Xavier Maniguet, l'équipe du volier Ouvea chargé de convoquer le matériel (explosifs, équipement de plongée). Le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur — les faux époux « Turenga » — furent chargés de jouer les intermédiaires entre les hommes de l'Ouvea et les navigateurs de combat chargés de poser l'explosif. Ceux-ci, le capitaine Jean-Luc Kyter (alias « Alain Tanel ») et l'adjudant Jean Camasse (alias « Jacques Camuriers »), composèrent la « troisième équipe », selon une expression inventée dans ces

colonnes par opposition à la première (l'équipage de l'Ouvea) et à la deuxième (les faux époux « Turenga »).

Fausse route

Coordonné sur le terrain par le commandant Louis-Pierre Dillais, « patron » du centre d'instruction des navigateurs de combat d'Aspretto, en Corse, cette opération d'une envergure démesurée au regard de son objectif ferait sourire s'il n'y avait eu mort d'homme — un photographe portugais revenu chercher son matériel sur le bateau écologiste. L'attitude du pouvoir politique est également peu plaisante puisque l'on sait qu'au plus haut niveau la vérité sur les auteurs de l'attentat était connue depuis le 17 juillet 1985, soit une semaine après l'explosion, et fut cachée jusqu'à ce que les

révélation de la presse contrainant, à la mi-septembre, Charles Hernu et l'amiral Lacoste à la démission, puis M. Laurent Fabius, alors premier ministre, à l'aveu public.

M. Fabius devait notamment reconnaître que les militaires français avaient agi « sur ordre » de l'autorité politique. La France a dû présenter ses excuses, symboliques et matérielles, contrainte sous l'égide du secrétaire général de l'ONU d'indemniser en dollars la Nouvelle-Zélande, Greenpeace ainsi que la famille du photographe. Les questions litigieuses entre Paris et Wellington ont été tranchées par un tribunal arbitral, selon les normes du droit international. Et M. Michel Rocard, alors premier ministre, a pu, en mai dernier, se rendre en Nouvelle-Zélande où il ne fut question que de réconciliation. Personne ne pensait à cette commission rogatoire inter-

nationale, lancée en août 1985, que la suite des événements rendait forcément obsolète. La Nouvelle-Zélande n'avait-elle pas accepté de relâcher avant même les deux seuls agents français qu'elle détenait, Alain Mafart et Dominique Prieur, pourtant lourdement condamnés, qui rejoignaient la base militaire française d'Hao?

En s'entêtant à demander l'extradition de Gérald Andriès, Wellington se contredit donc et n'évite pas le ridicule. On comprend que l'attitude française ait laissé, dans ce pays des antipodes, un sentiment d'humiliation durable. Mais ses citoyens et ses dirigeants auraient tort d'assimiler l'opinion française aux palinodies des politiques responsables de l'affaire Greenpeace. En 1985, la France viola le droit, aujourd'hui la Nouvelle-Zélande fait fausse route.

Le procès de la COGEDIM au tribunal de Paris

Fumet politique et odeur de poudre

Au deuxième jour du procès dit de la COGEDIM, mardi 26 novembre, les avocats des entrepreneurs et promoteurs immobiliers impliqués dans ce trafic de fausses factures ont unanimement demandé le renvoi de l'affaire. L'ancien ministre délégué à la justice, le juge d'instruction et le substitut ont fait les frais d'une charge très rude.

Quelle saïve! Depuis lundi soir, on pressentait la violence du choc. Il faut avoir vu M. Mario Stasi se retourner vers ses soixante confrères et saluer cette « cohorte de combien prestigieuse... ». Les premiers avocats de la défense, tels de courageux grenadiers, s'apprêtaient à charger le juge d'instruction, M. David Peyron, le représentant du ministère public, M. Alain Blanchot, et, au-delà, le garde des sceaux et son ancien ministre délégué, M. Georges Kiejman.

La bonne odeur de poudre! Il ne s'agissait pas moins que de réfuter en bloc la quasi-totalité des pièces de l'instruction pour cause de nullité et de contester la venue de ce procès après ce que la justice appelle simplement une « disjonction » du dossier, qualifiée plus abruptement par la défense de « saucissonnage ». La bonne nouvelle de procédure!

Ils montèrent donc à l'assaut. Tous graves, jurant qu'il ne s'agissait nullement d'un tir de barrage pour retarder l'échéance du jugement. Tous indignés que cette affaire de fausses factures — 200 millions de francs s'évaporaient entre 1987 et janvier 1990 — ait pu servir quelque méchant dessein politique du pouvoir en place.

Pour être clair, M. Paul-Albert Lévêque cita M. Kiejman déclarant sans ciller durant l'instruction : « Ce que je peux vous dire, c'est que vous remplissez l'Ubu-Gracio par la COGEDIM, c'est la même chose. » M. Roger Doumleth raille cet « ex-confère devenu militant ». Ce fut donc, citations à l'appui, la fête à M. Kiejman. Ce fut aussi celle du juge d'instruction. Une fête sans concessions, terrible, où chacun s'inclina devant son « remarquable

travail », sa « loyauté » et sa « disponibilité » avant de le fusiller dans les règles.

Pauvre M. David Peyron! Quelle mouche le prit donc d'enquêter sur ces entrepreneurs, ces bâtisseurs, ces Napoléons de l'immobilier et de les jeter pour quelques jours en prison au motif, s'agissant de la COGEDIM, qu'il « paraît particulièrement choquant pour le peuple français que cette société se livre à une activité de fausse facturation, qui, par nature, implique à un moment ou à un autre une forme de corruption de la vie publique ».

Il faut le talent, la clarté passionnée de M. Jean-Denis Brédin, pour apporter une cohésion à ce fouillis de banderilles. Les « grands » se reconnaissent à la qualité du silence qu'ils savent imposer. Il y eut silence, et démonstration. Sans l'aide d'un tableau noir, M. Brédin s'en prit méthodiquement aux « causes lourdes de nullité » qu'il crut distinguer : délivrance de commissions rogatoires trop larges et toutes rédigées à l'identique ; usage systématique de la garde à vue alors même que « l'inculpation était décidée » ; transgression du principe de neutralité pour « arracher des aveux » ; recours intempestif à l'article 118 du code de procédure pénale visant à faire renoncer les prévenus à l'assistance de leurs avocats et questions en forme de réquisitoires.

L'affaire Choukroun

Avec cette sérénité qui le caractérise, M. Brédin déplore cette « vieille mentalité inquisitoriale dont nous n'arrivons pas à nous débarrasser, ces dévoiements dont nous sommes tous responsables ». Mais ce n'était pas tout. L'avocat de M. Michel Mauser, PDG de la COGEDIM, s'attacha à montrer que les trois réquisitoires introduits péchaient eux aussi au regard des règles juridiques. « Je n'ai jamais vu, dit-il enfin, une instruction accolée de tant de défauts. Elle a porté au début le poids lourd de la politique, puis de l'opportunité, enfin de la disjonction. »

A l'appui de son propos, agré-

ment de quelques citations pui-

sées dans Tocqueville, M. Brédin renvoya au tribunal avec un fin sourire d'excuses un mémoire de quarante feuillets bien tassés. Après ce cours de courtoisie, chacun put se croire, sinon bon juriste, du moins apte à démêler le certain de l'incertain.

C'était compter sans les innombrables ressources du droit. M. Alain Blanchot, pour le ministère public, rejeta en quelques minutes ce que la défense avait développé durant plus de sept heures. « Vous avez une lecture des textes, j'en ai une autre », lança-t-il après avoir défendu et l'instruction et le parquet.

Au passage, M. Blanchot révéla incidemment que le juge d'instruction aux affaires à forte portée publique des « épices disparues de la procédure » et que certains prévenus firent chez eux le ménage avant les perquisitions. A titre personnel, il voulut bien qualifier d'« indigne » la manière dont on passe les menottes aux « gardés à vue » et dont on les dépouille de leurs ceintures mais conclut prosaïquement : « Allez donc expliquer au policier responsable qu'il ne faut pas le faire si la personne placée sous sa garde se pend. C'est beau d'en parler mais il faut regarder la pratique. »

En somme, le ministère public se montra patelin. Il regrette que les dirigeants de la COGEDIM — poursuivis pour un montant de 8 millions de francs sur un total de 200 millions de fausses factures — semblent porter tout le poids du procès : « Ce n'est pas l'affaire de la COGEDIM, dit-il, c'est l'affaire Choukroun » (Joseph Choukroun est l'unique détenu sur les soixante-trois inculpés). Il déplore que le politique, décidément têtue, se soit à ce point installée dans les esprits. Il proclama que ce dossier était ni plus ni moins « une affaire de fausses factures comme les autres ».

Ainsi pressé par la défense de renvoyer ce dossier, par le ministère public de le juger, le tribunal s'est sagement octroyé une nuit de réflexion.

LAURENT GREILSAMER

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIERES

ROME 990 F

MARRAKECH 1 150 F

MONTREAL 2 180 F

DAKAR 2 370 F

BANGKOK 3 890 F

NEW YORK 2 395 F

LES ANTILLES 2 600 F

MIAMI 2 970 F

HÔ CHI MINH-VILLE 5 690 F

PAPEETE 8 900 F

VOI ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIS A CERTAINES DATES
TAPEZ 36 15 NE. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

هنا من الخط

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Le traité sur la réduction des forces en Europe aura peu d'effets sur les armées françaises

Le gouvernement français va demander au Parlement de ratifier, avant la fin de l'actuelle session d'automne, le traité (dit FCE), signé le 19 novembre 1990 à Paris par vingt-deux pays de l'Alliance atlantique et du pacte de Varsovie, aujourd'hui dissous, sur la réduction des forces classiques en Europe, de l'Atlantique à l'Oural. Ce texte, ratifié à ce jour par huit Etats (1), n'aura que peu d'effets sur les armées françaises.

Comprenant un préambule suivi de vingt-trois articles et de huit protocoles particuliers, ce traité vise à limiter les forces classiques à un niveau plus bas que leur état présent, à supprimer des disparités criantes en matière d'armement entre l'Est et l'Ouest et à éliminer la capacité des Etats à lancer par surprise des offensives de grande envergure.

Le traité FCE prévoit, d'autre part, des échanges d'informations entre les armées des pays signataires et des modalités pratiques de vérification sur place des accords. De l'Atlantique à l'Oural, les équipements militaires qui seront limités par le traité sont les chars de bataille, les pièces d'artillerie, les véhicules blindés de combat (transports de troupes et blindés d'accompagnement de l'infanterie), les avions de combat (à l'exception des avions d'entraînement) et les hélicoptères de combat. Il ne concerne pas les armements navals, ni les munitions chimiques.

La France a signé l'accord, même si le volume actuel de ses armements est, en réalité, déjà très au-dessous des plafonds qui lui reconnaît le traité. D'une manière générale, l'armée française sera peu touchée par les réductions fixées.

Pour les chars de combat, qui sont des engins pesant au moins 16,5 tonnes et armés d'un canon au moins égal à 75 millimètres, la

France a déclaré en posséder 1 343, alors que son plafond autorisé est de 1 306. Ce qui veut dire qu'elle devra se séparer de 37 véhicules dans cette catégorie.

Pour les pièces d'artillerie, dont le calibre doit être égal ou supérieur à 100 millimètres, la France devra en abandonner 68 (1 360 au lieu de 1 292).

Pour les véhicules blindés de combat, la France est placée devant un recensement plus subtil, puisqu'elle aligne davantage de véhicules blindés de transport de troupes (VBT) et de véhicules blindés de combat et le traité lui en attribue 3 820. Ce qui se traduira par la destruction, dans les quarante mois suivant la ratification, de 357 engins de la famille des AMX-13.

Pour les avions de combat, le plafond a été fixé à 800 dans l'armée de l'air. En rassemblant ses Jaguar et ses Mirage tous modèles confondus (les Alpha-Jet et les Fouga sont exclus du traité), la France est très loin du compte. Aucune réduction ne lui a été imposée par l'accord FCE.

Enfin, pour les hélicoptères de combat (d'attaque et d'appui), il est prévu à l'horizon 2000 que la France ne puisse dépasser le chiffre de 450, alors qu'elle en possède 418 au moment des négociations.

Le traité FCE instaure, d'autre part, des inspections au niveau du régime ou de l'escadre aérienne, des dépôts, des installations logistiques et des sites de destruction des matériels en trop, sous la forme de deux types complémentaires de vérifications dans un autre pays et sur son propre sol. Ces contrôles sur zone sont contingentés chaque année et leur durée varie selon le type et le lieu de la vérification. La France est en passe de constituer, sur la base de Creil (Oise), une unité de vérification

qui, à terme, devrait comprendre quelque 150 officiers, sous-officiers et militaires du rang choisis pour leurs compétences techniques et leurs connaissances des langues étrangères. A ce jour, cette unité groupe 95 personnes, dont 60 ont été formées à l'Ecole interarmées du renseignement et des études de langues (EIREL).

Cette unité a mené des exercices avec ses homologues des pays alliés, au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), et des Etats-Unis. Elle a également commencé à s'entraîner avec ses correspondants hongrois.

JACQUES ISNARD

(1) Il s'agit de la Hongrie, de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada et de la Grande-Bretagne. L'union soviétique qui a signé, mais pas les Républiques qui accèdent actuellement à l'indépendance.

ILE-DE-FRANCE

Contestant les mesures de délocalisation

La Ville de Paris veut construire des logements sociaux sur le domaine libéré par l'Etat

La Ville de Paris demande au gouvernement de revoir sa copie à propos des mesures de « délocalisation » décidées jeudi 7 novembre par le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT). Sur proposition de M. Jean Tiberi (RPR), premier adjoint au maire, le conseil de Paris a en effet émis le vœu, lundi 25 novembre, que « ces mesures soient réexaminées en concertation avec les élus, les personnels et leurs représentants qualifiés ». Si les pouvoirs publics maintiennent leurs positions, les élus de la capitale « invitent le maire de Paris à utiliser son droit de préemption sur les immeubles que le gouvernement déciderait de vendre afin d'y construire des logements sociaux ».

Ce vœu a été approuvé par les représentants du RPR et de l'UDF. Les socialistes n'ont pas pris part au vote et les communistes se sont abstenus. Aucun élu n'a donc voté contre la proposition du premier adjoint et l'abstention des communistes s'explique par la volonté de dire fermement « non à la délocalisation ». L'initiative de M. Tiberi prend en compte l'article 30 de la récente loi sur la ville votée par le Parlement. Cet article prévoit qu'« afin de leur permettre

RELIGIONS

Le Conseil d'Eglises chrétiennes condamne la peine de mort et les ventes d'armes

Réunissant les Eglises protestantes, catholique, orthodoxe et arménienne de France, le Conseil d'Eglises chrétiennes, créé le 17 décembre 1987, a réaffirmé, dans deux textes publiés mardi 26 novembre, son hostilité au rétablissement de la peine de mort et au commerce des armes. Ses trois coprésidents — le pasteur Jacques Stewart pour les protestants, Mgr Jean Vilnet pour la hiérarchie catholique et Mgr Jérôme pour les orthodoxes — ont souligné leur « émotion » devant des crimes récents, « particulièrement odieux », mais leur texte tente de retourner les arguments favorables au rétablissement de la peine capitale.

Les responsables des Eglises chrétiennes ne se prononcent pas sur la question de la durée et l'in-

compressibilité de la peine de substitution, estimant seulement qu'« une peine dissuasive doit toujours offrir la possibilité du repentir auquel Dieu appelle tout homme ».

A propos des exécutions pratiquées naguère dans les « régimes chrétiens » ils déclarent : « Notre relecture actuelle du témoignage biblique et notre réflexion sur le Dieu de la vie nous conduisent à rejeter fermement ces pratiques antérieures ». « La peine de mort entretient la spirale de la violence, conclut la déclaration commune. On ne peut résoudre la violence par la violence. Une société ne peut se débarrasser de ses boucs émissaires de la gestion de sa propre violence ».

Un il y a un an contre toute solution militaire dans la crise du

Golfe, le Conseil d'Eglises chrétiennes dénonce aussi le commerce des armes, qualifié de « plaie collective de notre organisation internationale ». Il s'adresse aux pouvoirs publics : « Que le critère de l'équilibre et de la stabilité de la région où se trouve le pays acheteur soit le premier, lorsqu'il s'agit d'autoriser une vente d'armes. Que des systèmes d'armes français ne contribuent pas à augmenter l'insécurité dans une région de la planète. Que les armes vendues ne servent qu'à la défense, et non pas à la menace ou à l'agression ». Les responsables des Eglises chrétiennes s'adressent aussi aux militaires, aux entreprises et aux travailleurs de l'armement, les appelant à « se préparer aux reconversions nécessaires ».

ENVIRONNEMENT

Un rapport du Commissariat général du Plan

Des propositions pour réhabiliter les espaces naturels

Constitué en janvier 1990 au sein du Commissariat général du Plan, le groupe de prospective sur la gestion des espaces naturels a présenté son rapport jeudi 14 novembre (1). Présidé par M. Henry Jouve, ancien président du Centre national des jeunes agriculteurs, ce groupe a réuni les professions agricoles, des élus, l'administration, des experts et, pour la première fois, des protecteurs de la nature. Leur rapport énumère une série de propositions qui, si elles sont prises en compte par les pouvoirs publics, révolutionneront la gestion du territoire en France.

Le groupe de prospective du Plan dresse d'abord un état des lieux qui apporte des données intéressantes sur les 95 % du territoire national qui ne sont pas « artificialisés », c'est-à-dire ni urbanisés ni occupés par de grands équipements (routes, voies ferrées, aéroports, etc.). On y apprend que la forêt, qui a gagné 2 millions d'hectares depuis 1947, occupe aujourd'hui 28 % du territoire.

Cette extension s'est faite partiellement aux dépens de l'agriculture, dont les sols exploités sont passés de 32 242 000 ha en 1969 à 31 790 000 ha en 1990, soit 57 % du territoire. Mais la forêt a aussi absorbé les landes incultes et les friches, dont la superficie, dans le même temps, est passée de 5 296 000 ha à 3 081 000 ha. Contrairement à l'opinion communément répandue par les milieux agricoles, les terres réellement en friche — landes, garrigues et marais — ont donc diminué depuis vingt ans.

Le rapport souligne que la diminution des surfaces agricoles reste pour l'instant un « phénomène limité », mais qu'il est appelé à s'étendre avec la désertification de certaines régions. Il se traduit surtout par une conversion des terres en boisements (artificiels ou spontanés) et une conversion des prairies en terres labourables (plus d'1 million d'hectares pendant les

années 80), ce dernier phénomène étant dû principalement à l'élevage hors sol et à la stabulation libre.

D'une manière générale, le groupe note que « les espaces naturels français sont vastes, riches, variés, mais « mal connus, insuffisamment protégés et, aujourd'hui, indigemment gérés ». Si l'on se réfère à la superficie moyenne d'espaces naturels par habitant en Europe (des Douze), on constate que c'est l'Espagne centrale qui détient le record (3 ha par habitant), puis le Limousin et la Corse (2 ha) et enfin seulement l'Irlande et la Grèce (1,5 ha).

Logique écologique contre logique économique

« Partout, la logique économique domine la logique écologique, et le court terme prime le long terme », note le rapport. Pour inverser la tendance, le groupe de prospective propose une série de mesures dont voici les principales : réduire l'impôt sur le foncier non bâti, afin d'encourager les propriétaires qui conservent des espaces naturels non exploités ; réformer la dotation globale de fonctionnement aux communes afin de ne pas pénaliser celles qui ne bétonnent pas ; introduire la logique d'environnement dans les plans d'occupation des sols ; améliorer les études d'impact et démocratiser les enquêtes publiques ; appliquer le principe pollueur-payeur aux élevages intensifs ; étendre l'inventaire du patrimoine naturel aux paysages et la faire connaître auprès des élus locaux ; étendre à l'ensemble du territoire les compétences du Conservatoire du littoral (actuellement limité aux rivages maritimes et aux grands lacs) ; rendre obligatoire la taxe départementale pour les espaces sensibles et l'affecter à un Fonds d'intervention pour le patrimoine naturel habilité à acquérir et à gérer des espaces naturels.

ROGER CANS

(1) Les Espaces naturels, un capital pour l'avenir. Edité par la Documentation française (352 p., 150 F).

M. Jean-Pierre Dintilhac nouveau patron des gendarmes

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 27 novembre a nommé M. Jean-Pierre Dintilhac directeur général de la gendarmerie nationale, en remplacement de M. Charles Barbeau qui occupait ces fonctions depuis le 23 août 1989.

Comme le veut l'usage, c'est un magistrat qui, en France, est à la tête de ce corps principalement constitué d'officiers et de sous-officiers de carrière mais œuvrant, sur le terrain, pour le compte de l'Etat dans des missions relevant aussi bien de l'ordre civil, judiciaire, administratif que militaire.

Institution trouvant ses racines il y a plusieurs siècles, la gendarmerie compte quelque 90 000 personnes, dont 10 700 sont des appelés du contingent. Elle dispose en 1991 d'un budget de 18,2 milliards de francs.

ESPACE

Dialogue dans l'espace

Officiellement, c'est une première : les deux cosmonautes soviétiques de la station Mir ont pu dialoguer, par l'intermédiaire des contrôleurs au sol de la NASA, avec l'équipage de la navette américaine Atlantis. Les huit hommes ont échangé leurs messages quelques heures après que les deux vaisseaux spatiaux se furent croisés à 40 km l'un de l'autre, mardi 26 novembre, à 320 km d'altitude au-dessus de l'Atlantique sud.

« Nous étions à proximité de Cap-Canaveral au moment de votre lancement, c'était un spectacle merveilleux », a déclaré Sergueï Krikaliev. « Nous vous avons vu passer près de nous à une altitude légèrement inférieure, c'était spectaculaire », a renchéri James Voss, à bord d'Atlantis. Digne de Stanley Kubrick, la scène aura distrait de leur quotidien les deux cosmonautes soviétiques qui ne regagneront pas la Terre avant le 18 mars. Bien après les astronautes d'Atlantis, dont la mission devait se terminer le 4 décembre (Le Monde du 26 novembre).

Traditionnellement divisée en une gendarmerie départementale (58 % des effectifs jusqu'à l'échelle du canton), une gendarmerie mobile (17 500 hommes organisés en escadrons) et en plusieurs formations plus spécialisées, la gendarmerie nationale exerce notamment des missions de police administrative et judiciaire (sécurité publique, circulation, police judiciaire) et des missions militaires de défense (défense opérationnelle du territoire).

M. Barbeau, qui est conseiller d'Etat, avait déjà dirigé la gendarmerie entre 1979 et 1984. Nommé ensuite chargé de mission, puis directeur général de l'administration auprès de M. Joxe, au ministère de l'intérieur, il avait réintégré en 1986 le Conseil d'Etat. En août 1989, en pleine période d'agitation épistolaire des gendarmes, le ministre de la défense de l'époque, M. Jean-Pierre Chevènement, rappelle M. Barbeau à la tête de ce corps gagné par la « grève ». Durant deux ans, le nouveau directeur général va s'employer à calmer les esprits, obtenant des effectifs et des moyens budgétaires supplémentaires, créant des instances internes de concertation ou tentant — à l'occasion d'un protocole conclu en janvier 1990 qu'il signe avec M. François Rostollat, alors directeur général de la police nationale et aujourd'hui secrétaire général pour l'administration au ministère de la défense — d'harmoniser les relations toujours empreintes de rivalité ou de méfiance sur le terrain entre les gendarmes, les policiers et les CRS.

Depuis quelque temps déjà, M. Barbeau donnait l'impression de vouloir quitter ses fonctions, estimant que son « contrat », que M. Chevènement s'était engagé au départ à rendre temporaire, était quasiment rempli. Ce grand serviteur de l'Etat, discret et peu expansif, avait finalement fait « le tour » de sa « Maison » et, seul, l'honneur de devoir accueillir, à Paris, du 18 au 20 septembre dernier, une trentaine de gendarmes étrangers pour un colloque international (Le Monde du 12 septembre) l'a sans doute retenu de partir avant.

[Né le 15 mars 1943 à Paris, M. Jean-Pierre Dintilhac, magistrat, a été chef du cabinet du directeur de l'administration pénitentiaire (1977-1978), chef de la mission de liaison interministérielle pour la lutte contre les trafics de main-d'œuvre (1979-1982), chef de la division de l'exécution des peines (1982-1984), directeur de l'administration pénitentiaire (1984-1990) avant d'être nommé directeur du cabinet de M. Henri Nallet, garde des sceaux.]

EN BREF

□ Sondage CSA-la Vie : les Français divisés sur l'intégration de l'islam. — Selon un sondage CSA publié dans l'hebdomadaire la Vie du 28 novembre, 49 % des Français estiment que « l'islam est trop différent et rend l'intégration des musulmans impossible ». 40 % pensent au contraire que leur intégration est « une question de temps ». Pour 58 % des 800 personnes interrogées dans cette enquête, la religion musulmane ne permet pas l'exercice de la démocratie et pour 50 % qu'« on peut être un bon musulman et respecter le principe de laïcité ». Pour 70 % des Français enfin, l'islam ne va pas « dans le sens du respect des droits des femmes ».

□ Chagrin d'amour meurtrier dans le Pays-de-Dôme. — Une rupture sentimentale semble à l'origine de l'accès de folie meurtrière d'un jeune homme de vingt et un ans, Francisco Filho, un lycéen de terminale de Vichy (Allier), qui a tué, dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 novembre, un chauffeur de taxi de Clermont-Ferrand, puis un couple de la commune de Ris (Puy-de-Dôme) : il s'agit des parents de sa petite amie, qui avait rompu un mois plus tôt. Le meurtrier présumé a été arrêté, mardi à 12 h 15 en gare de Lyon à Paris, en possession d'un sac contenant son fusil. — (AFP.)

□ AUTOMOBILISME : Mercedes renonce à la formule 1. — Le constructeur automobile allemand Mercedes a renoncé à retrouver la formule 1 après trente-six ans d'absence. « Mercedes concentrera ses activités sur le groupe A [voitures de tourisme] », a fait savoir la société après une réunion du directeur du groupe Daimler-Benz, mardi 26 novembre, à Stuttgart.

J. P.

□ M. Chirac : le transfert de l'ENA est « une absurdité ». — M. Jacques Chirac a estimé, mardi 26 novembre, sur Europe 1, que le transfert de l'ENA à Strasbourg était « une absurdité et une stupide initiative qui fera pleurer ». Le maire de Paris a ajouté : « La prochaine promotion fera peut-être une petite apparition à Strasbourg. On dépensera un peu d'argent pour l'accueillir et puis, la suivante reviendra tranquillement dans son siège à Paris, qui aura été probablement racheté par la Ville de Paris pour le cas où il aurait été vendu ».

D'autre part, plusieurs personnalités ont annoncé qu'elles s'associeraient au vœu du conseil d'administration de l'ENA demandant au gouvernement de réexaminer sa décision de transférer l'école à Strasbourg. Parmi les signataires, on relève notamment les noms de M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, de M^{me} Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, et de trois anciens directeurs de l'école, MM. Pierre Racine, Roger Fauroux et Simon Nora.

[Les services de l'ENA ont émis le vœu qu'entraînera le déplacement à Strasbourg : pour la semaine de rentrée du 3 au 14 janvier 1992, ils enverront à 2 millions de francs. Pour le transport des enseignants qui professent actuellement à Paris, la dépense supplémentaire s'élèvera à 10 millions de francs pour l'année.]

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lecoq, gérant directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Guiz, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction) Jacques Amalric, Thomas Ferenzi Philippe Herremans, Jacques-François Simon Daniel Vermet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-99 ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 49-80-30-10

ccès... tranche internationale : un grand succès... tranche

VOUS AVEZ ENCORE 3 JOURS POUR DEVENIR ACTIONNAIRE DU CRÉDIT LOCAL DE FRANCE. 210 F PAR ACTION.

**C'EST UN PLACEMENT
RECONNU A L'ÉTRANGER**

*En trois jours, 7 300 000 titres
ont été demandés par les
souscripteurs internationaux,
soit près de quatre fois la
part qui leur était réservée.*

**C'EST UN PLACEMENT SÛR,
UNE VALEUR D'AVENIR**

*Le Crédit local de France est
une société solide, en pleine
expansion. Son bénéfice net
consolidé dépassera un
milliard de francs à fin 1991.*

ADRESSEZ-VOUS AUX GUICHETS DES BANQUES,
DE LA POSTE, DES CAISSES D'ÉPARGNE, AU TRÉSOR
PUBLIC ET AUX SOCIÉTÉS DE BOURSE.



*Une note d'opération
(visa COB n° 91-454 du 18/11/1991)
est disponible sur simple demande
auprès des établissements
chargés de recevoir les ordres d'achat.
BALO du 7 octobre 1991.*

*Pour plus d'informations,
téléphonez au
16 (1) 40 87 14 00
ou composez sur Minitel 36 16 CLF.*

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE
LE BANQUIER DE VOTRE VILLE

POINT/LES ÉGLISES D'EUROPE

Retrouvailles
Est-Ouest

Un synode « spécial » réunit au Vatican, du jeudi 28 novembre au samedi 14 décembre, près de deux cents évêques européens, experts et auditeurs, sous la présidence du pape. C'est la première fois que se tient une telle assemblée, réunissant les représentants des épiscopats catholiques et des délégués des autres Églises chrétiennes des pays de l'ouest et de l'est de l'Europe.

Le thème choisi s'intitule : « Soyons témoins du Christ qui nous a libérés ». L'objectif, expliquait Jean-Paul II, en juin 1990

devant les présidents des vingt-trois conférences épiscopales européennes, est de favoriser l'échange des expériences des Églises de l'Est et de l'Ouest et de dessiner les contours d'une « nouvelle évangélisation de l'Europe au seuil du troisième millénaire ».

A Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne), du 13 au 17 novembre, se sont déjà réunis des représentants de cent vingt Églises orthodoxes, protestantes, anglicanes et catholiques. Leur déclaration finale affirme

que « sans la paix œcuménique, il n'y aura en Europe ni évangélisation ni témoignage commun ». Au Vatican, pour la première fois, des délégués d'Églises non catholiques auront le droit d'intervenir dans un synode d'évêques, mais le boycottage de l'Église orthodoxe de Russie, l'une des plus grandes du continent, qui avait été également invitée par le pape, montre la fragilité des efforts de rapprochement des Églises chrétiennes, à l'heure où l'Europe tente de refaire son unité.

L'apprentissage du pluralisme et de la laïcité
dans un nouveau paysage religieux

Le synode des évêques européens à Rome arrive sans doute trop tard ou trop tôt. Trop tard, si l'objectif est d'y célébrer la chute du communisme et le retour à la liberté pour des millions de croyants à l'est de l'ancien rideau de fer. Trop tôt, si l'on s'attendait à une stratégie pour le christianisme dans l'Europe post-communiste, tant la situation paraît encore mouvante sur le Vieux Continent.

Une nouvelle carte religieuse de l'Europe est née. Le Saint-Siège a désormais des relations diplomatiques avec tous les pays, y compris l'Union soviétique, avec laquelle les liens restent toutefois à formaliser (1). En Tchécoslovaquie, en Roumanie, dans les pays baltes, en Russie, en Sibirie, au Kazakhstan où Staline avait déporté des populations polonaises et allemandes, nombre de diocèses catholiques, longtemps vacants, ont aujourd'hui à leur tête des évêques librement nommés. Des Églises entières que l'Occident avait presque oubliées, comme les baptistes en Russie ou les uniates (de juridiction romaine, mais de rite byzantin) en Ukraine et en Roumanie, sont sorties de quarante-cinq années de persécution et de clandestinité. Dans ces deux derniers pays, les uniates gréco-catholiques talonnent des Églises orthodoxes largement majoritaires, qui jouissent de la liberté retrouvée, mais sont minées par des schismes (2) et affaiblies par des compromissions passées.

Toutes les censures d'hier, frappant la liberté de culte, d'enseignement religieux, d'édition, d'association, sont aujourd'hui levées, y compris en Albanie, où la première messe depuis la guerre a été publiquement célébrée en novembre 1990. De nouvelles lois garantissant la liberté de conscience ont été votées en Hongrie le 24 janvier 1990, en Tchécoslovaquie le 4 juillet suivant, en URSS le 1^{er} octobre de la même année. Autrefois chassés, interdits de séjour, les ordres religieux sont rentrés. Les Églises se voient restituer leurs propriétés confisquées après la guerre. En Pologne, en Hongrie, la catéchèse est même autorisée à l'école publique.

Sécularisation
à l'occidentale

Le synode épiscopal de Rome marquera d'abord les retrouvailles de l'Occident avec des croyants qui ont payé le prix fort au communisme athée : des centaines de prêtres, évêques, religieux déportés, voire assassinés ; des milliers d'Églises et de lieux de culte fermés, abandonnés, rasés comme en Roumanie ou transformés en musées de l'athéisme comme en Russie ; des millions de fidèles livrés à eux-mêmes, sans clergé ni formation.

Mais l'après-communisme ne semble pas avoir ouvert cette « voie royale » à la rechristianisation que pronostiquaient les prophètes de la « revanche de Dieu ». Au contraire, si, en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Tchécoslovaquie à partir des années 80, les Églises protestantes et catholiques n'ont pas peu contribué à la résistance au communisme et à son échec final, elles font aujourd'hui un délicat apprentissage de la liberté, du pluralisme et du débat démocratique. Elles souffrent d'abord (sauf en Pologne) d'une crise d'encadrement : les prêtres et les religieux sont peu nombreux et âgés. Les universités et les séminaires manquent de théologiens formateurs. Les adultes laïcs en sont restés à une foi traditionnelle d'autodidactes et les jeunes n'ont pas de références religieuses. « Nous avons perdu une génération », se plaignait, au mois d'août, avant la visite du pape en Hongrie, Mgr Seredy, président de la conférence des évêques.

Ces Églises ont gardé les cicatrices du passé et restent divisées, comme en Tchécoslovaquie entre les prêtres collaborateurs du mouvement dissous Pacem in terris et

le clergé sorti de clandestinité. En Hongrie, la hiérarchie, qui, moyennant quelques compensations libérales, avait coopéré avec le régime, est coupée à la fois des nostalgiques du catholicisme autoritaire d'avant-guerre, dont la figure symbolique reste le cardinal Mindszenty, et des « communautés de base » qui ont incarné la résistance au communisme.

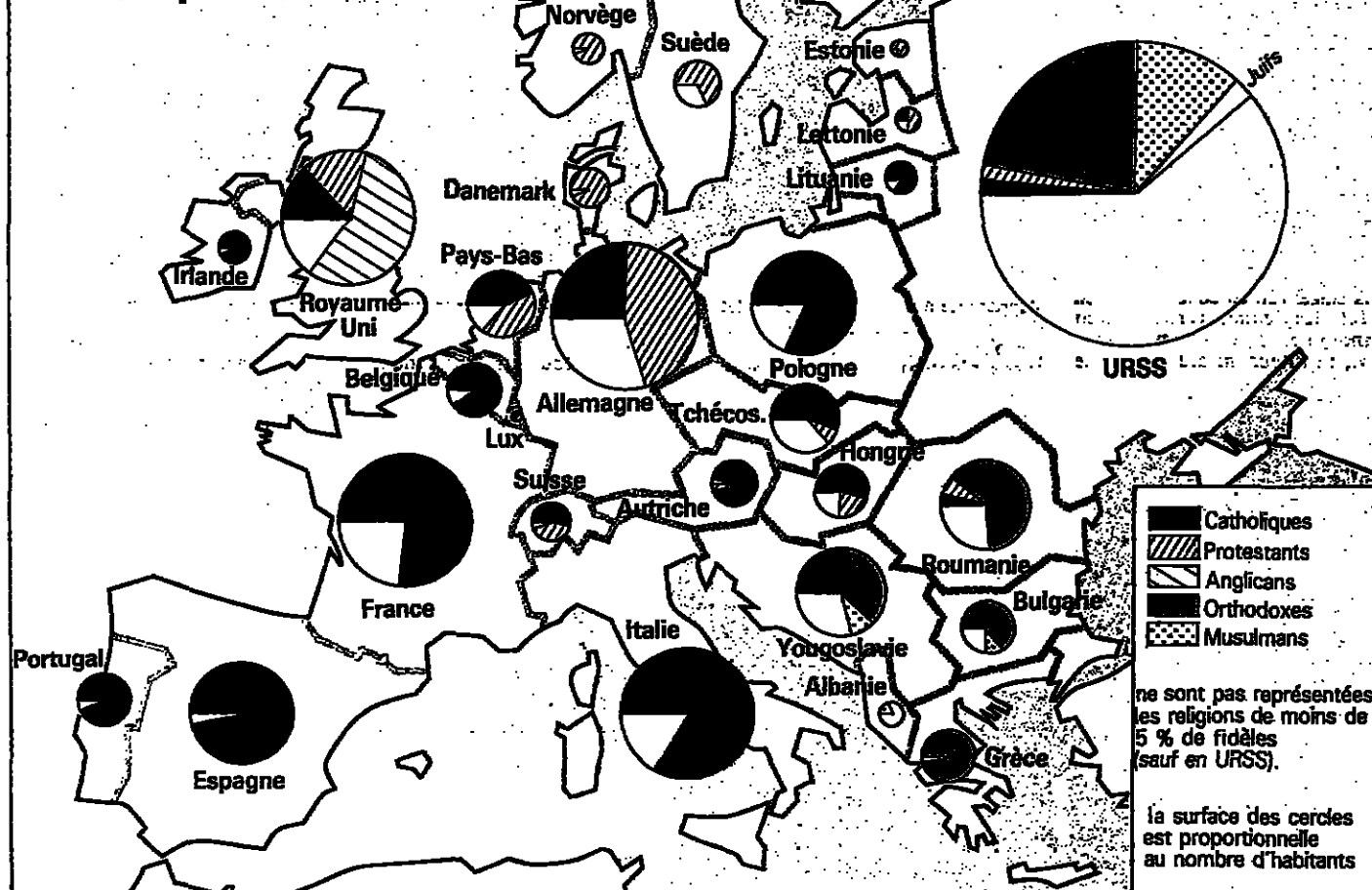
Les anciens pays socialistes subissent surtout la laïcitarisation, quarante ans après celle des pays européens d'Occident. Elle ne se traduit pas par l'effondrement de la pratique religieuse comme dans

« C'est une situation paradoxale, dit Patrick Michel, spécialiste des pays de l'Est, pour des Églises dont tout le monde se plaint à souligner le rôle dans l'effondrement du communisme, mais qui aujourd'hui se trouvent en situation d'avoir à payer le prix de leur succès. » A cet égard, le cas de la Pologne est le plus flagrant. En mai dernier dans un sondage, 58 % des Polonais se déclaraient satisfaits du rôle joué par l'Église catholique, mais ils étaient 83 % un an avant et 60 % jugeaient trop grande son influence. Les recrutements dans les séminaires auraient même

Ainsi, loin de traduire des positions de force, les crispations en Hongrie et en Pologne à propos des lois autorisant l'avortement, les revendications en faveur d'une protection de la famille ou du catholicisme à l'école, la critique des modes et des valeurs de l'Occident expriment, en fait, le désarroi des hiérarchies. Le renouveau religieux dans les pays de l'Est, c'est en Pologne dans les années 70, en Tchécoslovaquie au début des années 80 qu'il s'est produit. Il comblait alors un déficit moral et politique. « Mais l'effondrement du communisme accélère aujourd'hui

Croatie catholique, ont presque tous une racine ethnique et religieuse. En Slovaquie et en Croatie, l'Église catholique majoritaire encourage tous les combats séparatistes. En Russie, en Géorgie, en Roumanie, les liens historiques entre la religion nationale orthodoxe, l'Église autocephale et les autorités politiques risquent aussi de créer des situations explosives. Le nationalisme populiste se porte bien dans les groupes religieux néo-traditionnels qui ici et là prolifèrent.

En soulignant les « dons mutuels » que les Églises de l'Ouest

Les principales religions
en Europe

l'Espagne post-franquiste, mais plutôt par ce que des sociologues comme Danièle Hervieu-Léger ou Kathy Rousselet appellent « une recomposition du champ religieux » (3) : effritement de l'influence sociale et morale des Églises, dispersion des croyances et des pratiques, formes de « réveil » charismatiques ou sectaires, développement de communautés informelles, libération de la parole et conflits entre la base et la hiérarchie.

baissé de 10 % en Pologne en 1990 (4). De son côté, la Tchécoslovaquie (en Bohême et en Moravie) semble s'accommoder d'un « religieux privaté ». Hier porte-parole de la Charte 77, le Père Václav Malý ou le pasteur Rejchrt sont rentrés dans le rang. La Russie orthodoxe connaît enfin une forte expansion religieuse, liée au renouveau de la société, mais elle est également gâchée par la sécularisation à l'occidentale.

le passage à l'ère du relatif, écrit Patrick Michel. Il entraîne une remise en cause des identités et rend caducs les discours produits à partir de modèles identitaires jusqu'alors attestés et reconnus (5).

Alors que l'Église cherche encore sa place dans les nouvelles démocraties de l'Est, d'autres menaces pointent à l'horizon européen : la résurgence de conflits nationaux qui, comme en Yougoslavie déchirée entre la Serbie orthodoxe et la

et de l'Est ont à s'offrir, le pape avait fixé la marche à suivre de ce synode européen en juin 1990. Mais de quels « dons » s'agit-il ? L'assemblée romaine va célébrer le courage et la ténacité, dans la persécution, des pays et Églises de l'Est, leur pureté démocratique et leur vigile morale, face aux séductions d'une société occidentale que le pape et les évêques de l'Est jugent disqualifiées. Mais, tentées de reproduire les modèles d'avant le communisme, les Églises de l'Est ont aussi tout à apprendre de l'expérience des sociétés occidentales, laïques et pluralistes, et du rôle spécifique qu'y jouent les Églises. Si le malentendu né à propos du projet de « nouvelle évangélisation » de l'Europe, qui est l'axe majeur du pontificat, n'était pas levé, le synode donnerait raison au Polonais Adam Michalik pour qui « l'Église ne sait pas cohabiter avec une société pluraliste ».

HENRI TINCO

Un synode de deux cents évêques
et « délégués fraternels »

Au synode européen participent 135 évêques (avec droit de vote), dont 70 venant des pays d'Europe occidentale, 43 d'Europe centrale et orientale, 17 représentant les autres continents. Ils ont été désignés par les conférences épiscopales (la France sera représentée par Mgr Duval, son président, Mgr Brand, archevêque de Strasbourg, Mgr Vilner, évêque de Metz) ou nommés directement par le pape (pour 27 d'entre eux, parmi lesquels Mgr Eyr, archevêque de Bordeaux).

Les critères de participation ont été modifiés pour surévaluer la représentation des Églises orientales (un évêque letton représentera par exemple une conférence épiscopale de trois membres seulement). Une vingtaine d'experts et 35 auditeurs (dont 14 laïcs) participeront aussi aux débats.

Innovation : la présence de « délégués fraternels » venant d'une quinzaine d'Églises chrétiennes non catholiques, qui n'ont pas le droit de vote, mais pourront intervenir dans les assemblées et les commissions. Les confessions réformées, luthérienne, baptiste, orthodoxe seront notamment représentées. Mais chez les orthodoxes, si le patriarche œcuménique de Constantinople a annoncé sa présence, les Églises autocé-

phales de Serbie, de Roumanie et le patriarche de Moscou ont décliné l'invitation du pape.

Jean-Paul II présidera ce synode, assisté de trois présidents-délégués : les cardinaux Lustiger (Paris), Giamp (Varsovie), Martinez-Somalo (préfet de congrégation au Vatican). Le secrétaire général sera le cardinal Camillo Ruini, vicaire du pape à Rome et président de la conférence épiscopale italienne, assisté de deux adjoints, Mgr Miloslav Vlk, archevêque de Prague, et Mgr Karl Lehmann, évêque de Mayence et président de la conférence épiscopale allemande.

(1) L'URSS et le Saint-Siège ont échangé des représentants, mais n'ont pas encore d'ambassadeurs.

(2) L'Église autonome ukrainienne s'est coupée du patriarche de Moscou. Elle a perdu presque toutes ses paroisses en Galicie (Ukraine occidentale) au profit de l'Église uniate. Une autre dissidence s'est produite visant à faire reconnaître une Église orthodoxe autocephale.

(3) Au colloque « Europe, société, religions » organisé le 16 décembre à Paris par Études et recherches d'Autueil.

(4) Selon Roman Graczyk, rédacteur en chef de Tygodnik Powszechny, cité par le Monde diplomatique de décembre 1990.

(5) Le Religieux dans la politique. Ouvrage collectif. Le Seuil. Collection « La guerre humaine ». Printemps 1991.

La « gifle »
du patriarche
de Moscou

Le torchon brûle entre les Églises catholique et orthodoxe. Le patriarche Alexis II de Moscou, chef spirituel de soixante millions d'orthodoxes, a rejeté l'invitation du pape à suivre les travaux du synode européen. Il accuse l'Église catholique d'attiser le conflit sur la propriété des lieux de culte qui, depuis le retour à la liberté religieuse en Union soviétique, oppose les orthodoxes à l'Église uniate (catholique romaine mais de rite byzantin), que Staline avait supprimée en 1948.

En outre, il reproche à Jean-Paul II, qui, le 13 avril dernier, a nommé des évêques à Moscou, au Kazakhstan et à Novosibirsk en Sibirie, de se livrer à « un prosélytisme presque sans vergogne » et de créer des « structures missionnaires parallèles » sur des territoires de tradition nationale orthodoxe.

Au cours d'une conférence de presse, mercredi 30 octobre à Londres, le patriarche de Moscou est allé plus loin dans la critique, reprochant à l'Église romaine de faire du « braconnage religieux ». « L'esprit de fraternité et de coopération œcuménique a cessé, au profit d'un prosélytisme presque insistant de la part de l'Église catholique », ajoute le chef de l'Église russe, mettant en cause l'activité de l'Opus Dei, de Communion et libération et de communautés charismatiques comme l'Emmanuel, déjà implantés en Union soviétique.

Surcraie
verbale

L'amerbume est grande dans l'Église russe. Au temps du métropolite Nikodém de Léningrad, mort en septembre 1978 dans les bras de Jean-Paul II, elle avait beaucoup investi dans le rapprochement avec les catholiques et craint aujourd'hui de ne pas être payée de retour. Le Vatican cherche toutefois à dédramatiser la situation. « Le Saint-Siège a tout simplement rempli son devoir, note sa réponse à Moscou, en dormant des pasteurs légitimes à des catholiques qui, depuis plus de soixante-dix ans, se trouvaient dans une situation de grand désarroi spirituel ».

Si elle remet en cause le projet d'une visite-éclair du pape en 1992 à Moscou, en Biélorussie et en Lituanie, l'attitude du patriarche n'est pas interprétée à Rome comme une volonté de rupture. Les divisions qui règnent dans l'Église orthodoxe, notamment en Ukraine, expliqueraient l'actuelle surcraie verbale.

La malaise est plus sérieux qu'il n'y paraît. Le projet de « nouvelle évangélisation » défendu par Jean-Paul II agace en fait le plupart des Églises protestantes et orthodoxes en Europe. Et dans sa réponse (positive) à l'invitation au synode, le patriarche de Constantinople ne manque pas de faire remarquer : « Qu'on le veuille ou pas, il y a en Europe une proportion de fidèles et d'Églises qui ne sont pas d'obédience romaine et qui exercent aussi un ministère évangélique ».

H. T.

EDUCATION • CAMPUS

Sauve qui peut les profs...

II. — Les bizuts : le choc de l'entrée dans la carrière

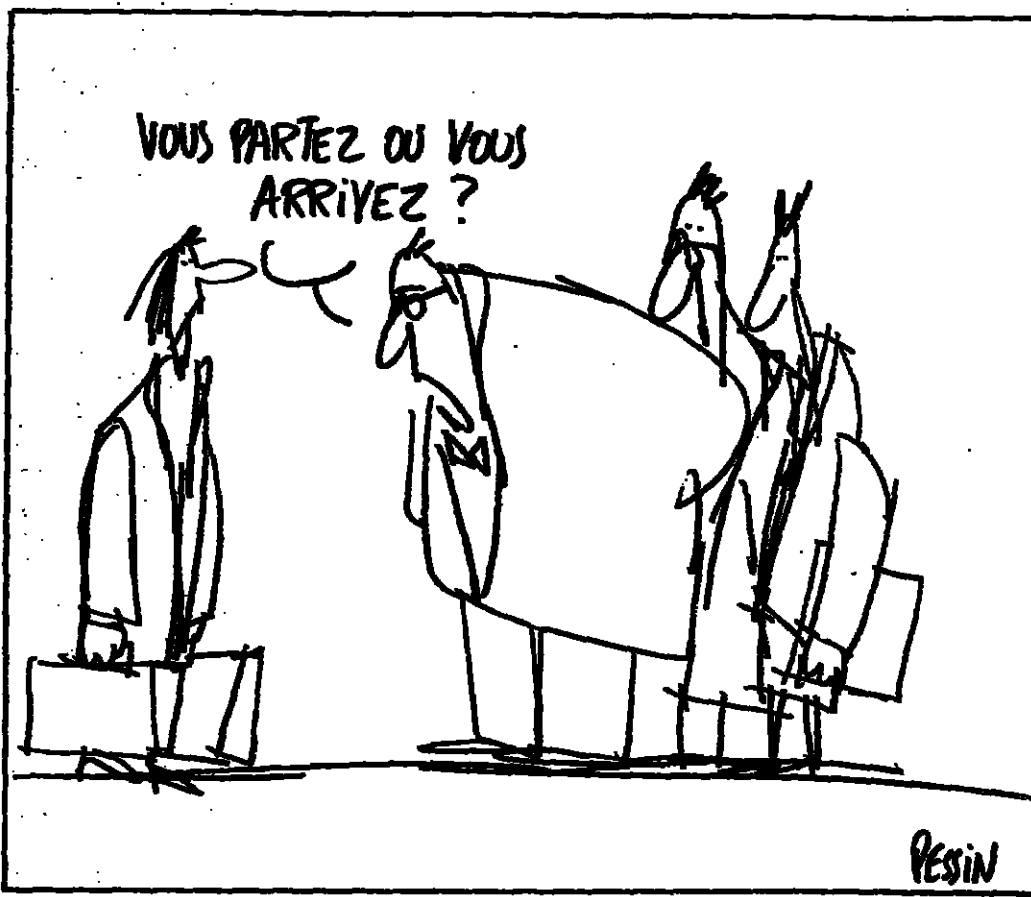
Après l'analyse générale du malaise des enseignants (« le Monde Education-Campus » du 21 novembre), nous poursuivons la publication de notre série d'enquêtes sur « les profs ». Comment les jeunes font-ils aujourd'hui le choix de cette carrière ? Comment y sont-ils accueillis ? Deux questions décisives pour le ministère de l'éducation nationale qui doit recruter 300 000 enseignants d'ici à l'an 2000.

Cette série de reportages se poursuivra, au cours des prochaines semaines, dans les pages « Education-Campus ». Nous aborderons successivement la situation des « soutiers » (auxiliaires et remplaçants en tout genre), celle des enseignants du technique, puis celle des universitaires, avant d'analyser les problèmes d'évaluation de la profession et de nous interroger sur les rapports entre les enseignants, la gauche et la politique.

CELA commence à se savoir, l'éducation nationale a besoin de sang neuf. Trois cent mille enseignants à recruter d'ici à l'an 2000 : l'enjeu est considérable. Et la tâche ardue pour une institution qui n'avait jamais eu, jusqu'à présent, à séduire les jeunes à grande échelle pour assurer le renouvellement de ses troupes. Après des années de fonctionnement en roue libre, la plus grande entreprise de France se met donc, comme toutes les autres, à tâter des ressources humaines. Contrainte et forcée, elle s'est lancée depuis trois ans dans des campagnes de promotion de ses concours et de ses carrières.

Profession professeur : la brochure distribuée dans les universités au mois d'octobre dernier vantait ainsi les nouveaux IUFM, le système d'indemnités hérité de la « revalorisation » de 1988 ou encore le nouveau statut de professeur des écoles. Mais on ne saurait rien sur ce qui attend le jeune prof — ou le nouvel instituteur — une fois intégrée la grande famille de l'éducation nationale. Un chapitre sobrement intitulé « Où allez-vous enseigner ? » aborde bien le problème délicat des affectations et des mutations. Mais la question reste en suspens. La brochure n'évoque pas, par exemple, le problème des académies déficitaires où sont envoyés la quasi-totalité des débutants du secondaire, et se contente d'évoquer pudiquement la nécessité « d'une répartition équilibrée des professeurs sur l'ensemble du territoire ».

Rien n'est plus sur le suivi ou sur les différentes formes d'aide qui pourraient être proposées aux enseignants débutants. Et pour cause. Une fois achevés leur année de formation pratique qui comprend deux stages (un en collège et un en lycée), les jeunes, certes, sont abandonnés à eux-mêmes, sans suivi, ni tuteur, ni aide d'aucune sorte qui pourrait atténuer le choc de l'entrée dans le métier. Les plus chanceux auront la visite d'un inspecteur au bout de deux ou trois années d'exercice. Quant aux maîtres auxiliaires, qui sont près de quarante mille cette année devant les élèves, ils sont dans leur quasi-totalité livrés à la nature sans aucune formation ni aucun suivi pédagogique.



Dans un rapport non publié, adressé au ministre en mai 1991 et intitulé « Un devoir négligé », l'inspection générale s'est étonnée de cette situation (1). A l'en croire, pour la majorité des jeunes profs, le premier contact avec le milieu professionnel fait l'effet d'une douche froide. L'entrée dans la carrière apparaît à une plongée sans filet dans un monde inconnu, très codé, parfois hostile, où les « collègues » n'ont pas vraiment le bon rôle.

Les rectorats et les inspections académiques ignorent tout simplement le problème de l'accueil. L'institution n'a rien prévu pour informer les nouveaux arrivants sur les caractéristiques de l'académie où ils sont affectés, pour les aider à se frayer un chemin dans les méandres de l'administration ou encore pour trouver un logement. Les quelques initiatives intéressantes prises dans certaines académies, comme Lille, Créteil, Versailles, concernent presque exclusivement les maîtres auxiliaires. C'est l'urgence des urgences. Pour les autres, les nantis du CAPES, la seule innovation repérable est, dans cinq ou six académies, la distribution d'une mallette contenant des renseignements pratiques sur la carrière, l'académie et la région.

Les forçats du remplacement

Les établissements d'accueil, pour leur part, ne prennent pas non plus toujours très à cœur l'accueil des jeunes bizuts. Or ils ont un rôle capital à jouer en l'absence de toute initiative d'ensemble de l'administration. En réalité, les nantis voient presque toujours attribuer les classes les plus difficiles et les horaires les moins commodes. Plus ahurissant encore dans le constat dressé par l'inspection générale : « Il n'est nullement systématique que l'équipe de direction fasse visiter l'établissement aux nouveaux venus ».

Une des rares recherches concernant l'entrée dans la carrière des enseignants — en l'occurrence celle des instituteurs (2) — montre que 55 % seulement obtiennent un poste à l'année. Quand ils effectuent des remplacements, 27 % occupent deux postes l'année et 17 % font plus de dix remplacements. Dix-huit débutants sur les huit cent cinquante interrogés ont même déclaré avoir fait « trente remplacements » au cours de leur première année d'activité ! En outre, près du quart sont obligés d'enseigner dans une classe à double niveau et 10 % dans une classe spécialisée.

Autre caractéristique des instituteurs « bizuts » : moins ils sont formés, moins ils sont inspectés et contrôlés. Un tiers de ceux qui ne sont pas passés par les écoles normales terminent en effet leur première année d'enseignement sans avoir reçu aucune visite de l'inspecteur ou du conseiller pédagogique.

C'est la « désillusion » qui attend le maître débutant, conclut

l'enquête. Les relations avec les collègues, notamment, déçoivent fortement. Les jeunes insistent sur leurs alibis « méfiance, découragement, fermeté, routine », réticence aux idées nouvelles », alors qu'ils les attendaient « unis, accueillants, solidaires, prêts à les aider ».

Du côté des profs, quand la première expérience est décevante, les aînés en prennent aussi pour leur grade. Les débutants cherchent en vain, dans certains collèges, le travail collectif ou l'équipe enseignante dont on leur a parlé en formation. « Je n'ai pas du tout été déçu par les élèves, raconte Isabelle, certifiée de lettres. Mais plutôt par les profs... ils sont coincés, fermés. Quant au principal du collège, je ne sais même pas s'il se souvient de mon nom. On n'a jamais eu l'occasion d'échanger deux mots ».

L'histoire de Nelly, certifiée d'histoire affectée sur son premier poste en septembre 1990, est une autre copie conforme de la description acablante dressée par l'inspection générale. Son CAPES tout neuf en poche, elle a reçu sa feuille de route à la fin du mois de juin 1990. Direction : la Picardie. Autant dire le bout du monde pour cette grenobloise de toujours qui espérait, « sans trop y croire », échapper au grand départ. « On sait bien, confie-t-elle, qu'on a toutes les chances d'aller boucher les trous dans les

académies déficitaires, dit Nelly. Mais au moment de boucler ses valises, c'est dur ».

Quand elle fait, au mois de juin, une visite exploratoire sur son futur lieu de travail, l'accueil est inexistant. On ne lui fait pas visiter le collège, et quand elle s'enquiert auprès du principal du lieu où elle pourrait, peut-être, sauver ses futurs collègues, il lui indique d'une main vague l'étage de la salle des profs. Nelly n'est pas s'y rendre seule et rebrousse chemin. Le jour de la rentrée lui réserve d'autres surprises : quelques heures supplémentaires qu'elle ne peut pas refuser et trois niveaux de classes différents. De quoi faciliter le travail de préparation de ses cours.

Les contacts avec les collègues sont réduits au minimum. « Jusqu'à la Toussaint, je n'ai connu personne », raconte Nelly qui rentre le soir, seule, dans l'appartement HLM qu'elle essaye, seule encore, de rendre habitable. Heureusement, elle tombera au cours du second trimestre sur une autre « nouvelle », aussi paumée qu'elle, qui arrive de Bordeaux. Elles feront désormais équipe : « A deux on résiste mieux ». Ces récits de déprime sont légion chez les débutants. La quasi-totalité d'entre eux, quand ils sont originaires des académies du Sud ou de l'Ouest, vont « purger » trois ou quatre années dans les académies déficitaires de Lille, d'Amiens

ou de Créteil avant de pouvoir se rapprocher de leur académie d'origine. C'est la règle du jeu, ils l'acceptent, bon an mal an, même si la plupart ne songent qu'à une chose, à peine arrivés : « Redescendre ». L'incertitude sur tout est difficile à vivre. « Il n'y a pas d'horizon fixé, dit Carole, Lyonnaise mutée pour son premier poste dans le Pas-de-Calais. On ne sait pas si l'on doit s'installer pour un an, deux ans ou plus. Mieux vaudrait nous dire : vous restez là cinq ans et ensuite vous partez ».

Le problème du logement est un véritable casse-tête. La majorité des jeunes enseignants ne bénéficient d'aucune aide, ni financière ni logistique. Seuls ceux qui sont affectés dans une commune de la région parisienne ou de l'agglomération lilloise perçoivent une « prime spéciale d'installation » d'environ 10 000 francs. Originaires de Rennes, Isabelle, reçue au CAPES en juin 1990, a été envoyée à Amiens pour effectuer son année de stage. « J'avais trouvé un logement, j'avais quelques amis, j'ai demandé à rester pour mon premier poste. Elle se retrouve nommée dans l'Alsace. Deux déménagements, deux installations et deux fois des difficultés financières », résume-t-elle. Paradoxalement, ce ne sont pas les élèves qui déstabilisent les jeunes profs, même s'ils sont faibles, mais tous ces problèmes matériels qu'il nous faut régler seuls, qui n'intéressent personne et qui s'ajoutent à l'isolement et aux préparations de cours qui représentent un travail énorme la première année.

La peau dure

Très localement, certains principaux de collège, notamment dans les zones d'éducation prioritaire, essaient de faire échec au ruisseau qui à chaque rentrée casse les équipes, fait sombrer les projets, entrave le suivi. A Garges-lès-Gonesse par exemple, la seule ville de l'académie de Versailles entièrement classée ZEP, tous les nouveaux, qu'ils soient maîtres auxiliaires, certifiés ou agrégés, soit deux cents personnes environ à cette rentrée, sont conviés à une grande réunion d'information sur le fonctionnement de la ZEP. Y participent également les services municipaux, bibliothèques, centres culturels, etc.

« Personne ne demande un poste ici », explique Patrick Tenez, responsable de la ZEP et principal du collège Henri-Wallon de Garges. Alors a fortiori des débutants, ils viennent ici contraints. Tout passe par le premier contact. Ensuite il n'y a qu'une seule chose qui puisse les faire rester : qu'ils aient un projet commun ».

Les jeunes profs ont la peau dure. Même quand ils sont isolés, maltraités, ballottés d'un poste à l'autre, avec des emplois du temps impossibles et des élèves difficiles, la plupart restent persuadés qu'ils ont fait le bon choix. Ils souhaiteraient davantage de mobilité. Tous ou presque envisagent, « pour ne pas s'encroûter », de « passer » au lycée et, pour les certifiés, de tenter l'agrégation interne. Mais ils disent aussi : « Je ne regrette pas d'être prof ». Ils souhaiteraient simplement être un tant soit peu attendus, accueillis dans leurs établissements, informés et soutenus, au moment du grand plongeon. Est-ce vraiment la mer à boire pour une institution qui est, de toute façon, condamnée à séduire ?

CHRISTINE GARIN

(1) « Un devoir négligé : l'accueil des enseignants du second degré nouvellement nommés », par M. Robert François, inspection générale, mai 1991 (non publié).
(2) « La prise de fonction des instituteurs », par André Louvet et Simone Billaud, rapport de recherche INRP (à paraître janvier 1992).

Le « feu sacré »

« Si l'on veut qu'un instituteur ait le feu sacré, il faut lui donner la bride. » Cette citation d'Ernest Perrochon, adressée par le directeur en gage de bienvenue aux cent onze futurs « professeurs d'école » du centre IUFM d'Evry-Etollas, avait fait sourire Mireille, Fabienne, Charles et Stéphane. Après tout, ils se sentaient tout feu tout flamme pour ce métier choisi de longue date et qui venait d'être nettement révalorisé. « Ça s'annonçait bien, précise Stéphane, puisqu'on allait être la première promotion d'instituteurs traitée à égalité avec les profs ».

Trois mois plus tard, ils se consument. Déçus par les cours, effarés par le « pagaille » qui règne à l'IUFM, scandalisés de n'avoir pas encore touché le moindre centime sur les 70 000 francs de leur allocation d'études, Ernest Perrochon ne les fait plus rire du tout. Mireille, licenciée AES (administration économique et sociale), est mère d'une petite fille et se demande vraiment comment elle va tenir jusqu'au mois de janvier. Certains étudiants, affirme-t-elle, songent sérieusement à démissionner, pour prendre un boulot et gagner leur vie. Absurde, insiste-t-elle, quand on songe que l'IUFM de Versailles est loin d'avoir fait le plein d'étudiants puisque sur les 1 200 futurs instituteurs attendus, 570 seulement sont présents.

Mireille a été maître auxiliaire pendant deux ans avant de se décider à passer le « concours d'init ». Sa copine Fabienne, licenciée d'histoire, a elle aussi la vocation. « J'ai organisé tout mon cursus universitaire autour de ça », dit-elle. Charles, de son côté, a résisté vaillamment à l'étonnement de ses amis, notamment de ses amis

profes, « qui ne comprenaient pas qu'on puisse avoir envie de devenir instituteur ». D'autant qu'avec une maîtrise de droit il pouvait faire bien d'autres choses. Après une année passée dans le service contentieux d'une entreprise, « parce qu'il fallait gagner sa vie », Charles a pu revenir à ses premières amours : l'allocaction tombait à pic. Pour le moment, il s'en-dette.

« Pris pour des gamins »

Il y a aussi la déception d'être « pris pour des gamins », de devoir par exemple émerger à chaque cours, « comme au lycée », de se sentir corseté par un emploi du temps très lourd de vingt-quatre heures hebdomadaires. « Dans le cadre de la préparation d'un concours, l'obligation d'assister aux cours est une aberration », explose Fabienne qui se demande comment, dans ces conditions, les profs « peuvent évaluer l'impact de leur enseignement ».

« Où est le caractère universitaire de la formation ? enchaîne Mireille. Depuis le début de l'année, nous ne sommes qu'entre futurs instituteurs et nous n'avons aucun cours à la fac. C'est peut-être, pour eux, la plus grande déception. Leur « formation commune » avec les futurs professeurs du secondaire devrait nous occuper que quatre journées dans l'année. « Autant dire une misère ! » J'avais confiance, conclut Mireille, je l'ai déjà perdue. N'est-ce pas inquiétant pour quelqu'un qui a trente-sept ans et est en train de carrière devant soi ? »

Ch. G.

Un étudiant sur quatre

En 1991, 9 759 nouveaux enseignants, dont 7154 titulaires du CAPES, sont arrivés dans les établissements d'enseignement général et technique. 10 613 enseignants ont été intégrés dans l'enseignement professionnel. Cet apport de sang frais est en augmentation de 8 % par rapport à 1990 mais il ne suffit pas à couvrir les besoins.

Pour faire face aux départs en retraite et absorber l'augmentation du nombre des élèves, notamment dans les lycées, le ministère avait lui-même établi en 1988 qu'il faudrait recruter, en douze ans, 300 000 enseignants dont la moitié pour le second

degré. En 1992, il faudra recruter 8 400 enseignants dans le secondaire pour remplacer les partants, plus 3 730 pour pourvoir les nouvelles créations de postes. S'y ajouteront, sur la même période, entre 6 000 et 10 000 instituteurs qu'il faudra remplacer chaque année. Soit un total de plus de 20 000 nouveaux enseignants à trouver chaque année.

Par comparaison, l'Université délivre environ 80 000 licences. Il faudrait donc, dans l'état actuel du vivier d'étudiants, pour faire face aux besoins, qu'un étudiant sur quatre embrasse la carrière enseignante.

LA LETTRE
Européenne de l'Éducation
Tous les deux mois
L'ACTUALITÉ DE L'ÉDUCATION EN EUROPE
N° sur simple demande
SEPPEC, BP 48
78240 CHAMBOURCY

"CROIRE, C'EST QUOI ?" (DES 9 ANS)
Ils croient tous. Ils ont chacun leur religion. La terre peut-être... ils sont chrétiens, musulmans, juifs, bouddhistes ou hindous.
UN DOSSIER SPÉCIAL MIKADO
"RELIGIONS: MIEUX LES CONNAÎTRE"
LEUR HISTOIRE, LEURS PRATIQUES, LEURS INFLUENCES. POUR COMPRENDRE ET RÉFLECTIR ENSEMBLE.
MIKADO 95 - DÉCEMBRE 1991 - 35 F. EN VENTE DANS TOUTES LES MAGASINS DE JOURNAUX

سنة من العمل

هكذا من اجل

Auch ou la fac aux champs

L'antenne universitaire auscitaine résume espoirs et handicaps d'un département rural et vieillissant

AUCH

de notre correspondant

S'il n'y avait pas eu l'IUT d'Auch, « nous aurions dû aller à Montpellier ou à Périgueux pour faire biologie appliquée ». Pour les soixante et onze étudiants de l'institut universitaire de technologie de biologie appliquée, rattaché à l'université Paul-Sabatier de Toulouse et qui fête là sa deuxième rentrée officielle, le constat ne fait pas de doute. Symbole de la délocalisation des facs, dans un Gers rural et vieillissant (à peine 175 000 habitants), cette première structure universitaire aura contribué à enrayer l'exode rural des jeunes, régulièrement absorbés par Toulouse, la boulimique voisine.

Le même espoir anime M. Jean-Pierre Joseph, président du conseil général, comme il l'a souligné devant M. Lionel Jospin, lors de sa visite à Auch le 9 novembre : « La délocalisation est un des éléments de l'égalité des chances surtout pour les jeunes ruraux ». D'où l'engagement politique et financier du conseil général dans la création de l'antenne universitaire. Informé de la volonté ministérielle de délocalisation universitaire en Midi-Pyrénées, le conseil général a en effet « emporté le morceau » en montant un solide dossier assorti d'une dot conséquente.

Un impératif : la recherche

Tandis que le ministère finance les postes d'enseignement ainsi que les crédits de fonctionnement (290 000 francs en 1991), le conseil général s'est engagé sur trois ans à investir 12 millions de francs dans la réhabilitation des locaux de l'ancienne école normale qui héberge le nouvel IUT, ainsi que 8 millions de francs dans un équipement scientifique conséquent et enfin, si tout se passe bien, 10 millions supplémentaires pour créer un laboratoire de recherche. « Un partenariat exemplaire », a noté le ministre de l'Éducation nationale.

Les responsables locaux ont également veillé à ce que cet IUT providentiel soit en phase avec le milieu économique : « Ce n'est pas un IUT parachuté », confirme M. Gilbert Gas, directeur de l'antenne. Une filière de biologie appliquée est particulièrement bien située à Auch et dans le Gers. Il existe ici un CRITT (centre de transfert de technologie) agroalimentaire qui travaille avec nous, et de nombreux intervenants appartiennent aux entreprises du Gers, c'est un plus pour les étudiants.

Les étudiants apprécient cette ouverture vers le milieu professionnel. Et, d'une manière générale, ils louent la qualité de l'enseignement prodigué à Auch. De quoi rassurer M. Jean-Claude Martin, président de l'université Paul-Sabatier, qui exprimait quelques craintes devant le ministre le 9 novembre : « La qualité de l'enseignement doit être au moins équivalente à celle qui peut être dispensée à Toulouse. C'est une des conditions de la réussite de la délocalisation. Pour cela, il faut que les moyens financiers et humains soient à la hauteur des

objectifs, notamment au niveau de la recherche. » Un impératif de la recherche systématiquement mis en avant par les enseignants : « Normal, explique M. Gilbert Gas, l'université doit être en permanence en prise directe avec les techniques les plus modernes. »

« Ici, c'est la vie de famille »

Dans cette optique, c'est l'absence de bibliothèques qui préoccupe les enseignants d'Auch : « Il faut sur le site un centre de documentation avec accès informatique aux banques de publication de Toulouse. » Les moyens de télécommunications modernes au service d'un département particulièrement enclavé, la thèse se défend... en attendant que la route à quatre voies tant espérée finisse par relier un jour Toulouse et Auch. Car pour les professeurs nommés à l'IUT, rien n'est simple : « Sur huit professeurs, deux habitent Auch, les autres viennent en voiture ou en train », indique M. Gilbert Gas. Dans tous les cas de figure, plus d'une heure de route, et un surcoût financier à la charge des enseignants chiffré aux alentours de 30 000 F sur les dix mois et demi de l'année scolaire. D'où la demande d'une « prime à la délocalisation » qui pourrait se

faire insistante dans les semaines à venir au niveau national.

L'intendance, il est vrai, a du mal à suivre. Les élèves de seconde année notent, par exemple, que les étudiants des villes ont des avantages inconnus pour l'instant à Auch : « Ici, il n'y a pas de cité U, ni de resto U. En ville, il y a de vrais problèmes de logements », remarquent-ils en chœur. On paye pour la bibliothèque et le sport, mais on ne bénéficie ni de l'une ni de l'autre. Quant à la carte d'étudiant, on n'a jamais l'occasion de s'en servir. Car si cet IUT semble bien enraciné dans les milieux professionnels, il reste encore isolé de la ville, de sa vie quotidienne, de sa population.

Point besoin d'être expert en biologie appliquée cependant pour remarquer que peu à peu la greffe de l'IUT est en train de prendre. « On nous avait avertis, sourient les étudiants, vous allez être des pionniers. » Alors, ils essuient les plâtres dans la bonne humeur. « Ici c'est la vie de famille », résume Karine, une étudiante de deuxième année. Tout le charme de « la fac aux champs »...

DANIEL HOURQUEBIE

A quoi sert l'université ?

Suite de la première page

En six ans, entre 1985 et 1991, le pourcentage d'une génération obtenant le baccalauréat est passé de 30 à 48 %.

Et le nombre des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur a progressé de 400 000 environ. On en comptait 1 100 000 en 1985 (950 000 à l'université, près de 50 000 dans les classes préparatoires aux grandes écoles et un peu plus de 100 000 dans les sections de techniciens supérieurs - [STS]). Ils étaient 1 500 000 en 1991, dont près de 1,2 million à l'université.

Gigantesques embouteillages

Ce formidable bond en avant déstabilise tout le système d'enseignement supérieur. Mais ce sont les premiers cycles qui reçoivent la vague de plein fouet. En 1990-1991, environ 850 000 étudiants y étaient inscrits : près de 600 000 à l'université (dont 72 000 dans les instituts universitaires de technologie et plus de 500 000 dans les diplômes d'études universitaires générales [DEUG]), 200 000 dans les sections de techniciens supérieurs et près de 70 000 en classes préparatoires.

Or tout indique que le mouvement va se poursuivre jusqu'à la fin de la décennie. Certes, la pression démographique dans les lycées - et par conséquent à la porte de l'université - va se relâcher un peu jusqu'en 1994-95. Mais elle reprendra de plus belle ensuite lorsque les collégiens actuels (+ 40 000 à la rentrée 1991, + 70 000 attendus l'an

prochain) atteindront ce seuil. En outre, la relative accalmie actuelle (+ 60 000 étudiants « seulement » à la rentrée 1991) est compensée par l'évolution des comportements des bacheliers, de plus en plus nombreux à souhaiter accéder à l'enseignement supérieur : c'est le cas pour 99 % de bacheliers généraux, pour 77 % de bacheliers technologiques, et même pour 15 % des bacheliers professionnels, dont le diplôme débouche en principe sur la vie active.

Bref, estime le rapport de la commission parlementaire, « quand bien même les taux de réussite au baccalauréat n'augmenteraient plus dans les années à venir, la seule augmentation d'ici à l'an 2000 de la pression démographique dans les classes terminales générales et technologiques, doublée d'une tendance à une demande croissante d'accès à l'enseignement supérieur chez ces bacheliers, suffira, si les mesures adéquates ne sont pas prises à temps, à provoquer de gigantesques embouteillages dans les premiers cycles du supérieur à l'horizon 2000 ».

Ce développement brutal et massif des formations de l'enseignement supérieur, et en particulier des premiers cycles universitaires, soulève d'innombrables problèmes, dont la publication intégrale des auditions effectuées par la commission de contrôle donne, en quatre cents pages souvent passionnantes, un aperçu assez exhaustif. Au bout du compte, restent trois questions-clés : la société française se dotera-t-elle des moyens d'accueillir, aujourd'hui et demain, ces nouveaux étu-

dians ? Cet effort n'est-il pas anéanti par les taux d'échec massifs à l'entrée dans le supérieur ? Enfin, le passage à l'enseignement supérieur de masse remet-il en cause la finalité même de l'université ?

Le problème de l'accueil est le plus immédiat, tant il suppose rapidement de locaux, de laboratoires, d'équipements et d'enseignants supplémentaires. L'effort consenti par l'État depuis une dizaine d'années est « soutenu, avec une accélération considérable depuis 1985 », souligne à cet égard la commission. Entre 1984 et 1992, le budget de l'enseignement supérieur aura progressé de 90 %, dont près de 44 % au cours des quatre dernières années. On notera au passage que l'opposition n'est pas la mieux placée, aujourd'hui, pour donner le leçon puisque les deux années budgétaires 1987 et 1988 apparaissent nettement comme les deux années « creuses » de la décennie, tant pour la croissance du budget que pour les créations de postes ou les constructions universitaires...

Un seuil d'échecs incompressible ?

Cette mobilisation financière n'a toutefois pas permis de préserver la situation, encore moins de l'améliorer. En 1970, la surface disponible par étudiant était légèrement supérieure à 8 m² ; elle est tombée à 6,6 m² en 1989. Quant aux créations de postes d'enseignement, malgré des efforts importants (plus de 6 000 emplois budgétaires créés de 1989 à 1991), elles restent encore inférieures de sept points à l'augmentation des effectifs d'étudiants. « Par suite, note le rapporteur de la commission, M. Jean-Clovanelli, député (PS) du Morbihan, le potentiel global d'encadrement a eu tendance à se dégrader mécaniquement. » Les problèmes, ajoute-t-il cependant, « devraient s'aplanir vers 1993 » avec le plein effet des mesures de reconstitution du « vivier » de futurs enseignants du

L'ingérence écologique est-elle un droit ?

Pour le vingtième anniversaire de sa création, en 1971, l'université d'Angers a organisé du 5 au 8 novembre un séminaire de droit international consacré à l'environnement. Parrainé par la Conférence des recteurs européens (CRE), le programme européen Copernicus et l'université de Limoges, ce séminaire a réuni une cinquantaine de juristes, enseignants et chercheurs de toute l'Europe. Le séminaire s'est achevé par une déclaration commune dite « appel d'Angers », qui demande à toutes les facultés de droit européennes d'intégrer à leur cursus un enseignement formel de droit de l'environnement.

Parmi les nombreux thèmes abordés, une nouveauté : la notion d'ingérence écologique. Au premier abord, le parallélisme semble parfait : à la notion déjà ancienne de droits de l'homme a correspondu le droit d'ingérence défendu par Bernard Kouchner. Au concept nouveau de « droit de l'homme à un environnement sain et préservé » correspond aujourd'hui ce qu'on appelle déjà le « droit d'ingérence écologique ». De même que les professionnels du secours d'urgence s'organisent pour venir en aide aux populations en détresse, quitte à heurter la volonté des États, de même les défenseurs de la planète veulent pouvoir intervenir où que ce soit

lorsque l'environnement est gravement en jeu. En fait, le parallélisme est trompeur. L'urgence n'est jamais ressentie de la même façon lorsqu'il s'agit de la vie humaine ou de la dignité de l'homme, et lorsqu'il s'agit de notre environnement naturel. La seule urgence écologique justifiant l'ingérence, jusqu'à présent, n'a concerné que les marées noires. Lorsqu'un pétrolier perd son brut en mer, dans les eaux territoriales ou en haute mer, il est aujourd'hui admis que les États riverains puissent intervenir sans en référer à l'État d'immatriculation du navire.

Une instance internationale ?

Mais, en dehors de ce cas particulier, l'ingérence écologique n'a pas cours. Même l'extinction des puits de pétrole au Koweït, dont l'urgence ne faisait aucun doute, a fait l'objet de contrats en bonne et due forme, sans la moindre ingérence au sens juridique du terme. Quant à l'accident de Tchernobyl, dont le nuage radioactif a survolé l'Europe entière, il n'a fait l'objet d'aucune ingérence, c'est-à-dire, selon la définition du professeur Alexandre Kiss, de l'université de Strasbourg, d'aucune « assistance non sollicitée ».

L'ingérence, même parée des vertus écologiques, sera toujours mal vécue par celui qui en fait l'objet. Un

pays comme le Brésil, qui va héberger le « Sommet de la Terre » en juin 1992 à Rio-de-Janeiro, n'apprécie pas du tout les campagnes menées ici ou là pour la sauvegarde de la forêt amazonienne ou la protection des Indiens. Attention, chasse gardée ! Et la France, qui n'est pas la dernière à s'associer à ces campagnes, n'aime pas qu'on lui reproche son insouciance écologique en Guyane, et encore moins, comme l'a rappelé Dinah Shelton, professeur américaine associée à l'université de Strasbourg, l'ingérence de Greenpeace dans les essais nucléaires du Pacifique.

Pour le professeur Kiss, cependant, « l'ingérence écologique s'impose », qu'elle soit préventive ou curative. A cette fin, il faut une instance internationale qui puisse empêcher sur la souveraineté des États. Cela peut aller de l'organisation non gouvernementale, du type Greenpeace ou « tribunal international de l'eau », jusqu'à une cour internationale de justice écologique réclamée par le président de la Cour de cassation italienne, Amedeo Postiglione, ou encore une future agence internationale de l'environnement, éventuellement dotée de « casques verts ».

ROGER CANS

conduit en effet à s'interroger sur la vocation des premiers cycles, confrontés à un choix crucial : « Retour sur la tradition des études longues ou basculement du système vers des formations » permettant une insertion satisfaisante des diplômés de premier cycle sur le marché de l'emploi. « Le choix entre ces deux pôles d'attraction doit être prononcé rapidement afin d'éviter l'écroulement du système », ajoute la commission.

Alternative étonnante qui a quelque peu tétanisé le rapporteur. Comme la plupart des experts qui se sont penchés sur le problème depuis quatre ou cinq ans (commissions ministérielles, comité national d'évaluation, etc.), la commission parlementaire aimerait bien pouvoir tenir les deux bouts de la chaîne. Elle se prononce, en effet, vigoureusement, « en faveur d'un recentrage du DEUG sur sa vocation initiale » de préparation aux études longues menant à l'enseignement et à la recherche.

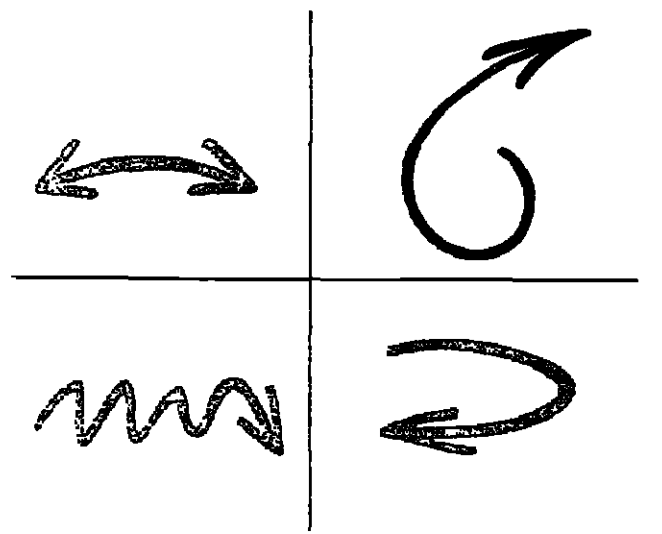
Mais elle plaide, en même temps, pour le développement de formations professionnalisées au profit de la majorité des étudiants qui ne se destinent pas ou ne sont pas préparés aux études longues. Elle s'arrête cependant, sur ce terrain, au seuil des choix décisifs. Certes, le gouvernement a annoncé le développement important des capacités d'accueil dans les IUT (+ 80 000 places d'ici à l'an 2000) et les STS. Toutefois cet effort - très coûteux - en faveur des filières professionnelles sera-t-il suffisant pour stopper la croissance des DEUG généraux et permettre à ceux-ci de retrouver leur vocation fondamentale ?

Pour préserver un consensus minimum entre ses membres, le rapport de la commission étudie la question. En revanche, son président, M. Yves Fréville, n'hésite pas, pour sa part, à mettre les pieds dans le plat. « Il ne sera pas possible de continuer dans la voie actuelle. Les moyens importants et nécessaires en faveur des filières courtes ne permettront pas de résoudre le problème et de redonner leur vocation de base aux DEUG. Ne serait-ce que parce que les filières professionnelles coûtent deux à trois fois plus cher que les autres. » Fait-il, dès lors, imaginer des filières « professionnelles » moins coûteuses, éventuellement en alternance, voire fortement appuyées sur les régions et les secteurs économiques ? Et de telles formations doivent-elles et peuvent-elles relever de l'université ? C'est tout l'enjeu de la prochaine décennie pour les premiers cycles universitaires.

GÉRARD COURTOIS

A L'INTERNATIONAL,

IL EST NECESSAIRE DE COMMENCER PAR PRENDRE LA BONNE DIRECTION.



SESAME
Session d'Epreuves Spécifiques à l'Admission
au Management Européen et International

S.E.S.A.M.E est une banque d'épreuves écrites communes regroupant les procédures d'admission de six écoles de formation aux Affaires Internationales.

- Près de 1 000 places en une seule série d'épreuves écrites : 9 et 10 avril 1992.
- L'accès à des enseignements de haut niveau dans des écoles à la compétence reconnue en matière de formation internationale (bac + 4).
- Une réduction du temps passé en préparation et en concours.
- Une diminution des frais habituellement liés à la multiplication des concours.
- Clôture des inscriptions : 12 mars 1992.

B.P. 302 - 51061 Reims CEDEX - Tél : 26 08 00 87

CESEM
Groupe ESC Norm.
EBP-EIA
Groupe ESC Bordeaux
EPSCI
Groupe ESCC
ESCE
Reims ESC
ESPENIE
Groupe ESCN
CESEM Méditerranée
Programme ESCN
Groupe DA

20^e EXPOSITION MINÉRALOGIQUE
VEND. 29 - SAM. 30 NOVEMBRE
(12 h - 19 h) (10 h - 19 h)
DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE
(10 heures à 19 heures)
VENTE - ECHANGE
MINÉRAUX
FOSSILES - BLOUX
PIERRES PRÉCIEUSES
HOTEL PULLMAN SAINT-JACQUES
17, bd Saint-Jacques, 76014 PARIS

les tout-p

Veto - ven
sempmental

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

Les tout-petits à livre ouvert

Donner tôt le goût des livres et des récits peut servir de base à la lutte contre les exclusions

MARSANNAY (Côte-d'Or)

DIX paires d'yeux ont convergé dans le petit salon de la mairie de Marsannay (Côte-d'Or), à deux heures de Dijon, il y a quelques jours. Les enfants, de trois à six ans, ont écouté avec attention les lectures de leur père ou de leur mère. Les adultes, quant à eux, ont écouté avec attention les lectures de leur enfant. C'est ainsi que, dans ce petit salon, les parents ont pu découvrir les richesses de la langue française, les beautés de la littérature, les émotions de la poésie. Les enfants, quant à eux, ont découvert les richesses de la langue française, les beautés de la littérature, les émotions de la poésie. Les parents ont pu découvrir les richesses de la langue française, les beautés de la littérature, les émotions de la poésie. Les enfants, quant à eux, ont découvert les richesses de la langue française, les beautés de la littérature, les émotions de la poésie.

Un délice, une émotion

Ce qui compte, poursuit M. Marsannay, c'est le délice qui ne manque pas de se produire entre les parents et l'enfant. Par le biais d'une histoire, d'un récit, d'un conte, les parents et les enfants communiquent différemment. Les tout-petits, généralement bilingues dans les bras de leur lecture, découvrent à travers le livre un monde nouveau, et nouent de nouveaux liens affectifs. Quel enfant n'a pas rêvé un jour sur du papier ? Les histoires racontées par les parents, les autres, jouent sur plusieurs voix et donnent du sens à l'environnement de l'enfant.

Avec ses portes grandes ouvertes sur l'imaginaire, le livre dévoile ainsi un pan de vie intérieure insoupçonné aux parents peu habitués à donner des livres à leurs enfants. Des parents, dont un libraire, présent sur

le Salon, constatait plus largement « la grande difficulté à effectuer un choix » devant l'étendue de la production éditoriale et la diversité des contenus (imagiers, textes illustrés, illustrations légendées, etc.).

Depuis dix ans, par un travail patient et rigoureux alliant la recherche aux travaux sur le terrain, l'association Accès (actions d'actions) lutte contre les exclusions et les ségrégations, qui travaillent fréquemment en lien avec des associations comme Promotion de la lecture à Dijon, cherche à multiplier les déclics de ce genre, notamment dans les milieux dits défavorisés, en provoquant la rencontre d'enfants et de livres. Entraîné par d'éminents psychiatres de service d'enfants et d'adolescents (M. René Diatkine et Tony Laine, entre autres), Accès intervient, par le biais de ses animateurs, dans les lieux concernés la petite enfance : salle de consultations PMI (protection maternelle infantile), crèches, haltes-garderies, bibliothèques (celles-ci ont fortement développé ces dernières années le secteur petite enfance et font souvent appel à des conteurs). Et, parfois, dans les écoles, en petite section de maternelle, dans le cadre notamment de contrats d'aménagement du temps de l'enfant (CATE).

Pour les responsables d'Accès, « la familiarisation avec la langue du récit, surtout dans les deux premières années de la vie, est un atout majeur contre les ségrégations et les exclusions ». Elle permet aux enfants de se resituer dans la chaîne de transmission culturelle. « Et pour les adultes immigrés », explique, au cours d'un récent colloque organisé à Paris, M. Luc Dupont, chargée de mission au Fonds d'action sociale (FAS), « cette fonction parentale de transmission a souvent été « refroidie » par l'implantation en France ».

« Notre démarche, a rappelé le docteur Diatkine, est avant tout culturelle et non psychologique. La notion de handicap est une notion d'adulte qui veut tout arranger. Le handicap social n'est pas un handicap, c'est un malheur. Car les bébés ne naissent pas inégaux, mais le deviennent. L'expérience le montre : pour tous les enfants de cinq ans qui ont eu tôt un contact avec les livres, l'intérêt est le même pour un conte de Perrault ou pour une histoire de Tomi Ungerer, que ces enfants soient issus d'un milieu défavorisé ou non. » Et la démarche d'Accès s'impose d'autant plus tôt que c'est aussi dans les premières années, que les familles les plus en difficulté demeurent accessibles par le biais des ser-

vices de la protection maternelle infantile. Et que, dans ces premières années, la transmission de la lecture ne ravive pas encore les mauvais souvenirs scolaires.

Signé en octobre 1989 par le ministre de la culture et le secrétaire d'Etat chargé de la famille, un protocole d'accord confirme la volonté des pouvoirs publics de voir se concrétiser de telles actions destinées à « ouvrir les livres aux bébés », dans le cadre, plus global, d'une politique commune d'éveil culturel et artistique du jeune enfant. Reste que, comme l'a souligné M. Evelyn Pissier, directrice de la Direction du livre et de la lecture au ministère de la culture, « rien ne peut se faire sans l'éducation nationale » dont les finalités - l'apprentissage de la lecture - sont complémentaires de cette démarche de sensibilisation. Somme toute, le « projet éducatif global » ainsi mis en avant ne saurait s'arrêter... aux portes de l'école.

JEAN-MICHEL DUMAY

Accès : 20, rue Soufflot, 75008 Paris. Tél. : (1) 40-51-72-43.

L'Institut de l'enfance et de la famille (IDEF) a également publié, dans le cadre de sa campagne 1989, « Ouvrez les livres aux bébés », un intéressant dossier documentaire sur le sujet. IDEF : 3, rue Coq-Héron, 75001 Paris. Tél. : (1) 40-39-80-03.

BIOLOGIE. La Fédération nationale des étudiants en biologie (FNEB), qui regroupe seize associations d'étudiants en sciences de la vie, organise les 28 et 29 novembre, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, le premier FORUM BIO. Cette rencontre nationale entre entreprises, organismes de recherche, enseignants et étudiants des formations universitaires en biologie, est destinée, outre le recrutement, à faciliter les liens entre ces partenaires.

CONCOURS GÉNÉRAL. Les épreuves du concours général auront lieu, en 1992, entre le 16 mars (composition française) et le 17 avril (arts plastiques). La clôture des inscriptions est fixée au 15 janvier 1992. L'an dernier, plus de dix mille candidats avaient participé à ce concours réservé aux meilleurs élèves de première et de terminale des lycées publics et privés. Deux cent cinquante avaient été primés.

EPARGNE ÉTUDES. La Banque régionale de l'Ain (BRA) propose, depuis le mois d'octobre, Studi-Projets, un plan d'épargne études dont le mécanisme est calqué sur celui du plan d'épargne logement. Le droit au prêt (de 20 000 à 120 000 francs à 6,45 % d'intérêt) est ouvert après deux ans d'épargne minimum et accordé quelles que soient les études. Les taux d'intérêt appliqués rendent ce produit attractif, mais la contrainte d'une épargne longue, cautionnée par les parents, en limite la portée. Il est mis en œuvre par la

BRA alors que le nouveau système de prêts élaboré par le gouvernement ne connaît pas le succès escompté. La Banque régionale de l'Ain indique que trois cents Studi-Projets ont été souscrits.

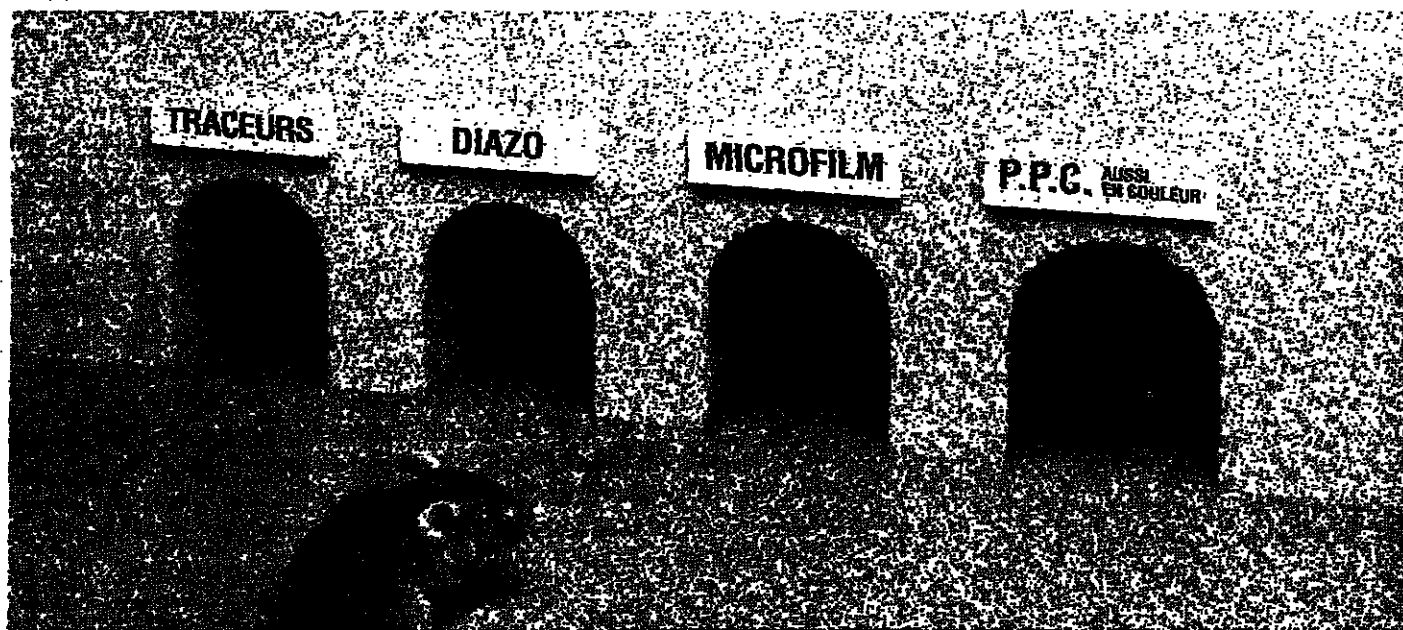
FRANCO-ALLEMAND. Après avoir signé le 23 octobre dernier un accord-cadre avec la firme Volkswagen portant sur des échanges d'élèves et d'enseignants, M. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, s'est rendu vendredi 22 novembre à Bonn pour contre-signer une convention passée entre la lycée technique Arbes-Carne de Bellignat (Ain), spécialisée en platerie, et la Fondation Hagen du groupe Krup Kautex de Bonn, qui dispose d'un centre d'apprentissage et d'un centre de technologie de matières synthétiques. Fait nouveau, la convention insiste sur la nécessité de développer, outre les échanges classiques, une large réflexion sur les contenus mêmes des formations. Quand la France semble préoccupée par une meilleure prise en compte des spécificités du monde de l'entreprise, l'Allemagne envisage, elle, de renforcer ses exigences en matière d'enseignement général.

POTIERS. Après une première tentative infructueuse (le Monde du 7 novembre), la président de l'université de Poitiers, M. René Giraud, a fait adopter par trente et une voix contre seize et cinq abstentions son projet de contrat avec l'Etat (1992-1995). Entre-temps, il a obtenu du ministre

que les cent vingt nouveaux postes d'enseignants prévus soient créés en majorité au cours des deux premières années et que la dotation soit revue à la hausse à mi-parcours. En outre, les IUT de Poitiers, Niort, La Rochelle, Angoulême et Châtelleraud recevront les emplois justifiés par leur développement et l'Etat s'engage à créer les emplois ATOS (non enseignants) nécessaires au démarrage de l'université de La Rochelle : dix au minimum. (Corresp.)

TV CROUS. Avec son logo géométrique et son habillage noir et blanc syncope, TV CROUS affiche deux priorités : modernité et proximité. Diffusé depuis le 5 novembre dans les établissements d'enseignement supérieur de Melun, Saint-Denis, Saint-Maur et Créteil, le programme régional du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de l'académie de Créteil se veut résolument pratique : petits bouillottes, logements, manifestations internes aux universités, les rubriques ont le mérite de l'efficacité. Diffusé par décrochage du programme national TV Campus (le Monde du 6 juin), TV CROUS pourrait bien, selon ses concepteurs, être copié par d'autres académies. La difficulté principale concerne la financement, d'un montant pourtant limité : 800 000 francs pour l'année universitaire. A Créteil, la moitié de cette somme est avancée par le CROUS.

Pour créer et reproduire vos plans, seul Océ vous offre quatre solutions: la meilleure, la meilleure, la meilleure... et la meilleure!



Si vous avez le choix, vous irez toujours vers la meilleure solution. Pour vous, c'est celle qui répond exactement aux attentes spécifiques de votre entreprise.

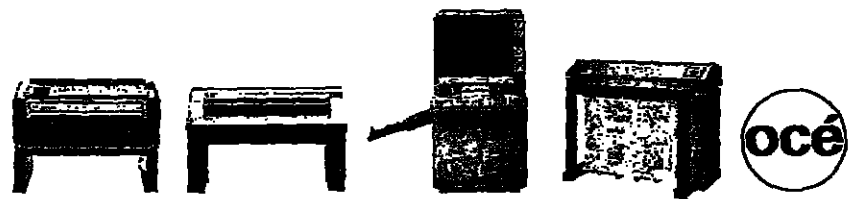
Création de tracés, reproduction diazo, papier ordinaire (p.p.c.) ou microfilm... Seul Océ peut vous proposer ce choix et vous offrir la meilleure solution. En toute impartialité. Nous pouvons répondre à toutes vos demandes dans la reproduction diazo semi-humide: nous l'avons inventée!

Mais si votre solution est le papier ordinaire, nous sommes tout aussi performants pour satisfaire vos exigences, copies couleur ou noir et blanc... Que vous soyez architectes ou grandes sociétés industrielles.

Et si vos plans sont sur microfilm, nous avons les équipements pour les reproduire à l'échelle, sur papier ordinaire. Instantanément.

Mais la meilleure garantie pour vous, c'est l'objectivité de notre conseil. Nous ne chercherons jamais à vous vendre une technologie plutôt qu'une autre: nous les avons toutes.

Océ=Q.I.



Copier et imprimer avec une simple touche de génie.

Océ France S.A., 32 avenue du Pavé Neuf, 93160 NOISY-LE-GRAND, tél. : (1) 45.92.50.00. Pour les traceurs: Océ Graphics France S.A., Europarc, 42 rue Le Corbusier, 94001 CRETEIL, tél. : (1) 49.80.87.00.

« Vêto » veut limiter les expérimentations animales

Un certificat d'études supérieures (CES) portant sur les « méthodes alternatives en expérimentation biologique » vient d'être créé pour la première fois en France à l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort. Reconnu « à titre expérimental » par le ministère de l'Agriculture, il comportera des enseignements théoriques et pratiques sur les techniques permettant d'éviter, dans l'enseignement, les contrôles pharmacotoxiques et la recherche, le recours à l'expérimentation animale.

Assurée par des enseignants venant d'organismes publics (CNRS, INSERM, INRA...) ou privés, cette formation se déroulera sur quatre semaines réparties dans l'année scolaire, suivies d'un stage d'une durée équivalente dans un laboratoire. Le programme arrêté pour l'année 1992 (cours, travaux pratiques, démonstrations) portera pour l'essentiel sur la culture de tissus de cellules, les tests biologiques in vitro, les méthodes d'analyse non invasives (ultrasons, résonance magnétique nucléaire, etc.) et les modèles mathématiques. Autant de méthodes récentes, pour la plupart issues des biotechnologies, dont l'usage croissant dans la recherche industrielle et fondamentale permet de

déjà de diminuer de 3 % à 4 % par an le nombre d'animaux utilisés en laboratoire.

Réservé en priorité aux vétérinaires, aux médecins, aux pharmaciens et aux chimistes titulaires d'un doctorat d'Etat de l'université, ce CES répondra-t-il pour autant aux vœux de l'Académie des sciences, qui préconisait, dans un rapport sur l'expérimentation animale publié en juin dernier, le recours aux « méthodes alternatives toutes les fois que celles-ci seront disponibles et éprouvées » (le Monde du 3 juillet)? Rappelant que 3,5 millions d'animaux sont sacrifiés chaque année « pour des expérimentations d'ordre réglementaire dans les secteurs pharmaceutique, phyto-sanitaire, toxicologique et alimentaire », l'Académie estimait que les autorités à cet égard ne suivaient pas « les initiatives et les recommandations des chercheurs » qui souhaitent qu'une partie de ces tests « soient réalisés, dans leur phase préliminaire tout au moins, sous système in vitro ».

CATHERINE VINCENT

► Renseignements complémentaires : Ecole nationale vétérinaire d'Alfort, Service de physiologie et chimie biologiques et médicales.

ETUDES EN SUISSE

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Maturité suisse
- Informations de commerce, secrétariat, de langues
- Diplômes de direction
- Cours d'anglais tous niveaux
- Cours de français pour étrangers
- Cours de vacances juillet - septembre
- Cours de vacances juillet - septembre
- Cours de vacances juillet - septembre

Ecole Lémania - 3, ch. de Préville - CH 1001 Lausanne
Tél. 021 20 19 01 - Fax 021 312 97 00 - Téléc 450 900

سنة 1412 هـ

CULTURE

Billetdoux, l'homme de la parole

Auteur dramatique, homme de radio et de télévision François Billetdoux est mort dans la nuit du 25 au 26 novembre. Il était âgé de soixante-quatre ans

Né le 7 septembre 1927 à Paris, François Billetdoux qui vient du journalisme - il a collaboré aux *Lettres françaises* en 1946, à *Opéra* en 1951 et *Arts* en 1953, - a toujours été l'homme de la parole. Il apparaît en ce moment où Beckett, Ionesco, Adamov cassent les habitudes de langage, où s'invente la radio moderne: tout de suite après la guerre. Une radio qui est terrain d'expériences. C'était le temps du Club d'essai dirigé par Jean Tardieu. François Billetdoux est responsable du service des variétés, en 1947. On enregistre sur disques souples, la phonothèque de Radio-France devrait avoir engrangé l'infinie richesse de voix rares.

En 1949 et 1950, directeur artistique de Radio-Martinique, François Billetdoux espère s'imprégner de cette autre manière de parler français, passionné de ce que l'on n'appelait pas encore francophonie. En 1957, il dirige les programmes de la France d'outre-mer - aujourd'hui DOM-TOM. Il ne quitte jamais tout à fait l'audiovisuel: membre du Haut-Conseil en 1974, pour préparer l'établissement de l'ORTF il met au point une réforme de la télévision qui ne sera pas suivie. En 1975, il est également chargé de mission à Radio-France et à l'INA.

Humour féroce

Mais d'abord, dans les années 50, François Billetdoux est comédien. Il joue sur la rive gauche, dans ces cabarets, dans ces petites salles - qui deviendront plus tard cinémas d'art et d'essai - où se cultive la poésie de l'absurde. Il traîne autour de l'église Saint-Germain, bâtit en rêve des nuits peuplées de mots lumineux, de fantômes inquiets, de copains bien vivants. Homme de radio, les distorsions sonores rendues possibles par la technique le fascinent. Et, comédien, le langage, la façon dont se jouent les multiples sens des phrases. Du journalisme écrit et du roman - il en publie trois, *L'animal* en 1955, *Royal garden blues* en 1957, *Brouillon d'un bourgeois* en 1961 - il passe à l'écri-

ture faite pour être parlée. *A la nuit la nuit*, sa première pièce, est créée en 1955. Suivent *Hi-Fi*, aux Trois-Baudets en 1957 et en 1959 son premier grand succès *Tchin-Tchin* qui brode avec humour sur les dérives de l'alcool et sur la désignation - en janvier 1984, Marcello Mastroianni reprendra la pièce en français au Théâtre Montparnasse. Puis c'est *Le Comportement des époux Bradbury*, en 1960 aux Mathurins, inspiré d'un fait divers, l'histoire d'une femme qui met son mari en vente par petites annonces. Le théâtre de Billetdoux est habité de deux dingues, personnages extravagants enlissés dans le quotidien, ou au contraire banals, aux prises avec

l'impossible. Dans tous les cas des assoiffés d'amour que leurs façons indolentes protègent, dont les mots affolés combinent les manques, les frustrations.

Suit *Va donc chez Torpe* en 1961 où apparaît une déresse qui progressivement tourne à l'angoisse, avec des percées de paranoïa. Pour l'heure, le succès continue à accompagner François Billetdoux: *Comment va le monde, monsieur* - il tourne, *Monsieur* (prix de la jeune critique) *«western métaphysique»* selon la définition de son auteur raconte la longue errance de deux soldats rescapés de la guerre, un Français et un Américain, deux êtres opposés qui forment un couple. Il

faut passer par les muges miet en scène la bourgeoisie française la plus traditionnelle et ses stéréotypes.

L'humour est féroce, les envoies littéraires cassent les dialogues quotidiens jusqu'au burlesque. *Silence l'arbre remue encore*, créé à Avignon en 1967, est de la même veine. Et aussi *Pilchi Poi ou la parole donnée*, écrit pour l'Eurovision la même année. C'est-à-dire que les personnages sont entraînés par l'ouïsme de l'histoire, déboussolés par les bouleversements sociaux. Réfugiés dans les méandres de leur fantaisie, ils tangent pour garder un vague équilibre.

Mais *Silence l'arbre remue encore* est mal accueilli, et le spectacle n'est

Une tendresse douloureuse

par Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie française

La grâce existe nous l'avons rencontrée, un soir de 1959, au Théâtre de Poche. Un couple de soiffards trinquait, *Tchin-tchin*, à la santé des mots, ces adorables faux-frères. Elle, c'était Katarina Rann, à l'accent germanique, luna-

tique, inspiré. Lui, c'était l'auteur, Billetdoux, distillant ses propres répliques avec une gourmandise surprise. Sous le regard d'un certain Claude Berri, le futur producteur, Billetdoux imposait sa silhouette et son style d'adolescent poupin, l'œil et la bouche luisant de tendresse inquiète, douloureuse. En plein théâtre de l'absurde était né un cousin antillais de Boris Vian, plus tourmenté et lyrique, plus russe, à sa façon.

Va donc chez Torpe (1961), mis en scène par Antoine Boursellier, allait confirmer des dons de poésie feutrée, sur un thème glaçant: le goût de la mort volontaire. En

1964, *Comment va le monde, Monsieur* manifestait une ambition élargie: sur la scène de l'Ambigu, dont ce serait un des derniers spectacles, s'esquissait une réplique française du cirque shakespearien.

La même année, Madeleine Renaud créait à l'Odéon *Il faut passer par les nuages*, une rêverie intimiste et passablement oedipienne. En 1967, on a vu Serge Reggiani creuser la terre au cloître des Carmes d'Avignon pour s'assurer que *L'Arbre remue encore*. En 1988, enfin, Denise Gence composait un mixte vertigineux de grand-mère et de fille, dans *Réveille-toi, Philadelphie*. Quand de grands acteurs trouvent à se renouveler à ce point, c'est qu'un auteur est là!

Hélas, vingt ans de quasi silence ont séparé les deux dernières pièces. Billetdoux s'était jeté à corps perdu dans diverses responsabilités professionnelles - Société des gens de lettres, instances audiovisuelles, - comme pour

oublier, à force de réflexions complexes sur son art, le drame de son apparent tarissement.

Beaucoup de pièces des années 60 sont nées d'un certain malaise, lui-même venu de la guerre et des doutes d'alors sur le langage et la communicabilité entre les êtres. Peu d'œuvres ont autant porté la marque de ce mal-être, à la fois drolatique et comme exposé à l'échec, à l'injustice, à la persécution. Dans les répliques de Billetdoux comme dans sa parole à la ville passaient un amour rieur pour le langage proche de l'amour du jazz (*CF son roman Royal Garden Blues*) et on ne sait quel chagrin de ne pouvoir dire le fond des choses à la façon d'un enfant égaré, d'un chien perdu. Un fou-rire au bord des larmes.

Sa femme et ses deux filles, dont la romancière Raphaële, valaient sur cette fragilité avec un amour intraitable. Je pense à leur déresse, que Billetdoux aurait tellement aimé leur éviter.

pas repris à Chaillet comme prévu. *«J'ai écrit ma dernière pièce»*, déclare François Billetdoux, qui ne cesse pourtant pas de travailler, fait jouer en 1969 *Quelqu'un devrait faire quelque chose. Femmes parallèles*. Il se livre à ce qu'il appelle *«une autoanalyse orientée»*, s'engage dans des recherches de *«paroles sans écriture»*: cris, onomatopées, grémissements... Exemple: *Rintra pa trun tar, hin*, créé en 1971 et qui ne rencontre toujours pas la faveur du public.

Puis il revient à des formes plus classiques: *Les Veux*, magnifique spectacle avec de grandes marionnettes en 1972, *la Nostalgie camouflee* en 1974. *Al-je dit que je suis bosu* en 1980. Pendant huit ans, plus rien. Pour le théâtre en tout cas, car il écrit pour la télévision, comme il l'a toujours fait. Finalement en 1988, il accepte de confier à Jorge Lavelli pour le Théâtre national de la Colline *Réveille-toi, Philadelphie*, un conte, une allégorie, l'histoire d'une petite fille qui rêve du jump, et de son père, un doux dur sans mémoire. On y voit Denise Gence chaperon-rouge et grand-mère en même temps, sorte de Baby Jane innocente, splendide. Le succès revient enfin, la pièce obtient un Molière. Mais François Billetdoux se refuse au bonheur.

«Si je me suis arrêté de produire des œuvres nouvelles, c'est comme un compositeur auquel on aurait ostensiblement interdit l'accès à l'instrumentation, et qui en outre se serait fait trop souvent rabrouer parce qu'il tape comme un sourd sur le piano. Ah, mon cher Sparte, faisais dire Alfred de Musset à Fantasia, pour être revu de tout, il faut être allé en bien des endroits.»

COLETTE GODARD

► France-Culture rend hommage à François Billetdoux le vendredi 29 novembre, de 20 h 30 à 21 h 30. Radio-Archives permet d'en retrouver la voix. Le 30 novembre, de 20 h 45 à 22 heures, diffusion d'un texte inédit écrit et réalisé par François Billetdoux: *Appel de personne à personne*, suivi de témoignages de ses amis.

AGENDA

PARIS EN VISITES

JEUDI 28 NOVEMBRE

«L'arsenal de Sully», 14 h 45, 1, rue de Sully (Paris livre d'histoire).
«Le couvent des capucins du Marais et les hôtels d'Hoziar et Magnat de Serilly», 15 heures, 6, rue Charlot (D. Bouchard).
«Promenade de la place des Vosges à la maison de Jacques Coeur», 15 heures, métro Saint-Paul (Lubbe visites).
«Le Musée de la Ville», 14 h 30, 1, boulevard Henri-IV (A. nora deux, Paris).
«Exposition Mozart», 11 heures, Musée Carnavalet (M. Hagar).
«Mozart à Paris», 11 h 15, Musée Carnavalet (P.-Y. Jassé).
«Le Palais de justice en activité», 14 h 30, devant les grilles (P.-Y. Jassé).
«Les salons de l'hôtel de la Marine et des affaires étrangères», 14 h 30, 5, rue de l'Indépendance-Américaine à Versailles (S. Cun).
«L'Anecdote Provençale et l'Antienne Comédienne», 16 h 15, 13, rue de l'Antienne-Comédienne (Tourisme culturel).
«Hôtels et jardins de l'île Saint-Louis», 14 h 30, métro Saint-Paul (Réservation du passé).
«Les salons de l'hôtel de la Marine et des affaires étrangères», 14 h 30, 5, rue de l'Indépendance-Américaine à Versailles (S. Cun).
«Picasso, jeunesse et génèse», 14 h 15, 5, rue de Thorigny Paris et son histoire).
«L'Académie Goncourt à l'heure du thé», 16 heures, inscriptions: 45-26-26-77.

CONFÉRENCES

9 bis, avenue d'Iéna, salle des Ingénieurs, 18 heures: «Chorégraphie et l'écriture», avec Olyette Bouchard.
Bibliothèque de France. Visite guidée du chantier de la Bibliothèque de France, avec Dominique Jamet et Gérard Delacroix, le dimanche 1^{er} décembre, à 11 heures; rendez-vous au 101, quai de la Gare, Paris 13^e, inscriptions jusqu'au vendredi 29 novembre, à 18 heures, au 44-06-01-00.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

ET MAINTENANT, SI ON ARRÊTAIT LE LAISSER-FAIRE !

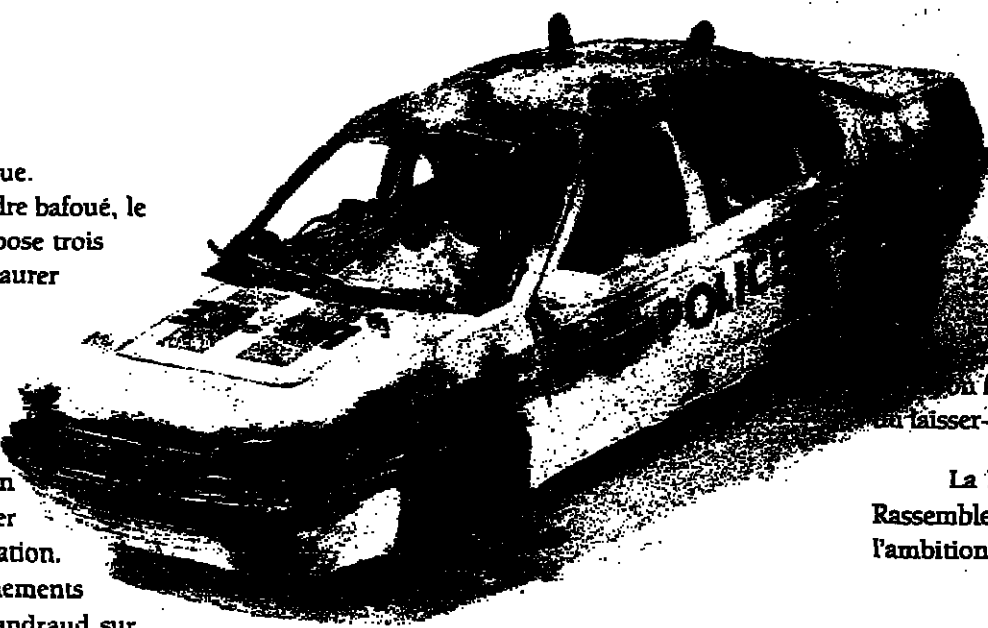
Le laisser-faire n'est pas une politique. Face à l'immigration clandestine et à l'ordre bafoué, le Rassemblement Pour la République propose trois idées fortes, trois idées neuves pour restaurer l'autorité de l'Etat.

Stopper l'immigration. Réussir l'intégration.

L'accès à la nationalité française ne doit rien devoir au hasard. Réussir l'intégration des étrangers qui veulent vivre et travailler en France, c'est d'abord stopper l'immigration. Pour cela, il faut mettre fin aux détournements du droit d'asile, rétablir la loi Pasqua-Pandraud sur les reconduites à la frontière et donner aux maires les moyens d'un contrôle efficace de l'installation des étrangers sur leur commune.

Assurer la sécurité.

La sécurité, c'est des solutions quotidiennes. Nous favoriserons la sécurité de proximité par l'ilotage, une présence plus effective des forces de l'ordre sur la



voie publique et la répression plus sévère des crimes et délits.

Libérer la justice.

En retirant au Président de la République la désignation des membres du Conseil Supérieur de la Magistrature, nous rendrons toute son indépendance et son autorité à la justice.

Un plan d'urgence permettra de créer les emplois nécessaires, d'accroître les moyens matériels des tribunaux, afin de répondre plus efficacement à la justice, de la rendre plus efficace.

Il ne s'agit pas en faisant semblant de gouverner ou de faire respecter la nation. Il n'y a pas de fatalité à laisser-faire et du chacun pour soi.

La France est en mouvement. Avec le Rassemblement Pour la République, donnons-lui l'ambition qu'elle mérite.



LE RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

AVEC LE RASSEMBLEMENT, PLACE AU CHANGEMENT.

role

N ARRÊTA

RE!

AU CHANGEMENT

AGENDA

PAGE 21

Le Monde

• Le Monde • Jeudi 28 novembre 1991 19

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

LES ÉQUIPEMENTS CULTURELS DE DEMAIN



LAURENT MONLAU - MAN RAY/ADAGE

A la Vidéothèque de Paris, le futur au service du passé

Le savoir dans ses murs neufs

PENDANT longtemps les équipements culturels collectifs se bornèrent au théâtre – imaginé par les Grecs – et à son avatar, l'opéra – mis au point par les Italiens. En 1793, la France inventa le musée. Cette institution connut un développement foudroyant au cours du siècle suivant. Tous les domaines – des beaux-arts aux sciences naturelles – purent se couler dans son moule. Dans notre pays, la III^e République éleva des palais pour les accueillir. Nos grandes villes de province en portent presque toutes la trace. La création des salles de cinéma fut l'apport majeur de l'entre-deux-guerres. Plus tard, André Malraux tenta d'implanter ses « cathédrales du vingtième siècle ». Mais les Maisons de la culture, qui devaient être le creuset d'une exigence culturelle nouvelle, furent des échecs. En revanche les centres, type Beaubourg, firent école. On en trouve aujourd'hui dans le monde entier, en Espagne comme au Japon.

Mais la révolution informatique, l'explosion des technologies nouvelles et l'éclectisme ambiant favorisent l'émergence, aux quatre coins de la planète, d'une autre génération d'équipements. Comme le musée, ils touchent à toutes les disciplines. Ils ont également la possibilité de les superposer et de les combiner. S'ils affectionnent parfois une architecture spectaculaire pour se singulariser (le Centre de Mito au Japon), ils peuvent aussi se loger plus discrètement dans un sous-sol (la Vidéothèque de Paris) ou se glisser dans une carapace

qui n'était pas faite pour eux (le Biodôme de Montréal). Ils se contentent fréquemment d'ajouter une dimension supplémentaire – le gigantisme ou l'automatisme – aux équipements traditionnels, ce qui suffit à en modifier radicalement l'esprit : les médiathèques, les vidéothèques, les zénaïths et les kinépolis sont à la fois proches et différents des bibliothèques, des cinémas et des salles de spectacle d'antan.

Des équipements encore plus sophistiqués sont sur le point de voir le jour. Leur originalité tiendra aux moyens qu'ils mettent en œuvre. Aujourd'hui, ce sont des robots qui sont les intermédiaires du public, ce sont des écrans interactifs qu'interrogent les visiteurs : la télécommande et la télématique sont au rendez-vous. Demain, l'art ne sera pas seulement servi par l'électronique, il en deviendra l'interface : nouvelles images travaillées par le biais de palettes dématérialisées, sons nés de l'ordinateur, spectacles virtuels en trois dimensions. L'apprentissage de la science bénéficiera des mêmes avancées : écolothèques et biobibliothèques auront fait leur apparition.

C'est sur le thème de ces équipements culturels de demain que la Vidéothèque de Paris, à laquelle s'associe *Le Monde*, organise, les 5 et 6 décembre, des rencontres qui rassembleront historiens, architectes, sociologues, animateurs, gestionnaires, scénographes et universitaires. Le but de ce colloque est non seulement de faire le point sur la nature même de ces « outillages », mais aussi de discuter de leur impact

sur le public et de leur influence sur la création dans tous les domaines. Et de se poser quelques questions. La haute définition permettra-t-elle demain de constituer des musées de tableaux désincarnés ? L'après-Beaubourg consistera-t-il à gommer l'homme au profit de la machine, à le réduire au rôle de spectateur passif ? La distraction prendra-t-elle le pas sur la connaissance ? La mutation considérable du nouveau média ne va-t-elle pas influencer radicalement sur le processus même de la création ? Et, paradoxe ultime, le développement de la télécommunication n'implique-t-il pas la dématérialisation de ces nouveaux centres culturels ? Ne peut-on pas imaginer, à terme, une panoplie d'instruments miniaturisés détenue, à domicile, par les particuliers ?

A cet avenir en forme de point d'interrogation, nous ne pouvons opposer que quelques réalisations : les pistes qu'elles nous indiquent sont encore fragiles. Mais les futurologues dressent déjà des constats. Les plus optimistes parlent de « Bauhaus électronique ». Les pessimistes évoquent Disneyworld, un pas supplémentaire vers la « crétinisation planétaire » annoncée par Cioran. Pour Josep Ramoneda, directeur du Centre de culture contemporaine de Barcelone, il s'agit de regrouper dans un même espace recherche et formation, diffusion et amusement. Un défi qui relève presque de la quadrature du cercle mais qui sera celui des premières années du vingt et unième siècle.

EMMANUEL DE ROUX

MUSIQUE 23
« Paris ailleurs », nouvel album d'Etienne Daho

ARTS 30
Schongauer et Dürer s'exposent à Colmar et à Paris

Lire pages 24 à 29
notre sélection des rendez-vous de la semaine.

THEATRE

NANTERRE AMANDIERS

l'Empire
DE MICHEL DEUTSCH

& Ion
DE PLATON

Mise en scène
Michèle Foucher

du 26 novembre
au 14 décembre

46 14 70 00

سورة الفاتحة

هذا من اجل

LES ÉQUIPEMENTS CULTURELS DE DEMAIN

D'ALLEMAGNE A LA CALIFORNIE, SIX RÉALISATIONS EXEMPLAIRES

Les murs neufs du savoir et des arts

KARLSRUHE (ALLEMAGNE) BAUHAUS ÉLECTRONIQUE

de notre correspondant

L'ANCIENNE capitale du Bade a de l'ambition à revendre. Avec ses 260 000 habitants et le siège de la Cour constitutionnelle allemande, Karlsruhe aspire à devenir l'un des pôles de la modernité dans la nouvelle Allemagne. Son université technique comprend déjà la plus importante faculté d'informatique; elle dispose dans le domaine culturel d'institutions de haut niveau dont une Académie des beaux-arts renommée et une faculté de musique. Avec l'aide du Land de Bade-Wurtemberg, elle se lance désormais dans la création d'un ambitieux « Centre d'art et de technologies des médias ». Reprenant les expériences menées en France et aux États-Unis, notamment à La Villette et à Beaubourg, ce Centre a pour ambition de susciter une synthèse entre les recherches menées dans les domaines scientifiques, artistiques et médiatiques et d'en mettre les fruits à la disposition du public.

Au cours du débat sur le projet, élaboré à partir de 1985 par la commission des affaires culturelles de la municipalité, ses auteurs ont défendu l'idée qu'un tel Centre constituerait pour Karlsruhe « un pas décisif vers l'avenir » en créant un potentiel qui favoriserait l'installation d'autres établissements de recherche et de développement ainsi que d'entreprises innovatrices. Une fondation a été mise en place, dont le Land de Bade-Wurtemberg et la ville de Karlsruhe se partagent les parts à 50 %. Les activités du Centre seront regroupées dans un espace qui doit être construit au cœur de la ville d'ici à 1995 en même temps qu'une nouvelle faculté d'arts appliqués. Le coût de la construction est estimé à 142 millions de deutschemarks, un peu moins de 500 millions de francs. Le budget de fonctionnement annuel prévu est de 12 millions de marks – une quarantaine de millions de francs. Quarante-cinq personnes y travailleront en même temps qu'une quinzaine d'artistes invités.

TECHNOLOGIE ET MÉDIAS

La municipalité disposait d'un terrain « difficile » de 20 000 mètres carrés libéré par la Bundesbahn – les chemins de fer ouest-allemands – coincé entre la gare et un périphérique. Le concours, lancé en 1989 par la ville, a été remporté par l'architecte néerlandais Rem Koolhaas, devant un projet du Suisse Bernard Tschumi – à qui Paris doit le parc de La Villette. Rem Koolhaas doit commencer les travaux l'année prochaine. Il affirme que l'esthétique de ce Centre relèvera du « Bauhaus électronique », au sein duquel « l'art se livrera à un face-à-face avec les nouvelles technologies ».

Le concept prévoyait la juxtaposition de trois fonctions : recherche et développement, formation, animation et diffusion des applications créatrices. Il est décidé que le Centre offre des services dans le domaine des nouvelles technologies appliquées aux médias. Il fallait donc prévoir à la fois des espaces de travail dans des domaines aussi divers que la musique, le théâtre, l'image et la communication, des forums pour les échanges et des lieux de rencontres pour l'information du grand public. L'une des fonctions essentielles est de dynamiser la ville et donc d'ouvrir le plus largement possible l'accès du Centre à sa population.

L'architecte néerlandais a tiré partie de la difficulté du terrain en choisissant d'imbriquer littéralement le Centre dans l'espace « transport » constitué par la gare et les équipements de transports publics dérivés. L'accès au Centre et l'accès aux quais de gare seront jumelés au sein d'une même galerie séparée en deux par une longue paroi vitrée. D'un côté, elle servira à la circulation des passagers, de l'autre elle constituera un « tunnel du temps » conduisant au Centre et présentant l'évolution des techniques à travers les âges.

Rem Koolhaas a disposé perpendiculairement aux voies ferrées les ateliers de recherche, leurs laboratoires et leurs studios, une bibliothèque et une salle polyvalente. Au-delà de cette partie « professionnelle », la galerie du temps débouche sur un grand cube de 60 mètres de haut dont les quatre façades animées et transparentes doivent en permanence participer à l'animation de la ville. Face à celle-ci, vers la gare, un réseau d'ascenseurs et de rampes permet d'accéder aux différents niveaux de l'édifice. De l'autre côté, une « façade-robot » supporte des appareillages et des panneaux mobiles permettant d'afficher des informations, de mettre à la disposition des différents espaces du Centre des moyens de présentation. Les deux autres côtés supportent une façade-service et un espace où peuvent être projetées des images géantes.

La base du cube doit abriter un théâtre ultra-moderne. Au-dessus seront aménagés un premier étage de salles d'expositions en lumière artificielle et lumière du



© HENRI DIAS-PIETRI

jour, puis des salles de séminaires. Le tout sera surmonté d'une immense terrasse couverte d'un toit de verre d'où l'on pourra voir toute la ville. Elle abritera des expositions temporaires et permettra de montrer les activités du Centre. Koolhaas a voulu concevoir « une machine transformée en bâtiment ».

Différents instituts sont mis en place peu à peu et certains vont commencer à fonctionner, en attendant 1995, dans des installations provisoires. Il comprendra notamment un Institut de la musique et de l'acoustique dérivé du concept de l'IRCAM de Pierre Boulez à Paris, un Institut d'images électroniques, un musée ultra-moderne sur l'art contemporain et un Musée des médias. Sur le principe de La Villette, indique l'architecte Harald Ringler, secrétaire général de l'organisation, les musées doivent permettre au public de se familiariser activement aux techniques qui lui seront présentées. Inspiré de nombreuses expériences à travers le monde, le Centre se veut, selon M. Ringler, la première combinaison où se retrouvent à la fois tous les domaines de la communication et leurs applications concrètes dans les domaines de l'image, de la musique et du théâtre.

HENRI DE BRESSON

ROSMALEN (HOLLANDE) MAISON INTELLIGENTE

de notre envoyé spécial

TRENTE millions de francs, c'est, au bas mot, ce que coûterait à un amateur la construction et l'équipement d'une Maison du Futur, telle que celle érigée à Rosmalen, dans le Brabant néerlandais, à une encablure de 3 Hentogenbosch (Bois-le-Duc). Robi-netterie à commande infrarouge – l'eau coule dès que l'on fait mine de caresser le robinet – placard à compteurs enfin élégant et discret – baptisé « unité médiatique », il s'agit d'une colonne encastrée d'une vingtaine de centimètres de large où tous les paramètres centralisés sont « lisibles » par téléphone : se loger aux normes de la domotique a le prix fabuleux d'un rêve fini.

Un rêve, la Maison du Futur en est un, précisément. Celui d'un homme, Christ Tansier, « fasciné par le progrès » et « se demandant quelle signification pourraient avoir pour l'homme et son cadre de vie les développements rapides de la technologie ». Il l'a réalisée comme d'autres bâtissent des châteaux en Espagne, avec une conviction démultipliée par la candeur; dans son cas, il convient d'ajouter l'enthousiasme et la force de persuasion. Son visage de lutin enjonné, dont les rondouilles sont soulignées par un collier de barbe, est connu de la majorité de ses compatriotes, qu'il a initiés pendant des années aux joies de la science, par le truchement du petit écran.

Bondissant de projet en projet, fournaissant tantôt aux États-Unis, tantôt au Japon, ce Nimbus de l'ère médiatique n'a guère eu de mal à mobiliser les énergies lorsque l'envie l'a pris de doter les Pays-Bas, et dans la foulée l'Europe, d'une Maison du Futur. Édifiée entre novembre 1988 et juin 1989, sur le terrain d'un parc d'attractions (Autotron) à la recherche d'un second souffle, « fonctionnant » depuis plus de deux ans avec le soutien de cent cinquante entreprises et instituts privés, elle est la seule du genre sur le Vieux Continent et se distingue clairement, selon son initiateur, des modèles américains et japonais.

Ni entrepôt de produits électroniques ni réalisation architecturale extravagante, la Maison de Rosmalen a pour première spécificité de... ressembler à une habitation. Dessinée par Cees Dam, l'architecte de l'Opéra d'Amsterdam, elle n'est pas sans rappeler ce bâtiment, mariant plutôt harmonieusement courbes et lignes droites. Le corps de la bâtisse est un cube de verre et d'aluminium brisé par un audacieux « dos de chat » (pour loger un escalier) et un « pigeonier » transparent abritant une serre au rez-de-chaussée et la salle de bains à l'étage. Celle-ci est équipée d'une petite merveille d'hydraulique et d'électronique, sous la forme d'un toit conique dont les huit pans s'ouvrent sur commande vocale, comme les pétales d'une fleur.

De l'avenue de Marja Schilt, « manager » de la Maison du Futur, cette installation fascine les visiteurs, à égalité avec la paroi en verre de la chambre à coucher qui, d'une simple pression sur la télécommande, devient opaque ou diaphane, grâce aux cristaux liquides qui trèffent le verre. Et les guides de préciser que la maison n'est pas tant « une habitation-miracle futuriste » qu'un bâtiment « montrant ce à quoi pourrait ressembler le logement de demain, avec les matériaux et les techniques d'aujourd'hui ».

Comme l'a écrit Cees Dam, « la Maison ne donne pas une idée de ce qu'il faut faire à l'avenir, mais de ce que l'on peut faire ». Sous-entendu, dès maintenant. C'est pourquoi son architecture intérieure, du mobilier au revêtement de sol en passant par les peintures, et ses équipements électroniques sont constamment réactualisés, au gré des inventions et des progrès techniques. On chercherait en vain trace d'un robot servant le petit déjeuner au lit ou choisissant les vêtements. La Maison, et c'est une autre de ses particularités, reste humaine. Il y a un coin lecture avec une bibliothèque tout ce qu'il y a de plus classique; un « mur des souvenirs » dans une vitrine trôneront bientôt un vieux moulin à café ou une horloge.

Dans cet esprit, la Maison néerlandaise veut mettre l'accent sur la plus-value de confort de vie accessible dès demain dans un cadre domestique ressemblant à celui d'aujourd'hui. La Maison, certes, s'automatise, devient intelligente, se veut interactive : il n'est rien qui ne soit programmable, télécommandable ou « télématissable » – de l'ouverture des rideaux au remplissage du bain – et les portes, qui n'ont plus de poignées, s'ouvrent à la seule présentation d'une carte à puces. Mais l'homme reste bien le maître – c'est lui qui programme, lui qui télécommande – de lieux adaptés à ses besoins. Besoins de sécurité, vis-à-vis des menaces extérieures comme domestiques, besoins de propreté aussi : l'énergie de la Maison est d'origine solaire et l'eau de pluie est récupérée dans une coupole tendue vers le ciel; comme un bras tendu vers l'avenir.

CHRISTIAN CHARTIER

* Maison du Futur (Huis van de Toekomst). Sortie Autotron sur l'autoroute A2 à Hentogenbosch-Utrecht. Visites possibles du 20 décembre 1991 au 3 janvier 1992 puis à partir de Pâques 1992 jusqu'à l'automne.

ACELONE ESPA
LA CITÉ DES CIT

ITO LAPON
AU PIED DE

LES ÉQUIPEMENTS CULTURELS DE DEMAIN

BARCELONE (ESPAGNE) LA CITÉ DES CITÉS

BARCELONE
de notre envoyé spécial

C'ELA s'appellera la « Cité des cités ». Pour l'instant, ce n'est qu'un centre de culture contemporaine et surtout un vaste chantier, d'où doit sortir, au printemps 1993, un lieu unique, un périmètre consacré à la ville. S'il fallait résumer cette initiative d'une formule, son géniteur, M. Josep Ramoneda, directeur du projet, dirait : « Un centre thématique sur la ville multidisciplinaire et multi-usages ».

L'idée peut paraître si banale que M. Ramoneda se demande pourquoi elle n'a pas été réalisée plus tôt. Pourquoi n'existe-t-il pas dans le monde un carrefour consacré aux cités, endroit de culture et de divertissement, « un centre de création, de recherche, d'information associant les citoyens » ? Ce philosophe de formation y a pensé. Sa proposition a été acceptée par les autorités municipales et provinciales. Il ne restait qu'à

trouver le lieu. Depuis 1957, l'ancienne Maison de la charité, au cœur de la vieille ville, n'était pratiquement pas utilisée. Ce bâtiment avait l'avantage d'être placé dans un quadrilatère où il y avait suffisamment de superficie pour construire un autre édifice et où se trouvait également un vieux théâtre à l'abandon. L'espace était suffisant pour en laisser un peu au futur Musée d'art contemporain, en cours de construction juste à côté.

Ces deux projets s'inscrivent dans une perspective de réhabilitation du vieux Barcelone et dans un ensemble culturel qui part de l'université pour s'achever à l'Opéra. Sur cet axe du savoir et de la connaissance sera édifiée en complément une faculté d'histoire, tandis que l'ancien couvent des Anges sera reconstruit en centre d'archives, à proximité de la bibliothèque nationale. Par son caractère « multidisciplinaire », « la Cité des cités sera un espace de vie au cœur de la ville », comme le dit M. Ramoneda. Il a pour but de « mieux faire comprendre la ville, dans la vocation est universelle... de la montrer, mais pas d'une façon triomphaliste, avec toutes ses facettes, sans tricher ».

Les techniques les plus modernes seront à la disposition du public pour saisir les multiples aspects des cités du monde entier, dont Barcelone souhaite d'une certaine manière devenir la capitale à défaut d'être celle

d'un Etat. M. Ramoneda souhaite que « la ville devienne l'articulation politique de l'Europe, car elle a un rôle de cohésion » que, selon lui, Barcelone, creuset dans lequel se sont fondus de nombreux immigrants, illustre parfaitement.

L'ancien théâtre abritera un auditorium et une vidéothèque, un nouveau bâtiment pourrait accueillir entre autres une librairie, une bibliothèque et un magasin de musique. L'ancien hospice en forme de U, qui a pour nom El Pati de les Dones et dont la réorganisation et la réhabilitation ont débuté au printemps de cette année, sera l'enceinte principale : trois étages, d'une superficie de 16 000 mètres carrés, qui seront fermés par une construction en verre avec à son sommet un restaurant.

La cour interne a été entièrement défoncée et sera inclinée de 12 %. Elle pourra ainsi servir de lieu de spectacle. L'accès à la « Cité des cités » se fera en sous-sol par un hall central où un écran géant accueillera le visiteur. Albert Viaplana et Hélio Pinon ont été chargés de la réalisation de cet ensemble, dont le coût estimé est de 3 000 millions de pesetas (160 millions de francs).

Ce lieu privilégié sera séparé du Musée d'art contemporain par un jardin de sculptures. Son contenu, comme le précise M. Ramoneda, « va se développer au rythme des travaux, au rythme du contenant ». On sait déjà qu'il y aura un institut de la ville, qui sera le « moteur intel-

lectuel » du centre, une banque de données, des salles d'expositions temporaires et permanentes sur 3 500 mètres carrés et, dans le hall, des systèmes de vidéo interactifs : une photographie de Barcelone sur laquelle le visiteur pourra se promener comme en hélicoptère ; des systèmes de simulation par ordinateur pour voyager dans les villes ou les cités anciennes comme la Rome antique.

Bref, tout un outil technologique de haut niveau dont l'objectif est surtout d'« éviter une approche technico-administrative de la ville ». M. Ramoneda veut « un miroir » qui sera « le contraire de la Barcelone triomphaliste olympique ».

Des équipes, à l'aide de caméras vidéo, travaillent sur la vie des différents quartiers de la capitale catalane. Un centre de recherche prépare un atlas historique des cent principales villes d'Europe. Une équipe travaille aux futures expositions, dont le programme pour 1993 est déjà établi, et notamment à un projet intitulé « Du ballon au satellite ». La « Cité des cités » devrait ouvrir ses portes le 1^{er} juin 1993, avec une exposition consacrée à Alfred Guesdon (1808-1876), peintre, lithographe et dessinateur originaire de Nantes, auquel on doit des portraits admirables de villes d'Espagne, de France et d'Italie vues de ballon. Bon vent !

MICHEL BOLE-RICHARD

MITO (JAPON) LES ARTS AU PIED DE LA TOUR

EN plein centre de Mito, ville provinciale à une heure de Tokyo par train rapide, à quelques pas d'un important centre commercial, s'élève à l'aplomb d'un bâtiment plat une tour en titane en forme de spirale fragmentée : l'Art Tower Mito, devenue, depuis son ouverture au public en mars 1990, le symbole culturel et architectural de la ville. Dessinée par Arata Isozaki, l'un des architectes les plus considérables du moment, l'Art Tower et ses dépendances abritent un centre culturel polyvalent qui réunit la musique, le théâtre et les beaux-arts.

Exemple pour sa plastique, le centre l'est aussi pour ses ambitions. Tandis que Tokyo monopolise l'attention, en matière de culture comme d'économie et de politique, beaucoup de métropoles japonaises se sont lancées récemment dans la construction d'équipements culturels importants qui sont devenus autant de coquilles vides, administrées par des équipes restreintes qui se contentent d'accueillir des productions imaginées ailleurs. L'Art Tower, elle, n'a pas voulu être seulement un geste architectural mais un lieu conçu, réalisé et géré par des personnalités du monde des arts en charge d'un projet culturel au sens plein.

L'Art Tower est aujourd'hui dirigée par Hidekazu Yoshida, critique musical respecté dans l'archipel. Il s'est entouré de Tadashi Suzuki, metteur en scène, de Yusuke Nakahara, critique d'art, remplacé cette année par Mitsuo Yoshida, collectionneur et homme d'affaires qui a pris la tête de la section beaux-arts. Tous trois dirigent des équipes qui conçoivent un programme annuel de création. L'Art Tower est financée par le biais d'une fondation associant la ville de Mito - qui verse chaque année 1 % du budget municipal - et des donateurs privés. « Elle conserve ainsi, à la différence de nombreux centres culturels gérés directement par des administrations locales, une réelle indépendance et une réelle souplesse de gestion », explique Toshio Shimizu, conservateur en chef des galeries d'art contemporain.

Le centre propose une saison musicale centrée sur l'Ensemble de musique de chambre de Mito, créé en même temps que lui et dont l'un des conseillers artistiques est le chef Seiji Ozawa. La saison théâtrale s'articule autour de la troupe Acting Company Mito qui associe des metteurs en scène invités. Un festival d'été, organisé en plein air sur la place centrale d'Art Tower, marque la fin de la saison. Les arts plastiques ont la part belle. Art Tower a choisi d'axer sa politique sur les artistes vivants, japonais et étrangers, invités à créer des œuvres et à monter des expositions spécialement conçues pour le centre, idée chère à l'architecte Isozaki qui voulait créer là un « lieu de création » plutôt qu'un musée traditionnel.

L'Art Tower s'adresse en priorité aux habitants de Mito qui, jusque-là, devaient aller à Tokyo pour assouvir leur appétit culturel. Mito est devenu en deux ans non seulement un monument mais un exemple de gestion. Les professionnels, qui viennent en nombre observer son organisation et son fonctionnement, parlent même désormais d'une gestion culturelle « à la manière de Mito ».

O. S.

L'ANTHOLOGIE DE LA CHANSON FRANÇAISE



VIENT DE PARAÎTRE
HORS COMMERCE
Volume 3
1960 / 1970
10 COMPACTS ou
9 MUSICASSETTES
enregistrements
originaux

LA CRITIQUE UNANIME
"La Pléiade de la musique"
(L'Événement du Jeudi) - "Un Monument" (Le Nouvel Observateur) - "Un écrin de diamants" (Pierre PERRET) - "On a la larme à l'oeil" (Le Monde) - "A feuilleter avec ravissement" (Télérama) - "C'est une pure merveille" (Ouest France)

L'ANTHOLOGIE DE LA CHANSON FRANÇAISE, véritable "ENCYCLOPÉDIE de la CHANSON" regroupera en 6 volumes le "Patrimoine National" qu'est la Chanson Française. Cela représentera à la fin de l'édition, plus de 1300 chansons, 500 Stars du Music Hall, 60 compacts disques et plus de 1000 pages de commentaires et d'informations sans oublier une iconographie abondante. Une réalisation unique et de référence. A ce jour 3 volumes sont parus et disponibles.

Volume 1
1920
1950

Des années folles à l'après guerre, du comique troupier au réalisme poétique. Les 165 chansons qui ont marqué cette époque par leurs 85 créateurs originaux. Disponible en coffret de 7 COMPACTS ou 6 MUSICASSETTES

Volume 2
1950
1960

De la disparition des Caf'Concs à l'apparition des auteurs compositeurs. 91 artistes originaux chantent les 232 succès et chansons incontournables de cette période. Disponible en coffret de 10 COMPACTS ou 9 MUSICASSETTES

Volume 3
1960
1970

De la fureur de vivre au Mai du renouveau. 233 chansons témoignages de ces 10 ans riches en événements, avec les plus grands artistes. Disponible en coffret de 10 COMPACTS ou 9 MUSICASSETTES

Chaque coffret est accompagné d'un petit livre illustré qui vous replace dans le contexte de l'histoire pour mieux vous permettre d'en écouter les chansons.

Demandez votre documentation gratuite au

Numéro Vert 05 47 68 63

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE sans aucun engagement de ma part
A retourner à EPM DIRECT MARKETING
188 Bd Voltaire 75011 PARIS
Donnez votre adresse par FAX : (1) 40 24 04 21

Nom :
Prénom :
N° :
Rue :
Code Postal :
Ville :
Pays :

A2 LEM

مكتبة الموسيقى

فكر في ذلك

LES ÉQUIPEMENTS CULTURELS DE DEMAIN

MONTREAL (CANADA) LE TOIT DE L'AMÉRIQUE

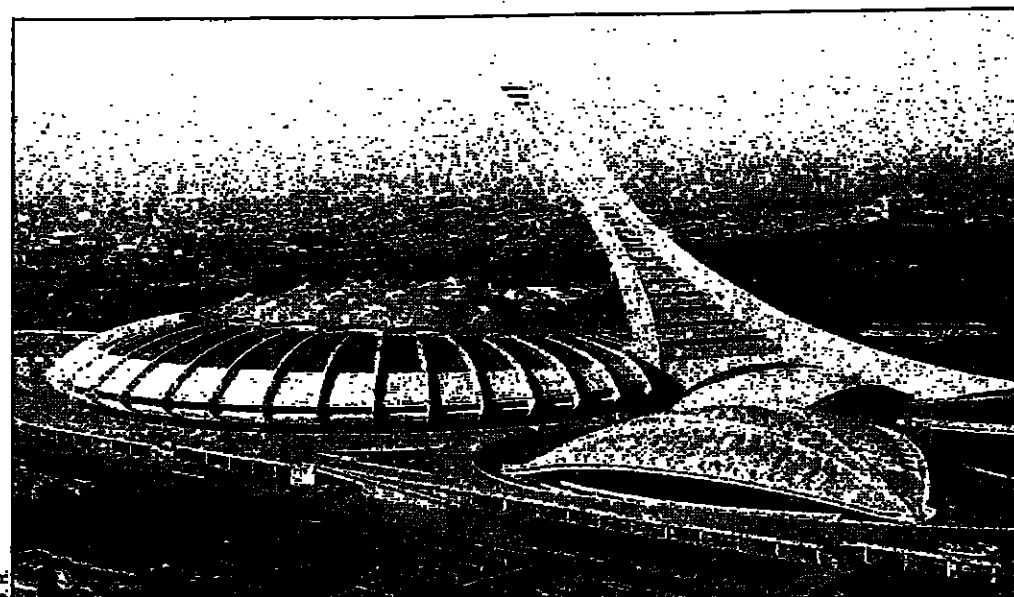
MONTREAL
de notre correspondant

Le biodôme de Montréal est un concept unique au monde puisqu'il reproduira pour la première fois des milieux naturels dans une structure fermée. A la fois aquarium, jardin botanique et parc zoologique, le biodôme de Montréal réunira sous un même toit, celui de l'ancien stade vélodrome olympique, et sur 10 000 mètres carrés, quatre « écosystèmes en mouvement » propres aux trois Amériques. Encore en développement, il devrait être inauguré le 24 juin 1992.

Avant lui, le Québec n'avait pas d'institution muséale consacrée aux sciences naturelles. Profitant du 350^e anniversaire de la fondation de Montréal en 1992, le gouvernement québécois a décidé d'offrir à sa métropole les 50 millions de dollars canadiens (240 millions de francs) nécessaires à la transformation du vélodrome olympique, défectueux depuis onze ans, et dont la construction, en 1976, avait coûté quelque 60 millions. Ce changement de vocation s'est effectué au grand dam des cyclistes québécois (et du concepteur du bâtiment, l'architecte français Roger Taillibert).

Le biodôme est réalisé conjointement par la ville de Montréal et la Régie des installations olympiques (RIO) sous l'inspiration de M. Pierre Bourque, directeur du jardin botanique de Montréal. Des grottes, des chaînes de montagne, des ruisseaux et plus de vingt-cinq lacs ou étangs serviront de décor à ce véritable théâtre de la nature. Les travaux sont dirigés par l'architecte Michel Lincoff, de la firme Coplanam, assisté notamment, pour la réalisation des décors naturels reconstitués, par les célèbres artisans de la compagnie américaine Larson, à qui l'on doit certains éléments des zoos de Londres et d'Osaka.

En une demi-journée, le visiteur – on en attend plus d'un million la première année – pourra découvrir tour à tour une forêt tropicale et une forêt canadienne, se familiariser avec la vie maritime et sillonner les deux pôles, arctique et antarctique, à l'occasion d'un véritable voyage au cœur de la nature. Une végétation luxuriante recouvrant d'une toiture de verre sera le refuge de quelques espèces en voie de disparition, dont le singe tamarin. Température, lumière, humidité permettront aux animaux et aux végétaux d'y vivre dans un habitat « naturel » de 2 500 mètres carrés. Le visiteur explorera ensuite une forêt, fera une halte entre les écosystèmes aux températures différentes dans un « éco-transit » (un SAS de conditionnement anthropologique) ou bien se dirigera au cœur du biodôme vers le « carrefour de l'environnement », où il trouvera des renseignements sur les



← Le stade vélodrome olympique de Montréal, construit par Roger Taillibert au milieu des années 70, ruineuse merveille de l'architecture aujourd'hui reconstruite en « biodôme » hyper-sophisticqué, à la fois jardin botanique, aquarium et parc zoologique.

douze écosystèmes de la planète et sur les origines de la vie (notamment par des spectacles d'animation et des projections audiovisuelles). Poursuivant son « voyage », il se retrouvera sur les bords de l'estuaire du Saint-Laurent, véritable mer intérieure dont les eaux froides regorgent de vie. Il cheminera à l'abri des rigueurs polaires entre les pôles des hémisphères austral et boréal, séparés par des parois vitrées. Dans tous ces espaces, différentes espèces animales pourront être observées à loisir dans leurs milieux. Le biodôme réunira 218 espèces animales (4 250 individus) et près de 350 espèces végétales.

« Les défis sont nombreux », estime Johanne Landry, biologiste, et responsable de la communication. La moitié des sommes investies le sont dans les équipements technologiques. Il faudra, par exemple, filtrer 4 millions de litres d'eau, dont 2,5 millions d'eau de mer. Montréal disposera du deuxième plus grand bassin d'eau salée, après celui d'Epocot Center, aux États-Unis. « Chaque écosystème représente un défi en soi », poursuit M^{me} Landry. Un système sophistiqué de ventilation et de réfrigération pour les fonds polaires, un système de filtrage non moins élaboré pour les eaux du Saint-Laurent qu'il faudra renouveler seize fois par jour, un support technologique important pour organiser le changement des saisons en zone tempérée, et prévoir l'éclairage, l'humidité, et un système de « brumisation » typique d'un environnement tropical. Cet environnement nécessite un niveau d'humidité relativement élevé (70 %) et la température ambiante variera, selon que l'on soit en été ou en hiver, le jour ou la nuit, entre 28 et 21 degrés. Si bien que le visiteur, témoin de ces écosystèmes en mouvement, n'y verra jamais tout à fait le même « spectacle ».



L'aménagement géomorphologique n'a pas fait l'objet de moins de soins. Les rochers calcaires en gneiss, en granit, en schiste et en basalte seront tous créés sur place selon des techniques spécialisées d'aménagement paysager.

Les chercheurs et les professionnels du biodôme pourront profiter des services d'une « écothèque » accessible au public. L'établissement inclurait un laboratoire propice à la recherche, tant appliquée que fondamentale, où se rencontreraient zoologistes, biologistes, agronomes et botanistes. Également centre de réadaptation pour des animaux en détresse, entre

autres pour des baleineaux qui se seraient échoués, il sera pourvu d'un bassin médical et d'un bassin d'isolation. En outre, le biodôme prévoit d'installer en sous-sol une salle des découvertes, « Naturalia », un magasin des adaptations (notamment à l'eau, à l'obscurité et à la gravité) qui offrira toute une panoplie ludo-pédagogique (jeux de rôle et de simulation, jeux vidéo). En somme, cette institution veut s'accorder à l'esprit du temps et, notamment, répondre aux préoccupations des jeunes.

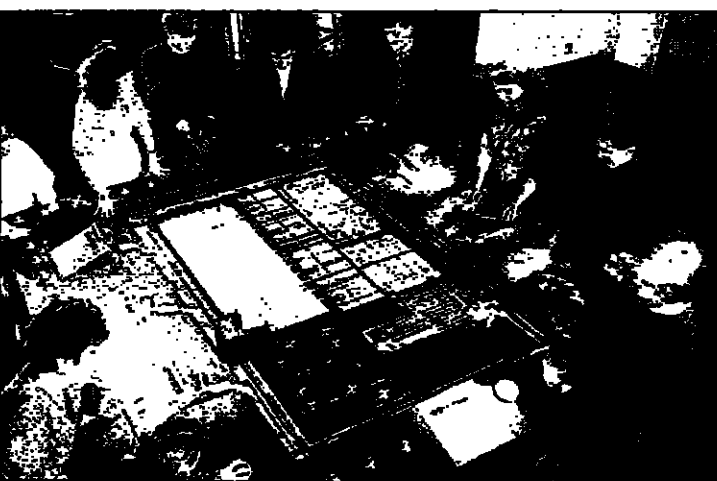
JEAN-ANDRÉ LEBLANC

SAN JOSÉ (CALIFORNIE) L'INNOVATION AU MUSÉE

L'HISTOIRE des institutions et des équipements culturels américains remonte au dix-neuvième siècle : noblesse oblige, de grandes familles et des capitaines d'industrie ont fait don de leurs collections de tableaux et de sculptures à un musée existant, ou créent leur propre musée. Ainsi, à Baltimore, le conservatoire de musique, le réseau de bibliothèques publiques (gratuites) et une université relèvent des initiatives respectives de MM. Peabody, Pratt et John Hopkins. Ombrelle recouvrant un chapelet de musées individuels, le Smithsonian de Washington est dû à un Anglais qui laissa sa fortune à la Confédération pour fonder une institution destinée « à la diffusion de la connaissance auprès de tous les hommes » (correction politique oblige, la formule aujourd'hui s'applique à « tous les êtres humains »).

Au vingtième – et bientôt vingt et unième – siècle, le système demeure en place mais la grande famille a cédé sa place à la grande entreprise. L'exemple type en est le nouveau Musée de la technologie et de l'innovation à San José, Californie, au cœur de Silicon Valley. L'idée germe, en 1978, au sein de la Junior League de Palo-Alto, organisation de femmes – volontaires – œuvrant dans les activités communautaires. Revenant d'un visite au Musée de la science et de l'industrie à Chicago, un membre de la Ligue trouve étrange que le centre mondial de la haute technologie n'ait pas son musée. La Ligue rassemble alors, à titre privé, près de 300 000 dollars pour effectuer une étude de faisabilité. Cinq ans plus tard, en 1983, l'institution prend corps en tant qu'association à but non lucratif et se donne un nom : Centre technologique de Silicon Valley.

Plusieurs municipalités sont approchées. Troisième ville de Californie et petite sœur – malgré elle – de Los Angeles et de San-Francisco, San-José emporte le morceau, participant au projet à travers l'Agence pour le



« The Imaginative Chip » (la puce qui imagine), l'un des clous de l'interactivité, maître-mot du « Tech » de San José.

redéveloppement et le réaménagement de la ville. Fin 1990, le Musée de la technologie est inauguré... dans des installations provisoires surnommées le « Garage ». Selon la légende de l'informatique, garages et hangars furent les premiers terrains de jeu des apprentis sorciers qui contribuèrent à inventer la haute technologie américaine. De la calculatrice de poche aux armes les plus sophistiquées, cette industrie « pèse » aujourd'hui plus de 10 milliards de dollars par an. Le « Garage » a pour l'instant une superficie de 2 000 mètres carrés (dont 1 400 accessibles au public). Son local permanent, prévu pour être dix fois plus vaste, ne sera inauguré qu'en 1996.

Silicon Valley est une principauté fictive. « Une idée, une notion, un état d'esprit », dit Callie Gregory, porte-parole du musée. Aux yeux du monde, c'est le synonyme de l'énergie, de la dynamique. En revanche, ses habitants n'oublient pas que cette vallée de Santa Clara (son nom officiel), qui était célèbre pour ses fruits et ses agrumes, est devenue le synonyme d'embouteillages et de pollution. Le Centre technologique de Silicon Valley est devenu Musée de la technologie et de l'innovation, explique-t-elle, « pour marquer notre désir de faire appel aux donateurs nationaux et internationaux, tant au chapitre financier qu'à ceux des équipements et des matériaux ».

Mais le « Tech » ne veut être pas un salon professionnel d'exposition : « Il ne s'agit pas d'y découvrir les derniers modèles d'Apple, IBM et Hewlett Packard, même si la première contribution importante a été un don personnel de Bill Hewlett de 2 millions de dollars. Depuis, Apple a fourni les ordinateurs, Pioneer les lecteurs de disques laser et Sony les moniteurs. Certains équipements utilisés dans la fabrication des puces nous ont été donnés par Nikon, dont une pièce qui à elle seule vaut un 1 million de dollars ».

Le « Tech », comme on l'appelle désormais, n'entend pas non plus devenir un conservatoire du passé. « Vous n'y trouverez pas le premier ordinateur ou la première imprimante. Nous ne donnons pas dans la rétrospective. Nous mettons l'accent sur la technologie d'aujourd'hui, et voulons que les gens s'en servent. Le mot-clé est ici interaction ».

Entre Guerre des Étoiles et cours de physique (les lycéens y viennent par classes entières), le « Tech » est probablement l'un des premiers musées spécialisés dans la haute technologie qui encourage le visiteur à mettre la main à la pâte. Jouant sur tous les fronts – de la manière dont le silice est extrait du quartz à la fabrication et au fonctionnement d'une puce – il se divise (pour l'instant) en cinq sections – espace, matériaux, micro-électronique, biotechnologies, robotique –

et un lieu d'exposition temporaire consacré à la... bicyclette.

A l'entrée du musée, une sculpture géante de 5 mètres de long, *The Imaginative Chip* (la puce qui imagine), représente, à l'aide de boules de billard parcourant un labyrinthe, le flot de l'information à travers les circuits d'un composant dont la taille est normalement inférieure à celle d'un ongle.

Au département Espace, le visiteur effectue lui-même (par simulation) un vol à basse altitude sur la surface de la planète Mars. Le département Biotechnologie possède le même équipement que les laboratoires de médecine ou de criminologie de pointe : les plats de résistance en sont l'étude de l'ADN (déployée, elle ferait 8 000 fois l'aller-retour de la Terre à la Lune), et les prémices d'une mise en carte et en répertoire des milliers de codes composant la charte génétique humaine – projet qui s'étendra sur quinze ans.

Le budget annuel de fonctionnement du « Tech » est de 2 millions de dollars, mêlant fonds privés – individuels ou d'entreprises – et fonds publics. La contribution de l'Agence pour le redéveloppement et le réaménagement de San-José s'élève à 300 000 dollars ; le reste provient d'abonnements individuels (passés en sept ans de 250 à 2 500), de bourses accordées (entre autres) par la Fondation nationale des sciences, et d'un ensemble d'« affiliés » où figurent plus de 300 entreprises – un véritable *Who's Who* de l'industrie.

Ladite industrie y trouve sans doute son compte. En un temps où les États-Unis ont le sentiment de perdre leur leadership dans le domaine de la haute technologie, elle a besoin de susciter l'apparition des futurs Steven Jobs et Bill Hewlett. Si, conformément à sa charte, le « Tech » entend rester à la pointe des technologies nouvelles, cela signifie-t-il que, tous les trois ou quatre ans, il devra se débarrasser de certains équipements au profit de musées de la science plus traditionnels ?

« Probablement », reconnaît Callie Gregory. C'est entre autres parce qu'il met constamment en scène des prototypes qu'un musée comme celui-ci coûte cher. Mais c'est aussi ce qui en fait un défi ».

HENRI BÉHAR

MUSIQUE

« PARIS AILLEURS », LE NOUVEL ALBUM D'ÉTIENNE DAHO

« Sur un strapontin, au milieu de l'allée »

Après deux ans de silence, Étienne Daho revient avec *Paris ailleurs*, un disque enregistré à New-York où il a travaillé avec la guitariste Edith Fambuena, du groupe Les Valentins, et quelques stars de la scène locale, les Uptown Horns ou le pianiste Peter Scherer. Son dandysme qui séduit les lecteurs des *Inrockuptibles* comme ceux de *Podium* s'est un peu estompé pour laisser la place à un son plus charnel, à des textes plus directs. Mais le Breton (il a fait ses classes à Rennes aux côtés du groupe Marquis de Sade, en même temps que Niagara) ne s'est pas complètement départi de sa réserve. C'est elle qui lui assure cette protection presque magique, qui lui permet de rester l'une des figures dominantes de la pop française sans renoncer à sa singularité. Dans sa maison de Montmartre, civil et surmené, il raconte son absence et son retour.

« Sur votre dernier disque, *Paris ailleurs*, vous êtes omniprésent : chanteur, auteur, producteur. C'est une volonté de contrôle ?

« J'ai composé davantage. Par le passé, j'écrivais tous les textes et je faisais à peu près deux, trois musiques par album. Cette fois, j'étais inspiré, j'avais confiance, pour la première fois. Auparavant, je travaillais avec des musiciens que je trouvais plus doués que moi. J'ai ajouté *Week-end à Rome* sur l'album *la Notte*, la *Notte*, ou le *Grand Sommeil* [son deuxième 45-tours] parce qu'il manquait des chansons pour achever des maquettes. Ces titres sont devenus des locomotives, mais tout à fait par hasard. Je ne tenais pas du tout à m'imposer.

« J'ai toujours travaillé comme au sein d'un groupe. La difficulté du nouvel album a été de travailler vraiment en solo, de choisir moi-même les musiciens, le studio et finalement de le produire. Au début, je voulais le faire produire par Nile Rodgers [américain, fondateur du groupe Chic]. Je trouvais qu'il a un son : ce côté danse, estampillé de *Diana Ross* à *Debbie Harry*.

« Ça vous intéressait vraiment ?

« Oui, un son très sec, organique. J'aime beaucoup la musique de danse, depuis longtemps. L'année dernière, j'ai beaucoup écouté Marvin Gaye. J'ai redécouvert beaucoup de gens, Stax, Motown. Dans la production actuelle, j'avais l'impression que tout avait déjà été fait, qu'il fallait écouter des choses basiques, des choses réelles. Il y a une fraîcheur incomparable dans ces chansons.

« L'idée première était donc de faire un album *dance* ?

« Oui. Pour faire ressortir des choses qui sont chez moi depuis longtemps. Par exemple *Il ne dira pas*, qui était la première chanson de mon premier album, correspond exactement à ce que j'ai voulu faire cette fois-ci.

« Je me suis dit que je retrouverais ça à New-York. New-York, c'est beaucoup d'influences, plus qu'à Londres où j'ai souvent travaillé. Il y a un côté très latin et chaleureux que j'avais envie de capter. J'ai toujours eu, par goût et par choix, mes voix très mixées à l'intérieur de la musique, des disques très arrangés. J'adorais Brian Eno.

« Pour ces raisons techniques, mais aussi en raison de votre manière de chanter, votre voix était jusqu'ici plutôt désincarnée.

« Oui, anti-passionnelle. C'était peut-être une façon de me protéger, de ne pas rentrer complètement dans le truc. Je pouvais me dire : « Je ne fais pas que de la musique », même si c'est elle qui me fait respirer.

« Votre motivation première était donc de faire de la musique ?

« J'étais dans un groupe de gens où l'on trouvait Marquis de Sade, ce qu'on a appelé « la scène rennaise ». Je traînais là-dedans en tâchant d'avoir l'air cool. Mais j'adorais la musique, c'était mon premier geste le matin, le dernier le soir.

« A un moment, il y a eu une bifurcation. Vous venez d'une scène très rock, nourrie de mythes - le Velvet Underground, Marianne Faithfull, l'antodestruction, la poésie du désespoir. Et vous vous êtes retrouvé dans l'univers de la variété.

« D'une façon assez naturelle. Quand j'ai déboulé avec cet album qui était produit par Jacno, qui jouait alors avec les Stinky Toys, accompagné par les musiciens de Marquis de Sade, moi, je voulais faire des chansons qui génèrent une toute petite émotion très importante.

« Être rock ou variété, ce n'était pas très important. Mes options, au-delà de mes goûts, faisaient que, pour les gens du rock, j'étais trop ambigu pour être assimilé au rock. Pour les gens de la variété, je n'étais pas quelqu'un à qui on tapait dans le dos et à qui on faisait faire des plateaux FM. J'étais très réfractaire à tout ça. J'étais, comme maintenant, sur un strapontin, au milieu de l'allée.

« Et à aucun moment vous n'avez eu l'impression d'avoir à payer cette position, ce succès ?

« Il y a eu une mutation qui s'est produite de façon inattendue. Mes deux premiers albums ont été reconnus



Après Londres, où Étienne Daho a souvent travaillé, c'est à New-York que le chanteur est allé puiser l'inspiration de son nouvel album : *ambiance latino*.



par un milieu assez spécialisé, un peu branché. Puis il y a eu *Pop Satori* (en 1986), que j'ai fait avec quelqu'un alors inconnu, qui s'appelle William Orbit [aujourd'hui l'un des grands de la dance music britannique]. J'avais un projet très ambitieux : faire un album de musique pop, de recherche, tout en gardant le côté simple et direct. Quand il est sorti, après le succès de *Tombé pour la France*, je me suis fait jeter à la guérite : on n'entendait pas les voix, les gens s'attendaient à l'après-*Tombé pour la France* - qui était un hasard, même si c'était un succès.

« Tout d'un coup, ça s'est mis à marcher, dans les lycées, les facs. J'ai décidé de partir en tournée. On avait retenu, comme pour la tournée précédente, des salles de 300, 400 personnes. Il y a eu comme une traînée de poudre : à la fin de la tournée, on jouait dans des salles de 6 000 personnes. Le disque a commencé à se vendre, on s'est intéressé à moi. C'était très pénitent. De petit chanteur new wave, je suis devenu une espèce d'idiot postérisé pour presse de jeunes. J'étais quelque chose d'autre. Quelque chose, pas quelqu'un d'autre.

« Pourquoi ce rythme de travail très lent ?

« J'ai la chance de pouvoir gérer mon temps comme je l'entends. Mais une fois l'album commencé, on a tous jours des délais. On ne contrôle pas l'inspiration. On ne peut pas terminer tel texte tel jour. Cela dit, j'aime bien travailler vite, je n'aime pas passer des mois en studio. J'en ai été vraiment guéri avec Arnold Turbous [producteur de la *Notte*, la *Notte* et co-producteur de *Pop Satori*]. Il joue des claviers et il fallait chercher des sons pendant des heures, c'était à se jeter contre les murs.

« Où écrivez-vous vos textes, en studio ?

« Jusqu'ici, j'avais tout composé ou écrit en studio, à de rares exceptions. Mais pour cet album, j'avais envie d'échapper un peu à la routine. On fait toujours un album, puis ses vidéos, puis sa promotion, enfin on monte sur scène. J'avais convaincu Virgin de commencer par sortir les vidéos, puis l'album. Finalement, ça s'est mal enclenché et j'ai respecté l'ordre habituel.

« Comment travaille un musicien qui pendant longtemps n'a joué d'aucun instrument ?

« J'ai un dictaphone, je chante la mélodie. Si la mélodie me plaît, je la travaille à la guitare, je cherche les accords. Maintenant je joue. Je joue et je chante en même temps, ce qui pendant des années a été un problème. Finalement, ma technique, c'est l'oreille. Je repère tout immédiatement. J'ai toujours eu beaucoup de difficulté à apprendre, la paresse ou un blocage. Après le premier album, j'ai commencé à travailler un peu, je me suis dit qu'il fallait que je progresse. J'avais découvert que c'était ça le but de ma vie, pour une période indéter-

minée. Je ne savais pas que ça durerait aussi longtemps. Et là, maintenant, c'est ma vie entière.

« Quel genre de producteur êtes-vous ?

« Je suis un producteur amoureux.

« Et vous êtes quel genre d'amoureux ?

« Je suis très interventionniste. C'est plus facile de produire pour d'autres que pour soi-même. Pour soi-même, on garde un rapport très passionnel avec les chansons. Produire tout seul un autre artiste, c'est être chef d'orchestre, mettre en scène d'un disque. C'est passionnant. J'essaie d'être le plus éclectique possible, je suis passé de Bill Pritchard à Vartan, de Daniel Darc à Lio.

« Est-ce que, parfois, ça n'a pas marché ?

« Aucun de ces disques n'a marché, commercialement.

« Et artistiquement ?

« Ça n'a pas marché avec Lio. Parce qu'elle tournait un film en même temps, qu'elle n'était pas disponible quand on a commencé toutes les bases instrumentales. Je n'étais pas content des mix, je trouvais qu'on aurait pu mettre plus en valeur les arrangements et sa voix. J'avais essayé de la faire chanter différemment, sans cette voix de tête, c'était un passage à l'âge adulte. J'avais baissé toutes les chansons de plusieurs tons pour qu'elle les chante avec une voix un peu différente. Et on n'a pas été d'accord sur la fin. Pour une fois, j'ai eu l'impression que quelque chose m'échappait, que je n'avais pas pu suivre le bébé jusqu'au bout.

« Sur *Paris ailleurs*, l'évolution du son est plus marquée que celle des textes.

« Je ne crois pas. J'ai l'impression que les mots sont plus directs. Les textes que j'écrivais par le passé étaient beaucoup plus ambigus. Ce qui permet de dire pas mal de choses sous le couvert de la légèreté. Je ne veux pas dire que je suis quelqu'un de profond. Je ne suis pas Murat, je ne suis pas très intelligent, je suis très premier degré. Mais il y a un univers qui me concerne, qui me passionne : l'univers affectif. Depuis que j'ai commencé à chanter, c'est malheureusement mon seul sujet de préoccupation, la seule chose qui m'inspire. Si j'écrivais sur autre chose, j'aurais l'impression de me compromettre, de devenir quelqu'un d'autre, de le faire pour faire bien.

« Sur *Paris ailleurs*, j'ai l'impression que les mots sont plus directs. Les chansons ne parlent plus d'amour, elles le font. C'est un disque sur la sensualité, la passion, le sexe.

« Il reste encore beaucoup de pudeur par rapport à vos modèles soul.

« C'est sûr, ce n'est pas *Sexual Healing*. Mais le texte des *Voyages immobiles* est très charnel. Le disque ne parle que de ça, mais je ne suis qu'Étienne Daho, j'en parle avec mes mots. Je crois qu'on ne change pas, on affine.

« Et votre prochaine vidéo ?

« Je l'ai tournée hier, le premier titre est *Saudade*. Je trouve aussi que la vidéo est allée trop loin. On dit toujours : « Est-ce que tu as vu la dernière vidéo de... » On ne dit pas : « T'as écouté la dernière chanson de... » C'est tragique.

« Pour *Saudade*, je voulais être extrême. Comme pour le clip que j'avais tourné sous la douche [pour l'album en public sorti en 1989] pour le live qui a énormément déplié. Parce que ce n'était pas une image glamour, parce qu'il y avait des connotations sexuelles que ni Bertrand Faivre [le réalisateur] ni moi n'avons vu naître. Il y a eu un rejet invraisemblable sur ce clip, mais c'est amusant, pour quelqu'un qui n'a pas d'image subversive comme moi. Moi je voulais aller au bout d'une idée : le bruit d'une douche ressemble au bruit des applaudissements.

« Pour *Saudade*, je voulais commencer tout petit dans un décor et que la caméra s'avance jusqu'à mon œil à la fin de la chanson, juste un plan séquence, progressif. [Finalement le clip montre Daho en gros plan sur un décor qui change au rythme des saisons]. J'aurais trouvé ça bien, peut-être lassant pour les gens, mais je ne vois pas où on peut aller avec l'image. C'est inquiétant d'être obligé d'avoir des images à chaque fois. Certaines chansons perdent toute leur identité, leur profondeur ou leur valeur.

« Vous êtes arrivé aux prémices d'une carrière internationale. Vous avez joué à Londres, avec un certain succès.

« Oui, j'ai chanté sur le disque d'Arthur Baker [producteur britannique], avec Julie Driscoll en duo, sur l'album de *Working Week*. J'ai été sollicité par plein de gens comme Marianne Faithfull, Boy George, Carly Simon, et puis ça ne s'est pas fait par manque de temps. *Bleu comme toi* a marché en Suède, *Week-end à Rome* a marché en Italie... Et puis l'international n'est pas le fort des maisons de disques françaises. Le succès des Négresses vertes, le petit succès des Mitsouko chez les Anglo-Saxons sont arrivés grâce à leur côté français, ce n'est pas un remake de ce qu'il y a déjà sur place, ça n'intéresse personne.

« Quand on a travaillé avec Virgin Londres, c'était effrayable. A part une ou deux personnes qui avaient envie de nous aider, tout le monde pensait que c'était foutu d'avance. Alors que dans le *NME*, *The Face*, j'avais eu de très bonnes chroniques. Mais on peut exister petit aussi, c'est pas pour ça qu'on est mort. »

Propos recueillis par THOMAS SOTINEL

* *Paris ailleurs*, 1 CD Virgin 30 895.

كنا في الحشد

سنة من الانتظار

LA SÉLECTION

CINEMA

Tous les films nouveaux

Amerika, terra incognita

de Diego Risquez.
avec Alberto Martin, Maria Luisa Mosquera, Anapola Risquez, John Phelps, Valentina Maduro.
Venezuelien (1 h 38).

Anticipation drolatique, paradoxale et vénézuélienne de la célébration de l'année Colomb, avec cette histoire de conquistador qui ramène des Indes occidentales un indigène qui conquerra les esprits et les cœurs à la cour d'Espagne.

VO : Latina, 4 (42-78-47-88).

L'Amour nécessaire

de Fabio Carpi.
avec Ben Kingsley, Marie-Christine Barrault, Ann Gisel Glass, Malcolm Courth.
Italien (1 h 30).

Les jeux de la séduction et de la perversion entre les membres de deux couples de générations différentes offrent au cinéaste italien l'occasion de variations sur le thème des rapports entre l'amour et le désir.

Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Sept. Parassians, 14 (43-20-32-20).

Angels

de Jacob Berger.
avec Steven Weber, Belinda Becker, Justin Williams, Angela Molina.
Suisse-espagnol-français (1 h 35).
A Barcelone, une passion dévorante, aux frontières de l'outrage, entre un jeune musicien américain et une belle prostituée qui croit être une princesse.

VO : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

Bernard et Bianca au pays des kangourous

de Haniel Butoy.
Mike Gabriel.
Américain (1 h 35).
La suite des aventures des deux intrépides souris raconte comment elles vont au secours d'un petit garçon prisonnier d'un méchant chasseur qui en veut aux plumes d'un aigle magnifique.

VO : U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30).
VF : Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57) ; Rex (le Grand Rex, handicapés, 2 (42-36-83-83) ; U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-92-82) ; U.G.C. Normandie, 6 (45-63-18-18) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-81-84-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-36).

L'Enfant du tunnel

d'Erhard Riedinger.
avec Silvia Lang, Josef Griesser, Volker Fuchs, Claudia Martini.
Autrichien (1 h 29).

Le tunnel exploré, au lendemain du « printemps de Prague », par une adolescente réfugiée sur la frontière tchéco-autrichienne sera le lieu et la métaphore de tous les passages de l'existence qu'elle découvre.

VO : Utopia, 5 (43-28-94-85).



Stanley Baker et Dirk Bogarde dans « Accident », de Joseph Losey.

Hangin' with the Homeboys

de Joseph B. Vasquez.
avec Nestor Serrano, John Leguizamo, Doug E. Doug, Mario Joyner, Reggie Montgomery, Christine Ciesewski.
Américain (1 h 28).

Quatre adolescents du Bronx partent pour leur virée hebdomadaire du vendredi soir dans ce quartier dont ils connaissent les lois particulières. Mais bien des expériences et de nouvelles découvertes les attendent.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-68) ; U.G.C. Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; U.G.C. Biaritz, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11 (43-57-90-81).
VF : Paramount Opéra, handicapés, 9 (47-42-56-31).

Hit Man

de Ray London.
avec Forest Whitaker, Sherilyn Fenn, Sharon Stone, James Belushi.
Américain (1 h 31).

Le drame d'un tueur à gage séduit par la jeune femme qu'il doit abattre ainsi que son bébé, servi par le grand comédien Forest Whitaker.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; U.G.C. Normandie, 6 (45-63-18-18).
VF : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Paramount Opéra, handicapés, 9 (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-81-84-95) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-47-94).

Mayrig

d'Henri Verneuil.
avec Claude Cardinale, Omar Sharif, Nathalie Roussel, Cédric Doucet, Stéphane Savelle.
Français (2 h 17).

La première partie de la grande odyssée d'une famille arménienne débarquant à Marseille au début des années 20 pour fuir les massacres perpétrés par les Turcs, adaptée par Verneuil de son livre autobiographique.

Forum Horizon, handicapés, THX, 1 (46-09-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, 2 (47-42-72-52) ; Rex, handicapés, 2 (42-36-83-83) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Pathé Haute-faillie, 6 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Panoptique, 6 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 6 (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, 13 (47-07-55-85) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-52-37) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-36).
14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; U.G.C. Mollot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-36).

Paris s'éveille

d'Oliver Assayas.
avec Judith Godrèche, Jean-Pierre L  aud.

Thomas Langmann, Martin Lamotte, Olivier Lacombe.

Il est trois à la dérive dans le Paris d'aujourd'hui, une fille et deux garçons... dont l'un est le père de l'autre (Léand enfin papa). De leur quête et de leurs affrontements. Assayas fil   un film simple et dur, tout entier du côté des personnages, qui allie en de sombres notes tension et émotion.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; La P  g  de, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 8 (43-69-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette bis, 13 (47-07-55-85) ; Gaumont Parmentier, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Ald  a, handicapés, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-36).

Le Party

de Pierre F  rard.
avec Charlotte L  aud, Benoît D  p  rie, Julien Pouille, Luc B  lain, Roger L  gar.
Canadien (1 h 40).

Les développements imprévus d'une soirée de variétés organisée pour les quatre cents d  tenu  s d'une prison.

Trianon, 18 (46-06-63-66).

Ta mère ou moi !

de Chris Columbus.
avec John Candy, Maureen O'Hara, Ally Sheedy, Anthony Quinn, James Belushi.
Américain (1 h 44).

Le difficile dilemme affronté par un brave policier sommé de choisir entre sa maman, qu'il n'a jamais quitt  e, et la

jeune fille enfin sensible à ses charmes timides, avec Maureen O'Hara en m  re abusive.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1 (42-33-42-26) ; George V, 6 (45-52-41-46).
VF : Paramount Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Pathé C  chy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-36).

The Adjuster

d'Atom Egoyan.
avec Elias Koteas, Armin   Khanjian, Mary Chaykin, Gabrielle Rose, Jennifer Dale, David Hamblin.
Canadien (1 h 42).

L'étrange histoire d'un homme qui g  gne sa vie à consolider les victimes d'accidents pour le compte d'une compagnie d'assurance, et qui se trouve pris au centre d'une insurrection de personnages inquiétants ou toutouques, de situations aux frontières de l'outrage.

VO : U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Bastille, handicapés, 11 (43-07-48-60) ; Sept. Parassians, 14 (43-20-32-20).

Sélection Paris

Les Amants du Pont-Neuf

de Louis Carax.
avec Juliette Binoche, Denis Lavant, Klaus Michael Gr  ber.
Français (2 h 08).

Sur un pont de Paris, lorsque descend la nuit sur les yeux de Michèle, Alex crache le feu pour la réchauffer, murmure son amour pour la garder, et Louis Carax réussit les improbables noces de Victor Hugo et de Chaplin en une emballante chorégraphie.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Espace Saint-Michel, 6 (44-07-20-49) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-69-19-08) ; Fauvette, 13 (47-07-55-85) ; Gaumont Ald  a, 14 (43-27-52-37) ; Sept. Parassians, 14 (43-20-32-20).

Barton Fink

de Joel et Ethan Coen.
avec John Turturro, John Goodman, Judy Davis, Michael Lerner, John Mahoney.
Américain (1 h 58).

L'étrange cas du promoteur Barton, dramaturge    succès à Hollywood, de l'angoisse de la page blanche, et pris dans les labyrinthes saintant de personnages à double fond, de comp  gnes sans avenir, de voisins trop débonnaire, de couleurs d'  t  t trompeusement rectilignes.

VO : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; R  f  t López II, handicapés, 6 (43-54-42-34) ; U.G.C. Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Sept. Parassians, 14 (43-20-32-20).

La Belle Noiseuse

de Jacques Riv  tts.
avec Michel Piccoli, Jane Bir  n, Emmanuelle Béart, Marianne Denieuv  , David Burstein, Gilles Aron.
Français (4 h).

Dans le secret de l'atelier, dans la durée du travail sur le papier et la toile, dans l'affrontement puis la complicité du peintre et de son modèle, affleure sur l'écran ce mystère : la naissance d'une oeuvre d'art. Et c'est fascinant.

Le Saint-Germain-des-Pr  s, Salle G. de Bonnard, 6 (42-22-67-23).

Le Monde (Publicité)

« Culture : les équipements de demain »

JEUDI 5 DÉCEMBRE 1991

10 h : Ouverture des Rencontres par Françoise de Pana  ieu, présidente de la Vidéothèque de Paris, adjoint au maire de Paris, chargée de la culture.

10 h 15 : Un siècle d'équipements culturels en France : 1880-1980. Président de séance : Emmanuel Le Roy Ladurée, administrateur général de la Bibliothèque nationale. Animateur : Thomas Ferenczy, *le Monde*.

14 h 30 : Une nouvelle génération d'équipements culturels : les grands exemples français et étrangers. Président de séance : Robert Batscha, président du Museum of Television and Radio de New-York. Animateur : Lionel Duroy, *l'  d  nement du jeudi*.

16 h 15 : Les projets d'équipements culturels en France et à l'étranger. Président de séance : Josep Ramoneda, directeur du Centro de Cultura Contempor  nia de Barcelone. Animatrice : Pascale Charpentier, *France-Culture*.

Ce colloque se tiendra à la Vidéothèque de Paris : Porte Saint-Eustache - Forum des Halles - 75001 Paris. Programme et inscriptions : Vocatif. Tél. : (1) 43-55-33-60 Fax (1) 43-55-38-31. Avec la participation de France-Culture, la Parisienne des Eaux et Paris TV Câble.

VENDREDI 6 DÉCEMBRE 1991

9 h 30 : Les villes et leurs projets culturels : conception, gestion, animation, promotion des nouveaux équipements. Président de séance : Françoise de Pana  ieu, adjoint au maire de Paris, chargée de la culture. Animateur : Manuel Lucbert, *le Monde*.

11 h 30 : Les nouveaux équipements culturels et la symbolique architecturale. Président de séance : Paul Chemetov, architecte. Animateur : Odile Fillon, *le Monde*.

15 h 15 : Les équipements culturels de demain : préparer le 3   millénaire. Président de séance : Paul Virilio, urbaniste. Animateur : Claude Eveno, *France-Culture*.

DU 7 NOV AU 7 DEC

TGP

PASOLINI

Bête de style

CRÉATION mise en scène de Stanislas Nordey

42 43 17 17

11  mes Rendez-Vous Chorégraphiques

D. L  RIEU - Gravures - 29 nov - 20h30
N. MOSSOUX (Bruxelles) - 3 déc - 20h30
MONNIER/SCLAVIS - Face Nord - 10 déc - 20h30
O. DUROC - La Maison d'Espagne - 17 déc - 20h30

LES GEMEAUX/SCEAUX

S  ci  t   Nationale

(1) 46 61 36 67

EN REVUE

Carax, Wenders et la Bollex

Ils ont quinze ans d'écart, et leurs films ne se ressemblent pas. L'un est devenu, parfois à son corps défendant, une personnalité culturelle internationale, l'autre cultive une d  s  nction que d'aucuns jugent hautaine. Mais Wim Wenders et Louis Carax sont l'un et l'autre des repr  sents importants du cinéma d'aujourd'hui, et leurs nouveaux films sont sortis récemment, à une semaine d'intervalle. Il y a entre eux plus d'affinités qu'on ne pourrait croire, comme le prouvent les deux passionnantes interviews publiées dans la même livraison d'une revue, *les Inrockuptibles*, qui, sans être consacrée au septième art, lui offre régulièrement une place de choix.

Conformément à la vocation de la revue, les deux questionnaires commencent par les relations que chacun entretient avec le rock : logique avec Wenders, grand amateur du genre - la bande originale de *Jusqu'au bout du monde* est un véritable best of de ce qui se fait dans le genre aujourd'hui ; moins évident avec Carax, auquel on prêterait plus volontiers un penchant pour la

chanson réaliste. L'entr  tien, outre qu'il révèle que le réalisateur des *Amants du Pont-Neuf* fut batteur dans un groupe rock, met en relief les couissages du travail du cinéaste avec l'énergie rebelle de cette musique.

Et, au détour des conversations qui ne laissent dans l'ombre ni la trajectoire biographique ni les arrière-plans des films, la même anecdote significative revient dans les deux interviews : celle de la caméra Bollex 15 mm achetée par deux adolescents, geste inaugural de deux vocations. Une autre vocation se raconte dans la même revue, mais appuyée sur un matériel beaucoup plus lourd : celui en usage lorsque Henri Alekan fit ses débuts de chef opérateur, aux derniers jours du cinéma muet (1929) avant de devenir « grand mètre » en la matière aux côtés de Clément, Cocteau, Duvivier, Wyler, Gance ou... Wim Wenders (*l'Etat des choses*, *les Altes du d  sil*).

J.-M. F.

★ *Les Inrockuptibles*, né 32, 152 pages, 28 F.

Le Monde (Publicité)

« Culture : les équipements de demain »

JEUDI 5 DÉCEMBRE 1991

10 h : Ouverture des Rencontres par Françoise de Pana  ieu, présidente de la Vidéothèque de Paris, adjoint au maire de Paris, chargée de la culture.

10 h 15 : Un siècle d'équipements culturels en France : 1880-1980. Président de séance : Emmanuel Le Roy Ladurée, administrateur général de la Bibliothèque nationale. Animateur : Thomas Ferenczy, *le Monde*.

14 h 30 : Une nouvelle génération d'équipements culturels : les grands exemples français et étrangers. Président de séance : Robert Batscha, président du Museum of Television and Radio de New-York. Animateur : Lionel Duroy, *l'  d  nement du jeudi*.

16 h 15 : Les projets d'équipements culturels en France et à l'étranger. Président de séance : Josep Ramoneda, directeur du Centro de Cultura Contempor  nia de Barcelone. Animatrice : Pascale Charpentier, *France-Culture*.

Ce colloque se tiendra à la Vidéothèque de Paris : Porte Saint-Eustache - Forum des Halles - 75001 Paris. Programme et inscriptions : Vocatif. Tél. : (1) 43-55-33-60 Fax (1) 43-55-38-31. Avec la participation de France-Culture, la Parisienne des Eaux et Paris TV Câble.

VENDREDI 6 DÉCEMBRE 1991

9 h 30 : Les villes et leurs projets culturels : conception, gestion, animation, promotion des nouveaux équipements. Président de séance : Françoise de Pana  ieu, adjoint au maire de Paris, chargée de la culture. Animateur : Manuel Lucbert, *le Monde*.

11 h 30 : Les nouveaux équipements culturels et la symbolique architecturale. Président de séance : Paul Chemetov, architecte. Animateur : Odile Fillon, *le Monde*.

15 h 15 : Les équipements culturels de demain : préparer le 3   millénaire. Président de séance : Paul Virilio, urbaniste. Animateur : Claude Eveno, *France-Culture*.

DE LA SEMAINE

La Belle Noiseuse, Divertimento

de Jacques Rivette, avec Michel Piccoli, Jane Birkin, Emmanuel Béart, Marianne Denicourt, David Burstein, Gilles Artois, François (2 h).

Cette version raccourcie de la Belle Noiseuse devient un élégant et cruel mariage, où face à Piccoli et Béart toujours impeccables Birkin tient cette fois le haut du pavé.

Gaumont Parnasse, 14* (43-35-30-40).

Close up

de Abbas Kiarostami, avec Ali Sabahi, Hassan Farzmand, Abolfazl Afsar, Hushang Shahab, Imen (1 h 30).

Sur le fil du document et de la fiction, de la vérité et du mensonge, du cinéma et de la vie, le grand cinéaste iranien reconstruit un authentique fait divers qui se transforme en véritable et jouteuse réflexion sur les films, les médias, la justice et la morale.

VO : Utopia, 5* (43-28-84-85).

Devoirs du soir

de Abbas Kiarostami, avec Abbas Kiarostami, des écoliers iraniens (1 h 23).

On commente, transforme une scrupuleuse enquête sur la manière dont les écoliers font (ou ne font pas) leurs devoirs, en implacable témoignage sur l'oppression idéologique et la manière dont elle est intériorisée par les adultes et les enfants.

VO : Utopia, 5* (43-28-84-85).

J'embrasse pas

de André Téchiné, avec Philippe Noiret, Emmanuelle Béart, Manuel Blanc, Hélène Vincent, Franco-Italien (1 h 55).

Par les découvertes et les épreuves, jusqu'au plus sombre du renoncement et de l'humiliation, le jeune Pierrot trace son chemin pavé de « premières fois ». Au plus près de l'émotion, Téchiné tend le fil d'attente et vibrant d'une trajectoire individuelle universalisée par la beauté de la mise en scène.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3* (42-71-62-83) ; 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83) ; U.G.C. Montparnasse, 6* (45-74-94-84) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8* (43-87-35-43) ; U.G.C. Sèvres, 9* (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9* (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; Les Nations, 12* (43-43-04-67) ; U.G.C. Gobelins, handicapés, 19* (45-91-54-95) ; Métro, handicapés, 14* (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79) ; U.G.C. Malherbe, 17* (40-68-00-10) ; Pathé Wepler II, handicapés, 19* (45-22-47-94).

Proof

de Joseph Losey, avec Hugo Weaving, Genevieve Pflout, Russell Crowe, Heather Mitchell, Jeffrey Walker, Australiens (1 h 30).

Il est aveugle, il est photographe, il est furieux contre le monde entier. Entre lui, un copain de rencontre et la jeune femme qui prend trop soin de lui, la réalisatrice tisse un jeu étrange et passionnant d'interrogations et de mystère, sans une tricherie ni un faux pas.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1* (42-33-42-28) ; Gaumont Ambassade, 8* (43-58-19-08) ; Eclair, 13* (47-07-28-04).

Van Gogh

de Maurice Pialat, avec Jacques Dutronc, Alexandra Londo, Gérard Sery, Bernard Lecoq, Corinne Bourdon, Français (2 h 38).

Van Gogh ne se prenait pas pour le génie qu'il était et qu'on reconnaît plus tard. Il était un type passionné et malheureux et exigeant et casse-pieds. Au plus près du bonhomme et de son entourage, Pialat filme avec un naturel magique cette passion et ce malheur, cette exigence et ces débordements. En de ces images simples comme un champ où volent des corbeaux naît la beauté. Ça fait un chef-d'œuvre.

Gaumont Les Halles, handicapés, 1* (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83) ; Pathé Hautes-Seines, handicapés, 9* (45-33-79-38) ; La Pépée, 7* (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8* (43-58-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9* (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 14* (45-91-54-95) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, handicapés, 15* (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 19* (45-22-47-94).

Reprises

Accident

de Joseph Losey, avec Dirk Bogarde, Stanley Baker, Jacqueline Bessard, Delphine Seyrig, Britanniques, 1967 (1 h 45).

Sous les apparences policières des conventions et du brio qui règlent la vie d'une université anglaise couve la rivalité entre les mâles pour les beaux yeux d'une princesse. La caméra attentive et impitoyable de Losey et une nuit de souvenirs après un tragique accident font remonter la vérité à la surface.

VO : Réflex Médias Logos, salle Louis-Jouvet, 5* (43-54-42-34).

Festivals

Le temple du premier film

Vingt-neuf réalisateurs français ont tourné leur premier film en 1990, soit près du tiers de la totalité des mises en scène. — et la proportion ne sera pas moindre en 1991. Garant de la santé du cinéma, ce fait taux de renouvellement vaut chaque année quelques révélations prometteuses. C'est à elles que se consacra le Festival Passion du premier film de Savigny-le-Temple, qui présente une dizaine de films dont quelques inédits, et aussi la Vie des morts. Toto le héros, et organise la rencontre des auteurs avec le public. Le festival rend également hommage à un jeune cinéaste, François Dupeyron (Drôle d'endroit pour une rencontre, Un cœur qui bat) et à l'actrice remarquée de L'Enfant de l'hiver et de la Bande des quatre, Nathalie Richard.

Du 29 novembre au 8 décembre au Cinéma Jacques Prévert, à Savigny-le-Temple (77). Tél. : 60-63-28-24.

Christine en noir

Sous l'excellent prétexte de la parution de l'excellent (et somptueux) ouvrage de Patrick Brion le Film noir (Nathan Images) qui explore le genre « de Hitchcock à Nicholas Ray », l'Académie Christine propose une promenade instructive sur ce parcours, balisé par Preminger, Billy Wilder, Howard Hawks, John Huston, Orson Welles, Robert Aldrich, Fritz Lang ou Joseph Losey.

On peut trouver mieux, mais ce sera difficile. Précedée par quelques disques flatteurs, des récitals à La Baule, La Roque-d'Anthéron et ailleurs en province, la pianiste russe émigrée à Vienne repasse par Paris. A l'invitation du Châtelet, elle joue Schubert, Prokofiev et Liszt, à l'Auditorium des Halles ; trois compositeurs traditionnellement associés au piano en cyrillique.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Scandinavement votre

En marge de son exposition « Munch et la France », le Musée d'Orsay invite à la découverte du cinéma muet norvégien, dominé par Carl Theodor Dreyer, mais qui ne résume pas à lui. Si des auteurs méconnus sont à découvrir, le principal pionnier en fut, dès 1910, l'immense Victor Sjöström... qui était suédois. Tout comme le documentariste engagé et humaniste Stefan Jarl, né en 1941, dont une rétrospective permet cette semaine de découvrir le travail, reconnu chez lui, ignorent ailleurs.

« La Norvège au temps du cinéma muet », du 28 novembre au 12 décembre à l'Auditorium du Musée d'Orsay. Tél. : 40-49-49-69.

Rétrospective Stefan Jarl au Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (94). 42-71-62-20.

La ferme du bon goût

Non seulement il est le jeune metteur en scène de théâtre le plus prometteur qui nous soit advenu récemment, mais en plus il a bon goût dans ses amours cinématographiques. Sollicité pour présenter, en marge de sa Trilogie allemande imaginée, un choix de ses films préférés, Stéphane Braunschweig a en effet sélectionné Uccellini et Uccellini de Pasolini, Herbes flottantes d'Orson Welles, Trains érotiques de Murnau, Quelques jours dans la vie d'Obolov de Mikhaïlov et la Strada de Fellini.

Du 27 novembre au 3 décembre à la Ferme du Buisson, Centre d'art et de culture de Marne-la-Vallée, Noisiel (77). Tél. : 64-62-77-00.

Des keffichs à l'institut

Chaque année l'Institut du monde arabe consacre une journée d'hommage à la Palestine, pour l'anniversaire des résolutions de l'ONU en faveur des droits des Palestiniens.

Il présente ainsi quatre documentaires de Jean Boyer est le signataire chez Stii de quelques-uns des disques d'orgue les plus achevés du marché. Savant (en moins de vingt-cinq ans le retrouver pour un concert qui leur est réservé, le lendemain, à 11 heures du matin, au Théâtre du Châtelet : 30 F la place, une abaisse dans l'inflation ambiante.

Salle Pleyel, 20 h 30 (à la 28). Tél. : 45-63-07-86. De 50 F à 230 F.

Cours public

Jean Boyer (orgue).

Conservatoire national supérieur de musique.

MUSIQUES

Classique

Paris

Mercredi 27 novembre

Schubert

Sonata pour piano n° 15

Prokofiev

Sonata pour piano n° 2

Liszt

Sonata pour piano

Isabelle Leventis (piano).

Précédée par quelques disques flatteurs, des récitals à La Baule, La Roque-d'Anthéron et ailleurs en province, la pianiste russe émigrée à Vienne repasse par Paris. A l'invitation du Châtelet, elle joue Schubert, Prokofiev et Liszt, à l'Auditorium des Halles ; trois compositeurs traditionnellement associés au piano en cyrillique.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Franck

Le Chasseur maudit

Beethoven

Concerto pour piano et orchestre n° 3

Enesco

Symphonie n° 1

Yefim Bronfman (piano).

Orchestre de Paris.

Lawrence Foster (direction).

Retour d'une tournée au Japon, l'Orchestre de Paris retrouve Pleyel, pour deux programmes différents. Question : faut-il choisir celui du 27 (lire programme ci-dessus), ou celui du 29 (Concerto pour violon de Beethoven, par Uto Ughi, et Enesco) ? Le premier est plus généreux, le pianiste peu connu (un bon point), mais bourré de talent, au dire de ceux qui l'ont entendu aux Etats-Unis. Le second est sans risque, mais intrigant : comment est-il possible qu'Uto Ughi soit une star en Italie et quasi inconnu ici ? Un mystère à éclaircir. Les moins de vingt-cinq ans le retrouveront pour un concert qui leur est réservé, le lendemain, à 11 heures du matin, au Théâtre du Châtelet : 30 F la place, une abaisse dans l'inflation ambiante.

Salle Pleyel, 20 h 30 (à la 28). Tél. : 45-63-07-86. De 50 F à 230 F.

Cours public

Jean Boyer (orgue).

Conservatoire national supérieur de musique.

gu. 15 heures et 9 heures (jusqu'au 30). Tél. : 40-40-46-46.

Jeu 28

Prokofiev

Lieutenant Kijé
Concerto pour piano et orchestre n° 2
Symphonie n° 3

Alexandre Toradz (piano),
Orchestre national de France,
Valéry Gergiev (direction).

Bien que 1991 ait été également une année placée sous le signe de Prokofiev dont on fêlait le centenaire de la naissance, le compositeur a été un peu oublié. Compositeur moins universel que Mozart, secondaire dans l'histoire de la musique, il aurait tout même pu être davantage mis en valeur au disque et au concert. Radio-France rattrape ces manquements et propose un concert confié à des interprètes on ne peut plus compétents.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 42-30-23-08. De 40 F à 190 F.

Vendredi 29

Maderna

Agos

Tam Teanromsaka.

Une œuvre électroacoustique mise en scène de façon manœuvrée par une jeune troupe de théâtre musical au talent révéral.

Opéra de la Bastille, 19 heures. Tél. : 44-73-13-00. 90 F.

Mozart

Quatuor à cordes n° 15

Berg

Quatuor à cordes op. 3

Brahms

Quatuor à cordes n° 1

Quatuor Alban Berg.

Visite parisienne annuelle des Berg. Après l'intégrale des quatuors de Beethoven et de Bartók, ils choisissent de mêler les styles et les époques. Ce n'est pas un mal.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 280 F.

Bach

Suite pour violoncelle BWV 109, transcription pour alto

Brahms

Deux lieder avec alto et piano

Vieuxtemps

Élégie pour alto et piano

Berio

Sequenza VI pour alto

Bartók

Dances populaires roumaines

Gérard Caussé (alto),
Victoria Postnikova (piano),
Guillaume Laurans (mészo-soprano).

Un concert bien dans la tradition du Théâtre de la Ville : programme inventif, solistes fraternellement réunis pour une fête de la musique de chambre. Le lendemain, Postnikova et Laurans sont remplacés par Duchable et Portal qui se succéderont pour dialoguer avec Caussé dans des pièces de Reinecke, Bruch, Berlioz et Brahms. Aux prix plus que raisonnables pratiqués par le Théâtre de la Ville, il sera possible d'assister aux deux concerts.

Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Holliger

Quintette pour piano

et instruments à vent.

Gilberte Ratel

pour voix et instruments

Maderna

Concerto pour hautbois n° 1

Lachenmann

Mouvement

Hedwig Fassbender (mészo-soprano),
Henz Holliger (hautbois),
Ensemble Contrechamps,
Henz Holliger (direction).

Holliger compositeur et instrumentiste. A noter l'exécution du Premier Concerto pour hautbois de Maderna, le plus beau concerto composé pour un instrument soliste qui n'a pas été gâté dans ce domaine, hier comme aujourd'hui.

Opéra de la Bastille, 20 h 30. Tél. : 44-73-13-00. 90 F.

Samedi 30

Beethoven

Sonates pour piano n° 24 « A Thérèse », n° 25 « Alla tedesca », et n° 30

Franck

Prélude, choral et fugue

Jean-Bernard Pommer (piano).

Au moment où sort le premier volume de ce qui sera une intégrale des sonates de Beethoven (Erato), Jean-Bernard Pommer fait sa rentrée parisienne, dans la salle de l'ancien Conservatoire. Pianiste, chef d'orchestre, chambriste fêté dans le monde entier, Pommer, et on l'oublie souvent, est l'un des rares pianistes français qui fréquente régulièrement les orchestres et les chefs qui comptent. Ses confrères assistent toujours en nombre à ses concerts. C'est un signe.

Conservatoire d'art dramatique, 18 heures. De 70 F à 110 F.

Lundi 2 décembre

Schubert

Wanderer Fantaisie

Godowski

Passacaglia d'après

Transcriptions de Heide de Schubert

Rien de Wael (piano).

Peu connu en France, ce jeune pianiste hollandais s'est fait une spécialité des pièces inajouables. Il ne failira pas, cette fois encore : outre la Wanderer Fantaisie, il s'attaquera aux monstruosités digitales concoctées par Godowski sur des lieder de Schubert.

Châtelet. Théâtre musical de Paris. 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 40 F.

Mozart

Quatuor pour piano et cordes

KV 478 et 493

Trio pour piano, violon

et violoncelle KV 502

Ensemble Amadeus,

Bruno Pasquier (alto),

Georges Pliedmacher (piano).

Retrouvailles entre Georges Pliedmacher et les trois survivants du Quatuor Amadeus auxquels se joint l'altiste Bruno Pasquier. Entre de telles mains, ces trois œuvres de Mozart sont en sécurité.

Opéra-Comique. Salle Favart, 20 heures. Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 250 F.

Mardi 3

Mozart

Messe solennelle

Symphonie n° 34

Avn Varun Corpus

Santa Maria Graduale

La Petite Bande et Rheinische Kantorei,

Sigward Küken (dir.).

Crée il y a dix-neuf ans, La Petite Bande s'est rapidement imposée comme l'une des formations majeures du mouvement d'interprétation sur instruments anciens. Partie de Lully, La Petite Bande a peu à peu remonté le cours du temps pour renouveler l'approche de Gluck, de Haydn, et de Mozart, qu'elle a inscrit pour ce concert donné dans le cadre de la série baroque de l'Opéra Garnier.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 290 F.

Régions

Orléans

Bach-Webern

Ricercars, Offrande musicale

Mozart

Concertos pour cor et orchestre

KV 412 et 514, reconstitution

Hartmann

Opéra de la Bastille, 20 h 30. Tél. : 44-73-13-00. 90 F.

Zimmermann

Stille und Umkehr

Herman Jausen (cor),

Orchestre de la Résidence de La Haye,

Ingo Metzger (direction).

Rude programme, comme on en donnait au Festival de La Rochelle autrichien.

Le 1^{er} décembre, Orléans. Théâtre Carré Saint-Vincent, 15 heures. Tél. : 38-62-75-30. 113 F.

Toulouse

Couperin

Proberger

d'Anglebert

Pièces pour clavecin

Gustav Leonhardt (clavecin).

Ses confrères ont pour lui le respect double d'affection que les pianistes avaient pour un Arrau. Il a la même culture encyclopédique, comme lui il joue avec gravité, comme lui il partage son temps entre l'enseignement et les concerts. C'est Gustav Leonhardt, le pape des clavecinistes.

Le 28, Musée des Augustins, 21 heures. Tél. : 61-23-55-07. Location FNAC.

Jazz

Antoine Illouz Quintet

Deux solutions : ou l'on sourit chez Antoine Illouz de ce clonage d'effets à la mode, de cette reproduction de diverses idées qui courent à la trompette, de tant d'élégance programmée. Ou alors on écoute un musicien suave, fin, bien dans son temps, bien entouré et très rassurant pour le public de son âge. Après mûre réflexion on choisit la seconde solution. Son dernier disque, Mogadiscio (FS 971 distribué par OMD) est là pour orienter le jugement.

Du 27 au 30. Sunset, 22 h 30. Tél. : 40-26-46-80.

شهره من ایران

LA SÉLECTION

Booby Few Harry Swift

Venu à Paris avec Frank Wright, installateur de grandes machines « free », bricoleur et réparateur de grandes aventures, pianiste soliste, Booby Few a pris racine. Comment vit un musicien de jazz ? Grâce aux leçons, aux engagements sporadiques et à quelques passages en club. Il faut les guetter.

Le 3 décembre, L'Eustache, 22 h 30. Tél. : 40-26-23-20.

Rock

Chris Bailey Les Soucoupes violentes

L'ex-chanteur des Saints, groupe proto-punk australien, mène sa carrière solo en clochard superbe, désespéré et indétricable. Univers éthylique, une certaine mythologie du rock, plus nostalgique que violente.

Le 27, Espace Orano, 19 h 30.

Ten Years After

C'est gentil d'être chenus : en une soirée, trois des piliers du guitar rock britannique du début des années 70. Ten Years After, groupe de blues emmené par Alvin Lee, guitariste le plus rapide à l'est du Mississippi, Wishbone Ash, spécialistes en duos de guitares pompiers, et Man, groupe de rock épique et celtique (les accords lointains de la veine U2-Simple Mind).

Le 28, Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Canned Heat

Le retour des grands anciens, suite. Voici les restes de Canned Heat, groupe de blues formé au milieu des années 60 par des musiciens depuis longtemps disparus (Alan « Blind Howl » Wilson, Bob « The Bear » Hite). Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Réponse au New Morning.

Le 2 décembre, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Tournées

NTM

La distance qui sépare les meilleurs groupes de rap des pires représentants du genre est infime, surtout sur scène. NTM oscille entre ces deux pôles sans jamais changer d'identité. Il arrive parfois que leur rage, leur violence et leur déraison prennent corps et donnent de la musique. Et, d'autres fois, ne demeure qu'un désordre assez insupportable.

Le 28 novembre, Lille, Le Splendid, 20 h 30, 65 F.

Les Objets

Duo spécialisé dans une musique pop aussi francophone qu'anglophile. Les Objets se sont adjoints les services d'une section rythmique sèche et précise. Des promesses, dont quelques-unes commencent à être tenues.

Le 29 novembre, Reims, L'Usine, 21 heures. Le 30, Charleville-Mézières, Cité Tabou, 21 heures, 30 F.

FFF

Fédération française de fonck (comme dans rock et funk), autoproduite mais à juste titre.

Le 29 novembre, Avignon, Le Mégaphone, 22 heures. Le 30, Perpignan, salle des fêtes de Millas, 24 heures (1^{re} partie à 20 h 30 : sélection du Printemps de Bourges).



Shah Mirza Moradi, l'Iran à l'Auditorium des Halles.

Calvin Russell

Le Texan arrive enfin à Paris après des mois sur les routes de France, mais il n'a pas sans doute pas échangé ses souvenirs de l'autoroute Dallas-Fort-Worth contre la nationale 7. Le Texas, c'est son fond de commerce, exploité avec une intégrité et une sobriété séduisante. Au Bataclan, Russell partagera la scène avec Bill Deraime, bluesman francophone authentique, puis il repartira dans le soleil couchant.

Le 29 et 30 novembre avec Bill Deraime, Paris, Bataclan, 20 heures, 130 F. Le 1^{er} décembre, Brast, Club des Hespérides de Ploussour-Trez, 20 heures. Le 3, Croix, Centre Georges-Braconnier, 21 h 30. Le 4, Tours, MJC de Jours-les-Tours, 22 h 30. Le 5, Bordeaux, le Cricketers, 22 heures.

The Innates

Rhythm'n'blues anglais vierge de tout additif.

Le 29 novembre, Masey, centre culturel Paul-Bailly, 20 h 30. Le 30, Dunkerque, Espace Méridien, 20 h 30.

Corman et Tuscado

Pour découvrir les nouveaux titres des bizarres musiciens nimois, pour écouter du rock que son intelligence n'empêche pas de bouger, il faut aller voir Corman et Tuscado !

Le 28 novembre, Paris 9^e, passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, 22 heures, 100 F. Le 29 novembre, Lille, centre culturel des Arcades de Fesches-Thumié, 20 h 30, 60 F. Le 30, Montney, Théâtre de Villers, 21 heures, 50 F.

Mike Rimbaud

Mike Rimbaud est un petit-maître de la poésie urbaine qui s'est choisi un costume un peu grand. On n'est pas obligé de lui tenir rigueur de son pseudonyme, mieux vaut se concentrer sur son rock simple et urgent, déjà joué, mais pas encore usé.

Le 28 novembre, Pau, Halle Expo, 21 heures, 80 F.

Les Thugs

Sans doute le seul groupe français qui puisse tourner dans tous les États-Unis sans le soutien d'une multinationale du disque. Les Thugs pratiquent un rock d'une violence uniforme à peine édulcorée par un sens mélodique certain. Mais de ce décalage peut naître une transe, il faut essayer, quitte à se munir d'un tube d'aspirine.

Le 28 novembre, Caen, MJC d'Hérouville Saint-Clair, 20 heures, 80 F.

Festival

Rennes Transmusicales

Il est temps d'envisager un voyage à Rennes (à moins d'avoir la chance d'habiter sur place) : on y découvrira, comme d'habitude, le rock (et le rap, et la chanson) de demain. Un exemple parmi d'autres : Nirvana (qui jouera à l'Omnisports le 7 décembre) obscur groupe du Nord-Ouest américain, programmé par les organisateurs l'été dernier, s'est hissé entre-temps en haut des hit-parades américains. Dix-huit concerts, cinquante groupes ou artistes, James (Leon Redbone, Tony Joe White, la Norvégienne Marie Bonne Person), promoteurs (le Nigérien de Londres Keziah Jones, les folklores dégingués et texans de Shoulders, les funksters du quartier Saint-Paul-Marka Family) ou déjà presque stars (Chris Whitley, James MC Solaar), autant de raisons de s'établir trois jours sur les bords de la Vilaine.

Du 4 au 7 décembre. De 30 à 140 F. Réservations, réservations : Minitel 3615 Amorie.

Chansons

Romain Didier

Un homme, un piano, un accordéon, un talent sobre, prêt à tenir une salle en haleine avec des chansons en forme d'histoires d'un jour de sentiments passagers. Pour que la chanson française vive.

Les 27, 28, 29 et 30 novembre et le 3 décembre, Théâtre de la Harpe, 20 h 30. Tél. : 46-06-10-17. De 80 F à 100 F.

Charles Aznavour Liza Minnelli

Charles et Liza, le charme du passé retrouvé, du music-hall de grand charme et de la chanson reine des soirées, pour un duo encore en rodage, dont on espère qu'au bout de trois semaines au Palais des Congrès il sera enfin mûr. Elle est formidable.

Les 27, 28, 29 et 30 novembre et le 3 décembre, 20 h 30 et le 1^{er} décembre, 18 heures. Palais des Congrès. Tél. : 40-68-00-72. Location FNAC. De 150 F à 450 F.

Isabelle Aubret

Isabelle Aubret vient de sortir un nouvel album tout en charmes anglo-saxons. Une quinzaine de mélodies puisées dans les standards élingoniens ou chez Cole Porter, superbement chantées.

Le 27, Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

Si Béranger m'était conté...

En chanson, et en conférence incongrue, la vie, l'œuvre et l'inspiration de Pierre-Jean Béranger (1780-1837). Serge Hureau chante les chansons de celui qui accompagna son temps avec un regard acéré, Hélène Hazéra raconte (et pousse la chansonnette à l'occasion), Marc Anthony joue fort bien de la vielle à roue.

Rien de mieux pour redécouvrir un « faiseur de chansons », que son époque a sacré poète national, ami de Chateaubriand, ennemi des Bourbons et des Orléans. Et pour retrouver la dimension politique, populaire, polémique d'un genre : la chanson, aujourd'hui déboussolée entre les outrages du marketing et l'indifférence dévalorisante des médias.

Théâtre de Vannes, le 29 novembre à 20 h 30.

Jean Emilien Charlilie Couture

Bagueux Mélodie 91 est un joli festival qui continue au fil des semaines de ce début d'hiver de concorder avec goût des soirées à entrées multiples. Pour un dimanche après-midi de promesses australis, le voyageur nancien Charlilie Couture et le baladin malgache Jean Emilien, qui a parcouru son île, en écoutant les chants des bouviers, avec sa drôle de petite guitare. Et puis beaucoup de bonne chanson française en forme d'espoirs : Corinne Millan, Jacques Haurourg.

Le 1^{er} décembre, Bagnaux, Chapiteau, 17 heures. Tél. : 47-35-56-78. Location FNAC, Virgin, 100 F.

Festival

Chanson Plus Bifurquée

Les quatre compères visitent la chanson française avec talent et humour, parodient mais toujours avec classe, passent en revue notre plus cher répertoire sans en faire une note, et avec des voix formidables (ne comparons pas avec les Frères Jacques, mais le principe est le même). Attention, ces garçons du Sud font leur premier Olympia, résultat.

Les 29 et 30, Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-29-28-40, 100 F.

Nazare Pereira Group

Nazare Pereira, ou le Brésil à Paris, invite Georges Moustaki, la France au Brésil. Avec un parfum des années 70.

Le 29, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Okay Temiz Senem Diyici

Le jazz turc, avec le batteur Okay Temiz et le clarinetiste Hasan Yarin Dunya et leur Fiv Fiv Tsigane coloré (le 29), suivi des mélanges menés et savourés de la chanteuse Senem Diyici (le 30). Deux soirées Paris-Istanbul sans complexe pour les premiers pas du Passage du Nord-Ouest, nouveau lieu de croisement à Paris.

Les 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Reinette l'Oranaise

Un concert de la reine du chant arabo-andalou, de la grande dame juive interprète remarquable du répertoire classique arabe, n'est pas si courant. Il faut y courir.

d'une montée en douceur qu'il faut saluer, encourager et applaudir.

Le 29 novembre, Isle-d'Abbe (banlieue de Lyon), Centre Simone-Signoret, 20 h 45, 80 F. Le 30, Montpellier, salle Barlow, 22 h 15, 100 F. Le 2, Paris, l'Olympia, 20 h 30, 120 F.

Charlilie Couture

Une série de concerts bien menés, juste avant la pause prétexte de longue date par le rocker nancien passé à l'Australie. Retour sur le passé et projections d'avenir, musci, charpenté, regard ironique sur un monde à l'envers.

Le 30 novembre, Maisons-Affort, Nouvel Espace culturel Charentonneau, 20 h 45. Le 1^{er} décembre, Bagnaux (Festival), sous chapiteau, 18 heures. Le 3, Saint-Chemond, salle Arrière-Blond, 20 h 30. Le 4, Aincay, Théâtre municipal, 20 h 30.

Claude Nougaro

Le retour en France du chanteur cosmopolite, avec le plus beau des complices : le piano de Maurice Vander.

Le 29 novembre, Arras, salle du Casino, 20 h 30. Le 5 décembre, Angoulême, chapiteau du Bel-Air, 21 heures.

Arthur H

Il tourne, il tourne, le petit Arthur. Et à chaque fois, ça change un peu, ça bouge, ça réfléchit. On y revient.

Le 29 novembre, Focamp, centre culturel, 20 h 30, 70 F. Le 30, Alloues, Complexe polyvalent, 21 heures, 70 F et 90 F.

Jane Birkin

Frêle, forte, chanteuse de style, actrice à fleur de peau, Jane Birkin, Gainsbourg fœve, avec pudeur et délicatesse.

Le 30 novembre, Nice, Théâtre de Verdure, 20 h 30, 177 F. Le 3 décembre, Montpellier, Le Zénith, 20 h 30.

Musiques du monde

Pentangle

On dirait décidément que Paris est devenue un véritable « point de rencontre » du rock et du folk. Revélés Pentangle, groupe anglais écossais qui, après les talents des guitaristes Bert Jansch et John Renbourn et fournit l'ambiance sonore de bien des soirées au son de bois.

Le 27, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47, 100 F.

Hadj Ghorban Soleimani Shah Mirza Moradi

L'Iran, décidément, continue de nous offrir de bien belles surprises. Aïssi, Hadj Ghorban Soleimani, vieux, très vieux barde de la région du Khorasan, au nord-est du pays. Maître de dotar (un luth à deux cordes), dont il parvient à sortir une palette de sons absolument étonnante. Avec son turban, ses ongles peints, son calme, Soleimani est un sage, un poète qui chante l'épopée des Perses, des Kurdes, et les légendes de ce pays limitrophe du Pakistan. Au sud-ouest de l'Iran, le Luristan a souvent inspiré les compositeurs de musique savante perse. Shah Mirza Moradi, joueur de surra (hautbois), est épicière. Mais fait vibrer les mariages, les fiançailles, les enterrements, les combats des lutteurs populaires iraniens jusqu'à l'aube.

Les 29 et 30, Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-29-28-40, 100 F.

Nazare Pereira Group

Nazare Pereira, ou le Brésil à Paris, invite Georges Moustaki, la France au Brésil. Avec un parfum des années 70.

Le 29, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Okay Temiz Senem Diyici

Le jazz turc, avec le batteur Okay Temiz et le clarinetiste Hasan Yarin Dunya et leur Fiv Fiv Tsigane coloré (le 29), suivi des mélanges menés et savourés de la chanteuse Senem Diyici (le 30). Deux soirées Paris-Istanbul sans complexe pour les premiers pas du Passage du Nord-Ouest, nouveau lieu de croisement à Paris.

Les 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Reinette l'Oranaise

Un concert de la reine du chant arabo-andalou, de la grande dame juive interprète remarquable du répertoire classique arabe, n'est pas si courant. Il faut y courir.

Le 29, Remisailly, Cinéma le Triomphe, 21 h 30. Tél. : 43-45-88-53, 50 F.

Dubliners

Groupe phare de la musique traditionnelle irlandaise, les Dubliners sont à la fois virtuoses et authentiques. Aux sources de la country, du folk américain radical, du rock des années 80 (U2, Pogues...), il y a la musique irlandaise, donc les Dubliners.

Le 1^{er} décembre, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-43.

Rencontres berbères

Trois jours pour se pencher sur la culture berbère et un après-midi (dimanche 1^{er} décembre) pour en découvrir la musique avec Mourid Aïchi, Karim Kacel et Lili, tous des talents confirmés qui ont depuis longtemps fait leur entrée dans le paysage musical français.

Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, Paris. ABC, 43-58-23-25.

Ki-Yi Mbok Théâtre

« Esquisse pour un opéra de percussions » de Wacziarg Liang et par le Ki-Yi Mbok Théâtre, groupe panafricain de vingt acteurs et trente tambours, basé en Côte-d'Ivoire. Une fable à base de rythmes de marionnettes, de balafons, de tambours et de voix.

Les 1^{er} et 2 décembre, Centre Wallonie-Bruxelles, 20 h 30. Tél. : 42-71-26-16, 100 F.

Justin Rakotondrasoa

Les Malgaches sont là. Ils sont arrivés en force pour le MEIA de Bordeaux, qui consacrerait une journée entière aux musiques de cette île continent. Justin Rakotondrasoa et ses comparses jouent tout un tas d'instruments bizarres et extrêmement riches en sonorités et en harmonies (un album tout neuf chez Silex/Aurville).

Le 3 décembre, Dunas, 20 h 30. Tél. : 48-84-72-80, 90 F.

DANSE

Le 29 novembre, 19 heures, 100 F.

Compagnie Dominique Bagouet

La proposition, faite à Dominique Bagouet, au départ, était de célébrer un épisode légendaire de la ville de Grenade : il y a cinq cents ans, les rois catholiques la reprirent à l'émir arabo-andalou Boabdil, qui préférait partir sans livrer bataille plutôt que la voir saccagée. Mais l'hommage respectueux n'est pas vraiment le genre de Bagouet. Plutôt « m'amusent avec ma bande », dit-il, à nous souvenir notamment de nos petites mythologies d'Espagne et de Proche-Orient, à façonner nos propres délirés sur la relation arabo-andalouse et évoquer aussi la douceur des cours, le plaisir et les jardins.

Théâtre de la Ville, les 3, 4, 5 et 6 décembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 80 F à 130 F.

Compagnie Charles Cré-Ange

Sur l'enveloppe était une croix (film) Intérieur nuit. Le film (22 minutes) est inspiré de la Religieuse de Diderot. Intérieur nuit est un solo d'après la Voix humaine de Jean Cocteau.

Centre Georges-Pompidou, petite salle, les 29 et 30 novembre à 21 heures, le 1^{er} décembre à 18 heures. Tél. : 42-74-42-15, 85 F.

Ballet de l'Opéra de Paris Jerome Robbins

En Sol Danes et à Ginepro Glass Fines Six dernières représentations de ce sublime programme, après quoi rien au monde ne vous paraîtra plus beau que la danse selon Robbins. Si Garnier répond qu'il n'y a plus de places, venez quand même une demi-heure avant le spectacle, il y a toujours des vendeurs de billets. Sinon, achetez des places sans visibilité et soudoyez les ouvreuses pour qu'elles vous glissent au fond d'une loge de face. Intriguez, volez, tuez au besoin, mais ne riez pas Robbins !

Opéra de Paris-Garnier, les 27, 28, 29 novembre et 1^{er} décembre à 19 h 30, le 30 novembre à 14 h 30 et 20 heures. Tél. : 47-42-63-71. De 30 F à 290 F.

Le 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Le 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Le 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Le 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Le 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Le 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Le 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Le 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Le 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Le 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Le 29 et 30, Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

18 H 75 F

MER. 4 DEC. 18H

OLIVIER CHARLIER
violin

BRIGITTE ENGERER
piano

SCHUMANN - LISZT

SAM. 7 DEC. 18H

CHRISTIAN ZACHARIAS
piano

QUATUOR CHERUBINI
MOZART - SCHUMANN

LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

théâtre 13 45 88 62 22
METRO GLACIÈRE

une envie de tuer...
sur le bout de la langue

de
Xavier Durringer

Mise en scène de l'auteur

DU 26 NOVEMBRE
AU 29 DECEMBRE

LUCERNAIRE
Reprise exceptionnelle
du 16 octobre au 11 janvier inévitablement

NOUS
THÉO ET VINCENT
VAN GOGH
MICHEL DERVILLE, JEAN MENAUD
Location 45.44.57.34

Une oeuvre chorégraphique de
Jean-Pierre Perreault
du 26 au 30 novembre à 21 h

La Grande Halle-la Villette
Métro Porte de Pantin

Joe

40 03 39 03

La sélection
« Classique » a été établie par
Alain L'impecc.

« Jazz » : Francis Marnande.

« Rock » : Thomas Soffinet.

« Chansons » et
« Musiques du monde » :
Yvonne Montagne.

« Danse » : Sylvie de Nassac.

سلا في الحظ

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Max Ernst

C'est l'exposition du centenaire de la naissance de Max Ernst. Londres, Stuttgart et Düsseldorf l'ont reçue avant Paris. Tout y est, tout ce qu'il faut pour s'évader avec cet inventeur hors les règles de l'art, et plonger dans son iconographie visionnaire, ironique ou scandaleuse.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 28 novembre au 27 janvier 1992.

Giacometti

Revoir, ou découvrir, le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30. Le samedi et le dimanche jusqu'à 19 heures. Du 30 novembre au 15 mars.

Paris

François-Marie Banier

Un ensemble oscillant entre le « peuple » et le portrait de rue, dont se détachent quelques trouvailles. Eric Rohmer déchiffre une partition, Horowitz au piano et surtout Samuel Beckett en 1989, à Paris, isolé sur un banc, de profil, figure hiératique et inimitable, appuyé sur une canne et capté au vol entre deux sorties de l'histoire.

Centre Georges-Pompidou, galerie du forum, rez-de-chaussée, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier 1992.

Bronzes bouddhiques et hindous de l'antique Ceylan

Les musées de Sri-Lanka prêtent leur chefs-d'œuvre au Musée Guimet : cinquante-trois bronzes bouddhiques et hindous datant, pour les plus anciens, des premiers siècles de notre ère, et pour les plus récents, du treizième siècle.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 février 1992. 25 F.

Dessins de Dürer et de la Renaissance germanique

Avec trois expositions : l'une de sculptures, l'autre de gravures et la troisième de dessins, le Louvre se met à l'heure allemande, celle du passage du Moyen Âge à la Renaissance. (Lire page 30).

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaquier - côté jardin des Tuileries, Paris

1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Jeudi, vendredi, samedi, dimanche de 9 heures à 18 heures, lundi, mardi de 9 heures à 21 h 45. Jusqu'au 20 janvier 1992. 30 F (ticket d'entrée au musée).

D'une main forte

De la mer Morte à Canterbury, de Burgos et Tolède à Paris, de Saint-Petersbourg à Rome, des livres hébreux, manuscrits, enluminés, calligraphiés, reliés, au Moyen Âge, à la Renaissance, au dix-septième siècle, et conservés dans les collections françaises. Parallèlement, la BN propose une exposition de bibles, livres des rois, livres d'heures, du temps de Charles le Chauve à la Révolution.

Bibliothèque nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 12 heures à 20 heures. Jusqu'au 15 janvier 1992. 20 F.

Géricault

C'est le deuxième centenaire de la naissance de Théodore Géricault, peintre de l'épopée napoléonienne, certes, et de chevaux, mais aussi, on le sait moins, de portraits d'enfants, de paysages, et auteur de lithographies au noir envahissant. Tableaux, esquisses, dessins retraçant sa brève et fulgurante carrière, qu'on ne saurait résumer à un seul tableau : le *Radeau de la Méduse*, trop fragile pour quitter le Louvre, dont la genèse est retracée en une cinquantaine de dessins et esquisses admirables.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein, Paris 7^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 6 janvier 1992. 37 F.

Harcourt oblige

Ecrivains connus, chanteurs de variétés, comédiens et acteurs de cinéma, hommes politiques, sportifs, se précipitent au célèbre studio créé en 1934 et, libérés par l'éclairage, manœuvres, retouchés, offrent une image idéalisée d'eux-mêmes. Un panthéon fameux qui va de Julien Gracq à Arletty, Catherine Deneuve, Yves Montand et Alain Delon jeunes.

Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} mars 1992. 25 F (entrée du musée).

René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'Art nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement à signaler, en prime, une réunion de cent vases de sa période Arts déco, galerie Doris (4, rue Bourbon-le-Château, 75006), jusqu'au 30 novembre.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 mars 1992. 20 F.

Les Chefs-d'œuvre de la photographie dans les collections de l'ENSBA

Cent vingt photographies originales éclaircissent d'un jour nouveau l'existence d'une collection peu connue comprenant 70 000 pièces réunies entre 1860 et 1914 à des fins pédagogiques et documentaires. Elles sont prises par des pionniers prestigieux : Atget, Baldus, Marville, Negre ou les frères Bisson, et complétées par les travaux de seize élèves de l'École des beaux-arts.

École nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Maleherbe, Paris 6^e. Tél. : 42-60-34-57. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.



Alberto Giacometti au Musée d'art moderne de la ville de Paris.

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'en 1964, grâce à François Mathy, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Les Vaudoyer, une dynastie d'architectes

Le portrait richement documenté d'une dynastie d'architectes qui, de 1756 à 1947, près de deux siècles, aura contribué à assurer la diversité, la tradition, mais aussi l'enrichissement d'une architecture bien française, capable avec autant d'enthousiasme de servir dans la « noblesse » des beaux-arts que de s'engager sur des chemins pionniers.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 12 janvier 1992. 27 F (billet d'accès du musée).

Agnès Martin

Au point extrême d'épuration de l'abstrait, aux confins du vide, les œuvres de l'artiste américaine cherchent à tirer de la réflexion sur la peinture une poésie zen.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 5 janvier 1992. 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F).

Mozart à Paris

Plus de trois cents documents, lettres, manuscrits, gravures et portraits retracent les trois séjours parisiens de Mozart. Jolie exposition, hélas éclairée trop faiblement parfois.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3^e. Tél. : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi et vendredi jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 16 février 1992. 30 F.

Munch et la France

L'artiste norvégien y est confronté à Monet, Caillebotte, Bernard, Gauguin, Lautrec, Derain... Pour nous montrer un Munch méconnu, qui fit de nombreux séjours à Paris entre 1885 et 1908 et y

prit connaissance des principaux courants artistiques. On admettra que la lecture proposée est un peu forcée.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 5 janvier 1992. 30 F.

Paris-Hausmann

Il n'aurait fallu à cette exposition qu'un peu plus de lisibilité et un peu moins de couleur « fluo » pour être tout à fait passionnante. Il reste que c'est, avec le très solide ouvrage qui l'accompagne, une véritable découverte du baron Hausmann, préfet de la Seine. A qui l'on doit l'essentiel du « nouveau Paris » au dix-neuvième siècle.

Pavillon de l'Ardenne, 21, boulevard Morand, Paris 4^e. Tél. : 42-76-33-37. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Roussé et Pascal Kern, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agisse d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décoller le réel, la sculpture définit ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures, mercredi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 avril 1992. 25 F (entrée du musée).

Rops et la modernité

On connaît l'écrit Rops symboliste et satiriste. On connaît moins ses représentations de la vie moderne, intérieurs bourgeois, drames sentimentaux, appétits insatiables. A travers des gravures et des dessins rarement montrés, l'exposition tente de rendre à son œuvre toute sa diversité.

Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaubourg, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4^e. Tél. : 42-71-26-16. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février 1992. 20 F.

Robert Rymann

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la pictorialité ne sauraient éclipser à qui les regarde loquacement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain dont le cinéaste Claude Berri est le patron.

Renn Production - Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 42-

60-22-98. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 juin 1992.

Martin Schongauer

Des cent seize gravures enroulées du « Beau Martin », premier grand maître du burin, le Petit Palais en conserve continue. Et les expose pour célébrer à son tour, dans la foule du Musée de Clugny, le cinquantième anniversaire de la mort de l'artiste.

Musée du Petit Palais, av. Winston Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 45, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 16 février 1992. 30 F.

Un certain Derain

Des gravures sur bois jamais montrées, des dessins inédits, des copies d'après les maîtres : ce sont les débuts de Derain qu'explique Michel Hoog. Il a rassemblé un beau boutin de curiosités.

Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 42-87-48-18. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 20 janvier 1992. 25 F, dim. : 13 F.

Galleries

Francesco Clemente

De l'ex-trans-avant-gardiste indien qu'on séduit les arts primitifs et orientaux, une suite de peintures où s'entrelacent allusions rares et figures humaines. L'exposition donne l'occasion de vérifier que Clemente est l'un des artistes les plus singuliers de sa génération.

Galerie Daniel Templon, 4, avenue Marceau, Paris 8^e. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Gérard Garouste

Les peintures, les dessins, les sculptures récentes. Des grands tableaux nocturnes, lumineux ou sataniques, chargés de pictorialité, émergeant des schémas d'êtres hybrides plus ou moins humains que les sculptures en terre cuite et fer forgé concrétaient. Garouste n'a pas changé.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. Tél. : 48-06-92-23. Mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 11 heures à 19 heures, dimanche de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Shirley Goldfarb

Peintures de 1955 à 1976 d'une Américaine à Paris, qui partit de l'abstraction instinctive de l'école new-yorkaise, découvrit Monet et s'adonna, glissa vers le tachisme puis se prit à aligner les couleurs en petites touches carées, son « code » personnel.

Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 janvier 1992.

L'œuvre photographique considérée comme un état de sculpture

A l'ombre de la grande exposition du CNR, Michèle Chassagne réunit les artistes de sa galerie. Et montre comment les photographes se pensent sculpteurs ou même en jeu des pratiques appartenant à la sculpture. Vues sous cet angle forcé, même les épreuves les plus plates sont à envisager comme des pièces sculpturales.

Galerie Michèle Chassagne, 24, rue Bonaparte, Paris 6^e. Tél. : 42-78-05-62. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 janvier 1992.

Bernard Rancillac

Avec la galerie Krief et la galerie Thierry Salvador, la galerie 1900-2000 rend hommage à Bernard Rancillac. C'est une bonne idée, car voilà longtemps que l'art n'avait vu paraître en France de ce peintre qui, depuis les années 60, réinterprète son époque d'un œil froidement ironique.

Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte, Paris 6^e. Tél. : 43-25-84-20. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, lundi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 30 novembre.

Régions

Labège-Innopolis

Saint Francis

Saint Francis est, de tous les abstraits américains apparus dans les années 50, celui dont la peinture atteint le plus facilement une sorte de splendeur africaine. Les couleurs dansent et s'entrelacent sur fond blanc. Il passe dans ses toiles comme un air de l'esprit.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31328. Tél. : 81-39-29-23. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 20 heures. Jusqu'au 1^{er} février 1992. 10 F.

Limoges

Royd Webb

Prologuant l'exposition présentée récemment à Paris, un ensemble de peintures réalisées entre 1972 et 1979, ces œuvres témoignent de l'engagement, souvent à double acce, et des résonances très britanniques, sont des paraboles allusives et dévotieuses sur l'humanité de la condition humaine.

FRAC du Limousin, 27, boulevard de la Cordierie, 87031. Tél. : 55-45-18-51. Jusqu'au 15 décembre.

Meymac

Aspects de l'art au XX^e siècle

Autour de quelques idées très à la mode, le simulateur, la citation, la répétition mécanique, l'exposition se veut exploratoire. Elle réunit quelques uns des artistes américains et européens en vogue avant la crise. Lui survivront-ils ?

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19250. Tél. : 55-55-23-30. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures, mardi de 12 heures à 15 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre. 10 F.

Nîmes

Walker Evans, Edward Steichen, photographes

Des débuts pictorialistes de Steichen au retour à la rigueur et à l'objectivité prônée par Walker Evans, la confrontation fertile des deux géants de la photographie américaine. Ce rapprochement dynamique est complété par la présentation des collections photos du musée : Ruff, Struth, Cailé, Michaels, Le gal, Faigkenbaum, Rousse, Boltanski.

Galerie des Ateliers, boulevard des Ateliers, 30000. Tél. : 86-70-70-76. Tous les jours sauf dimanche matin de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Rennes

Tibet

En plus dans les collections du musée Guimet et dans la donation Fourrier, Gilles Bégin a rassemblé une anthologie tibétaine qui met en lumière les relations inépuisables entre peinture, sculpture, art décoratif d'une part et bouddhisme d'autre part. C'est une façon d'ethnologie religieuse doublée d'un hommage aux anonymes des monastères himalayens.

Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 99-28-55-85. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 février 1992.

Strasbourg

Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu d'Arte Povera, expose à l'Antenne Douane quelques 500 « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottages et autres procédés, sur papier, tissu, ardoise... Un main, qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Antenne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-86. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 janvier 1992.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Breccetti architecture. Frederic Edelmann Photo : Patrick Regniers.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

L'ALSACE AUX HALLES 42-36-74-24
16, rue Coquillière, 1^{er}

DE NUIT COMME DE JOUR : Chocroses, poissons, fœt gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1^{er} étage.

AU PETIT RICHE 47-70-68-69/47-70-66-50
25, rue Le Pelletier, 9^e Vifin. serv. juss. 6 h à 15

MENU GOURMAND à 180 F, vin compris, et sa carte traditionnelle. Bonnant bœuf d'huitres et de fruits de mer. Salons particuliers, dans un cadre de 1880. Parking Drouot.

RIVE GAUCHE

NOS ANCIENS LES GAULOIS 46-31-66-07 et 66-12
39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e Climatise

Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

YUGARAJ 43-26-44-91
14, rue Dauphine, 6^e F. lundi

SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millev (Gault-Millau)

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75
79, rue Saint-Dominique, 7^e

Spécialité de coq au vin et de cassoulet au coq au vin. See jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. see continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

DESSIRIER
T.l.j. jusqu'à 0 h 30
HUITRES, COQUILLAGES, CRUSTACÉS.
Spéc. de POISSONS, Viandes.
9, pl. du Maréchal-Juin, 17^e - VOUTURIER.
42-37-32-14 - 43-80-50-72 - SALON 15 CTS.

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUITRES
toute l'ANNÉE. POISSONS DU MARCHÉ
Plats traditionnels. Vins à découvrir.
DECOR « Brasserie de luxe »
JARDIN D'HIVER
T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-40-30-32.

GALERIE LOUISE LEIRIS

PICASSO

80 estampes

Exposition prolongée jusqu'au 21 Décembre

47, rue Monceau, 75008 PARIS

Tél. : 45 63 28 85 et 37 14

denise rené
espace marais

PLURIEL 1

Vernissage le jeudi 28 novembre 1991 à 19 heures

22 rue Chatelet 75003 PARIS

Art Africain chez Lempertz

Lempertz - la plus ancienne maison de vente en Allemagne - prépare sa deuxième vente d'Art Africain pour le 13 mars 1992 à Bruxelles.

Les experts de Lempertz seront à Paris pour estimer vos objets africains.

LEMPERTZ
ggrtndes 1815

Nos experts sont à votre disposition le 2 décembre de 10 h à 17 h à Paris : Hôtel Régina 2, place des Pyramides 75001 Paris tél. 42 60 31 10 fax 40 15 95 16

Pour avoir un rendez-vous à l'avance, contactez Lempertz à Bruxelles : Mme Lempertz 24, rue aux Laines 1000 Bruxelles tél. 32/2/314.05.84 fax 32/2/511.48.24

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classiques

Grands duos d'opéras

Extraits d'opéras de Rossini, Donizetti, Bellini, Offenbach, Verdi, Puccini et Ponchielli.

Montserrat Caballé (soprano), Shirley Verrett (mezzo-soprano).

Le type même de réédition à ne pas laisser passer. Pour deux raisons : la première, c'est que ce compact ne devait pas rester très longtemps au catalogue (c'est hélas le lot de trop de disques réédités), la seconde, c'est qu'il ravira les amateurs de joutes vocales et d'opéra italien, ceux qui théâtralisaient depuis des années la version microscopique de ce répertoire et ceux qui ne le connaissent pas encore.

Enregistré en 1969, ce CD «immortel» la voix de deux des chanteuses les plus admirables de l'opéra. Et si Caballé a été l'été comme il convenait en Europe, il n'est pas certain que Shirley Verrett — qu'il est bien réducteur de classer parmi les mezzos puisqu'elle a tout chanté, de la *Rhapsodie pour contralto*, de Brahms, à *Norma*, de Bellini — l'aura été comme il convenait en France. Un petit reproche : des montages indisciplinés ternissent quelque peu la performance immaculée des deux divas.

1 CD RCA 60 80818.

Sibelius

Tchaïkovski
Glazounov

Concertos pour violon et orchestre
Jascha Heifetz (violin). Orchestre
philharmonique de Londres. Thomas
Beckham, John Barbirolli (direction).

79 minutes 32 secondes ! Il semble



My Bloody Valentine.

bien qu'un nouveau record de durée soit battu. Le consommateur ne s'en plaindra pas... sauf si son lecteur rechigne à lire un CD si bien rempli (ce qui se produit parfois avec certains appareils des premières générations). Près d'une heure vingt, donc, de musique dans des interprétations datant du milieu des années 30 par un violoniste dont le jeu défie les lois de la pesanteur, dont la sonorité, les phrasés, l'expression, restent des modèles pour tous les violonistes d'aujourd'hui qui «pleurent» après la perfection légendaire d'Heifetz et ravissent les mélomanes depuis près de soixante ans.

1 CD EMI «Références» CDH 7 84030 2.

A. L.

Jazz

Haden-Escoudé

Duo

Corps à corps, corde à corde, le plus complet des guitaristes modernes, Christian Escoudé, avec Charlie Haden, le préféré, celui qui rendrait n'importe quelle harmonie ronde comme un soleil. L'ensemble, c'est *Django* (de John Lewis), *Manoir de mes rêves*, *Nuages*, *Gitanes*, etc. Le disque même des fins de nuit, des aubes blanches, des déchirures et du douloureux bonheur d'aimer.

1 CD Dreyfus Jazz Line. 849 226-2.

Tommy Flanagan

Positive Intensity

Partenaires : Ron Carter et Roy Haynes. Donc pour grands ama-

teurs et grand public seulement. Ceux qu'Eisenstein appelait les «demi-niais» sont priés de s'abstenir : ceux qui croient connaître, ceux qui ont du jugement supposé. Au piano, un maître de la discrétion et de la perfection, car la discrétion et de la perfection aussi exigent une maîtrise.

1 CD Columbia F.M. 467 892-2.

F.M.

Rock

Genesis

We Can't Dance

Bien sûr que non, ils ne savent pas danser. En un quart de siècle on s'en serait aperçu. Le titre sous-entend que Phil Collins, Mike Rutherford et Tony Banks savent, en revanche, jouer, chanter et composer.

S'il s'agit uniquement de savoir-faire, on s'inclinera profondément. *We Can't Dance* aligne tous les trucs du métier, sans virtuosité inutile : chaque écho, chaque trait de synthétiseur en place, comme tenu par de la laque. Douze chansons qui vont du médiocre au malin, du rock (*We Can't Dance*, riff vaguement staccato, purgé de toute aspérité) à la ballade historique (*Drivin' the Last Pike*, ou l'épopée des chemins de fer britanniques expliquée aux enfants), portés par la voix claire et inexpressive de Phil Collins (il ne sait que

forcer son timbre quand il veut exprimer une quelconque émotion) et une compétence instrumentale presque éblouissante. On en tire une impression d'honnêteté, de solidité. Quant à la substance... l'inspiration... l'émotion...

Virgin GEN CDX.

My Bloody Valentine

Loveless

Puisqu'il a fallu trois ans à My Bloody Valentine pour réaliser *Loveless*, on partira du postulat qu'il s'agit d'un album réfléchi. Ce n'est pourtant pas une évidence. Parfois on dirait que le disque ne tourne pas à la bonne vitesse. Parfois on a envie de faire vérifier ses enceintes pour s'assurer de l'absence de parasites.

Mais ce désordre des textures, des mélodies, cette absence de discours (les textes sont quasiment inaudibles), relèvent d'une méthode. *Loveless* n'est d'ailleurs qu'une méthode, une manière de faire du rock quand on ne croit plus au rock. Autour de bribes de références (quelques mélodies vaguement pop, quelques fragments de guitare déjà entendus, une voix, celle de Bilinda Butcher, qui rattache cette musique à l'humanité), le guitariste Kevin Shields sculpte un édifice sonore, fait essentiellement de guitare trafiquée avec une rigueur féroce.

Loveless est l'aboutissement d'une tendance du rock anglais (voir Dr Phibes, Ride) qui va vers la violence et le non-sens. A force d'imaginer et de rigueur, My Bloody Valentine est arrivé au bout du chemin. Cette musique est une épreuve, une représentation idéale du rock, coupée du monde, sans autre émotion que celle suscitée par l'acte de jouer, de chanter. *Loveless* est un disque à pleurer.

Creation 30917, distribution Virgin.

T.S.

Chansons

Maxime Le Forestier

Sagesse du feu

Où est passé Maxime ? Faudra-t-il attendre un matraque radiophonique en règle pour s'habituer à ces onze titres palichons, à la limite de l'emballage tout fait et des boîtes à rythmes ? L'album démarre sur un tunnel de deux ballades sans nerfs, évidées. Se poursuit par *Sagesse du*

feu, une copie conforme de Maxime par Maxime, version *Ambalaba*, avec un petit cachet lambada en prime. Cette alternance sans alternative est tenue tout au long de cet album étouffant comme un étreinte. Quelle drôle d'idée a donc poussé Maxime Le Forestier à s'enfermer dans une sorte de timidité rougissante qui le met constamment en retrait, victime d'arrangements sans surprises, avec une voix sans relief, ni conviction ? Permettons-nous la sévérité face à un chanteur qui nous a déjà donné beaucoup, et dont le précédent album, sorti en 1989, avait fait souffler un vent neuf sur la chanson.

Visiblement, Maxime Le Forestier cherchait un équilibre qu'il n'a pas trouvé. Une discrétion, un positionnement de la voix un peu décalé. Il y parvient presque dans *Bille de verre*, un joli titre composé par deux papas heureux, Maxime et Michel (Rivard). Par contraste — l'énergie insufflée par le Québécois est évidente — on saisit l'étendue du gâchis. Fallait-il alors laisser sortir un album aussi inachevé ?

1 CD Polydor 511373.

Carole Laure

She Says Move On

Paroles et musiques de Lewis Furey. Tout, ou presque, en anglais. Bien rodée, l'esthétique Carole Laure n'en est pas moins un peu trop lustrée, comme un spectacle aux lumières impeccables, trop abondantes pour laisser libre cours à l'humain. Carole Laure, lancée dans une course à l'imaginaire et à l'image — en témoigne la photo de couverture, la jeune femme est en imperméable, la jambe dénudée, acroupie comme un athlète sur les starting-blocks, — abuse des effets vocaux sans grande utilité, et c'est finalement fort agaçant : mots appuyés sur la fin, sonorités allongées en oscillations navigatrices.

Outre les chansons de Lewis Furey, jeux chics avec l'ennui, l'amour, la guerre, sur des arrangements à base d'avant-garde new-yorkaise et de *new age* californien, agrémentés d'accents à la Sting, Carole Laure s'attaque à un sommet : *Purple Haze*, de Jimi Hendrix. La comédienne-chanteuse se sort assez bien de cette session d'alpinisme, mais ce terrain vierge tout en étrangetés qui jaillissait sous les accords et la voix de Jimi prend ici les allures d'un joli light-show high-tech. Pour conclure, Carole déroale *Mirage* *Getcho*, sur un beau texte, en français, d'Hervé Guibert, sensuel, emplie de saké chaud, de kimono dénoué, de vapeurs, de désirs et de quelques clichés (*La nuit quand je me lève/Je vois des éclairs/Tu crépites comme un pull mohair*).

1 CD Frac Music 592008.

V. Mo.

Musiques du monde

Angélique Kidjo

Logan

Il faut avoir une force de caractère très particulière pour résister aux assauts conjugués d'un producteur

californien (Joe Galdo), de *special guests*, habituellement invités pour faire bien, de la haute technologie et des exigences du marché. Il faut être têtus comme l'est Angélique Kidjo pour réussir le pari du mélange sans renoncer à soi, et plus, en s'y forgeant sa vraie identité.

Comme la pochette l'indique — tenue panthère version noire et blanche — Angélique est africaine. Du Bénin. En dix titres, presque tous signés Kidjo pour les paroles et Jean Hébrail, son bassiste et arrangeur de toujours, pour les musiques, la chanteuse, passée aussi par le jazz hollandais (en 1984, avec Jaspers Van't Hof), se faufile dans le paysage des musiques du monde afro-américain-européen. A l'aise, directe, franche, elle dit leurs quatre vérités à tous ceux qui n'en méritent pas moins : les politiciens, les tortionnaires (*Wé-Wé*), les «messieurs» qui nous gouvernent et pour qui la guerre n'est qu'un jeu de société (*Ekelele*). Elle y reprend une très belle ballade tanzanienne popularisée par Myrtille Makeba (*Malika*), seule nostalgie permise dans cet univers d'énergie concentrée.

Le travail de Joe Galdo, Américain d'origine cubaine, grand «entendeur» de rythmes — il s'est d'ailleurs, ici, réservé le rôle dominant du percussionniste — est en tous points remarquable : le saxo de Brandford Marsalis (sur deux titres), celui de Manu Dibango, la voix grave de Ray Lema, servent d'ancrage. Mais ce dosage subtil laisse à Angélique Kidjo la place de la reine, qu'elle se taillerait de toute manière par une voix sûre, chaude, facile à déplier, et surtout par un swing rare.

1 CD Mango-Island 510352 distribué par Polygram.

Manu Dibango

Live 91

Quel plaisir de retrouver un Manu Dibango si à l'aise, si pleinement musicien, libéré des étiquettes. Ce *Live 91* est une leçon de mélanges à lui tout seul. Il y avait longtemps que le saxophoniste camerounais n'avait commis un si bon disque. C'est que sur scène, ici au Printemps de Bourges en mai 1991, Manu Dibango et son Soul Makossa Band sont excellents. Le chef, tel un grand oncle initiateur, a toujours su dénicher et faire éclore des talents, quitte à se les faire ravir par plus gros que lui (Sting, Paul Simon) : les six musiciens et les trois choristes forment une bande incroyablement musicienne et entraînante, où s'est intégré à y a quelques mois un jeune trompettiste sud-africain, Peter Tholo Segona. Entre jazz, chanson, funk, sonorités et rythmes nègres, tous ces gens venus des quatre coins d'Afrique, et d'ailleurs, entament le concert avec un incroyable appétit sur la *Javanaise* de Gainsbourg. Un délice.

Les compositions sont signées Manu Dibango, à l'exception de la susdite *Javanaise*, d'un rap construit avec le Londonien MC Mello, invité pour l'occasion, et un thème de Duke Ellington et de Billy Strayhorn, *Duke in Bushland*.

1 CD Frac Music 662021

V. Mo.

«ACHTUNG BABY», NOUVEL ALBUM DE U2

La rédemption

Il y a une vingtaine d'années, dans les cours de récréation des écoles primaires françaises, l'une des interjections favorites des enfants était «Achtung bicyclette !». Expression aussi dépourvue de sens que le «Achtung Baby» qui baptise le nouvel album de U2. Cette étiquette absurde est un signe : U2 renonce à son titre de groupe le plus significatif du monde (et pendant ce temps Jim Kerr et Simple Minds dansent de joie), revient volontairement au rock à l'échelle humaine et donne un album inespéré, simple, violent et beau.

Dans cette résurrection, il faut faire la part de l'effet de perspective. Le dernier album en studio du groupe date de mars 1987. *The Joshua Tree* s'est vendu à quatorze millions d'exemplaires dans le monde. Entre temps, *Rattle and Hum*, double album en public doublé d'un documentaire hagiographique signé Phil Joanou, avait embaumé une bonne fois pour toutes (croyait-on) le quatuor irlandais. Que U2 prenne le risque d'un disque simple, réalisé avec ses producteurs habituels (Daniel Lanois et Brian Eno), sans invités de marque, enregistré de par le monde, de Berlin (la campagne de promotion était centrée autour de l'image d'une Tre-bant avec, déjà, un effet de nostalgie) à Dublin, suffit donc à attirer l'attention. Quand, de plus, on prend en compte le contraste avec Dire Straits, dont le nouvel album sert de support au marketing de Philips, fabricant de lecteurs de CD à Eindhoven, ou à fortiori avec Michael Jackson, qui tient dans la paume de son gant

le sort de Sony, on a envie d'aimer le nouveau U2, vierge de tout sponsor.

Et une fois le disque sur la platine, on continue de l'aimer. Dès les grosses guitares saturées de *Zoo Station*, on comprend que le mouvement de retour à la base se double d'une audace formelle bien comprise. Il faut faire la part de l'apport de Lanois et d'Eno. Les énormes blocs de son qui se détachent des murs dans *The Fly* (un tube pour guitare qui descend en droite ligne de *Purple Haze*), le motif rythmique de *Tryin' to Throw Your Arms Around the World*, réminiscence fugitive de rap, tout ça est du ressort d'un bon producteur.

Mais aussi Bono ne chante plus (entin, presque plus) comme s'il venait de recevoir les tables de la loi. Sa sobriété nouvelle révèle des mélodies exquises, celle de *So Cruel*, triste comme une chanson de Hank Williams.

All kill their inspiration/ And sing about the grief (ils assassinent tous leur inspiration/Et chantent leur deuil), dit Bono dans *The Fly*, parabole expresse, ironique et urgente sur la dure condition de rock star. C'est exactement le piège auquel U2 vient d'échapper sous nos yeux.

THOMAS SOTINEL

* U2 : Achtung Baby, Island 510 347-2.

LA SELECTION DES MEILLEURS COMPACTS DE L'ANNEE !

I. Classiques
572p., 119F.

II. Jazz,
rock,
variétés
352p., 89F.

Flammarion
COMPACT



NoTurNes

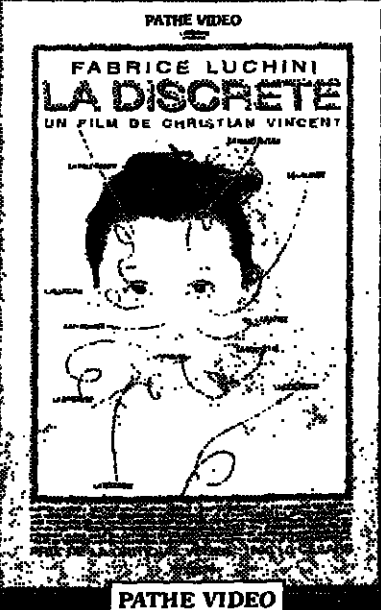
PHOTOGRAPHIES DE MARC LE MENÉ

exposition
6 décembre / 28 décembre 1991
du lundi au samedi de 11h à 19h
(sauf le mercredi 25 décembre)
MUSEUM D'ART ET D'HISTOIRE
du Crédit Foncier de France
11, rue des Capucines - Paris 1er

CRÉDIT FONCIER

LE FILM SANS EFFETS SPECIAUX QUI FAIT UN EFFET SPECIAL.

LA DISCRETE enfin en cassette vidéo. En vente partout.



سازمان اسناد و کتابخانه ملی

سنة من الفن

DE COLMAR A PARIS

« Le beau Martin », Dürer et les temps modernes

A Colmar, au Louvre, au Petit Palais, un ensemble d'expositions évoquent l'art allemand de la fin du Moyen Age et du début de la Renaissance. Schongauer, le maître oublié de Colmar, et le grand Dürer, de Nuremberg, en sont les figures principales. La gravure y apparaît comme le moyen par excellence de diffuser les modèles et les œuvres.

À la fin du XV^e siècle, Colmar est une des toutes premières villes marchandes de la haute vallée du Rhin. Le commerce du vin y est prospère. Le clergé y est puissant. Strasbourg et Bâle, hauts lieux de l'imprimerie, ne sont pas loin. Le jeune Albrecht Dürer avait donc quelques bonnes raisons de venir dans la région, d'autant qu'à Colmar était établi un grand maître connu par ses estampes jusqu'en Italie, Martin Schongauer, « le beau Martin », avec lequel il espérait peut-être travailler.

Dürer, enfant d'orfèvre « laborieux » (nous dit Panofsky), établi à Nuremberg, prend donc la route pour l'Alsace, une fois fini son apprentissage chez Michael Wolgemut, un peintre, graver des cuillères dans l'atelier du père ne lui ayant visiblement pas suffi. Nous sommes au printemps 1490. Sans doute s'est-il un peu trop arrêté en chemin : lorsqu'il arrive à Colmar, au début de 1492, Martin Schongauer est mort depuis un an. Mais trois de ses frères (deux sont orfèvres, l'un est peintre) l'accueillent gentiment et le recommandent au quatrième Schongauer, orfèvre en vue à Bâle. Et Dürer de se rendre à Bâle, après quoi il ira voir du côté de Strasbourg, où il est sommé de rentrer au bercail, pour se marier. Ce qu'il fait. Sans conviction d'ailleurs. Et ramenant, semble-t-il, une moisson de feuilles du maître de Colmar, sur lesquelles il appose le monogramme « M. S. ».

S'il convient de mettre l'accent sur les périples de jeunesse de Dürer (on pourrait continuer avec le voyage en Italie, à peine terminée sa lune de miel, où on a pu croire qu'il était parti pour fuir une épidémie de peste, alors qu'on a tout lieu de penser qu'il allait y retrouver un ami très cher, Willibald Pirckheimer, étudiant à Pavie, et respirer l'air du monde méditerranéen qui manquait encore aux artistes allemands), c'est que l'actualité nous y convie. Alors que le Musée d'Unterlinden de Colmar a pris l'initiative de célébrer le cinquantième centenaire de la mort de Schongauer, en organisant une grande rétrospective (la première) de ses dessins et de ses gravures (1), et que le Musée du Petit Palais lui emboîte le pas en exposant les gravures conservées dans ses réserves (2), le Louvre, de son côté, propose trois expositions (3) où il est question des liens entre Schongauer et Dürer, non pas directement, mais à travers l'évocation de ce moment passionnant et particulièrement intense en Allemagne du passage du gothique à la Renaissance.

L'une traite de la sculpture à la fin du Moyen Age en quatre-vingt-dix pièces extraites des collections publiques françaises, dont les deux tiers ont été restaurées pour l'exposition ; l'autre de la gravure au XV^e siècle (dans la collection Edmond de Rothschild), où figurent Schongauer et Dürer ; la troisième enfin, qu'il faut aller chercher tout au bout du musée, mais qui mérite bien quelque peine, réunit près de cent cinquante dessins, dont la moitié de Dürer (dans les collections parisiennes).

On ne se croyait pas si riches ! Et de Colmar à



Nicolas de Leyde : « Buste d'homme accoudé » (avant 1467). Strasbourg. Musée de l'Œuvre-Notre-Dame.

On l'a dit, il ne faut pas manquer l'exposition de dessins du Pavillon de Flore ni celles d'ailleurs des abords de la Pyramide. Du *Portement de croix*, une xylographie (vers 1400-1410) comptant parmi les toutes premières gravures, aux planches de Schongauer et de Dürer, celui-ci innovant dans la technique sophistiquée du burin, celui-ci portant la gravure sur bois à son premier sommet, l'occasion nous est donnée de mesurer la maîtrise rapide de la nouvelle discipline par les artistes allemands. Et son rôle clef dans la circulation des modèles anciens comme dans la diffusion des idées nouvelles. Si l'on se perd un peu d'un maître initial à l'autre (Maître E. S., Maître A. G., Maître B. M., Maître L.C., Maître BR, etc.), dont les feuilles sont alignées sans grâce et sans pitié pour le profane (les conservateurs du Louvre ne sont décidément pas des champions en matière d'accrochage), on peut toujours se rabattre sur l'exposition de sculptures, qui est plus parlante.

Le XV^e siècle allemand, hétérogène, agité, a donné de la sculpture en abondance. Une sculpture où se mêlent traditions populaires locales et traits d'un gothique international qui débouche sur un déhanchement particulièrement dangereux des vierges debout tenant l'enfant ; où cohabitent une production provinciale modeste, un peu lourde et maladroite, et les morceaux de bravoure dignes des grands ateliers de Bourgogne ; où le pli profond des vêtements dramatise des figures douces au teint de porcelaine ; où les saints, comme dans les gravures, comme dans les dessins, comme dans les retables peints, sont serrés dans une inextricable mêlée. Où le peint, le sculpté, le gravé parfois ne font qu'un. De cette confusion de la fin d'un temps, fleurissent des chefs-d'œuvre auxquels on n'aurait pas vu le terme de gothique accolé, simplement parce qu'il garde encore et toujours une connotation péjorative : au nombre de ces chefs-d'œuvre, le *Buste d'homme accoudé*, de Nicolas de Leyde, dont on ne sait presque rien, qui opéra à Strasbourg dans les années 1460. Si on ne connaît pas cette pièce en grès rouge (Musée de l'Œuvre-Notre-Dame, Strasbourg), alors il faut courir au Louvre pour admirer la justesse et la beauté de la pose méditative du personnage (l'artiste ?) accoudé, la tête penchée en avant, appuyée sur la main droite.

GENEVIEVE BREERETTE

Paris, il y a beaucoup à découvrir. A commencer par Schongauer, dont la figure, célèbre en son temps, s'est peu à peu perdue, comme celle de bien d'autres artistes à la charnière de plusieurs mondes, difficiles à classer, qualifiés de « primitifs » et considérés généralement en regard de la Renaissance italienne. On sait peu de chose du « beau Martin ». Fils d'orfèvre (lui aussi, et donc tout naturellement amené à pratiquer la gravure), originaire d'Augsbourg, il est né entre 1450 et 1453 à Colmar, où sont conservés la *Vierge au buisson de roses* (église des Dominicains) et le *Retable d'Orlier* (Musée d'Unterlinden), qui comptent parmi les rares peintures dont l'attribution ne peut être mise en cause. Il est mort à Brisach en 1491, laissant, dans la cathédrale, une grande peinture murale inachevée, un *Jugement dernier* qu'une équipe de restaurateurs allemands tente aujourd'hui de sauver.

LA DISCIPLINE DES PLIS, DES TISSUS

L'exposition de Colmar, un peu difficile, mais remarquablement faite, réunit les dessins qu'on lui donne, une quarantaine, ainsi qu'une dizaine d'autres dont l'attribution est discutée, et l'ensemble des gravures connues - 116 répertoriées. L'historien d'art et l'expert y trouvent matière à débattre de la personnalité et de l'hypothétique évolution stylistique du « beau Martin », dont aucune œuvre n'est datée. Le simple amateur, de son côté, peut toujours admirer la finesse et l'élégance de certains dessins ou gravures relevant du gothique international ; noter d'amusantes coiffures que l'on dirait extraites d'une sorte de catalogue de mode porté par des mannequins, quand par ailleurs certaines figures témoignent d'une réelle tension intérieure ; remarquer encore la manière insistante de discipliner les tissus, les plis, de boucler les oreilles, de rouler les cheveux ou de crispier les mains ;

constater que l'amabilité peut tourner à la gravité, que le dessin ferme des plis crochétés, à la règle et au compas, peut se compliquer à plaisir et atteindre quelques sommets : par exemple dans la gravure de la *Mort de la Vierge*, un lit et des personnages dans un désordre organisé de dais, de draps, de manteaux, de cheveux vermiculés, avec quelques pieds aux veines gonflées, dans une composition d'une extrême complexité. Une œuvre qui eut très tôt une grande audience.

C'est de ce Schongauer dramatisant et véhiculant thèmes et craintes du Moyen Age finissant, mais géométrisant, méthodique et incontestablement premier grand maître de l'art du burin, que Dürer s'inspire. On retrouve cette densité des corps, cette matière riche diversifiée par les hachures, et la forme des plis en crochet, dans le dessin de la *Vierge à l'enfant* entourée d'anges sous un baldaquin ou dans sa version de la *Mort de la Vierge*, un bois, nécessairement plus concis. Mais cela respire autrement. Et dans les visages d'enfants inquiets, qui savent, vieillissent avant l'âge, comme le Christ sur les genoux de la Vierge dans nombre de retables peints ou sculptés, on voit poindre les *putti*, ces amours d'angelots dont l'Italie avait le secret.

Du regard que Dürer porte sur le monde naissent des études d'animaux et cette somptueuse tête de chevreuil transpercée par une flèche, trophée de chasse de quelque Diane rencontrée au Tyrol. Et des paysages clairs, aquarellés, qui pour être montagneux ne sont pas déchiquetés et inquiets. Et des portraits admirables, reflets d'une pensée de l'homme pour l'homme : Erasme, mieux, Nicolas Kratzer ou la subtilité d'une tête pensante qui pèse le pour et le contre sous un large chapeau, posé en oblique, dont la tournure développe le mouvement de balancier auquel tous les traits enveloppés du personnage sont soumis.

VIENT DE
PARAITRE

Léo FERRE / RIMBAUD

"Une saison en enfer"



Disponible en compact, multicasette et album 2 disques 30cm

chez votre disquaire



Distribution AD&S

32 La Suisse s'inquiète de l'accroissement du chômage
33 La France prête 2 milliards de francs à l'URSS

33 M. Bush favorable à un plan de relance aux Etats-Unis
34 Le Minitel entre morale et taxation

38 Marchés financiers
39 Bourse de Paris

BILLET

Conclave syndical

C'est une première. Mercredi 27 novembre, cent cinquante représentants de la CFTC, de la CFE-CGC et de la FEN devaient se retrouver à Paris pour une «réunion de travail» destinée à élaborer plusieurs propositions en faveur de l'emploi.

Après avoir rencontré M^{me} Edith Cresson, le 11 octobre, les quatre centrales réformatrices continuent de faire pression sur le gouvernement afin d'obtenir une «relance sélective de l'économie» et un déficit budgétaire légèrement accru. Pour l'heure, elles ne sont pas parvenues à des résultats spectaculaires, bien que l'accord salarial signé dans la fonction publique, comme l'ouverture de discussions dans le textile, l'électronique ou l'automobile constituent une première étape qui n'est pas tout à fait négligeable.

Au-delà de son impact éventuel auprès des pouvoirs publics et, dans une moindre mesure, du patronat, ce conclave syndical est déjà un événement en lui-même. Depuis l'été, les quatre organisations – la CGT a été volontairement ignorée et Force ouvrière a décliné l'invitation – ont multiplié les rencontres et effectué une démarche commune auprès des groupes parlementaires. Cette fois, leurs instances dirigeantes ont grand espoir de réussir pour étudier le meilleur moyen de combattre le chômage.

Or les instigateurs de ce conclave donnent l'impression de marcher sur des œufs. Ils admettent que l'expérience pourrait un jour être renouvelée sur d'autres sujets, que celui de l'emploi mais ils déploient un luxe de précautions pour dissiper toute mauvaise interprétation. Pas question, marquent-ils, d'élaborer des revendications communes ou, encore moins, d'amorcer un quelconque rapprochement organique. M. Paul Marchelli (CFE-CGC) évoque «une situation exceptionnelle» et M. Alain Delu (CFTC) insiste sur la nécessité «de ne pas faire croire que nous sommes d'accord sur tout». M^{me} Nicole Notat (CFTC) voit simplement dans cette initiative «un apprentissage qui permet de s'exprimer avec davantage de force».

Les plus chauds partisans d'un rapprochement – la CFTC et la FEN – ont rayé de leur vocabulaire le mot tabou de «recomposition» syndicale. Leur horizon se limite désormais à établir une étroite coordination «à l'italienne». On en est encore loin.

JEAN-MICHEL NORMAND

La CGT appelle à des arrêts de travail à la RATP. – La CGT appelle à des arrêts de travail de deux heures, vendredi 29 novembre, à la RATP. Le trafic pourrait connaître de légères perturbations en fin de matinée et d'après-midi. La CGT, qui met en avant des revendications sur les salaires, les conditions de travail et les effectifs, est surtout inquiète de l'arrêt de la cour d'appel de Paris obligeant les membres du comité central d'entreprise de la Régie à être élus par les comités d'établissement et non désignés par les syndicats de la RATP. (Le Monde, daté 24-25 novembre). Cette décision de justice pourrait remettre en cause la suprématie de la CGT.

Le métro londonien supprime 5 000 emplois. – Afin d'économiser 1,5 milliard de francs, la direction de London Underground a décidé de supprimer 5 000 emplois, soit un quart des effectifs. Ces économies serviraient à améliorer les services, très critiqués par la clientèle. Les syndicats du personnel ont dénoncé ce plan, qualifié par une association d'usagers de «réponse à court terme à la crise très grave du système de transport de Londres».

Reconduisant pour quatre mois l'actuel plafond de production

L'OPEP se prépare à une fin d'hiver délicate

Après un an et demi de facilité, pendant lequel leur seul souci était de produire au maximum, les principaux exportateurs mondiaux de pétrole commencent à se préoccuper de nouveau de l'avenir. Non sans inquiétude. Si dans l'immédiat les seules forces du marché surfluent à soutenir le prix du baril autour de 20 dollars sans effort de leur part, les pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) se préparent à affronter une fin d'hiver délicate. Réunis à Vienne en conférence ordinaire, mardi 26 novembre, les treize ministres du cartel n'ont eu aucune peine à s'entendre pour reconduire pour quatre mois encore leurs accords précédents (1).

VIENNE

de notre envoyé spécial

Les ministres du cartel des pays exportateurs de pétrole ont vite buté sur les dispositions à prévoir pour le second trimestre de 1992. «Il n'y a pas de problème pour le premier trimestre; tout le monde est d'accord pour prolonger le dispositif actuel», a expliqué mardi soir, après cinq heures de négociations, le ministre iranien du pétrole. «Le problème est de savoir comment nous diminuerons la production au second trimestre si cela s'avère nécessaire».

Passé le gonflement saisonnier qui, pendant l'hiver, de décembre à février, devrait soutenir la demande à un niveau élevé, correspondant grosso modo au rythme de production maximum du cartel (24 à 25 millions de barils/jour), la consommation devrait en effet diminuer brusquement – de 2 millions de barils/jour selon les analystes – dès l'automne du printemps. Les producteurs devront donc, s'ils veulent éviter une recrudescence des cours, réduire en proportion leur niveau d'extraction. Un exercice d'autant plus délicat qu'au même moment le Koweït et l'Irak, pratiquement éliminés du marché depuis le déclenchement de la crise du Golfe, en août 1990, devraient pouvoir retrouver un rythme d'exportation, sinon normal, du moins significatif.

Le ministre koweïtien a répété avec insistance que son pays était d'ores et déjà en mesure de produire quelque 500 000 barils/jour de pétrole et devrait porter sa production aux alentours de 1 million de barils/jour dès la mi-92 (à comparer à 1,5 million avant la guerre). L'Irak, quant à lui, refuse toujours les conditions posées par l'ONU, jugées inapplicables et humiliantes, mais pourrait très rapidement, s'il accepte finalement ces dispositions, se remettre à produire un bon million de barils/jour de brut.

Défendre les prix

Même sans compter l'Irak, il apparaît déjà clairement que les autres pays exportateurs ne pourront pas continuer encore longtemps à produire à tout-va et devront se résoudre à restreindre leur production afin de défendre les prix. «La réalité a été suspendue pendant un an et demi; chaque baril produit était nécessaire. Mais cette époque prend fin. Au printemps, les cours peuvent à nouveau chuter très brutalement, si l'OPEP ne réduit pas sa production», assure M. John Lichtblau, président de la Fondation de recherche de l'industrie pétrolière américaine.

Ce retour à la dure réalité paraît délicat. Car l'Arabie saoudite, qui depuis la guerre du Golfe a renforcé sa prédominance au sein du cartel, ne veut en aucun cas revenir aux pratiques des années 80. Le royaume, depuis un an et demi, a gonflé sa production de plus de moitié (de 5,4 à 8,5 millions de barils/jour), assurant à lui seul un tiers de la production du cartel et des exportations mondiales. Il a de plus investi massivement afin de porter ses capacités à 10 millions de barils/jour d'ici à 1994, ce qui fera de lui à cette échéance le premier producteur mondial, devant l'URSS dont la production ne cesse de décliner.

Les chances de voir le royaume valablement accepter de revenir à son ancien quota de production (5,4 millions de barils/jour) sont donc minces. Depuis plusieurs mois, le ministre saoudien n'a cessé de répéter que le royaume entendait désormais conserver sa part des exportations mondiales et qu'il n'accepterait pas que quiconque lui dicte son rythme d'extraction. Cela dit, les Saoudiens ne semblent pas non plus

décidés à laisser les cours chuter brutalement et se sont employés, le 26 novembre à Vienne, à rassurer leurs partenaires sur ce point.

Leur plan, selon les membres de la délégation saoudienne, consiste à maintenir la production inchangée au cours des prochains mois, en laissant les compagnies puiser sur leurs stocks pendant l'hiver, de façon à aborder le printemps en position sinon confortable, du moins gérable. Puis à laisser venir. Sans nier les difficultés futures ni refuser la discussion, sur le fond les Saoudiens cependant ne sont pas prêts à s'engager du moins officiellement, dans l'immédiat, à réduire leur production au printemps.

Personne actuellement n'est en mesure de prévoir exactement quelle sera la demande au second trimestre, compte tenu notamment des incertitudes pesant sur la production soviétique, espagnole. Pourquoi dès lors prendre des engagements, et sur quelles bases? Les accords de juillet 1990, conclus quelques jours avant la crise du Golfe, sont de fait inapplicables, ne serait-ce qu'à cause de la situation de l'Irak. Et la seule solution envisageable pour les Saoudiens – une réduction ordonnée et d'ampleur égale de tous les pays producteurs en proportion de leurs capacités de production respectives – est évidemment difficilement acceptable pour tous les pays qui, comme l'Algérie, l'Iran, l'Indonésie ou le Nigeria, ne disposent pas de larges capacités de réserve et n'ont pu profiter comme l'Arabie saoudite de la manne tombée du ciel depuis août 1990.

En tout état de cause, il était difficile de résoudre ce problème au cours de cette conférence, au risque, si la discussion dégénérait, de faire chuter dès à présent les cours du brut, remarquablement stables depuis l'automne, autour de 20 dollars le baril. Les treize pays donc choisis de se retrouver le 12 février à Genève pour reprendre ces débats épineux, en maintenant d'ici-là des contacts bilatéraux afin de préparer le terrain.

VÉRONIQUE MAURUS

(1) Depuis septembre, la production de l'OPEP est officiellement plafonnée à 23,6 millions de barils/jour, ce qui revient en fait à laisser chaque pays produire au maximum de ses capacités.

Avant le sommet de Maastricht

La France conteste les propositions néerlandaises sur l'union monétaire européenne



LA HAYE

de notre correspondant

A l'occasion d'une réunion, lundi 25 novembre, avec les responsables néerlandais et français du Mouvement européen, M. Ruud Lubbers, premier ministre des Pays-Bas et président en exercice de la CEE, a affirmé que le passage de la deuxième à la troisième phase de l'union économique et monétaire (UEM) européenne serait décidé le moment venu par le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement se prononçant à l'unanimité. Cette dernière précision faisait défaut dans le projet de traité sur l'UEM présenté le 28 octobre par les Pays-Bas (Le Monde du 30 octobre). Mais la possibilité octroyée à un Etat membre au moins de s'exempter d'adhérer à la dernière phase de l'union semblait indiquer que la décision du conseil pourrait être prise à la majorité.

Classe d'exemption

La présidence néerlandaise propose aussi que la clause d'exemption, désormais baptisée «opting-out», ne bénéficie pas seulement à la Grande-Bretagne. «Elle s'agit de rendre son isolement aussi explicite qu'il se peut», a notamment fait valoir le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek. Participant aux côtés de ce dernier au séminaire franco-néerlandais du Mouvement européen, M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, a objecté que l'ouverture de l'opting-out à l'ensemble des Etats membres «créait une difficulté» en don-

nant un aspect facultatif à l'instauration d'une banque centrale et d'une monnaie communes aux Douze. «Pour la France, Maastricht doit avoir un caractère irrévocable», a déclaré le ministre français en précisant que Paris faisait des propositions à ses partenaires «pour traiter le problème britannique».

M^{me} Guigou a d'autre part estimé que le principe de l'unani-

mité au sein du conseil européen «revendait à donner à un pays la possibilité de bloquer tout le processus». Visiblement toujours sujettes à discussion au sein des Douze, les conditions du passage à la phase ultime de l'union monétaire seront au centre de la réunion des ministres des finances, dimanche 1^{er} décembre à La Haye.

CHRISTIAN CHARTIER

Le soutien du CNPF au traité

Le CNPF soutient le projet d'Union économique et monétaire (UEM) que devraient conclure les Douze les 9 et 10 décembre à Maastricht aux Pays-Bas. Le groupe de travail du patronat, conduit par M. Philippe Dulac, membre du directeur de Paribas, a indiqué mardi 28 novembre que les entreprises françaises «se félicitent de l'objectif de l'UEM (la fin des taux de change) et de la démarche «pragmatique» retenue pour l'atteindre».

Pour le patronat, le grand marché européen doit conduire à harmoniser les conditions fiscales et sociales dans chaque pays. L'Europe impose d'abaisser les prélèvements qui pèsent sur les entreprises françaises. La seule question que se pose le CNPF est celle de la localisation de la future banque centrale. Il faut un lieu neutre qui n'avantage aucune place financière nationale existante. Le CNPF rejette, précisément, le site de Francfort.

pendante des gouvernements. Mais il ajoute que la politique monétaire ne peut être «déconnectée» de la politique économique, ce qui signifie que les industriels, commerçants et banquiers doivent pouvoir «se faire entendre des autorités monétaires». En clair: pas de monétarisme dogmatique.

Le CNPF, qui partage largement les vues du gouvernement français, estime en particulier que l'écu devrait être prouvé dès la phase intermédiaire (avant la fixation définitive des parités prévue pour l'après 1997). Un écu attractif pourrait représenter en effet «une option» avantageuse comme monnaie pour les grandes entreprises. La seule question que se pose le CNPF est celle de la localisation de la future banque centrale. Il faut un lieu neutre qui n'avantage aucune place financière nationale existante. Le CNPF rejette, précisément, le site de Francfort.

6,6 milliards de francs en octobre

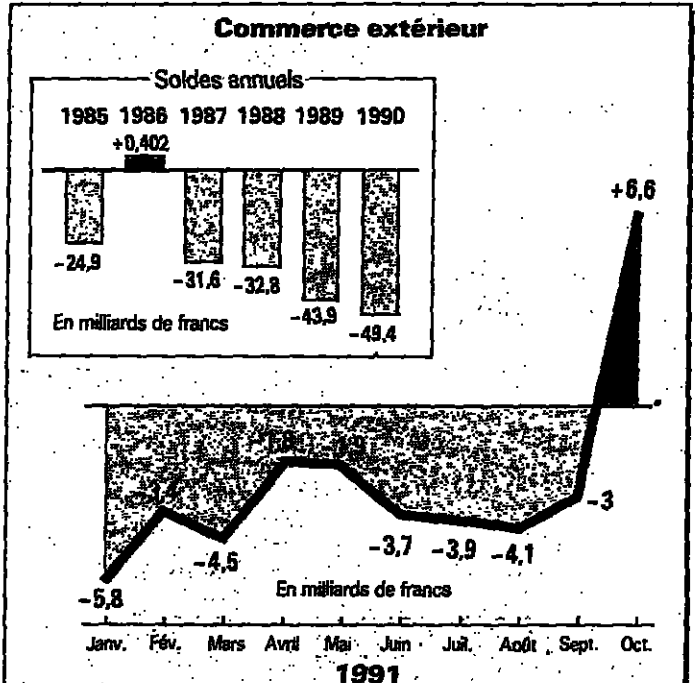
Excédent surprise de la balance commerciale

Le commerce extérieur de la France, régulièrement déficitaire chaque mois depuis des années, fait apparaître un fort excédent pour le mois d'octobre. Il a atteint 6,6 milliards de francs et s'explique par des opérations exceptionnelles: la vente d'un paquebot de croisière aux Etats-Unis et celle d'un satellite. L'amélioration de nos échanges extérieurs n'en est pas moins réelle: les produits français sont plus compétitifs sur les marchés étrangers mais aussi sur le marché français.

Durant le mois d'octobre, les exportations de la France ont atteint – après correction des variations saisonnières – 109,8 milliards de francs, tandis que les

par des coûts salariaux de production remarquablement sages depuis quelques années, est visible dans l'évolution de nos échanges de produits industrialisés, excédentaires de 4,6 milliards de francs le mois dernier. Même si l'on retire les 4 ou 5 milliards de francs de ventes «exceptionnelles» d'octobre, le solde de nos échanges de produits manufacturés – hors matériel militaire – s'améliore. Il serait à l'équilibre alors qu'il était fortement déficitaire chaque mois depuis 1987. En 1989 et 1990, le déficit mensuel moyen avait atteint 7 milliards de francs.

Une autre raison d'optimisme est l'évolution de nos achats à l'étranger: ceux-ci ont baissé de 4,6 % en octobre par rapport à octobre 1990. Or la consommation



importations ne dépassaient qu'à peine les 103 milliards de francs. L'impressionnante augmentation des ventes (+ 5 % en un mois) n'est guère significative puisque deux opérations exceptionnelles ont marqué octobre et que l'une d'elles – l'expédition d'un satellite en Guyane coûtant 2,5 milliards de francs – est considérée par les douanes comme une exportation. Les conventions statistiques qui, pour la facilité des relevés, comptabilisent les ventes aux départements et aux territoires d'outre-mer comme des exportations, déforment ici fortement la réalité.

ALAIN VERNHOLES

Une amélioration est bel et bien en cours

Chaque année, la Banque de France publie d'ailleurs un résultat du commerce extérieur de la France qui corrige cette facilité statistique et fait donc apparaître des déficits plus importants que ceux mentionnés par les douanes.

Mais l'essentiel n'est pas là. Une amélioration de notre commerce extérieur est bel et bien en cours. Cette amélioration, qui s'explique

des Français a été très forte le mois dernier, comme vient de le révéler l'INSEE. Il est possible que cette reprise des achats des ménages se traduise dans les importations des mois prochains. Mais il est probable que les produits français se placent maintenant plus avantageusement qu'il y a quelques années par rapport aux produits étrangers, et que cela est vrai aussi sur le marché intérieur.

ANNONCE ADJUDICATIVE CONCERNANT LA VENTE DU CAVIAR D'IRAN

La société commerciale SHILAT souhaite vendre au enchères sa production de caviar iranien aux pays du Moyen-Orient ainsi qu'au Pakistan et aux Indes. L'adjudication sera faite pour la recherche d'un distributeur exclusif pour l'ensemble des pays mentionnés ci-dessus et ce, pour une période de cinq années qui débutera dès janvier 1992. Afin de participer à cette adjudication, tous les intéressés devront régler une somme de USD 500 au compte n° 5065600007 à la banque Deutsche - Iranische Handelsbank Hamburg - Allemagne ou le compte n° 20043229 à la banque commerciale Chirani branche Teheran - IRAN et ce afin d'assurer les dépenses d'inscription et de réception des documents adjudicatifs pendant la période de 30 jours après la date de cette annonce. La clôture des adjudications se fera le 31-12-1991.

SHILAT TRADING CORPORATION

Le bureau central
n° 24, rue El-Mir Emad avenue
Tehran - Iran
Tél.: 021-842697-842006-8
Tlx: 214203 KVIAT-IR
212720 SHIL-IR
Fax: (021) 854171

Le bureau à Francfort
BOCKENHEIMER LANDSTRASSE
43,6000 FRANKFURT - MAIN
GERMANY
Tél.: (069) 724048-49
Tlx: 414462 KVIAT - D
Fax: (069) 7240641

Le bureau à Dubaï (AL-JEHAHAD)
place de JAMAL ABDOLNASSER
constituée MORVARID
9^e étage - n° 905 - Dubaï

سکتا میں لیتا

شركة من الجزائر

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Avec un léger ralentissement de l'inflation

La Suisse s'inquiète de l'accroissement du chômage

BERNE

de notre correspondant

Légère accalmie sur le front des prix, mais subite flambée du chômage : ainsi peut se résumer l'évolution conjoncturelle en cette fin d'année en Suisse. Amortissant un début de repli, le taux annuel d'inflation a été ramené à 5,1 % en octobre alors qu'il se situait à près de 6 % à la fin du premier semestre, soit son niveau le plus élevé depuis une dizaine d'années. En revanche, le chômage ne cesse de progresser : avec 45 692 demandeurs d'emploi recensés fin octobre, son taux est passé de 0,6 % à 1,5 % en douze mois. La Suisse reste sans doute relativement épargnée par rapport à ses voisins, mais il s'agit là d'une poussée sans précédent depuis la seconde guerre mondiale.

Commentant les tendances de l'économie helvétique, le prési-

dent de la Banque nationale suisse (BNS), M. Markus Lusser, a récemment estimé que la stagnation se trouvait désormais derrière elle. A l'en croire, le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre au cours des prochains mois. Certes, la BNS n'entend pas renoncer à sa politique monétaire restrictive mais elle souhaite en ce moment élargir prudemment la masse monétaire.

Forte dégradation des finances publiques

M. Lusser craint cependant les effets pervers sur les prix de certaines hausses annoncées des tarifs publics et de l'adaptation des salaires à l'augmentation du coût de la vie. « Le succès de notre politique », a-t-il averti, « dépend du soutien de l'Etat et des partenaires sociaux. »

Autre sujet de préoccupation pour la BNS : la forte dégradation

des finances publiques. Après plusieurs années de vaches grasses, les comptes de l'Etat enregistrent à nouveau des déficits budgétaires croissants. Pour renflouer ses caisses, le gouvernement helvétique envisage d'augmenter les droits de douane sur les carburants, ce qui entraînerait une hausse des prix de l'essence et serait aussi un nouveau facteur d'inflation. La BNS compte donc sur la modération de l'Etat et des syndicats pour l'aider à ralentir la hausse des prix.

Si les tendances actuelles se confirment, l'Office fédéral de la statistique prévoit un taux d'inflation légèrement supérieur à 5 % en décembre et un taux de 5,8 % en moyenne annuelle pour 1991. Malgré diverses hausses de prix, les poussées inflationnistes devraient progressivement s'atténuer en 1992, si bien que le taux d'inflation pourrait redescendre

au-dessous de la barre des 4 % à la fin de l'année prochaine. Cette annonce de ralentissement de l'inflation ne s'accompagne pas encore d'une reprise de l'activité économique. Pour 1991, la récession devrait se traduire par une légère baisse (entre 0,2 % et 0,5 %, selon les estimations) du produit intérieur brut.

Comme l'a indiqué l'Office fédéral de l'industrie des arts et métiers et du travail (OFIAMT) en publiant ses derniers chiffres, la progression du chômage s'explique par « la faiblesse conjoncturelle persistante ». L'économie helvétique se trouvant toujours dans le creux de la vague, l'OFIAMT s'attend à une poursuite de la hausse du chômage pendant l'hiver.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Alors qu'il va prendre la présidence du conseil des ministres de la CEE

Le gouvernement portugais veut accélérer son ouverture européenne

L'Europe et la croissance économique sont les deux priorités du programme présenté, au début du mois au Parlement, par M. Aníbal Cavaco Silva, chef du nouveau gouvernement portugais issu des élections législatives du 6 octobre.

Le gouvernement portugais, qui prendra le 1^{er} janvier la présidence du conseil des ministres de la CEE, souligne que, vis-à-vis de l'UEM (Union économique et monétaire), les « objectifs sont compatibles avec ceux de la politique économique globale du gouvernement ».

L'économie portugaise devrait continuer à croître à un niveau supérieur à celui de la moyenne de celle de ses partenaires européens, même si les dernières prévisions laissent prévoir un ralentissement en 1991 avec une croissance de 3,5 % contre 4,4 % en 1990. Le gouvernement souhaite accélérer

l'internationalisation de l'économie en favorisant les investissements étrangers au Portugal et les investissements des capitaux portugais à l'étranger.

Le programme de privatisations sera poursuivi au cours des quatre prochaines années, jusqu'à la production et la distribution de l'énergie électrique. - (AFP)

□ La production britannique presque stable au troisième trimestre. - Selon les résultats publiés mardi 19 novembre par l'Office statistique britannique, le produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne a augmenté de 0,3 % entre juillet et septembre, après avoir diminué pendant quatre trimestres consécutifs. En excluant les secteurs de la production de gaz et de pétrole, le PIB a enregistré une diminution de 0,3 % par rapport aux trois mois précédents.

LES NOUVEAUX PROGRAMMES

PARIS III^e

LE CLOS DU MARAIS



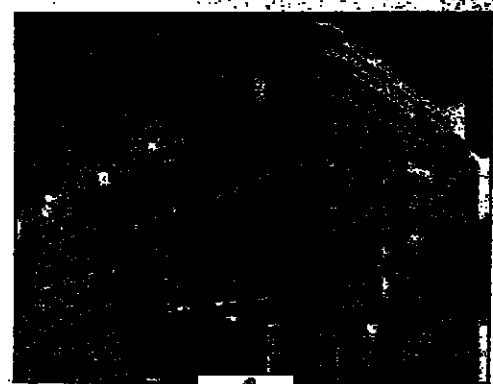
Un programme neuf de haut standing au cœur du Marais Historique

83, rue du Temple - 75003 Paris - Tél. : 16 (1) 45 87 70 50
Bureau de vente : 16 (1) 44 59 82 73
Tous les jours de 14h à 19h, sauf samedi, dimanche

PARIS XII^e

ALCYON

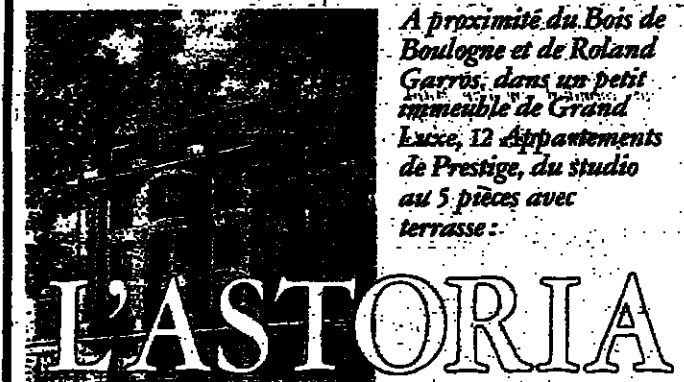
7 Bd DIDEROT - PARIS 12^e



66 BEAUX APPARTEMENTS
DU STUDIO AU 6 PIÈCES DUPLEX
TERRASSES JARDIN
Bureau de vente sur place 11h/12h30 et 14h/19h
(1) 44 74 02 25 - (1) 40 02 77 80

PARIS XVI^e

AUTEUIL



A proximité du Bois de Boulogne et de Roland Garros, dans un petit immeuble de Grand Luxe, 12 appartements de Prestige, du studio au 5 pièces avec terrasse.

RENSEIGNEMENTS ET VENTES :
Bureau de vente : 54, rue d'Auteuil
Ouvert du lundi au samedi de 14 h 30 à 19 h 00.

Tél. : 42 24 93 48

SERVICE LECTEURS

Daté 28 novembre 1991

LES NOUVEAUX PROGRAMMES

Je désire recevoir une documentation sur les programmes suivants :

- ☐ Le Clos du Marais
- ☐ Alcyon
- ☐ L'Astoria
- ☐ Villa des Sources
- ☐ Square 92

Cocher la case des programmes désirés

Merci d'indiquer vos nom et adresse :

Nom :

Adresse :

Tél. :

Et de renvoyer cette fiche à :
MARTINE LE MONDE PUBLICITÉ
15-17, rue du Col.-Pierre-Avia
75902 Paris Cedex 15

PARIS XX^e



Villa des Sources

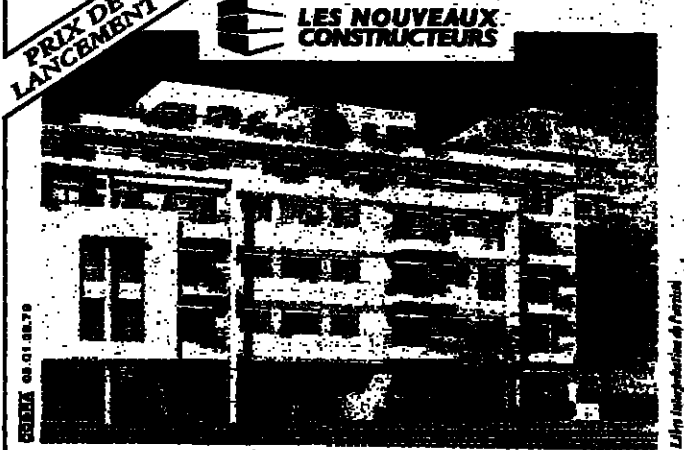
Découvrez votre jardin secret

Sur un site préservé, au cœur du 20^e arrondissement, une résidence d'exception proposant un large choix d'appartements et maisons de ville sur rues et jardins.

Espace de vente sur place 72/76 rue du Sarmelin 75020 Paris.
Tél. 40.31.07.00
tous les jours de 10 h/12 h 30 - 14 h/19 h sauf lundi matin.

Nous concevons des espaces de vie.

92 - MONTROUGE



MONTROUGE PORTE D'ORLÉANS

"Le charme à deux pas du Paris de Montparnasse et d'Alésia"

Une résidence particulièrement séduisante qui vous propose du studio au 5 pièces des prestations soignées. Balcons et terrasses vous permettent de profiter d'une superbe exposition et du calme d'un très agréable square intérieur paysagé.

SQUARE 92 : 46, rue Victor Basch - 92120 MONTROUGE
Nous concevons des espaces de vie
Tél. 46.56.83.83 BUREAU DE VENTE SUR PLACE OUVERT 7 JOURS SUR 7 de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Quelques jours après Washington

Paris prête 2 milliards de francs à l'ex-URSS pour l'achat de céréales

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Quelques jours après les États-Unis, la France a annoncé, mardi 26 novembre à Moscou, qu'elle accordait à l'ex-URSS une ligne de crédit de 2 milliards de francs pour l'achat de céréales françaises (du blé pour l'essentiel). En visite à Moscou les 25 et 26 novembre avec une délégation de hauts fonctionnaires de différentes administrations (industrie, équipement, agriculture), M. Jacques Desponts, directeur des relations économiques extérieures du ministère de l'économie, a informé de cette décision M. Koulik, président du comité inter-républicain pour l'achat des produits alimentaires. Cette nouvelle ligne de crédit française fait suite aux ententes qu'avaient eues, en octobre, M. Gorbat-

chev avec M. Mitterrand à Latche.

Depuis octobre 1990, Paris a déjà accordé 2,5 milliards de francs de crédit à l'ex-URSS pour l'achat de produits alimentaires. A propos de l'accord de troc signé le 31 octobre entre Paris et Moscou - un échange de produits alimentaires contre des ressources énergétiques (le Monde du 2 novembre) - M. Desponts a indiqué que, malgré quelques difficultés liées aux évolutions à Moscou, la mise en place de cet accord était en bonne voie.

Venu préparer le voyage du président russe, M. Boris Eltsine, à Paris prévu pour début 1992, M. Desponts a été reçu par plusieurs membres du nouveau gouvernement de Russie et par le président de la Banque des relations extérieures de Russie (VATB).

ERIK IZRAELWICZ

SERVICES

Malgré la crise du travail temporaire

Adia veut se hisser aux premiers rangs en France

Adia France, spécialisée dans le travail temporaire et deuxième filiale par l'importance du groupe de service suisse Adia dans ce secteur après les États-Unis, a décidé d'appliquer de façon agressive la politique de croissance sur le travail temporaire et la gestion de personnel décidée par le groupe en juillet. En dépit du recul de 9 % du marché en 1991, son intention est d'ouvrir cinquante agences par an pour passer de 286 aujourd'hui (avec un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de francs environ sur 13,4 milliards dans le monde) à 500 en 1996, afin de se mettre au niveau de Bis, Ecco ou Manpower qui la devancent actuellement. « Notre objectif », dit M. Christian Aubry, PDG d'Adia France, est de devenir numéro 1 mondial en l'an 2000 alors que nous ne sommes que numéro 2, derrière Manpower. Cela signifie être premier dans les grands pays.

Dans ce but, et pour mieux résister à la crise, Adia a décidé d'unifier

ses sociétés et ses agences sous la même marque afin de créer un effet de réseau, de mettre en œuvre une logistique commune plus moderne et de décentraliser la formation (2 % de sa masse salariale) afin de mieux répondre à la demande. La même unification doit être réalisée sur les autres grands marchés d'Adia, notamment la Grande-Bretagne.

Pas question de chercher des « niches », même si celles-ci existent (comme le personnel médical et paramédical, une des spécialités du groupe) : 95 % du chiffre d'affaires viennent des trois secteurs majeurs : BTP, bureau et industrie. Pour l'avenir, Adia espère plutôt une ouverture du placement au privé, comme en Grande-Bretagne : parce qu'il s'agit, dans les deux cas, de « gestion fine du personnel » et parce que 35 % des intérimaires représentent chaque année un emploi fixe dans une entreprise et que 78 % d'entre eux souhaitent en trouver un.

GUY HERZLICH

REPÈRES

INDUSTRIE

La France troisième investisseur étranger en Roumanie

La France s'est hissée au troisième rang des investisseurs étrangers en Roumanie - derrière l'Allemagne et l'Italie - grâce à la création, mardi 26 novembre à Bucarest, d'une société mixte franco-roumaine dans le secteur de la fabrication de ciment.

Cette société mixte - baptisée ROFRACIM - a été créée par ROM-CIM, premier producteur de ciment de Roumanie, et Ciments français, troisième groupe mondial. Le directeur général de Ciments français, M. Jean-Claude Bastide, a exprimé le souhait que la création de ROFRACIM permette de mettre sur pied « un partenariat exemplaire », en ce qui concerne notamment les technologies et le management. - (AFP.)

INFORMATIQUE

IBM confirme 20 000 suppressions d'emplois supplémentaires

Les plans drastiques se succèdent chez IBM. Le mardi 26 novembre, l'informaticien a confirmé, mardi 26 novembre, un plan de 20 000 nouvelles suppressions d'emploi pour l'année 1992 (le Monde du 22 novembre). Officialisée par le conseil d'administration de la compagnie, cette nouvelle coupe dans les effectifs du géant américain intervient dans la foulée d'un plan de même ampleur mis en œuvre en 1991 et ramènera à 330 000 le nombre total des salariés du groupe, soit à son niveau de 1972. Ces mesures devraient permettre, selon la direction d'IBM, de dégager des économies de 1 milliard de dollars en 1992 et de 2 milliards de dollars pour chacune des années suivantes.

Dans l'immédiat, les 3 milliards de dollars (16,5 milliards de francs), provisionnés sur les résultats du quatrième trimestre, viendront sans doute grever les bénéfices nets du groupe, déjà en chute de 72 % sur les neuf premiers mois de l'année. Ce plan devrait comprendre une réorganisation de la firme afin de « permettre à chacune de ses activités de réagir plus rapidement aux demandes du consommateur », a précisé M. John Akers, président d'IBM.

AVIATION CIVILE

M. Bernard Attali demande la révision des règles internationales

Devant l'Aéro Club de Washington, M. Bernard Attali, président du groupe Air France, a demandé, mardi 26 novembre, que l'ensemble des règles régissant le transport aérien international soient actualisées. « Le temps est venu de mettre au point un nouvel accord mondial au niveau de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), afin de réécouter les textes qui régissent le monde de l'aviation au vingt et unième siècle », a-t-il déclaré. D'autre part, M. Attali a demandé aux Américains de comprendre que les compagnies européennes étaient encore trop faibles pour affronter de plein fouet la concurrence des mastodontes d'outre-Atlantique et d'accepter qu'elles mettent un peu de temps à s'adapter.

La grève à Air France du 28 novembre : pas de perturbations attendues. - Le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé jeudi 28 novembre par la majorité des syndicats représentant le personnel au sol des compagnies Air France et UTA devrait avoir peu d'effet sur le trafic, selon les directions des sociétés. Air Inter n'est pas concerné par le mouvement, destiné à s'opposer à la fusion des deux compagnies internationales françaises et à la suppression de 3 000 emplois.

Pressé par les républicains

M. Bush se montre favorable à des mesures de relance aux États-Unis

WASHINGTON

de notre correspondant

Plan de relance ou non ? Le Congrès semble attendre un signe de la Maison Blanche pour débiter - et décider - d'un ensemble de mesures d'urgence capables de ranimer une économie mal en point, capables aussi de remonter le moral des Américains, au plus bas si l'on en croit l'indice de confiance des consommateurs publié par la Conference Board.

Les républicains - minoritaires au Sénat et à la Chambre des représentants - entendaient débiter, mardi 26 novembre, d'un plan de relance bâti sur une réduction de la fiscalité. Ce plan à deux versions (l'une républicaine, l'autre démocrate) attend depuis de longs mois l'examen des élus. Pour que

les républicains aient pu débiter de leur proposition, il aurait fallu prolonger la session parlementaire qui doit en principe s'achever mercredi 27 novembre : sénateurs et représentants quittent la capitale pour la fête du Thanksgiving Day.

Conscients de la mauvaise humeur et de l'impatience de l'opinion, les démocrates se disaient partisans d'une telle prolongation, à condition que le président Bush en fasse expressément la demande. Or si le président a fait savoir qu'il accueillait avec « enthousiasme » le plan de relance de ses amis républicains - initiative qui, jusqu'à présent, ne l'enchantait guère - il n'a pas été jusqu'à formuler la demande qu'attendaient les parlementaires. La vérité est que les plus proches conseillers économiques de M. Bush parient sur une reprise au

printemps et ne sont pas convaincus de l'opportunité d'une relance.

Mais les membres du Congrès avaient, eux, en tête des informations inquiétantes, comme les 20 000 suppressions d'emplois annoncées par IBM. Ces vagues de licenciements chez les « cols blancs », les cadres, dans des secteurs comme l'informatique, la banque ou l'assurance frappent évidemment beaucoup l'opinion. Cela explique que M. Bush soit, lui aussi, tombé assez bas : un sondage CBS/New York Times indiquait, mardi 26 novembre, que sa cote de popularité a chuté de 16 points (de 67 % à 51 %). A peine un quart des personnes interrogées déclarent approuver la politique économique du président.

ALAIN FRACHON

Le Japon décide d'interdire la pêche au filet maillant pour la fin de 1992

Cédant aux pressions de la communauté internationale, le gouvernement japonais a décidé, mardi 26 novembre, d'interdire la pêche au filet maillant en haute mer d'ici à la fin de 1992. « Il n'existait pas d'autre alternative, compte tenu de l'attitude des autres pays », a expliqué un porte-parole du ministère des affaires étrangères. Il a précisé que le gouvernement avait décidé de réduire de moitié cette pêche d'ici à juin 1992, avant d'y renoncer complètement six mois plus tard.

Une résolution américaine, soumise à l'ONU en août et soutenue par seize autres pays, demandait au Japon de mettre fin à cette technique, arguant du fait qu'elle cause chaque année la mort de centaines de milliers d'animaux - dont certaines espèces menacées comme les baleines ou les dauphins -, pris au piège dans les filets qui servent normalement à capturer des seiches. - (AFP.)

EN BREF

La Suède relève ses taux d'intérêt. - La Banque centrale de Suède, la Riksbanken, a annoncé mardi 26 novembre un relèvement de 1 point de son taux d'intérêt directeur, porté de 10,5 % à 11,5 %. Les autorités monétaires suédoises ont motivé leur décision par la hausse des taux d'intérêt observée sur le marché international.

Dépôt du projet de loi sur la sécurité des chèques à l'Assemblée nationale. - Le projet de loi sur la sécurité des chèques et des cartes de paiement, préparé par la

chancellerie, présenté au conseil des ministres le 3 juillet et adopté le 22 octobre par le Sénat, sera déposé le 3 décembre à l'Assemblée nationale, a indiqué, le 26 novembre à Lille, M. François Douhin, ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation. Ce texte distingue deux catégories d'émetteurs de chèques sans provision : d'une part, ceux qui rédigent accidentellement des « chèques en bois », et qui disposeront d'un certain délai pour régulariser leur situation ; de l'autre, les récidivistes pour lesquels la loi

devra être « franchement dissuasive », en prévoyant de « lourdes pénalités financières et une interdiction d'émission des chèques ».

Aérospatiale ne négocie plus avec De Havilland. - Selon M. Michel Troubetzkoy, président d'Aérospatiale Canada, qui s'exprimait le 26 novembre, l'avionneur français ne participe plus aux négociations pour la reprise du constructeur canadien De Havilland, que la Commission de Bruxelles a empêché de passer sous le contrôle d'Aérospatiale et d'Aeritalia afin de préserver la concurrence.

Grève des agents des finances contre les projets de modernisation du ministère. - Les agents du ministère des finances ont observé, mardi 26 novembre, une journée de grève nationale, suivie à 19,98 % selon le ministère, à l'appel de leurs six fédérations syndicales (FO, FDSU, auto-nomes, CGT, CFDT, CFTC et CGC). Les agents, qui ont notamment manifesté devant le siège de Bercy, protestent contre les projets de modernisation de l'administration et ceux visant à l'adapter aux contraintes du futur Marché unique (le Monde du 6 novembre).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Actionnaires de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme

donnez sa chance à votre Compagnie...

La Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme, doit désormais pouvoir s'appuyer sur un actionariat stable et cohérent, condition indispensable au bon fonctionnement de l'entreprise.

• ACCOR est le meilleur partenaire :

- Il a la capacité industrielle, financière et de management, de conforter la place européenne que mérite la Compagnie.
- Sa tradition et sa culture sont les meilleures garanties de respect de l'identité de votre Compagnie.

...Accor vous donne la vôtre

- COBEFIN, filiale belge à 81 % de ACCOR, vous donne la possibilité de céder vos actions à des conditions attractives : le prix proposé est supérieur de 25 % au dernier cours connu avant l'annonce de l'Offre Publique d'Achat.
- Ce prix représente un multiple du résultat estimé de 47 fois pour 1991, et de 27 fois pour 1992.

Modalités de l'offre

- L'offre porte sur l'ensemble des actions ordinaires et APV* au prix de 8 650 FB (1 435 FF au taux de change du 31 octobre 1991) sur la période du 7 novembre au 5 décembre 1991 en Belgique et aux Pays-Bas ; du 7 au 29 novembre 1991 en France.

- Le prospectus, le bulletin d'acceptation ayant été approuvé en Belgique le 31 octobre 1991 par la Commission bancaire et financière et la note d'information ayant reçu en France le visa COB n° 91-421 en date du 5 novembre 1991, sont tenus à la disposition du public auprès des établissements suivants :

- France : Banque Indosuez,
- Belgique : Générale de Banque
- Pays-Bas : Banque Indosuez Belgique
- Pays-Bas : Suez Koofman n.v.

et chez ACCOR - Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 Paris cedex 15.

* APV : action avec avantage fiscal

ACCOR

ENTREPRISE D'HÔTELLERIE, DE RESTAURATION, ET DE SERVICES

شركة من اجل

ÉCONOMIE

Changer le travail

Suite de la première page

Elles diffusent autour d'elles - plus ou moins fortement - de la richesse, du dynamisme, de l'innovation.

La reconnaissance de cette place de l'entreprise dans la société, sa réhabilitation, ont été tardives en France. Elles ont été accélérées au cours de la décennie 80 à travers notamment la prise de conscience des liens entre la croissance et le chômage, la compréhension des facteurs économiques. Une telle évolution a été favorisée par le développement de l'information économique dans l'entreprise et de la négociation sur les salaires, du fait tout à la fois de la mise en œuvre des lois Auroux et des efforts conjugués des entreprises et des organisations syndicales.

Le balancier s'est peu à peu déplacé vers l'autre extrême. L'entreprise, qui était source de tous les maux, se paraît d'un seul coup de toutes les vertus, devenant l'objet de toutes les attentions, le centre de l'excellence, comme disent certains.

Méfions-nous de cet enthousiasme fragile. Celui-ci peut-il se poursuivre alors que la croissance a faibli, que des vagues de licenciements sont annoncées, que des pratiques d'exclusion des plus fragiles, personnel âgé, en santé précaire ou peu qualifié, se multiplient, que les accidents du travail continuent de s'accroître dans certaines branches, que des pratiques de travail au noir ternissent l'image de professions entières...

Valoriser le rôle de l'entreprise, c'est en même temps mettre en lumière ses responsabilités. Ce ne sont pas seulement ses performances finales qui méritent attention, mais la qualité de son fonctionnement global et donc la place faite à ses salariés. Cette approche est d'autant plus impérieuse qu'il n'y a pas contradiction entre ces deux termes.

Pendant longtemps on a considéré que l'économique et le social s'opposaient. Ce qui était donné à l'un était pris à l'autre. Patrons et syndicalistes se retrouvaient dans cette vision manichéenne. Tout au plus le progrès social pouvait apparaître comme la conséquence des performances économiques. Ainsi, pour les fondateurs du taylorisme, le développement de la chaîne, du travail « en miettes » devait-il produire des gains de productivité et permettre un accroissement des salaires. Aujourd'hui, cette approche a atteint ses limites. N'essayons pas de la remplacer par des recettes ou des slogans qui dans notre pays tiennent souvent lieu de politique.

Le succès de nouveaux concurrents dans la compétition internationale montre que leur compétitivité se fonde sur une appropriation plus globale, plus interdépendante, du rôle respectif du travail et des équipements dans la performance. On peut donner quelques exemples de cette nouvelle logique.

Avantages partagés

Ainsi, la durée et l'aménagement du temps de travail peuvent être conçus site par site comme une amélioration de la condition des salariés mais aussi du fonctionnement des entreprises. Le rôle de la négociation sera de trouver des accords entre les partenaires sociaux pour que chacun y trouve son compte. A une négociation à somme nulle se substituent des avantages partagés. Le rôle de l'analyse plus fine des déterminants de la performance montre que l'organisation du travail devient une variable de commande essentielle, et ce pour au moins trois raisons.

La performance résulte du rendement optimal de plusieurs facteurs de production liés les uns aux autres. Le Japon a bien compris que l'automatisation à tout crin n'était pas en soi la réponse. A quel bon des équipements complexes si la main-d'œuvre ne peut en tirer la meilleure utilisation? Est-on certain d'atteindre cet optimum si on met en place le même processus de production dans des établissements dont les opérateurs sont différents par l'âge, la formation, l'expérience...? Cela montre que c'est bien l'ensemble hommes-équipements qui fait la performance globale, source de compétitivité.

Ensuite, les processus de production se complexifient et sont souvent des systèmes comportant à la fois des parties très automatisées et d'autres qui le sont moins. Cette mixité multiplie des interfaces dont la bonne gestion détermine la performance d'ensemble. Les hommes sont là et ce sont eux qui, par leur mise en responsabilité et leurs capacités d'intervention, assurent plus ou moins bien le fonctionne-

ment du système. La décentralisation de l'initiative devient dès lors la règle.

Enfin, les systèmes complexes sont fragiles et la panne est destructrice de performances. Il n'est pas rare de voir, de ce fait, des équipements utilisés à 50 % ou à 60 % de leur capacité. Il s'ensuit des gaspillages d'investissement, des ruptures et des reprises de production nuisant à une gestion optimale de la qualité. Or on sait que la majeure partie des pannes peuvent être résolues, par une intervention ne nécessitant pas le recours à des moyens techniques importants. La qualification de l'opérateur et sa réactivité deviennent déterminantes pour gérer ces dysfonctionnements au moindre coût. La prévention et la première maintenance doivent être intégrées dans les emplois de production. Mais cette imbrication du social et de l'économique va plus loin encore.

L'évolution des marchés et des clients oblige à donner une place centrale à l'organisation du travail. Certains industriels de la confection l'ont bien compris. Maintenant une production en France était possible en recherchant la qualité, l'adaptation sans délai - donc avec le minimum de stocks - aux changements de mode et de goût des clients, la variété des couleurs, des formes et des accessoires. L'essentiel, pour être compétitif, ce n'est pas d'avoir les plus bas salaires : d'ailleurs comment rivaliser avec le Sud-Est asiatique ou même avec le Maroc et le Portugal? C'est la qualification du personnel et l'organisation qui permettent l'adaptabilité et la qualité.

Tout cela débouche sur la nécessité de mettre en place des organisations du travail qualifiantes pour améliorer notre compétitivité. Il y a là une chance historique à saisir pour la France, pour l'Europe. Aujourd'hui, nous pouvons avoir comme objectif de construire un développement où efficacité économique et progrès social se conjuguent, s'épaulent, se renforcent; où chacun, entreprises et salariés dans leur diversité, trouve avantage. C'est un projet, comme ministre du travail, de la transformation économique et de l'ambition nationale. Cette ambition, je la traduirai ainsi autour de deux lignes d'action : bâtir des organisations qualifiantes d'une part, prévenir l'exclusion et développer l'insertion d'autre part.

Bâtir des organisations qualifiantes

La condition du développement économique, c'est aujourd'hui de construire des organisations qualifiantes, c'est-à-dire fondées sur l'expérience et la qualification des salariés, source d'autonomie et de responsabilité. Quel renversement de perspective alors que pendant un demi-siècle, le taylorisme a été la base de la prospérité des entreprises. Quel chemin à parcourir aussi!

Le taylorisme, l'organisation scientifique du travail, comme l'appelaient ses promoteurs, a permis de grands progrès de productivité dans les décennies passées. L'analyse et la rationalisation des tâches qu'il a amenées ont évité des gaspillages de mouvements, de matières et permis la production de masse de produits de grande consommation. L'industrie automobile en offre la meilleure illustration. Il a aussi mis en lumière l'importance de l'organisation industrielle et construit des outils pour la mettre en œuvre. Il n'est plus adapté aux contraintes de la production d'aujourd'hui.

L'irruption des automatismes et de l'informatique a simplifié les tâches de fabrication et accru la place du contrôle et de la maintenance. Le rendement individuel perd de son sens au profit de l'efficacité collective. A la production de masse d'un objet unique - la Ford T des années 30 ou la Renault 4 CV de l'après-guerre - succède la multiplicité des produits et des options. Pour vendre, il faut proposer de nombreux modèles et les changer souvent; et plus encore quand on exporte, compte tenu de la diversité des goûts, des législations... La chaîne et le travail parcellisé ne sont pas adaptés à ces exigences. Pour produire ainsi, il faut diminuer les stocks, s'organiser en équipes autour du produit à fabriquer. Il faut un travail enrichi, plus autonome, qui garantisse souplesse et qualité.

Le taylorisme, enfin, permettait d'employer, en quelques jours, voire en quelques heures, des personnes, souvent d'origine rurale, peu formées, voire illettrées. Un travail et un salaire réguliers représentaient pour beaucoup d'entre elles un progrès social. Aujourd'hui,

d'hui, malgré les lourds efforts qu'il faut accomplir, le niveau de formation des Français s'est beaucoup accru. Et la qualification du personnel, actuelle et potentielle, est notre principal atout, dans la division du travail à l'échelle mondiale.

Changer l'organisation du travail pour bâtir des organisations qualifiantes, ce n'est pas à mes yeux un mot d'ordre idéologique. C'est une conviction que je tire de mon expérience d'entreprise pour en améliorer les performances. C'est une condition aussi pour que chacun tire avantage de la modernisation par des conditions de travail améliorées, par une plus grande autonomie et des responsabilités plus grandes, par des possibilités accrues de développement professionnel et tout simplement par un meilleur salaire, conséquence d'une qualification plus élevée.

Accélérer l'évolution

Une telle évolution se produit lentement. Ce que je souhaite, c'est qu'elle s'accélère. Cela n'est pas facile, car cela implique de profondes modifications dans les manières d'agir des bureaux d'études, des services de méthodes, en un mot des concepteurs d'installations, qui souvent encore fonctionnent en circuit fermé, sans liens étroits avec tous ceux qui font et feront marcher l'installation. Cela implique aussi une modification du rôle des responsables hiérarchiques, des chefs d'établissement, de la maîtrise. Il ne s'agit plus seulement pour la hiérarchie de donner des ordres, mais d'être capable de recueillir et de traiter les informations qui viennent du terrain, d'impulser, d'orienter et de former.

Cela demande aussi une gestion active des ressources humaines en relation avec les évolutions envisagées des technologies et donc des métiers et avec l'organisation du travail. Il y a là un défi pour les responsables de personnel, et beaucoup reste à faire. C'est une voie nécessaire, enfin, si on souhaite prévenir l'exclusion, qui constitue un dysfonctionnement de l'entreprise comme de la société.

Prévenir l'exclusion

L'exclusion est présente dans les statistiques : plus de 800 000 demandeurs d'emploi sont au chômage depuis plus d'un an. Elle se crée tous les jours : jeunes découverts dans les banlieues, travailleurs de plus de cinquante ans licenciés, personnes de tous âges ne réussissant pas à trouver du travail, s'adressant aux permanences des bureaux d'aide sociale ou des associations caritatives.

L'exclusion n'est plus aujourd'hui un problème marginal. Les causes en sont multiples, et on ne peut éliminer, dans bien des cas, une part de responsabilité personnelle. On ne peut pas tout faire. L'école a son rôle, et l'échec scolaire fabrique de l'exclusion. L'ambition d'une qualification pour tous, que je partage avec le premier ministre et le ministre de l'éducation nationale, devrait conduire à améliorer cette situation. Mais je veux me concentrer ici sur ce qui intéresse directement l'entreprise.

L'entreprise, comme on l'a dit, peut être un lieu de développement ou d'exclusion. La formation interne ensuite joue un rôle essentiel. Quand un salarié a été embauché, illettré, qu'il est toujours quinze ans après, comment peut-il s'adapter à de nouvelles machines automatisées? Et quelles chances de reconversion a-t-il, à l'extérieur, s'il est licencié? Ce n'est malheureusement pas un cas d'école. Et puis, combien d'entreprises envisagent de se séparer de leurs salariés âgés, parce qu'ils sont moins adaptables, moins au fait, aussi, des récentes innovations que les plus jeunes?

Ne pas exclure, c'est-à-dire construire l'entreprise de demain avec les hommes d'aujourd'hui, implique une volonté. L'entreprise peut y trouver son avantage, d'autant plus que la notion de qualification a évolué et inclut de plus en plus le comportement, la réactivité et l'expérience, et pas seulement les connaissances. Ne pas exclure, c'est aussi un enjeu naturel pour les organisations syndicales, un objectif de la négociation sociale.

J'attends aussi de l'entreprise qu'elle aille plus loin, qu'elle participe à l'effort d'insertion. Certains pourront peut-être s'en étonner : à leurs yeux, l'entreprise peut avoir une responsabilité vis-à-vis de ses salariés, mais pas au-delà. Pourtant, nombre d'entreprises regroupent pour certaines dans la fondation Entreprises et insertion, font une autre démarche, celle d'aider à l'insertion des moins qualifiés, des plus vulnérables sur le marché du travail. Leur motivation relève du civisme mais aussi d'une meilleure prise en compte de leurs intérêts.

Un nombre croissant de chefs d'entreprise se sentent une responsabilité par rapport à leur environnement dont la qualité et la pros-

périté influent sur leurs propres activités. Il y a là l'expression d'une solidarité de fait avec la société dans son ensemble, source de cohésion sociale. Ce civisme correspond à l'intérêt de tous.

Partenariat avec les entreprises

Participer à la démarche d'insertion peut aussi relever d'objectifs plus immédiats, comme la recherche de main-d'œuvre. Telle entreprise du bâtiment qui accueille des jeunes sans qualification découvre que la mise en place de tuteurs ne sert pas seulement aux jeunes dont elle a besoin mais favorise aussi la circulation et l'expression des savoir-faire à l'intérieur de l'entreprise. Et l'embauche exclusive de BTS dans telle entreprise de la chimie ou de la métallurgie peut faire naître bien plus de difficultés cinq ou dix ans après, où chacun attend une promotion, qu'un recrutement sur toutes les échelles de qualification.

Développer l'insertion, c'est d'abord recruter des demandeurs d'emploi en situation difficile, jeunes non qualifiés, chômeurs de longue durée. De nombreux mécanismes existent, qui s'appuient souvent sur des aides publiques. Mais la démarche a toujours les mêmes points communs : insérer dans un cadre de travail, encadrer avec un tuteur, proposer une activité productive et de la formation.

Il y a aussi d'autres moyens de favoriser l'insertion, en apportant un appui aux structures spécialisées dans ce domaine, en particulier les entreprises d'insertion. Il s'agit de véritables entreprises, qui se procurent l'essentiel de leurs ressources en vendant sur le marché les biens et services qu'elles produisent et qui rémunèrent normalement leurs salariés, encadrement de très bon niveau d'une part, et d'autre part, exclus du marché du travail en réinsertion, payés au SMIC. Il s'agit aussi de lieux de travail social, puisque les salariés en réinsertion ne peuvent y rester plus de deux ans et qu'ils sortent avec un vrai métier.

Le développement de ces entreprises ne passe pas seulement par un accroissement des moyens publics qui y sont consacrés, mais réclame surtout un partenariat avec d'autres entreprises, qui leur offrent des conseils, des réseaux pour prospecter des marchés, et des possibilités de sous-traitance. Et pourquoi les entreprises n'inciteraient-elles pas leurs cadres à participer plus directement à l'insertion en consultant, en soutenant et, accompagnant chacun un jeune dans son parcours d'insertion personnelle et professionnelle? Les quatre cents « carrefours jeunes » qui accueillent et suivent les jeunes sans qualification et en difficulté pourraient servir de relais.

Cette dynamique des entreprises dépend d'abord d'elles-mêmes : dynamique interne de qualification, d'insertion et de non-exclusion, dynamique externe d'ouverture et de partenariat. Elle dépend aussi des salariés et de leurs représentants : volonté de solidarité, d'expression, de transfert de savoir-faire et de formation, dynamique de concertation et de négociation sociale.

L'Etat a décidé de lancer un grand chantier de changement du travail, gage de compétitivité et de progrès social. Son action pour l'insertion, priorité de sa politique de l'emploi, est déjà engagée. Le gouvernement doit convaincre de la nécessité de cette politique et mobiliser autour d'elle. L'Etat se doit d'aider, de conseiller, d'animer et d'être exemplaire.

MARTINE AUBRY

M. Bianco souhaite relancer la retraite progressive. - M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, a proposé mardi 26 novembre devant le Conseil économique et social (CES) une « négociation » rapide avec les partenaires sociaux afin d'améliorer la loi de janvier 1988 instituant la retraite progressive, mais dont le succès a été très limité. M. Bianco a relevé « beaucoup de points d'accord » avec le projet d'avis du CES consacré à la retraite progressive. Celui-ci souhaite mettre fin à la « coupure subite et non pas choisie et aménagée » entre la vie professionnelle et la retraite.

COMMUNICATION

Le Minitel entre morale et taxation

La taxe sur le chiffre d'affaires des messageries « roses » est contestée par les éditeurs

Le Minitel naquit un jour de la technocratie, trop heureuse de diffuser à grande échelle des terminaux et un néologisme, « télématique ». Mais il a pris son essor loin de cette technocratie, dans le foisonnement des messageries, des dialogues anonymes, souvent libertins. Après dix ans de cette croissance tumultueuse, les messageries dites « roses » font tâche dans le paysage pour tous ceux qui aspirent à normaliser la télématique, et à la porter au rang d'une industrie en ligne comme ses aînées. Comme tout nouveau moyen de communication, la télématique a entraîné une nouvelle forme de délinquance... à distance. C'est au son de la lune contre la débauche des mineurs, ou le profondisme, que les associations familiales demandent depuis longtemps un nettoyage des écrans. Mais les éditeurs de services conviviaux dénoncent les effets pervers de mesures dangereuses à la fois pour leur activité économique et pour les libertés - notamment celle de la presse - qui est la principale bénéficiaire des connexions roses.

Car le gouvernement a choisi la voie fiscale pour faire régner la morale. Une loi de finances rectificative de 1989 a institué une taxe de 30 % sur le chiffre d'affaires des services « à caractère pornographique ». Ce taux a été porté à 50 % dans la loi de finances pour 1992. Et, surtout, un décret de juillet 1991 indique que le classement de ces services s'opère par arrêté du ministre du Budget. Les premières listes de services estampillés « pornographiques » par les fonctionnaires de M. Chassagne ne devaient pas tarder à être publiées.

Expert des censures

Les éditeurs de messageries - dont toutes ne sont pas pornographiques - sont inquiets de cette offensive, et viennent de se regrouper dans un syndicat de la télématique convié pour faire valoir leurs arguments. Ils estiment que l'interdiction, par décalage économique de leur activité, causerait 5 000 emplois, handicaperait le développement de la télématique tout entière, encouragerait les services clandestins, serait contraire aux règles européennes.

Au-delà de ces arguments généraux, ils s'étonnent de voir le ministère du budget placé en position d'expert des censures et déterminer ainsi un moyen de pression supplémentaire sur la presse. Car nombre de titres établis, du groupe Filipachi au *Nouvel Observateur*, de *Libération* à la plupart des quotidiens régionaux, encaissent les bénéfices de messageries.

Ces titres ont peu de chances d'être sur les premières listes. Mais la menace d'une classification serait toujours pendante. Quant à certains secteurs de presse, ils dépendent de la télématique pour leur survie. Ainsi, explique Hervé Verniolle, de *Gai-Pied Hebdo*,

« toute la presse homosexuelle devrait mettre la clef sous la porte si l'on interdit les messageries ». Conscient de ces difficultés, le ministre des FTT a proposé qu'un numéro spécial d'appel soit affecté aux services roses, pour mieux protéger les enfants, et appelé aux parents que les nouveaux modèles de Minitel (2 et 12) comportent un verrouillage avec un code. La généralisation gratuite de ces terminaux à code est une des contre-propositions des éditeurs. Ces derniers font enfin remarquer que le Minitel rose n'est pas la principale préoccupation morale des Français. Un sondage Louis Harris montre en effet que l'interdiction des messageries n'est souhaitée en premier par 2 % des Français, loin derrière la violence dans les dessins animés (46 %), la publicité pour le tabac, les corridas, etc. et même les films érotiques à la télévision, accessibles à tous.

Depuis deux ans, les éditeurs de services télématiques ont signé avec France Télécom des conventions dans lesquelles ils s'engagent à respecter des règles déontologiques (surveillance de la prostitution, des appels à la débauche, etc.) sous peine de déconnexion. Cette clause n'a été appliquée que pour l'audiotex (les « téléphones roses »). Mais une série de lettres d'avertissement avant déconnexion vient d'être envoyée à des messageries Minitel. L'entreprise publique, qui sait qu'elle doit une part de son trafic, voudrait bien faire le ménage en douceur, en évitant les remous qu'une taxation trop brutale pourrait provoquer.

Tout ce débat, avec une bonne dose d'hypocrisie de part et d'autre, pose le problème des interdictions déontologiques. Des lois existent qui répriment déjà les délits visés par les associations familiales. Tout le problème est celui de leur application dans de nombreux contextes technologiques. Il existe une brigade financière spécialisée. A quand une brigade des écrans? Elle éviterait de confier aux fonctionnaires des impôts le gardiennage des coffres et de la morale.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

« L'Humanité » perd 21 millions de francs en 1990. - *L'Humanité*, quotidien du Parti communiste français, a annoncé une perte de 21 millions de francs en 1990, soit un accroissement de 14 millions de francs par rapport à 1989. Les dépenses ont augmenté de 7,5 millions alors que les recettes ont baissé de 6,9 millions. La part des recettes publicitaires était faible (15,3 % des revenus), le déficit provient, selon M. Roland Leroy, directeur de la publication, d'une chute de la diffusion. « Nous avons perdu 10 000 lecteurs en 1990, dont la moitié hors de nos frontières ». Ainsi, dès 1990, les anciens pays de l'Est ont résilié leurs abonnements de soutien. Selon l'Office de justification de la diffusion (OJD), la diffusion totale de *L'Humanité* a été de 84 194 exemplaires en 1990; elle était encore de 110 597 en 1989.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

UNI-ASSOCIATIONS Assemblées Générales

1) Les actionnaires de la SICAV UNI-ASSOCIATIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 6 décembre 1991 à 10 h 30, 23 Place de Catalogne - 75014 Paris, pour modifier les statuts.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le 16 décembre 1991 à 10 h 30 - même adresse.

2) Les actionnaires sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 13 décembre 1991 à 10 h 30, 23 Place de Catalogne - 75014 Paris, principalement pour arrêter les comptes de l'exercice 1990-1991 et de fixer le montant du dividende à distribuer.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence du Crédit Agricole.

SEGESPAR

IMPORTATION
MANISME DE I
TITULAIRES D'U
D'UNE LICEN

zero

AVI DE NAU
de France 63

RESPONSABLE DE L

un chargé

LARGUS
DES 50 M

ASSURANCE
Assu

2 à Bac +3
2 jours, 1

des assureurs

AU SORT AV

PREZ UN VOYAG

CHASSE

NOV. 91 - CHI

104 à 196

TRON

REPRODUCTION INTERDITE

IMPORTANT ORGANISME DE RECOUVREMENT

recherche pour un recrutement au 6 janvier 1992, dans le cadre d'un contrat d'adaptation à durée indéterminée, pour son secteur contentieux.

TITULAIRES D'UNE MAÎTRISE OU D'UNE LICENCE EN DROIT

- Agés de moins de vingt-six ans, déchargés des obligations militaires.
- Rémunération mensuelle brute de 5 675 F sur 13 mois 3/4 à l'embauche.
- Possibilités d'évolution dès le quatrième mois.
- Faculté de présenter le concours d'agent de contrôle des employeurs dans le courant de l'année 1992 (salaire annuel brut de 125 000 F à 225 000 F selon ancienneté et expérience).

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et de la copie du diplôme exigé devront être adressées au plus tard le 2 décembre 1991 à :

URSSAF DE PARIS - Direction du Personnel
3, rue Franklin, 93518 MONTREUIL CEDEX
Pour tout renseignement, téléphonez au :
48-51-22-72 ou 48-51-15-34

ENTREPRISE DE PRESSE NATIONALE

(Siège à Paris) recherche

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

H/F 320 KF +

Votre formation et votre expérience font de vous un professionnel reconnu en matière de marketing appliqué à la Presse.

Votre culture et votre ouverture vous permettent de vous adapter, dans les meilleurs délais à une entreprise de l'économie sociale, éditeur d'un magazine grand public, spécialiste des problèmes de santé et de société.

Votre disponibilité et votre dynamisme vous donnent les moyens d'un complet investissement dans une phase de redéploiement.

Vous aurez en charge :

- la diffusion et les relations avec les abonnés ;
- la promotion en coopération avec la responsable de la communication ;
- les projets de diversification ;
- les relations avec la Rédaction et la Régie publicitaire.

Vous agirez, au sein du collectif de Direction, dans un esprit d'initiative et de cohérence, en faisant partager à tous la préoccupation du développement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous le n° 8434
LE MONDE PUBLICITÉ, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 Paris Cedex 15

ENTREPRISE DE PRESSE NATIONALE

(Siège à Paris) recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

H/F 320 KF

Vous disposez d'une formation supérieure (DECS-DESCF-ESC-Gestion-Droit...), d'une expérience montrant votre ouverture (relations humaines, problèmes juridiques...), de la capacité à structurer le fonctionnement d'une entreprise comprenant des équipes diversifiées.

Vous manifestez un intérêt pour les questions de l'économie sociale.

Vous souhaitez développer vos compétences au sein d'un collectif de direction.

Votre mission sera d'assurer et développer les fonctionnalités de l'entreprise :

- direction administrative ;
- direction des ressources humaines (relations sociales, encadrement des services fonctionnels, coordination avec la Rédaction en chef pour la gestion des équipes rédactionnelles) ;
- direction de la gestion et des finances.

Une expérience de la Presse serait incontestablement un plus

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous le n° 8435
LE MONDE PUBLICITÉ, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 Paris Cedex 15



aérospatiale
protection systèmes

Spécialisée en maîtrise des risques industriels, technologiques et organisationnels
recherche **INGÉNIEUR(S) ERGONOMIE**

Formation DESS ou équivalent, diplômé en psychologie, anglais indispensable, bonnes connaissances en informatique, disponible pour déplacements, esprit d'équipe et initiative.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations à : AEROSPATIALE PROTECTION SYSTEMES - 10-20, rue de Lorraine, B.P. 226, 78307 MANTES-LE-JOLIE Cedex.

Sud-Est

Responsable commercial

Futur directeur d'agence

RSCL, société de services en informatique technique (150 personnes, CA : 50 MF) recherche pour son agence commerciale de Toulon

Vous avez une bonne expérience commerciale ou technique commerciale. Votre parfaite connaissance du milieu industriel de la région Provence-Côte d'Azur, et particulièrement DCN, vous permettra d'assurer la gestion des clients et le développement des ventes.
Votre expérience dans le domaine des services informatiques et votre potentiel de manager sont des atouts essentiels pour réussir dans cette fonction.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et présentations, sous le n° RAVTLN01, à RSCL-PACA 73 rue J.-L. Rambot, 21 Est, BP 060, 83079 TOULON Cedex.

ASSOCIATION LOI 1901

reconnue d'utilité publique

recherche pour le 1^{er}/3/92

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Poste basé à Paris

Conditions de la C.C. 1988

Bonnes connaissances en gestion et droit du travail.

Poste devant évoluer vers la direction générale.

Les candidatures avec CV, réf. et photo devant être envoyées au MONDE PUBLICITÉ sous le n° 8430
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis - 75002 Paris Cedex 15

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE RECHERCHE LE CHEF DE SON SERVICE DE GESTION ADMINISTRATIVE DU PATRIMOINE

- Il assurera une mission générale de suivi administratif des dossiers et, ponctuellement, de conseil.
- Il sera chargé plus particulièrement des contacts de prestations de services, taxes foncières, assurances, accords collectifs de location, gestion, syndic...
- Il aura une expérience professionnelle significative dans « l'immobilier social » (HLM/SEM/CIL constructeurs) en secteur administratif et facultativement de syndic en gestion immobilière.
- Diplômé(e) d'enseignement supérieur (École de gestion).
- Âge souhaité : 35/45 ans.
- Poste basé à Marseille.

Adresser lettre manuscrite, CV, présentations et photo sous le n° 8440, Monde Publicité, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis, 75015 Paris.

L'ÉCOLE DES RELIGIONS

Association loi de 1901

Une école qui propose un enseignement simultané des 5 religions (bouddhisme, christianisme, hindouisme, islam, judaïsme).

cherche son

Directeur général (H/F)

Sa mission : Assurer le développement de l'école et contrôler la bonne organisation des cours en France.

Adresser candidature (lettre manuscrite + photos + présentations) à :
Institut Jacques-Benoît
245, rue de Berzy - 75012 PARIS



La ville de **BEAUVAIS**
Oise - 56.000 habitants

CHARGE DE MISSION PREVENTION DE LA DELINQUANCE (contractuel)

Votre mission : élaborer un diagnostic local, définir et mettre en œuvre un Programme d'Action Prévention, initier et coordonner le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance. Vos meilleurs atouts : une solide expérience dans ce domaine et de fortes capacités de dialogue et d'animation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo à M. le Maire - Direction des Ressources Humaines - BP 330 - 60021 BEAUVAIS cedex

PARFUMERIE, 400 m², en région parisienne,

recherche

- RESPONSABLE (homme ou femme)
- Animation commerciale • Management équipe 20 personnes
- Gestion stocks et budgets

PHARMACIEN

Responsable secteur dermo-cosmétique

CONSEILLÈRES (expérience souhaitée)

Adresser CV + lettre de motivation à :
CLAUDINE FERROULLAT - Ste-Mandonaud - BP 380
87010 LIMOGES Cedex

EXPANSIA

Recherche pour son usine d'ARAMON (30)

INGÉNIEUR CHIMISTE

Organicien de formation, il aura une bonne connaissance du matériel industriel.

Responsable d'une unité de production, il participera au développement des technologies nouvelles.

Quelques années d'expérience et la maîtrise de l'allemand sont indispensables.

ENVOYER : Lettre manuscrite et présentations + CV + photo
Société EXPANSIA - Service du Personnel
Route de Villeneuve - BP n° 6
30350 ARAMON

Sans vous, les technologies se périment

Ingénieurs, informaticiens ou commerciaux, la richesse de vos carrières accompagne l'évolution des technologies. Entreprises, votre avance dépend de l'expérience des hommes, où et quand il le faut. Spécialistes, en région parisienne et en région Rhône-Alpes, Danielle MUSSARD-CHASSOT vous aidera à établir le dialogue, rapidement et confidentiellement.
POLYCOM
Référence : 91 - 17M
44, rue de la Vilette - 69425 LYON CEDEX 03
Tél. : 78.84.00.38

POLYCOM

CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

TRES URGENT

Pour importante Société Aéronautique, nous recherchons

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DEBUTANT

Formation mécanique Option Matériaux connaissant bien l'informatique

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Formation électronique analogique, 2 à 3 ans d'expérience industrielle

DUT GENIE THERMIQUE DEBUTANT

Très bon calculateur, connaissant bien la CAO/DAO

Disponibles immédiatement. Anglais souhaité

Adresser C.V. et présent. à T2L 92 rue St Lazare 75009 PARIS ou téléphonez pour RV à François LAULAN au 42 85 38 41

FORMATION PROFESSIONNELLE

Trois grandes écoles ont allié leurs compétences :

l'Institut Informatique et Entreprise (I.I.E.)
l'École des Hautes Études Commerciales (Groupe EDHEC)
l'Institut Supérieur d'Électronique du Nord (ISEN)

pour vous proposer une formation

D'INGÉNIEUR D'AFFAIRES INTERNATIONALES EN INFORMATIQUE ET ÉLECTRONIQUE

Cette formation s'adresse à tout candidat :

- de niveau BAC + 4 justifiant d'une expérience probante d'au moins 3 ans ;
- demandeur d'emploi * ou
- personne en congé individuel de formation (CIF)

Recrutement sur dossier. Tests et entretien.

Démarrage prévu le 9 décembre 1991

Pour tout renseignement s'adresser à :

ISEN

Institut Supérieur

d'Électronique du Nord

41, boulevard Vauban

59046 Lille Cedex

30-30-62-20 Fax 20-54-56-66

EDHEC

École des Hautes Études

Commerciales

58, rue du Port

59046 Lille Cedex

20-54-25-34 Fax 20-30-83-06

Renseignements et inscriptions :

INSTITUT INFORMATIQUE ET ENTREPRISE

TERTIA 3000, Rue Henri-Matisse 59300 AULNOY-LEZ-VALENCIENNES

Tél. : 27-30-18-10 Fax 27-42-52-00

(*) Formation gratuite et rémunérée pour les demandeurs d'emploi.

L'ARGUS Le Monde
LE FORUM DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

Passeport pour l'Assurance.

Bac +2 à Bac +5, jeunes cadres,
pendant 2 jours, venez rencontrer
des assureurs qui recrutent.

RENCONTREZ LES RESPONSABLES
DES GRANDES SOCIÉTÉS ET COURTIERS D'ASSURANCES,
PARTICIPEZ AUX CONFÉRENCES.

TIRAGE AU SORT AVEC VOTRE INVITATION,
GAGNEZ UN VOYAGE PARIS - NEW-YORK*

ENTRÉE
GRATUITE



* Pour obtenir votre invitation, écrivez à :
L'Argus - Service R,
2, rue de Calvaire - 75001 Paris

29-30 NOV. 91 - CNIT - PARIS LA DÉFENSE
29 nov. de 10h à 19h • 30 nov. de 10h à 18h

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

هذا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

• Le Monde • Jeudi 28 novembre 1991 37

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			17^e ARRONDISSEMENT			STUDIO		
3^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES DUPLEX			Immeuble neuf		
3 pièces	8, rue du Grand-Veneur	8 400	123 m², 5-6 étages	19-21, rue Salvaire	14 500	25 m², 5 ^e étage	3-5, rue de la Fontaine-Henri-IV	2 450
69 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 772	balcon, terrasse 38 m²	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 1 127	parking	SAGGEL - 46-08-80-36	+ 320
possibilité parking	Frais de commission	6 048	2 parkings	Frais de commission	10 710		Frais de commission	1 784
5^e ARRONDISSEMENT			18^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES		
3 pièces, IMM. NEUF	4, rue de la Collégiale	11 000	STUDIO			Immeuble neuf	CHAVILLE	5 800
80 m², 2 ^e étage	GERER - 49-42-24-57	+ 720	cave, parking	87, rue du Mont-Cenis	3 000	74 m², 5 ^e étage	3-5, rue de la Fontaine-Henri-IV	+ 883
outs. équipée, park.	Frais de commission	8 000		AGF - 44-86-45-45	+ 735	parking	SAGGEL - 46-08-80-36	4 176
7^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			4-5 PIÈCES		
2 pièces	50, rue de Bourgogne	7 350	61 m², 3 ^e étage	1, avenue Junot	8 100	Immeuble neuf	CHAVILLE	7 900
53 m², 1 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 083		CIGIMO - 48-00-89-89	+ 650	103 m², 4 ^e étage	3-5, rue de la Fontaine-Henri-IV	+ 1 228
parking	Frais de commission	5 913	19^e ARRONDISSEMENT			parking	SAGGEL - 46-08-80-36	5 688
4 PIÈCES			3 PIÈCES			5 PIÈCES		
81 m², 2 ^e étage	189, rue de Granelle	10 275	68 m², 1 ^e étage	128-130, rue Compans	7 100	138 m²	NEUILLY-SUR-SEINE	17 250
	AGF - 44-86-45-45	+ 1 400	parking	GERER - 48-42-24-57	+ 810	3 ^e étage	9-11, avenue Sainte-Foy	+ 1 800
	Frais de commission	7 311		Frais de commission	4 047		AGF - 44-86-45-45	12 276
8^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			3 PIÈCES		
3 pièces DUPLEX	12, rue Paul-Baudry	14 300	4 PIÈCES			87 m², 1 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE	7 830
97 m², 5 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 297	84 m², 1 ^e étage	MAISONS-LAFFITTE	6 000		5, rue du Général-Lanrezac	+ 500
possibilité parking	Frais de commission	10 296	parking	21-23, rue des Côtes	+ 1 228	4 PIÈCES		
9^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			88 m², 2 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE	9 890
4 pièces	21, rue Condorcet	8 445	53 m², 1 ^e étage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	4 694	balcon	223, av. Charles-de-Gaulle	+ 1 512
102 m², 3 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 800	cave, parking	40, rue des Ursulines	+ 800		CIGIMO - 48-00-89-89	7 390
	Frais de commission	6 009		AGF - 44-86-45-45	3 198	3 PIÈCES		
4 PIÈCES			MAISONS 4 PIÈCES			73 m², rez-de-cha.	NEUILLY-SUR-SEINE	8 030
109 m², 1 ^e étage	2, square Trudaine	7 900	95 m²	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	6 987	parking	34-36, bd Victor-Hugo	+ 1 290
	GCI - 40-16-28-71	+ 1 997	garage	22 bis, rue Schnapper	+ 633		SAGGEL - 47-78-15-85	5 782
11^e ARRONDISSEMENT			MAISON 5 PIÈCES			4 PIÈCES		
4 pièces	4, rue Mouffe	8 084	132 m²	SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE	9 800	89 m², 1 ^e étage	PUTEAUX	5 700
88 m², 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 783	garage	4, rue du Vieux-Puits	+ 1 028	parking	5, rue Gutenberg	+ 1 313
parking	Frais de commission	6 102		SAGGEL - 47-78-15-85	7 056		SAGGEL - 47-78-15-85	4 104
12^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			4 PIÈCES		
2 pièces	12, rue de Rambouillet	5 925	102 m², 4 ^e étage	VIROFLAY	8 630	86 m², 1 ^e étage	SAINT-CLOUD	8 078
52 m², 5 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 416	balcon, parking	2, rue Joseph-Bertrand	+ 1 600	parking	10, square de l'Hippodrome	+ 980
cave, parking	Frais de commission	4 216		CIGIMO - 48-00-89-89	6 483		AGF - 44-86-45-45	5 748
13^e ARRONDISSEMENT			91 - ESSONNE			4 PIÈCES		
2 pièces	108 bis, boulevard Blanqui	4 800	6 PIÈCES			89 m², 3 ^e étage	SURESNES	7 120
60 m², 3 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 460	105 m², 6 ^e étage	GIF-SUR-YVETTE	3 485	parking	16, rue S.-de-Rothschild	+ 1 237
cave, parking	Frais de commission	3 415	parking	Résidence Les Grandes	+ 938		AGF - 44-86-45-45	5 067
2 PIÈCES, IMM. NEUF			92 - HAUTS-DE-SEINE			4 PIÈCES DUPLEX		
57 m², 4 ^e étage	34-38, rue des Peupliers	8 400	5 PIÈCES			97 m², 10-11 ^e ét.	PANTIN	5 660
parking	GERER - 49-42-24-57	+ 510	105 m², 6 ^e étage	ASNIÈRES	8 200	parking	19-21, rue Jean-Lolive	+ 1 014
	Frais de commission	3 848	parking	25 bis, avenue d'Argenteuil	+ 1 282		LOC INTER - 47-45-15-84	4 374
15^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES DUPLEX			2 PIÈCES		
4 pièces	69, rue Fondary	10 255	180 m², 4-5 étages	BOULOGNE	26 000	53 m², 4 ^e étage	SAINT-MANDÉ	5 205
91 m², 3 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 056	terrasses, cheminée	33-37, rue Louis-Pasteur	+ 1 791	parking	4, avenue Joffre	+ 586
parking	Frais de commission	8 092	parking	SOLVEG - 40-67-06-99	5 904		LOC INTER - 47-45-15-71	4 050
16^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			4 PIÈCES		
2 pièces	27, avenue Kléber	9 970	102 m², 1 ^e étage	BOULOGNE	9 609	98 m², 3 ^e étage	SAINT-MANDÉ	9 000
75 m², 4 ^e étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 015	cave, parking	33-35, rue Anna-Jacquelin	+ 2 205	2 parkings	25, avenue Joffre	+ 1 053
possibilité parking	Honoraires de location	7 448		AGF - 44-86-45-45	6 703		LOC INTER - 47-45-15-71	6 760
6 PIÈCES, Refait neuf			4 PIÈCES			5 PIÈCES		
177 m², 4 ^e étage	14, rue Pétrarque	26 550	86 m², 2 ^e étage	BOULOGNE	9 700	95 m², 1 ^e étage	SAINT-MANDÉ	8 590
possibilité parking	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 186	2 parkings	197, avenue Gallieni	+ 650	balc., terrasse 17 m²	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 1 039
	Frais de commission	19 116		Frais de commission	7 254	2 parkings	Frais de commission	6 462

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION
AGF
GROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

ACFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

GFC

GENERALI

gerer
Le Service Immobilier

SOLVEG
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMEUBLES

LOC INTER
Transactions Tél. 01-45.19.47

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

CIGIMO
GROUPE GTF

هذا هو الأصل

ÉCONOMIE

AUTOMOBILE

Bonne progression
de la production en France

Le mois d'octobre a confirmé le léger mieux de l'automobile française. Selon les statistiques publiées mardi 26 novembre par le Comité français des constructeurs d'automobiles (CCFA), la production nationale de voitures particulières s'est accrue de 4,8 % le mois dernier par rapport au mois d'octobre 1990, pour atteindre 317 147 véhicules. Une performance obtenue grâce à la forte progression de Citroën, notamment sur la nou-

velle ZX : la firme a en effet sorti 76 344 véhicules au mois d'octobre, en hausse de 35,5 % par rapport au même mois de 1990. En revanche, l'activité de Peugeot est restée relativement stable, alors que celle de Renault a chuté de 6,5 %. Sur les dix premiers mois de l'année, la production nationale (2 651 156 voitures) reste néanmoins inférieure de 5,2 % à celle de la même période de 1990.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE VOUS INFORME

Sicav SOGEPARGNE

Sicav obligatoire française à distribution annuelle

Dividende 1991 : 31,15 F, mis en paiement le 15 octobre 1991 (+ crédit d'impôt de 2,00 F pour les personnes physiques ou de 2,05 F pour les personnes morales).

Réinvestissement du coupon : En exonération de la commission de souscription jusqu'au 14 janvier 1992.

Performance au 31/10/1991 : + 10,98 % sur un an, coupon net réinvesti.

Objectifs de placement : Recherche d'un revenu élevé tout en assurant la préservation du capital sur une longue période, à travers un portefeuille investi en obligations françaises.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Information
SICAVPROFICIUS
Assemblées Générales

1) Les actionnaires de la SICAV PROFICIUS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 11 décembre 1991 à 10 h 30, 23 place de Catalogne - 75014 Paris, pour modifier la date de clôture de l'exercice social.

En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le 20 décembre 1991 à 10 h, 91/93 Bd Pasteur - 75015 Paris.

2) Les actionnaires sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 11 décembre 1991 à 10 h, 23 Place de Catalogne - 75014 Paris, principalement pour arrêter les comptes de l'exercice 1990-1991 et de fixer le montant du dividende à distribuer.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence du Crédit Agricole.

Oblicic Mondial
La Sicav Obligataire Internationale

Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 30 septembre 1991 approuvés par le Conseil d'Administration du 19 novembre 1991 présidé par M. Jean-Jacques TAMBURINI.

Actif net au 30.09.1991 : F. 171.220.819

Performance entre le 28.09.1990 et le 30.09.1991 : + 10,42 %

Performance entre le 28.12.1990 et le 15.11.1991 : + 9,92 %

Valeur liquidative au 15.11.1991 : F. 2.520,86

Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires le 7 janvier 1992 à 15 h 45.



MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 26 novembre ↑

Raffermissement

Après deux essais infructueux entrecoupés d'une chute, Wall Street est parvenu mardi 26 novembre à se redresser. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de hausse s'est poursuivi durant la séance sans toutefois arriver au bout de la journée. Après avoir gagné près de 28 points, l'indice Dow Jones ne conservait qu'une avance de 14,08 points (+0,45 %) en clôture pour s'établir à la cote 2 918,14.

Le bilan de la journée a été légèrement moins bon que ce résultat. Sur 144 valeurs traitées, 960 seulement ont monté, tandis que 778 baissaient et que 506 reproduisaient leurs cours précédents. Les investisseurs naviguent entre le pessimisme et l'optimisme. Les pessimistes ont été très affectés par l'annonce d'une nouvelle baisse pour novembre de l'indice de confiance des consommateurs tombé à 90,6 (-0,95 %), soit à son niveau le plus bas depuis la récession de 1982. Les optimistes ont été encouragés par la décision d'IBM d'augmenter de 20 000 emplois. Pour eux, cette mesure devrait permettre à la "Big Blue" de renouer avec l'opulence en économisant 1 milliard de dollars en 1992 et 2 milliards pour chacune des deux années suivantes. L'action IBM a monté de 2,5 %.

VALEURS	Cours du 26 nov.	Cours du 27 nov.
Alcoa	57 1/2	57 3/4
Amstar	44 1/2	44 1/2
Boeing	44 1/2	44 1/2
Chem. Bank	44 1/2	44 1/2
Du Pont de Nemours	44 1/2	44 1/2
Eastman Kodak	44 1/2	44 1/2
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	24 1/4	24
General Electric	65 3/4	65 3/4
General Motors	31 3/4	31 3/4
Goodyear	48	48 3/4
IBM	95 1/2	97 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
McDonald	88	88 3/4
Pfizer	67 1/2	67 3/4
Schering	118	118 1/2
Tesoro	58 3/4	58 1/2
U.S. Corp. de Alameda	123 1/2	124 1/2
United Tech.	47 1/4	47 3/4
Windsorhouse	60 7/8	61 5/8
Yarn Corp.	61 5/8	61 5/8

LONDRES, 26 novembre ↑

Progression

Les valeurs ont terminé en hausse mardi 26 novembre à la Bourse de Londres malgré une réduction de leur avance en fin de séance. L'indice Footsie des cent valeurs principales a gagné 15,3 points à 2 471,56, soit 0,6 %. Le volume d'activité s'est gonflé à 547,9 millions de titres contre 416,4 millions lundi.

La tendance a été très soutenue jusqu'à la mi-journée après les propos tenus par le ministre allemand de l'économie, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

PARIS, 27 novembre ↓

Relâchement

La Bourse de Paris virait au rouge mercredi en début de journée dans un marché très calme. En hausse de 0,10 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,81 % et de 0,98 % en début d'après-midi.

Les prises de bénéfices se multipliaient dès l'ouverture. Ces ventes intervenaient après des rumeurs évoquant des déclarations de M. Edouard Chevènement, le ministre des affaires étrangères, selon lesquelles un nouveau coup d'Etat était possible en URSS. Sans ces bruits alarmistes la séance aurait pu être meilleure avec les nouvelles favorables françaises : excédent de 5,6 milliards de francs de la balance commerciale française en octobre, légère détente du loyer de l'argent à Paris après la remontée du dollar à la suite de déclarations de M. Pierre Bédaride, le ministre allemand de l'économie.

En effet, ces responsables ont déclaré qu'une hausse des taux d'intérêt allemands n'était pas envisagée. La condition d'Exor, suspendue à l'ouverture dans l'attente d'un projet d'offre publique sur ce titre, Sa filiale Parier montait à 4,3 %. Des rumeurs évoquaient une possible OPA du groupe Agnelli sur Exor dont il était déjà 21,3 % du capital. Un conseil d'administration d'Exor devrait se réunir d'ici la fin de la semaine, et un communiqué devrait être publié.

TOKYO, 27 novembre ↓

Rechute

Ce n'était qu'une embellie. Le redressement survenu à Tokyo après neuf séances de baisse (record historique) n'a pas duré et, mercredi 27 novembre, le Nikkei a chuté à 12 973,28, soit à la cote 22 973,28, soit à 158,2 points (-0,60 %) au-dessous de son niveau précédent.

Comme il faut toujours de bonnes raisons pour expliquer un revers, les professionnels ont accusé les opérateurs d'avoir déjoué des positions à la hausse arbitraires. De fait, l'échéance des options, jeudi prochain, cause des préoccupations de même que les mauvais résultats des sociétés. Enfin, beaucoup faisaient état d'une absence totale d'incitations à acheter. « C'est pourquoi le terme a fait chuter l'indice », soulignait un participant. CORD. L'adjectif a été assez faiblement affecté comme mardi, 200 millions de titres échangés.

VALEURS	Cours du 26 nov.	Cours du 27 nov.
Alcoa	57 1/2	57 3/4
Amstar	44 1/2	44 1/2
Boeing	44 1/2	44 1/2
Chem. Bank	44 1/2	44 1/2
Du Pont de Nemours	44 1/2	44 1/2
Eastman Kodak	44 1/2	44 1/2
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	24 1/4	24
General Electric	65 3/4	65 3/4
General Motors	31 3/4	31 3/4
Goodyear	48	48 3/4
IBM	95 1/2	97 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
McDonald	88	88 3/4
Pfizer	67 1/2	67 3/4
Schering	118	118 1/2
Tesoro	58 3/4	58 1/2
U.S. Corp. de Alameda	123 1/2	124 1/2
United Tech.	47 1/4	47 3/4
Windsorhouse	60 7/8	61 5/8
Yarn Corp.	61 5/8	61 5/8

FAITS ET RÉSULTATS

□ Débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

Le débat autour de la prise de décision de la Banque mondiale, M. Jürgen Moeller. Celui-ci a estimé qu'il n'y aurait pas de hausse immédiate des taux d'intérêt outre-Rhin, rassurant ainsi les Britanniques qui craignent dans le cas contraire un propre resserrement de leur politique monétaire.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3825	3830	Imtech. Hottel	780	780
Amstar Associes	270	261 90	Imtech. Computer	163	160
S.A.C.	90 90	89	U.P.R.M.	60	62
Banq. Paribas	802	800	Loca Invest.	241	240
Bolton (Lyon)	304	302 90	Loca Invest.	70 10	71 30
Bolton (Lyon)	245	240	Loca Invest.	85	82 45
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	798	795	Motex	152	148
Cablevision	400	405	Publi-Imtech	385 50	385 50
Café	891	890	Razel	422	425
C.E.G.E.P.	134	134	Razex-Alp. Econ. (Lyon)	287 30	285 90
C.F.P.I.	283 90	287	S.F.H.M.	169	169
C.N.I.M.	800	886	Select Invest (Lyon)	99	98 50
Cofinor	278	278	Serbio	384 90	382
Cofinor	780	811	S.M.T. Group	130	130
Cofinor	158 50	158	Sopex	248 90	248 40
Cofinor	308	318	T.F.I.	335	323 50
Dalmeida	1220	1220	Transmedia H. (Lyon)	815	814 50
Danachy Worms Co	337 60	337	Unilog	213 90	211
Dewaville	822	822	Wall et Cie	85 50	85
Dewille	243	249	Y. St-Laurent Group	802	801
Dofina	125	128			
Edifone Bulland	240	246			
Europ. Population	182	186 30			
Finacor	128 90	128			
Finacore	302 10	305			
OFF (Lyon, Lyon 1)	124	121 20			
Grand Lyon	383	384			
Groupaph	200	200			
Grupa Origyn	930	930			
Imtech	910	910			
I.C.C.	201	198			
Macron	122	122			

LA BOURSE SUR MINUTEL	
36-15	TAPEZ LE MONDE

BOURSE DU 27 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

[illegible]

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

26/11

VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS		Cours princ.	Dernier cours	VALEURS		Cours princ.	Dernier cours	VALEURS		Cours princ.	Dernier cours	VALEURS		Emission	Rachet net	VALEURS		Emission	Rachet net	VALEURS		Emission	Rachet net				
Obligations																															
Emp.Etat 9,967%				122 95	4 53	CLM		1174	1180	Magasin		780	780	A.A.				1004 34	879 75	Foncière				236 05	231 99	VALEURS				1101 07	1094 21
Emp.Etat 9,967%				100 80	3 89	CLM R.M. (R)		2600		Météo Départ		692		Andalou				206 78	201 25	Foncière Espagne				37 27	31 48	Pénares				126 49	123 10
10,00% 7/8/82				102 05	4 27	Cofinor		97 80		Météo		62	63	Arenberg				772 74	739 46	Foncière				938 97	919 39	Pénares				2079 47	20769 70
10,00% 7/8/82				107 20	12 51	Cofinor		256		Météo (P)		214 50	226	Arenberg				7652 41	7558 09	Foncière				25 92	26 28	Pénares				6255 15	62653 15
Emp.Etat 12,2% 8/4				102 05	1 86	Cofinor		346		Météo (P)		214 50	226	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
Emp.Etat 11% 8/5				103 36	8 0	Cofinor		732	732	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
10,20% 9% 8/8				103 36	7 28	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
SAT 10% 5/25/80				101	9 48	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
SAT 8,2% 11/19/81				102 31	8 0	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
SAT 10,30% 1985				1002		Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
PTT 11,2% 8/5				105 45	0 05	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
OFF 10,30% 8/5				101 70	7 86	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CAF 10,20% nov 80				105 55	7 19	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CNA 10% 5/1979				101 90	6 82	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex				516 56	588 60	Foncière				5141 34	5128 53
CMB Banque 5000%				98 96	3 70	Cofinor		107 20	107 20	Météo		1168 50	1168 50	Alcan				105	104	Amplidex</											

Cote des Changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

INSTITUT

Le prince Takahito Mikasa reçu à l'Académie des inscriptions et belles lettres

En prélude à sa séance solennelle de rentrée, qui s'est déroulée sous la Coupole, l'Académie des inscriptions et belles lettres a procédé, vendredi 22 novembre, à l'installation du prince Takahito Mikasa, élu naguère associé étranger au fauteuil de Maurice Leroy, décédé le 3 mars 1990.

Né le 2 décembre 1915, le prince Takahito Mikasa est le troisième frère de l'empereur Hirohito. Il est désormais le doyen de la famille impériale et l'oncle de l'empereur actuel du Japon, Tenno Akihito. Après avoir étudié l'histoire de l'Orient, les Anciens et s'être initié principalement aux langues sémitiques et à l'archéologie à l'université de Tokyo, il a été chargé de cours à l'université des jeunes filles de Tokyo de 1935 à 1978, puis à l'université d'Ayama, de 1964 à 1978.

A partir de 1968, il a professé à l'université de Takushohu et, depuis 1985, à l'université de Tokyo pour les beaux-arts et la musique. Entre-temps, il a fait de nombreux voyages officiels à travers le monde, participé à plusieurs congrès, notamment au second Congrès international des égyptologues à Grenoble en 1978; à la Conférence pour l'histoire et l'archéologie en Jordanie à Oxford, en 1980; au 31^e Congrès international des sciences humaines en Asie, et en Afrique du Nord en 1973. A l'UNESCO, il a contribué au sauvetage de l'énorme ensemble de briques crues de Mohenjo-Daro au Pakistan.

Il a publié de nombreux articles

et ouvrages, parmi lesquels ceux qui concernent l'archéologie au Proche-Orient et dont voici les traductions françaises des titres: *Rois, tombes et peuples* (1978), *L'histoire commence là* (1967); *L'histoire de l'ancien Orient et moi* (1984); *Les Dieux de l'ancienne Egypte* (1988).

Président, entre autres associations, de la Société japonaise de l'étude de l'Orient et membre de la Société française d'archéologie, le prince Takahito Mikasa a reçu, en 1989, le Prix mondial Ataturk pour la paix.

Le débat sur la Grande Bibliothèque de France

Après quoi, il est venu entendre sous la Coupole, avec ses nouveaux confrères, les exposés de M. Robert Turcan et de M. Jean Lecat, secrétaire perpétuel et, tout d'abord, l'allocution du président, M. François Chomoux, qui a énergiquement regretté que l'Académie n'ait pas été consultée à l'occasion d'un projet de grande envergure qui agit aujourd'hui l'opinion, celui de la Grande Bibliothèque de France. Et de poursuivre: «Qui, pourtant, était mieux qualifiée que notre Compagnie pour définir les besoins des savants qui utilisent chaque jour dans leurs travaux les ressources de notre patrimoine imprimé? Nous l'avons dit et répété cent fois: pour les érudits qui se penchent sur le passé, qu'il s'agisse d'histoire, de linguistique, d'archéologie ou de littérature, les bibliothèques sont nos laboratoires. Elles méritent d'être organisées et développées en fonction des exigences de la recherche (...). En sollicitant en

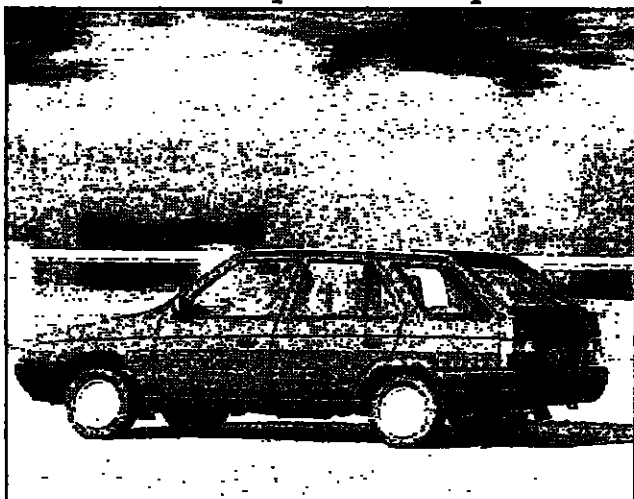
temps utile notre avis motivé, les promoteurs du gigantesque projet de la nouvelle Bibliothèque de France se seraient sans doute épargnés certaines des critiques que leur entreprise, très louable dans son principe, a suscitées dans les esprits.

«Conformément à une tradition constante de réserve et de sagesse, notre Académie se refuse à toute polémique. Elle a néanmoins le devoir de rappeler que le travail de savoir, à quoi sont d'abord destinées ces collections incomparables, ne peut s'exercer d'une façon efficace que dans des conditions matérielles bien précises, que l'expérience seule permet de déterminer. Le rôle de l'architecte est d'abord de prendre conscience de ces besoins, afin de pouvoir y répondre, avant de concevoir les grandes lignes d'un bâtiment inspiré par un parti pris esthétique. Nul ne songerait à construire un grand laboratoire sans consultation préalable des hommes de science qui y élaboreront leurs recherches. Il semble pourtant que cette règle de bon sens ait été oubliée dans le cas présent. Mais cet oubli peut être réparé. Grâce à la ferme intervention d'un de nos confrères particulièrement compétent en la matière, un débat sérieux s'est ouvert, où les problèmes de fond sont nettement posés. Souhaitons que cette controverse, qui doit rester sans passion et viser uniquement à servir l'intérêt de nos études, permette d'apporter à la future et majestueuse cité des livres les aménagements qui la rendront pleinement adaptée à son objet.»

JEAN-MARIE DUNOYER

AUTOMOBILE

Break Skoda : pas mal et pas cher



Dans la confusion économique et industrielle qui marque les lendemains qui vont chanter des pays de l'Est, Skoda, la marque tchécoslovaque de véhicules, semble avoir des chances de tirer son épingle du jeu. Après une berline qui suit son chemin, voilà livré en France par le réseau Poch un break Favorit qui mérite que l'on s'attarde un peu sur ce type de voitures, certes assez rustiques si l'on compare ce qui n'est pas comparable, mais non privées de qualités.

Il faut dire que la Tchécoslovaquie est un pays de tradition, si l'on peut dire, automobile reconnue. Voilà quatre-vingts ans, Laurin et Klement, qui devaient plus tard fusionner avec Skoda, implanté à Pilsen, produisaient déjà des automobiles qu'animait un moteur à explosion.

Le break Skoda Favorit est un 1 300 cm³ (1 289 cm³ pour 6 CV fiscaux) de 4 cylindres monté transversalement qui agit sur les roues avant. La répartition des masses - 57 % du poids sur l'avant - lui assure un équilibre que le train arrière semi-rigide avec suspensions hydrauliques ne contrarie pas trop.

Le comportement est donc en gros celui de la berline, à laquelle il ne faut pas non plus demander l'impossible.

Frains à disque à l'avant, à tambour à l'arrière avec rattrapage automatique et assistance, boîte à cinq vitesses, poignées de maintien, phares à tode, dispositif cache-bagages, le Favorit bénéficie de petits «détails» en série, parfois coûteux sur des modèles d'autres marques. Un

volume important de chargement (de 340 à 1340 dm³), favorisé par des sièges arrière repliables par 1/3-2/3, lui permet d'avoir des caractéristiques dignes de certains utilitaires.

On en regrettera d'autant plus qu'il n'y ait pas d'assistance à la direction, ce qui, comme sur la berline, réclame des muscles bien entraînés quand il s'agit, en ville, de promener cet ensemble roulant de près d'une tonne et demie en charge.

L'argument suprême reste cependant le prix demandé: 54 000 francs. A ce tarif, il est vrai qu'il ne faut pas être trop gourmand, ni pour la légèreté de la direction ni pour le nombre de chevaux réellement regroupés sous le capot, quel que soit ce qui est modeste.

C. L.

Le nouveau coupé 260 Atlantique de Venturi. Avec la sortie du coupé 260 Atlantique, Venturi vise une clientèle plus sportive. Le coupé 260 de série a subi une cure d'amaigrissement - l'abandon de la climatisation et un large usage de l'aluminium lui fait perdre 100 kilos - et reçu en échange une livrée bleu océan unique, plus agressive. Le groupe reste le PRV bien connu, porté à 2 849 cm³, posé sur un châssis allégé, qui développe 260 ch à 5 500 tr/min. Suralimenté par un turbo Garrett, le coupé Atlantique avale le 400 mètres départ arrêté en 13 mn 3 s et le kilomètre en 23 mn 9 s. Un look dynamique, jantes anthracite à bords diamantés, vendu près de 495 000 F, air conditionné en option.

Semaine de la bonté

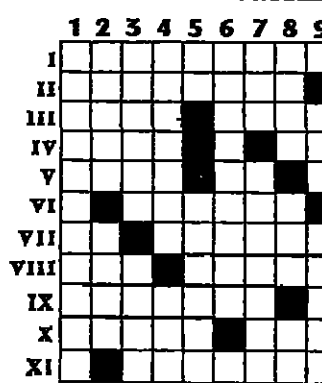
Cas n° 19. - James E., dix-neuf ans, est un sujet de très grave préoccupation pour ses parents. Toutes les mesures éducatives ont échoué. Son comportement, après l'avoir conduit fréquemment devant le juge pour enfants, en raison de faits de plus en plus graves, lui a valu d'être incarcéré depuis juin 1990 à l'île de Ré où il a tenté de se suicider par le feu. Il semblerait que l'éloignement de sa famille soit à l'origine de ce geste désespéré.

Depuis l'hospitalisation de son fils dans un service de grands brûlés où son état est jugé très critique, M^{re} E. est allée le voir deux fois et téléphone très souvent à l'hôpital. Or le budget de M^{re} E. ne lui permet pas ces dépenses. Pour se rendre à nouveau auprès de son fils, M^{re} E. aurait besoin de: 2 000 F.

► Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 Paris. CCP Paris 4-52X ou chèques bancaires. Tél.: (1) 45-44-18-81.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5660



HORIZONTALEMENT

I. Sont utiles pour recourir des sièges. - II. Comme celui qui vient de prendre un coup de rouge. - III. Ensemble de règles. Peut abriter un rieur. - IV. Flût pour un poète. Le Dieu de la Bible. - V. Ruminants disparus. Adverbe. - VI. Devront beaucoup progresser pour devenir des «aigles». - VII. Cité. Un prince qui ne manquait pas de toupet. - VIII. Dernière résidence pour Homère. Peut avoir beaucoup de panache. - IX. Qu'on a envoyée au pieu. - X. Sur la Garonne. Pousse un cri. - XI. Quand elle est grande, il y a beaucoup de jetons.

VERTICALEMENT

1. Font beaucoup de chichis. - 2. Peut évoquer de bons jurets. Est à la croisée des chemins. - 3. Sont impossibles à faire quand il n'y a pas mèche. Tache lumineuse. - 4. Fabriquer comme des couronnes. Servie dans un pub. - 5. Symbole. Faire un travail d'orfèvre. - 6. Qui n'a pas l'habitude de s'étendre. - 7. Fit sauter. Passe en revue. - 8. Respira par un tube. Coule dans la Boce. D'un auxiliaire. - 9. Qui a pris un siège. Prendre un repas à bon compte.

Solution du problème n° 5659

Horizontalement

I. Cannibale. - II. Optum. Mi. - III. Mal. Piano. - IV. Pl. Russes. - V. LSD. Io. Aa. - VI. Oeiss. Als. - VII. TNT. Soir. - VIII. Et. Ladres. - IX. Atné. - X. Rapatrié. - XI. Suite. Lut.

Verticalement

1. Comploteurs. - 2. Apsisant. Au. - 3. NI. DST. Api. - 4. Nu. Liât. - 5. Impuissant. - 6. Iso. Oder. - 7. Amas. Air. II. - 8. Linéaire. Eu. - 9. Osses. Sort.

Naissances

M^{re} O. MASINGUE
est heureuse d'annoncer la naissance de son treizième petit-enfant

François,

chez
Carine et Bernard MASINGUE,
le 25 novembre 1991.

Penmagnon,
56730 Saint-Gildas-de-Rhuys.

M. et M^{re} EAGES FILIMON
ont la joie d'annoncer la naissance de

Géraldine et Caroline,

le 21 novembre 1991.

105, rue de la Convention,
75013 Paris.

Mariages

Geneviève JESTAZ

Laurent MONBEIG

sont heureux de faire part de leur mariage, le 2 novembre 1991, à la mairie du 5^e.

27, rue des Cordelières,
75013 Paris.
87, boulevard Saint-Michel,
75005 Paris.

Décès

M^{re} Isabelle Berman,
son épouse,
et ses enfants Nicolas et Alexandre,
M^{re} Denise Berman,
sa mère,
M^{re} Simone Weibel,
M. et M^{re} Jean-Pierre Berman,
M. Laurent Berman
et M^{re} Anne Quessand,
M. et M^{re} Michel Peyron,
M^{re} Lucille Garma,
M^{re} Amélie Rouget-Garma,
M. Fouad El Eir,
Et les familles Aginski, Funck et Meunier,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Antoine BERMAN,
écrivain,
traducteur
et directeur du Centre Jacques-Amyot,
survenu le 22 novembre 1991, à l'âge de quarante-neuf ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 29 novembre, à 10 h 45, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

6, rue Lalande,
75014 Paris.

Le président du Centre Jacques-Amyot,
et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Antoine BERMAN,
écrivain,
traducteur
et délégué général de l'Association
du Centre Jacques-Amyot,
survenu à Paris, le 22 novembre 1991.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien du Montparnasse, le 29 novembre, à 10 h 45.

Pas de tenue de deuil.

Centre Jacques-Amyot,
18, rue Théodore-Deck,
75015 Paris.

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

CARNET DU Monde

M^{re} M.S. LEVÊQUE,
Le docteur et M^{re} M.P. LEVÊQUE
et leurs enfants,
M. et M^{re} J.L. LEVÊQUE
et leurs enfants,
M. et M^{re} J. RICOUDOU
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Aimé Eugène LEVÊQUE,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

leur époux, père et grand-père.

Les obsèques ont été célébrées en la cathédrale de Moulins, le mardi 26 novembre 1991.

14, rue de l'ancien-Palais,
03000-Moulins.
26300 Bourg-de-Péage.
93340 Le Raincy.
38120 Saint-Egrève.

M. et M^{re} Pierre Mazahéri
et leur fils Micha,
M^{re} Haloh Mazahéri
et sa fille Azadeh,
ont la douleur de faire part du décès brutal, dans sa soixante-dix-septième année, de leur oncle et grand-oncle,

Aly MAZAHÉRI,

survenu le dimanche 24 novembre 1991, à Charnay.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité, le mercredi 27 novembre, à Marnay (Sarre-et-Loire).

Aly Mazahéri, né à Téhéran, historien et sociologue, membre de l'Académie internationale d'histoire des sciences, a collaboré aux *Annales de l'histoire mondiale de l'humanité* (UNESCO) et enseigné à l'EHESS.

Il a publié la *Famille iranienne aux temps antislamiques*, la *Vie quotidienne des musulmans au Moyen Âge*, les *Trésors de l'Iran*, la *Civilisation des deux cochers*, l'*Origine persane de l'art-thématique*, la *Route de la soie* (sources iraniennes) et *Dictionnaire des anciens verbes persans*, en cours de publication. Ses découvertes sur l'apport de la civilisation chinoise, via le Persa, à la modernité témoignent d'un savoir encyclopédique bousculant les spécialités étroites.

Le président de l'université Joseph-Fourier-Grenoble-I.

Le bureau de l'université.

Les membres de l'UFR de physique, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques VALENTIN,
professeur de physique à la retraite.

Un office religieux est prévu, le samedi 30 novembre 1991, à 10 heures, à l'église Saint-Jean-de-Grenoble.

Université Joseph-Fourier-Grenoble-I.

La famille de

M^{re} Paulette WOLFF,
veuve Druyes,

a la douleur de faire part de son décès, dans sa quatre-vingt-cinquième année, des suites d'une grave maladie.

M^{re} Dominique Zahan,
Hélène et Jean-Benoît Barbier
et leurs enfants,
Kim et Theodora Zahan,
Guy Zahan,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Dominique ZAHAN,
ethnologue,
ancien professeur à la Sorbonne,

survenu à Paris le 23 novembre 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Germain-des-Près, le 28 novembre, à 10 h 30.

Remerciements

M^{re} Maxime Dubaut-Bellonte,
M. et M^{re} Olivier Dubaut
et leurs enfants,
M. et M^{re} Emmanuel Dubaut
et leurs enfants,
M^{re} Laurence Dubaut
et ses enfants,
Et toute la famille,
très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Maxime DUBAUT,

vous adressent leurs bien sincères remerciements.

Messes anniversaires

Il y a dix ans, à Rabat,

Pierre LECUYER.

quittait les siens.

Us se réuniront, pour prier à son intention, à la messe de 11 heures, le dimanche 1^{er} décembre, en l'église Notre-Dame de Clignancourt, place Jules-Joffroy, Paris-18^e.

Anniversaires

Vittorio Pedersoli,
pour le troisième anniversaire de la disparition de

François PLUCHART,

remercie le professeur Christoforov ainsi que l'équipe de médecins et le personnel de l'hôpital Cochin, le docteur Bloch, le docteur Allegri, les artistes, critiques d'art, écrivains, enseignants des écoles d'art de Nice et de Nancy où il a été professeur, ainsi que ses nombreux amis qui ont manifesté à nouveau leur amitié et leur souvenir.

Avis de recherche

Les familles COHONNER

et MAHÉ,

sont nouvelles depuis août, recherchent leurs enfants respectifs,

Hervé et Stéphane,

disparus lors d'un raid en Afrique du Nord.

Ils étaient à bord d'une Land-Rover beige-maroon immatriculée 5674 SQ 56.

Toute personne susceptible de les avoir rencontrés est priée de téléphoner au commissariat d'Hennebont (Morbihan). Tél.: 97-36-20-39.

Soutenances de thèses

Université Paris-1, 90, rue de Tolbiac, Paris-13^e. Habilitation à diriger des recherches en mathématiques appliquées de M^{re} Michèle Cohen-Cammy, vendredi 29 novembre 1991, à 14 h 30 (cc. 22.04) : « Modèles de décision dans l'incertain : justification et axiomatisation ».

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-86-29-94 ou 40-86-29-96

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h

au siège du journal,

15, rue Falguère, 75015 Paris

Tél.: 206 806 F

Télécopieur : 46-86-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communications diverses 95 F

Les lignes en capitales grasses sont

insérées sur le tiers de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS DÉCEMBRE 1991

Premier dossier

Otages et société

Otages, kidnappeurs, libérateurs, négociateurs : une même violence. Lorsque la vie humaine est réduite à une simple valeur marchande, morale et politique sont bouleversées.

Second dossier

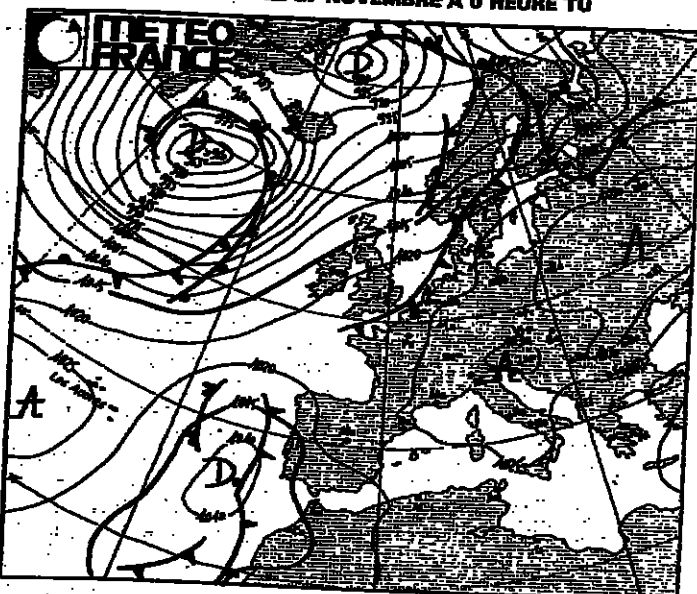
Les nouvelles sources d'information

Au delà du simple archivage, les performances techniques ouvrent aux chercheurs comme au grand public des ressources immenses à travers des moyens très diversifiés.

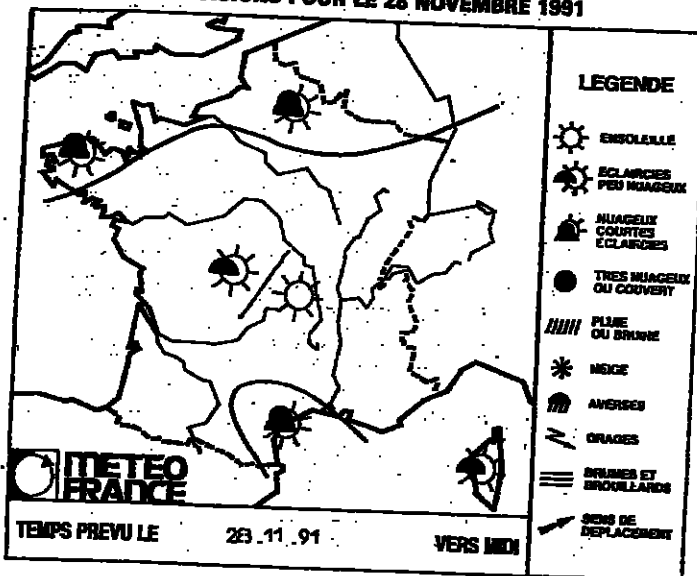
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 NOVEMBRE A 0 HEURE TU



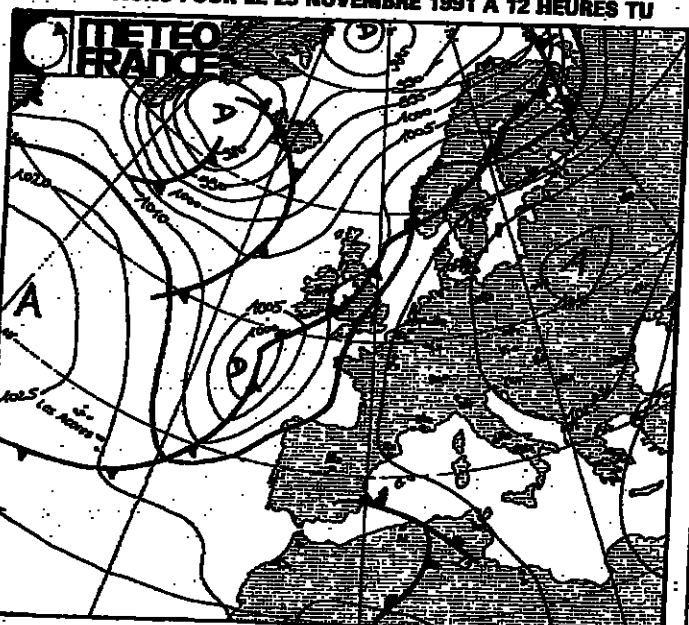
PRÉVISIONS POUR LE 28 NOVEMBRE 1991



Jeudi : beau temps sec. Les hautes pressions qui régnent sur la France maintiennent un temps de type anticyclonique. La majeure partie de la France se réveillera donc dans les brumes et brouillards. Ces derniers seront parfois givrants, notamment en Alsace. Le réchauffement d'une dépression progressant vers le sud, permettra de donner un après-midi largement ensoleillé. Seules deux régions connaîtront une nébulosité significative. La vent de mer apportera des nuages près du golfe du Lion. Quelques bancs de nuages, dans le nord-ouest, progressivement volent le ciel breton en cours d'après-midi.

Les températures minimales seront proches de zéro. Elles seront plutôt négatives dans le quart nord-est et plutôt positives ailleurs. Il fera plus doux sur le littoral. Le thermomètre indiquera 6 degrés sur les côtes de la Manche et près de 10 degrés en Atlantique et en Méditerranée. Les maxima n'atteindront pas les 10 degrés dans le Nord-Est où les brouillards persisteront le plus longtemps. Ils s'éleveront de 11 à 13 degrés partout ailleurs sauf dans le sud du pays où le thermomètre indiquera de 15 à 18 degrés en cours d'après-midi.

PRÉVISIONS POUR LE 29 NOVEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 26-11-1991 à 18 heures TU et le 27-11-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LYON	PARIS	STRASBOURG
12 5 D	13 10 N	10 11 C	11 12 C	11 12 C
13 6 D	14 11 D	11 12 C	12 13 C	12 13 C
14 7 D	15 12 D	12 13 C	13 14 C	13 14 C
15 8 D	16 13 D	13 14 C	14 15 C	14 15 C
16 9 D	17 14 D	14 15 C	15 16 C	15 16 C
17 10 D	18 15 D	15 16 C	16 17 C	16 17 C
18 11 D	19 16 D	16 17 C	17 18 C	17 18 C
19 12 D	20 17 D	17 18 C	18 19 C	18 19 C
20 13 D	21 18 D	18 19 C	19 20 C	19 20 C
21 14 D	22 19 D	19 20 C	20 21 C	20 21 C
22 15 D	23 20 D	20 21 C	21 22 C	21 22 C
23 16 D	24 21 D	21 22 C	22 23 C	22 23 C
24 17 D	25 22 D	22 23 C	23 24 C	23 24 C
25 18 D	26 23 D	23 24 C	24 25 C	24 25 C
26 19 D	27 24 D	24 25 C	25 26 C	25 26 C
27 20 D	28 25 D	25 26 C	26 27 C	26 27 C
28 21 D	29 26 D	26 27 C	27 28 C	27 28 C
29 22 D	30 27 D	27 28 C	28 29 C	28 29 C
30 23 D	31 28 D	28 29 C	29 30 C	29 30 C

A B C D N O P T *
verne brume ciel couvert ciel dégagé nuage orage pluie tempête neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale plus 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

La caméra, miroir de l'âme

PIERRE GEORGES

C'EST un merveilleux regard d'enfant sur son père. Et celui-ci, dans son français de mignon italien, dit en montrant sa carte de séjour renouvelée : « Tu vois, François, la patrie elle est où qu'il est le travail. » L'enfant n'oublie jamais.

C'était au temps des Ritals, du côté de chez François Cavarra et de Nogent-sur-Seine, du côté de 1933 aussi. C'était au temps des zéros pointés et des coups de règle sur les doigts. Au temps où les instituteurs étaient encore les hussards de la République et les plus efficaces rouages de la machine à intégrer. Au temps où les enfants tenaient la rue pour y

jouer, y apprendre la vie et y vider leurs querelles. C'était au temps des « Macaronis », du chômage, déjà, du fascisme montant, ici et là.

Antenne 2 diffusait donc, mardi soir, le premier épisode du téléfilm réalisé par Marcel Bluwal à partir du roman, autobiographique de Cavarra. Une œuvre couronnée la veille de deux 7 d'or, diffusée précédemment par Canal Plus. Et aussi une dramatique douce-ambre, tendre et efficace, le regard d'un gamin franco-italien sur l'intégration vécue et réussie.

Le propos n'est pas ici d'en faire une critique supplémentaire pour ajouter aux louanges. Mais il

se trouve que, dans l'émission qui suivait, un débat, un de plus, sur l'intégration, Daniel Blaufort avait eu l'excellente idée d'offrir à ses invités la possibilité de réaliser pour eux, et suivant leurs directives, un court reportage sur ce thème.

De l'usage qu'on peut faire d'une caméra et de l'image à ce débat participait M. Jean-Yves Le Gallou, membre du Front national, conseiller municipal de Colombes. Un vrai Français, pur sucre, parlant aux vrais Français qui, on cite, « se sentent étrangers en leur propre pays et vivent en zone occupée ».

Tout dans la nuance donc. Mais les idées de M. Le Gallou sont les siennes et qu'elles le restent. Plus

intéressant fut le petit film réalisé à sa demande, l'interview de quelques receveurs d'autobus aux prises avec la délinquance, quelques statistiques installées au passage. Au thème proposé, l'intégration, M. Le Gallou venait de répondre par son thème favori, l'insécurité, problème réel, en s'autorisant un bon petit coup de surf sur les peurs et les angoisses.

Et c'est là qu'on a compris : entre Marcel Bluwal, Français, mais c'est à vérifier, et Jean-Yves Le Gallou, Français sous label, il n'y aura jamais qu'une caméra de différence. Celle qui sert de miroir de l'âme.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 27 novembre

TF 1

- 20.50 Variétés : Sacré soirée.
- 22.40 ► Magazine : Méditations.
- 0.05 Spécial sports : Football. Coupe d'Europe des clubs champions : Barcelona-Sparta de Prague, en direct.
- 1.50 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.45 Série : C'est quoi ce petit boulot ? L'aventure est dans l'escalier.
- 22.25 Magazine : Direct. Qui a peur de l'Europe ?
- 23.50 Magazine : Musiques au cœur de toutes les musiques.
- 0.50 Journal et Météo.

FR 3

- 20.45 Magazine : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Le Chômeur, invité : Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.30 Ecrire contre l'oubli. Michel Piccoli pour Nesrin Rasooli (Iran).
- 22.45 Magazine : Traverses.
- 23.40 Série : Gabriel Bird.
- 0.30 Musique : Carnet de notes.

TF 1

- 13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
- 14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
- 15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
- 16.15 Tiercé à Vincennes.
- 16.25 Club Dorothée.
- 17.25 Série : 21 Jump Street.
- 18.20 Jeu : Une famille en or.
- 18.43 Loto sportif.
- 18.45 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
- 19.50 Tac-O-Tac, Journal, Tiercé, Météo, Loto sportif et Tapis vert.
- 20.50 Série : Navarro.
- 21.30 Magazine : Ex libris. Du passé faut-il faire table rase ? Invités : Alain Minc (Français et vous aussi), Michel Fabre (Capitalisme contre capitalisme), Alain Corra (La France en panne), Patrick Besson (Roi Cocol), Thierry Pister (Le Cadavre de Bercy, le vrai-faux roman des années Mitterrand).
- 23.30 Le débat.
- 23.50 Magazine : Télévision.
- 0.15 Journal, Météo, Bourse.

A 2

- 13.40 Série : Les Enquêtes du commissaire Maigret.
- 15.10 Variétés : La Chance aux chansons.
- 16.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 16.30 Magazine : Défendez-vous.
- 16.45 Ecrire contre l'oubli (et à 0.00).
- 16.50 Magazine : Giga.
- 18.20 Série : Mac Gyver.
- 19.10 Jeu : Question de charme.
- 19.35 Divertissement : La Caméra indiscret.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 INC.
- 20.45 Magazine : Envoyé spécial. Les Oubliés de Saddam ; Tatouages ; La Dernière course.
- 22.15 ► Téléfilm : L'Amérique en otage (1^{re} partie).
- 23.55 Magazine : Merci et encore Bravo.
- 0.55 1. 2. 3. Théâtre.
- 1.00 Journal et Météo.

FR 3

- 13.40 Série : Le Père Dowling.
- 14.30 Magazine : Carré vert.
- 15.00 Réception à l'Académie française d'Hélène Carrère d'Encausse.
- 17.00 Documentaire : Durrell en Russie.
- 17.30 Jeu.
- 18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 19.00 Un livre, un jour.
- 20.00 Gottlieb-Krumm, de Georges Darian.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 20.30
- 20.15 Sport : Football. Sampdoria de Gênes-Etoile Rouge de Belgrade. 1^{er} tour des poules finales de la Coupe d'Europe des clubs champions.
- 22.30 Flash d'informations.
- 22.40 Cinéma : Panique à Needle Park. ■■ Film américain de Jerry Schatzberg (1971).
- 0.25 Cinéma : Mon cher sujet. ■■■ Film franco-allemand d'Anne-Marie Miéville (1988).

LA 5

- 20.50 Histoires vraies. Le Combat d'une mère.
- 22.35 Débat : Les valeurs morales sont-elles en danger ?
- 23.40 Série : Hitchcock présente.
- 0.10 Journal de la nuit.

M 6

- 20.35 Téléfilm : Une fille à croquer.
- 22.20 Téléfilm : Prisonniers des Japonais.
- 0.00 Magazine : Vénus.
- 0.30 Six minutes d'informations.
- 0.35 Magazine : Dazibao.
- 2.00 Rediffusions.

CANAL PLUS

- 13.35 Cinéma : Dames galantes. ■■ Film franco-italien de Mauro Bolognini (1974). Avec Catherine Deneuve, Giancarlo Giannini, Fernando Rey.
- 22.40 Journal et Météo.
- 23.00 Ecrire contre l'oubli. Alain Corra et Edgar Morin pour Ali Muhammad Al-Qasbi (Libye).
- 23.05 Cinéma : Benjamin ou les Mémoires d'un puceau. ■■ Film français de Michel Deville (1987). Avec Michèle Morgan, Michel Piccoli, Pierre Clément.
- 0.45 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 13.35 Cinéma : Dames galantes. ■■ Film franco-italien de Mauro Bolognini (1974). Avec Catherine Deneuve, Giancarlo Giannini, Fernando Rey.
- 15.15 Magazine : 24 Heures.
- 16.10 Cinéma : De Hollywood à Tamanrasset. ■■ Film franco-algérien de Mehmed Zemmouri (1990). Avec Mustapha El Anka, Ouarda Hachouche, Mostefa Stiti.
- 17.35 Magazine : Rapido.
- 18.00 Canélie peluche.

En clair jusqu'à 20.35

- 18.30 Ca cartoon.
- 18.50 Le Top.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.31 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Cinéma : Docteur M. ■■ Film franco-allemand de Claude Chabrol (1990). Avec Alain Bates, Jennifer Beals, Jan Niklas.
- 22.25 Flash d'informations.
- 22.30 Cinéma : Permis de tuer. ■■ Film britannique de John Glen (1988).
- 0.40 Cinéma : Siège. ■■ Film canadien de Paul Donovan et Mauro O'Connell (1983).

LA 5

- 13.20 Série : L'inspecteur Derrick.
- 14.25 Série : Sur les lieux du crime.
- 15.55 Série : L'Enquêteur.
- 16.50 Youpi ! L'école est finie.
- 18.10 Série : Shérif, fais-moi peur.
- 19.05 Série : Kojak.
- 20.00 Journal, Météo et Le Temps de Nicolas.
- 20.40 Le Journal des courses.
- 20.50 Téléfilm : Le Commando de la dernière chance. Deux Américains recherchés pour insubordination tentent d'échapper aux Japonais.
- 22.35 Téléfilm : L'innocence foudroyée. Une adolescente à la dérive.
- 0.15 Magazine : C'est tout comm.

LA SEPT

- 21.10 Documentaire : Tendresse et colère.
- 22.40 Cinéma : Les Cannibales. ■■ Film portugais de Manoel de Oliveira (1987).
- 0.20 Court métrage : Le Pain.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Tire ta langue. La francophonie veut bien un sommet. Avec Stelio Farandje, secrétaire du Haut Conseil de la francophonie.
- 21.30 Correspondances.
- 22.00 Communautés des radios publiques de langue française. Champ libre, par Liliane Verspelt (1).
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Le Chœur maudit, poème symphonique, de Franck ; Concerto pour piano et orchestre n° 3 en ut mineur op. 37, de Beethoven ; Symphonie n° 1 en mi bémol op. 13, d'Enesco, par l'Orchestre de Paris, dir. Lawrence Foster ; sol. : Yefim Bronfman, piano.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

M 6

- 13.30 Téléfilm : Les Disparus de la dictature. ■■ Magazine : Accusé de réception.
- 16.50 Série : Drôles de dames.
- 17.40 Jeu : Zygomusic.
- 18.05 Série : L'Homme de fer.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Cinéma : La Cow-Boy. ■■ Film français de Georges Lautner (1985).
- 22.30 Cinéma : La Couturière de ces dames. ■■ Film français de Jean Boyer (1986).
- 0.05 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 16.30 Documentaire : Jo Privat, le blues du musette.
- 17.30 Téléfilm : Deux pieds dans la tombe.
- 18.55 Court métrage : Les Chiens.
- 19.10 Documentaire : L'Ascèse de la marche.
- 20.00 Ecrire contre l'oubli. Alain Corra et Edgar Morin pour Ali Muhammad Al-Qasbi (Libye).
- 20.05 Documentaire : Histoire parallèle.
- 21.00 Magazine : Avis de tempête.
- 22.55 Documentaire : Mozart et la Musique de chambre.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Dramatique. La fin et la manière, d'après Jean-Pierre Dupuy.
- 21.30 Profils perdus. Louis Althusser.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. L'Art d'aimer (3).
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Gilles Mancaron (Segalen).
- 0.50 Musique : Coda. Willie «The Lion» Smith. 4. Le «Duke» et le «Lion», portraits croisés.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Lieutenant Kijé, Concerto pour piano et orchestre n° 2, Prokofiev, par l'Orchestre national de France, dir. Valeri Gergiev ; Alexandre Toradzé, piano.
- 23.07 Poussières d'étoiles. La Soie de Pandore. Le temps des orages : œuvres de Lassus, Lajourné, Byrd, L'Estocart, Bach, Du Canoy, Du Mont, La Tour, Signac, Sweelinck, Berg, Mendelssohn.

شركة من اجل

Jeudi 28 novembre 1991

Selon Bagdad

Plus de 68 000 personnes seraient mortes en Irak à cause de l'embargo

Le ministre irakien de la santé, M. Abdel Salam Mohamed Saïd, a déclaré, mardi 26 novembre, que plus de 68 000 décès, dont ceux de nombreux enfants en bas âge, ont été enregistrés depuis le début de l'embargo économique imposé par la communauté internationale contre l'Irak. Selon le ministre, 19 363 enfants de moins de cinq ans sont morts à cause de la diarrhée, de malnutrition et de maladies contagieuses, et 48 230 personnes de plus de cinq ans ont été victimes de cancers, de diabètes, ou de crises cardiaques.

Il a en outre indiqué que son ministère a recensé, d'août 1990 à septembre dernier, 634 cas d'enfants atteints de la poliomyélite, « en raison », a-t-il affirmé, de la pollution de l'environnement et de la destruction des stations d'épuration des eaux. Il a en outre souligné que la proportion des personnes atteintes de typhoïde ou de paratyphoïde « a quintuplé par rapport à la moyenne des années passées, alors que ceux qui souffrent d'infections du foie sont huit fois plus nombreux ». - (AFP)

Le financement de l'enseignement privé

Les députés socialistes n'excluent pas de réexaminer la loi Falloux

Le débat sur le financement des établissements privés par les collectivités territoriales est apparu, discrètement, mardi 26 novembre, lors de la réunion du groupe socialiste, au détour de la discussion du projet de loi sur l'administration territoriale de la République. Ce texte, qui doit être examiné par les députés, en seconde lecture, jeudi 28 et vendredi 29, contient en effet, dans sa version issue du Sénat, un article additionnel autorisant « les collectivités locales à concourir au financement des dépenses d'investissement des établissements privés ». Cet article, introduit en juin par amendement contre la volonté du gouvernement, remette en cause la loi Falloux du 18 mars 1850, selon laquelle les subventions des collectivités à un établissement d'enseignement libre ne peuvent excéder le dixième des dépenses annuelles de cet établissement.

Au cours de ces dernières semaines, des contacts avaient été pris entre le gouvernement et le groupe centriste de l'Assemblée nationale pour examiner les diffé-

rents points du projet de loi qui pouvaient entraîner l'UDC à s'abstenir. Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, souhaite en effet éviter le recours à l'engagement de la responsabilité de son gouvernement sur ce texte.

Tirer les conséquences de la décentralisation

Face au vote hostile des groupes UDF, RPR et PC, une abstention centriste serait donc bienvenue pour permettre l'adoption de cette réforme de l'administration territoriale, qui n'avait été adoptée au printemps dernier à l'Assemblée qu'à une voix de majorité. L'article sur l'enseignement privé, ajouté par les sénateurs, était bien sûr l'un de ceux qui pouvaient séduire les centristes, toujours très soucieux de la défense de l'école libre.

Après discussion entre l'Hôtel Matignon et le groupe socialiste, cet article n'a finalement pas été retenu et devrait donc être supprimé en deuxième lecture. Mais devant ses collègues députés, M. Bernard Derosier (PS, Nord), a expliqué, mardi, que si cette dispo-

sition sur l'enseignement n'avait pas sa place dans un tel texte, « le problème était néanmoins posé des relations entre les collectivités territoriales et les établissements d'enseignement privé ». Pour M. Derosier, il s'agit de tirer les conséquences de la décentralisation, qui « a fait des collectivités territoriales des partenaires du système éducatif ». Il serait ainsi favorable à ce qu'un projet de loi soit soumis au Parlement sur ce sujet, pour fixer les règles de ce partenariat. La responsabilité en incombe jusqu'à présent aux tribunaux administratifs et au Conseil d'Etat qui prononcent au cas par cas, dans un sens plutôt défavorable aux établissements d'enseignement libre (Le Monde du 9 avril 1990).

La gauche serait-elle prête à remettre en cause le symbole de la loi Falloux? C'est peut-être ce que M. Derosier, « laïcard convaincu », comme il le revendique, nomme la nécessité, pour les socialistes, « d'aller à l'essentiel, mais de comprendre le réel ».

PASCAL ROBERT-DIARD

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Je vais me coucher

C'est matin, dans mon bocal, j'attendais l'arrivée des journaux, un transistor à portée de la main et un œil sur la télé. Pas franchement rigolote, dites donc, l'actualité! Il y a encore fallu casser rapport au scandale du sang contaminé. Nos labos, c'est Buchenwald, on y fabrique des abêtisseurs en peau de toutou. Nos politiciens se bouffent le nez. Du coup, les Français bouillent les urnes. Du coup, on va réformer le mode de scrutin. Du coup, on parle d'augmenter le nombre des députés pour que les Français ne votent plus voter!

La-dessus, la malicieuse Viviane Blassel y va de sa revue de presse sur TF1 : D'accord la France, c'est pas le joie, mais alors la Terre, c'est la cata! Elle tourne plus rond. Allons, bon! Si, si, c'est marqué dans France-Sol. Même que l'ONU va organiser une rencontre au sommet, non pas à Paris, rassurez-vous, à Rio-de-Janeiro; histoire d'éviter qu'à la veille de l'an 2000 le ciel ne nous dégringole sur la tête pour de vrai!

Cent quarante mille espèces, l'ours, le morue, le faucon, la tortue, la tortue, le papillon, auront disparu d'ici là tellement ça pue, tellement ça pèche, tellement ça tue en forêt, en plaine et en mer. Quant aux arbres, je vous raconte pas. Et pour une bonne raison : je m'en fous. Tant pis pour eux. Ce qui m'embête, c'est qu'on va crever aussi, nous, les humains. On va tous passer à la chambre à gaz, asphyxiés, poumons brûlés, cour en capotade, battant la chamade, rongés de tumeurs par les émanations de toutes les saloperies, soufre, chlore, carbone ou plomb qui lui chauffent les oreilles, à l'atmosphère.

Remarque, c'est peut-être pas désespéré. On était là à se lamenter : elle fut la couche culotte de la Terre. En été, faut pas trop lui tirer sur l'élastique, sinon bonsoir l'ozone et bonjour le cancer de la peau. On croyait qu'en hiver il se rebouchait, le trou. Eh ben, pas du tout! Et c'est tant mieux, figurez-vous, à Rio-de-Janeiro; histoire d'éviter qu'à la veille de l'an 2000 le ciel ne nous dégringole sur la tête pour de vrai!

Cent quarante mille espèces, l'ours, le morue, le faucon, la tortue, la tortue, le papillon, auront disparu d'ici là tellement ça pue, tellement ça pèche, tellement ça tue en forêt, en plaine et en mer. Quant aux arbres, je vous raconte pas. Et pour une bonne raison : je m'en fous. Tant pis pour eux. Ce qui m'embête, c'est qu'on va crever aussi, nous, les humains. On va tous passer à la chambre à gaz, asphyxiés, poumons brûlés, cour en capotade, battant la chamade, rongés de tumeurs par les émanations de toutes les saloperies, soufre, chlore, carbone ou plomb qui lui chauffent les oreilles, à l'atmosphère.

Après la Hongrie et la Tchécoslovaquie

La Pologne devient le 26^e Etat membre du Conseil de l'Europe

La Pologne a adhéré, mardi 26 novembre, au Conseil de l'Europe. Elle devient ainsi le troisième pays de l'ancien bloc de l'Est, après la Hongrie et la Tchécoslovaquie, à rejoindre l'institution de Strasbourg, et son vingt-sixième Etat membre.

STRASBOURG
de notre correspondant

Au cours de la réunion des ministres des «Vingt-six» qui a suivi la cérémonie d'adhésion de la Pologne au Conseil de l'Europe, M^{me} Elisabeth Guigou, ministre français chargé des affaires européennes, a confirmé les récents propos du président de la République selon lesquels l'Europe des droits de l'homme qu'incarne cette institution a vocation à devenir le «cœur de la confédération». Visiblement encouragée par l'évolution de la position française, M^{me} Catherine Lalumière, secré-

taire générale du Conseil de l'Europe, a proposé aux ministres d'organiser un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du Conseil de l'Europe où pourraient être invités les Etats bénéficiant du statut d'«invité spécial» (participation aux débats sans droit de vote) à l'Assemblée parlementaire. Ainsi, si l'idée de M^{me} Lalumière, qui a été bien accueillie, selon elle, devait se réaliser, la Bulgarie, la Roumanie et l'Albanie pourraient participer à cette conférence qui se tiendrait dans un an (1).

M^{me} Guigou a tenu un discours allant dans le même sens en affirmant qu'«un sommet à Strasbourg était envisagé». Pour elle, il va de soi que «le Conseil est l'un des lieux privilégiés où peut se nouer un dialogue politique à l'échelle de l'Europe». Le ministre français a tenu à préciser que l'institution des «Vingt-six» pourra «rassembler une bonne partie, voire l'essentiel, des activités de la future confédération».

tion». Dans son esprit, l'une des principales actions que doit conduire le Conseil devrait concerner la défense des minorités dont dépend «la sécurité de l'Europe». Ces déclarations contrastent avec la prudence manifestée par M^{me} Guigou, il y a à peine un an, à Rome, à l'occasion de l'adhésion de la Hongrie. Il est vrai que cette manifestation se déroulait quelques jours avant le sommet de la CSCE de Paris et, surtout, on ne pouvait imaginer alors la déception provoquée par les résultats des «Assises de Prague», du printemps dernier, concernant la nouvelle architecture de l'Europe.

MARCEL SCOTTO

(1) En fait, il est prévu que la Bulgarie, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie adhèrent au Conseil de l'Europe au cours du 1^{er} semestre de 1992.

Le bilan de la répression

militaire en Haïti s'élèverait à plus de 1 500 morts

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a estimé, mardi 26 novembre à Washington, que la répression avait fait plus de 1 500 morts à Haïti, depuis le coup d'Etat militaire du 30 septembre dernier. La CIDH, organisme dépendant de l'Organisation des Etats américains (OEA), a exprimé sa «consternation», après la découverte à Haïti de «deux fosses communes avec soixante cadavres» et lancé un appel aux militaires pour que cessent les «violations systématiques» des droits de l'homme. Par ailleurs, les Etats-Unis ont décidé d'installer un camp de réfugiés à la base américaine de Guantanamo (Cuba), pour y accueillir les ressortissants haïtiens qui continuent de fuir leur pays en grand nombre. - (AFP, AP)

Succédant à deux mois de baisse

Forte reprise de la consommation des ménages en octobre

La consommation des ménages a fortement augmenté en octobre après avoir baissé au cours des deux mois précédents. Cette reprise - que l'INSEE chiffre à 4 % d'un mois sur l'autre - a concerné tous les produits : électronique grand public, électroménager, habillement, librairie et, dans une moindre mesure, ameublement. Seule l'automobile est en forte baisse, le nombre des immatriculations françaises et étrangères se situant - après correction des variations saisonnières - à son point le plus bas de l'année avec 158 000.

La forte remontée des achats des ménages en octobre place la consommation des Français à un niveau supérieur de 1,2 % à celui du troisième trimestre. D'autre part, l'enquête mensuelle de l'INSEE auprès des industriels montre pour novembre une légère amélioration des perspectives générales et personnelles des chefs d'entreprise.

Report de vingt-quatre heures du

procès de la SORMAE. - Le procès des fausses factures de la SORMAE, qui s'est ouvert mercredi 27 novembre devant la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, a été reporté de vingt-quatre heures, pour permettre à la Ligue des contribuables de motiver les raisons de sa constitution de partie civile. Créée en 1919, cette association, qui revendique 12 000 adhérents, souhaite que deux témoins s'expriment devant le tribunal : l'ex-inspecteur Antoine Gaudino, qui avait mené l'enquête dans l'affaire de la SORMAE avant d'être muté, puis révoqué pour la publication de son livre l'Enquête impossible, et David Azoulay, commissaire aux comptes de la société disonate Urba et expert-comptable de la campagne électorale de François Mitterrand en 1988.

BOLIVIE : découverte d'un important laboratoire de transformation de la cocaïne. - La police anti-drogue a saisi dans la forêt amazonienne «le plus grand laboratoire de transformation de la cocaïne» de la Bolivie, a annoncé, mardi 26 novembre, le ministre de l'Intérieur à La Paz.

An conseil des ministres

Le gouvernement n'exclut pas une «participation budgétaire» pour l'indemnisation des victimes de la transfusion sanguine

MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, ont présenté mercredi 27 novembre au conseil des ministres le projet de loi qui organise l'indemnisation des personnes contaminées avant le 31 décembre 1989 par le virus du sida à la suite d'une transfusion sanguine. Présenté au Parlement sous la forme d'une lettre rectificative au projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (DDOS), ce texte prévoit la création d'un fonds d'indemnisation administré par une commission et présidé par un haut magistrat de l'ordre judiciaire.

Afin de «dissiper tout malentendu», le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, a expliqué que le mécanisme mis au point couvrirait non seulement les victimes, mais aussi leurs proches et leurs ayants droit. Le mode de preuve sera «plus favorable que dans le droit commun». Autre précision importante : la séropositivité sera reconnue comme ouvrant droit à une indemnisation. Les victimes pourront agir en justice contre le fonds d'indemnisation, en cas de désaccord avec ses propositions.

En ce qui concerne le financement du fonds, M. Lang s'est refusé à en fixer le montant, précisant simplement qu'un prélèvement sera opéré sur les cotisations d'assurance de biens et qu'il n'est pas exclu qu'il y ait une participation budgétaire.

Le gouvernement se donne donc la possibilité - sans que l'on sache exactement s'il s'agit ou non d'un

arbitrage définitif - de recourir, le cas échéant, à une majoration d'impôt. Les assureurs, mutuelles comprises, avaient fait savoir par avance qu'ils s'opposeraient au principe d'un financement unique du fonds d'indemnisation par l'intermédiaire d'une taxe sur les cotisations d'assurance.

Le conseil des ministres a d'autre part entendu une communication de M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, sur le bilan et les perspectives de la lutte contre le sida. En 1992, l'accent serait mis sur «l'information au dépistage, le recours plus précoce aux soins et l'utilisation du préservatif par les jeunes». M. Durieux a indiqué que l'activité hospitalière dans le domaine de la prise en charge des malades a crû de 17 % en 1991 et qu'en 1992 l'Agence nationale de recherche sur le sida conclura soixante-seize nouveaux contrats de recherche.

M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a présenté une communication sur le changement de l'organisation du travail. Elle a souligné que les entreprises doivent «concevoir des modes d'organisation de travail qui, tout en favorisant leur compétitivité, permettent de développer les qualifications des salariés». (Lire en première page.) M^{me} Catherine Tasson, ministre délégué à la francophonie, a présenté de son côté un bilan de la quatrième conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats ayant en commun l'usage du français, qui s'est tenue à Paris du 19 au 21 novembre.

F. N.

SOMMAIRE	
DÉBATS	
Une communauté myope, par Maurice Duvoy; Exister stratégiquement, par Jacques Baumel...	2
ÉTRANGER	
Belgique : les résultats définitifs des élections législatives	3
URSS : l'imbroglie moldave	4
L'Azerbaïdjan a supprimé l'autonomie du Haut-Karabakh	4
Les Etats-Unis proposent à Israël et aux Palestiniens de discuter «un modèle d'autonomie»	6
Libye : une «purga» aurait été décidée dans les services spéciaux	6
Cuba : plus de 2 000 «boat-people» sont arrivés cette année en Floride	6
Soudan : Khartoum appuie militairement les troupes entrées en dissidence contre le colonel Garang	7
POLITIQUE	
M. Dumas veut apaiser les inquiétudes des députés à l'approche du sommet de Maastricht	8
Le gouvernement affine son dispositif contre les faux chômeurs	9
Le Sénat rejette les crédits de la défense	9
SOCIÉTÉ	
Le traité sur la réduction des forces en Europe aura peu d'effets sur les armées françaises	12
POINT	
Les Eglises d'Europe	14
ÉDUCATION • CAMPUS	
«Sauve qui peut les profs...» : Il - Le choc de l'entrée dans la carrière	
«Les tout-petits à livre ouvert»	
«Veto» veut limiter les expéri-	
Services	
Abonnements	4
Annonces classées	35 à 37
Automobile	40
Marchés financiers	38 et 39
Météorologie	41
Carnet	40
Mots croisés	40
Radio-télévision	41
La télématique du Monde :	
3615 LEMONDE	
3615 LM	
Le numéro du «Monde»	
daté 27 novembre 1991	
a été tiré à 502 772 exemplaires.	

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
GUIDE DE VOS DÉMARCHES

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^o Gare-du-Nord. Tél. 45-97-15-18.

5 JOURS EXCEPTIONNELS :
Jeudi, Vendredi, Samedi, Dimanche

LE BON CÔTÉ DE LA CRISE

DES PRIX, JUSQU'ICI INIMAGINABLES EN HAUT-DE-GARNE

COSTUME SUPER 100 1790F

VESTE PUR CACHEMIRE 2990F

MANTEAU CACHEMIRE / LAINES 1990F

POUR ELLE LA MODE À MOINS DE 1000F

ET DES REMISES DE 60 à 70% SUR DES MILLIERS D'ARTICLES DE LUXE

DAVID SHIFF

CINQ DES DIX

PARIS 8^e : 13 RUE ROYALE - de 10h à 18h

60 BIS RUE DE PARIS 75000 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE - 5 RUE DES ARCHERS LYON 2